



APPEL ANNUEL 2004

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS ET DES BESOINS FINANCIERS



HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME

DROITS DE L'HOMME

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'Assemblée générale

Proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.



APPEL ANNUEL 2004

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS
ET DES BESOINS FINANCIERS

Article 1

Tous les êtres humains
naissent libres
et égaux en dignité
et en droits.

Ils sont doués de raison
et de conscience
et doivent agir les uns
envers les autres
dans un esprit
de fraternité.



TABLE DES MATIÈRES

Introduction du Haut-Commissaire par intérim	5
---	---

Énoncé de mission	7
--------------------------	---

Résumé	9
---------------	---

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme: données essentielles	11
---	----

Financement et budget	15
------------------------------	----

Mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies	21
--	----

Soutien aux organes conventionnels, à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission	22
Réponse aux allégations de violations des droits de l'homme:	
soutien aux procédures spéciales	26

Exécution des activités de terrain dans le domaine des droits de l'homme	31
---	----

Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix	34
BURUNDI	34
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	37
COLOMBIE	39
CAMBODGE	42
BOSNIE-HERZÉGOVINE	46
SERBIE-ET-MONTÉNÉGO	48
ANGOLA	50
AFGHANISTAN	51
IRAQ	53
SUIVI DE LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION EN SIERRA LEONE	56
APPUI AUX MISSIONS POUR LA PAIX DES NATIONS UNIES	57

Activités de coopération technique	61
AFRIQUE	63
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	68
EUROPE, ASIE CENTRALE ET CAUCASE	72
ASIE ET PACIFIQUE	79
RÉGION ARABE	85

Défis thématiques en matière de droits de l'homme	89
--	----

Projets mondiaux	90
DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION	
DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME	90
ÉGALITÉ DES SEXES ET DROITS DES FEMMES	92
DROITS DE L'HOMME ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME	93
FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME POUR	
LE PERSONNEL DE MAINTIEN DE LA PAIX	95
APPUI AUX INSTITUTIONS NATIONALES	98
TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	100
Démocratie, développement et droits de l'homme	103
Groupes particulièrement ciblés	108
PERSONNES HANDICAPÉES	108
PERSONNES TOUCHÉES PAR LE VIH/SIDA	109
MINORITÉS	111
PEUPLES AUTOCHTONES	112
VICTIMES DE L'ESCLAVAGE	116
VICTIMES DE LA TORTURE	117

Suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y associée	120
---	-----

Renforcement de la capacité du Haut-Commissariat	123
---	-----

CABINET	124
RELATIONS EXTÉRIEURES	126
GESTION DES RESSOURCES	133
TECHNOLOGIE ET GESTION DE L'INFORMATION	136
CENTRE DE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHÈQUE	137
ANALYSE DES POLITIQUES ET MÉTHODOLOGIE	138
PUBLICATIONS	139
SÉCURITÉ DU PERSONNEL	141
FONDS DE RÉSERVE	143



INTRODUCTION DU HAUT-COMMISSAIRE PAR INTÉRIM



Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme présente l'Appel annuel 2004 à un moment particulièrement crucial et difficile de sa brève histoire. Le HCDH a en effet été durement frappé par l'attentat perpétré contre le siège des Nations Unies à Bagdad le 19 août 2003. Au cours de cet événement tragique, qui a coûté la vie à 22

personnes, dont 15 fonctionnaires des Nations Unies, le HCDH a perdu un chef remarquable de qualités et de talent. Notre regretté Haut-Commissaire, Sergio Vieira de Mello, était en fonctions depuis huit mois seulement lorsqu'il est parti momentanément pour Bagdad en juin, mais il avait déjà su insuffler à notre institution son dynamisme et sa ferveur pour la cause des droits de l'homme et les principes humanitaires.

Ce fut un réel défi que de tenir la cap dans ce moment de crise et d'honorer la mémoire de Sergio en continuant d'aller de l'avant en pleine phase de transition. Il nous incombait de poursuivre les efforts qu'il avait engagés pour renforcer l'institution, la recentrer et affiner ses priorités, simplifier et rationaliser ses structures, améliorer ses politiques sur le terrain et perfectionner sa gestion interne. Les réformes en cours vont d'ailleurs dans le sens de notre principal objectif qui consiste à promouvoir un programme global en faveur des droits de l'homme; pour ce faire, nous nous efforçons d'inclure dans ce programme de façon harmonieuse nombre d'éléments d'une importance cruciale.

Premièrement, le Haut-Commissariat use de son autorité morale pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Il apporte son appui aux organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme, notamment à la Commission des droits de l'homme et à ses procédures spéciales, ainsi qu'aux organes conventionnels

ayant pour mission de surveiller la mise en œuvre des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme. Pour ce secteur capital, nous demandons à peine plus de 7 millions de dollars É.-U., qui nous permettront de renforcer notre appui aux mécanismes et aux procédures spéciales des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

Deuxièmement, nous concevons et entreprenons des activités de terrain ciblées afin de protéger et promouvoir les droits de l'homme. Conformément à la décision 2 qui figure dans le rapport du Secrétaire général de 2002 sur la réforme de l'ONU, nous nous proposons de mieux intégrer les droits de l'homme dans les activités de toutes les institutions et équipes de pays des Nations Unies. Pour 2004, nous demandons un peu plus de 24 millions de dollars É.-U. en vue de mettre en œuvre des programmes relatifs aux droits de l'homme tant au niveau régional que national, afin de compléter des activités cruciales déjà en cours et de lancer de nouvelles initiatives soigneusement conçues, notamment un projet régional sur les droits de l'homme en Asie centrale.

Troisièmement, le Haut-Commissariat s'attend à de nouveaux défis conceptuels et pratiques dans le domaine des droits de l'homme; il y réagit et offre ses conseils aux États Membres. Qu'il s'agisse de proposer des lignes directrices fondées sur les droits de l'homme pour la définition de politiques nationales sur la traite des êtres humains ou de mettre au point des modules de formation en droits de l'homme à l'intention du personnel de maintien de la paix, nous avons un rôle critique à jouer dans des domaines clés de la protection thématique des droits de l'homme. Au total, il nous faudrait environ 15 millions de dollars É.-U. pour ces activités.

Enfin, nous demandons quelque 8 millions de dollars É.-U. pour continuer de renforcer les capacités du HCDH. Ces ressources serviront à améliorer la technologie de l'information, la sécurité du personnel, les relations extérieures, l'analyse des politiques, les publications, le Cabinet et notre système de gestion des projets.

Je suis heureux de pouvoir annoncer que nous avons fait des progrès considérables vers la réalisation des objectifs fixés dans l'Appel annuel de l'année dernière en matière de gestion et de programme: définition des priorités, rationalisation et simplification, amélioration de la gestion interne. Nous avons avancé sur la voie des réformes dans de nombreux domaines, notamment en ce qui concerne le renforcement de notre propre système d'établissement des rapports destinés à d'autres organes des Nations Unies, ainsi que l'harmonisation des rapports présentés aux organes conventionnels et des méthodes de travail de ces organes; nous avons aussi assuré une meilleure adéquation entre les recommandations des organes conventionnels et des procédures spéciales et les objectifs de nos programmes d'assistance technique. Nous avons renforcé les éléments clefs de la formulation des politiques au sein du Cabinet et rendu plus rigoureuses les procédures de gestion interne. De plus, nous dotons actuellement le Haut-Commissariat d'une structure nouvelle, simplifiée. Conformément à la recommandation du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU, nous avons créé un nouveau service des procédures spéciales afin d'assurer une gestion efficace de ce secteur extrêmement sensible et complexe. Un service des relations extérieures a également été constitué.

L'effort de planification décrit dans cet Appel annuel a nécessité un examen approfondi et intensif des activités du Haut-Commissariat, et rien n'a été épargné pour que les activités évoquées dans ce document soient étayées par un plan de travail réaliste pour le HCDH. L'appel de cette année porte donc sur 54,8 millions de dollars É.-U., à savoir un montant sensiblement inférieur – de 12 % – au montant demandé dans notre appel pour 2003; il prend dûment en compte l'évolution des contributions au cours de ces dernières années.

Nous sommes profondément reconnaissants à nos donateurs d'avoir su apprécier l'intérêt du travail accompli par le HCDH et de lui avoir fourni ces dernières années les deux tiers environ

de ses ressources. Bien que le Secrétaire général ait demandé pour l'exercice 2004-2005 des ressources accrues à imputer sur le budget ordinaire, les contributions volontaires demeurent d'une importance cruciale pour permettre au HCDH de mener à bien toutes ses activités.

Il n'y a pas de sécurité de la personne sans respect des droits fondamentaux; nous ne devons donc jamais perdre de vue ceux qui ont besoin de notre protection. Ils méritent toute la passion que nous mettons dans notre travail, ainsi que notre détermination à obtenir justice pour toutes les victimes des abus, à combattre le racisme et la discrimination raciale, à promouvoir les droits des minorités et des peuples autochtones, à protéger les civils dans le contexte des conflits armés, à promouvoir les droits des femmes et, enfin, à utiliser efficacement nos ressources pour atteindre ces objectifs d'une importance vitale.



Bertrand G. Ramcharan

Haut-Commissaire aux droits de l'homme par intérim



ÉNONCÉ DE MISSION

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a pour mission de protéger et de promouvoir les droits fondamentaux de tous.

Le Haut-Commissariat est guidé dans ses travaux par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés par la suite, et par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (1993). La promotion de la ratification et de l'application par tous les États des instruments relatifs aux droits de l'homme est l'une de ses priorités.

Le Haut-Commissariat veille à l'application pratique des normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme. Il s'attache à renforcer le programme de l'Organisation des Nations Unies relatif aux droits de l'homme et à fournir le meilleur appui possible aux organes chargés de surveiller l'application des instruments et aux mécanismes spéciaux mis en place par la Commission des droits de l'homme.

C'est avant tout au Haut-Commissaire aux droits de l'homme qu'incombe la responsabilité des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat s'emploie à collaborer avec les autres organes et organismes des Nations Unies pour intégrer les normes relatives aux droits de l'homme dans l'ensemble des activités de l'Organisation.

Le Haut-Commissariat fonde toute son action sur les principes d'universalité, d'indivisibilité, d'interdépendance et d'indissociabilité des droits de l'homme. Il faut accorder la même importance à tous les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, les promouvoir et les protéger sans aucune discrimination. Femmes et hommes doivent pouvoir exercer tous ces droits dans des conditions d'égalité.

Le Haut-Commissariat est résolu à promouvoir la réalisation du droit au développement et à confirmer une conception du développement fondée sur le respect des droits fondamentaux.

Le Haut-Commissariat coopère avec les gouvernements pour toutes les questions relatives aux droits de l'homme afin de renforcer les capacités nationales dans ce domaine et de mieux faire respecter les droits fondamentaux; il fournit aux États qui en font la demande des services consultatifs et une assistance technique et il encourage les gouvernements à continuer de créer des institutions nationales efficaces et de définir des procédures aux fins de la protection des droits de l'homme.

Le Haut-Commissariat a ouvert un certain nombre de bureaux extérieurs afin de garantir que les normes internationales en matière de droits de l'homme soient progressivement appliquées et respectées dans les pays, tant dans la législation que dans la pratique, ce qui suppose la création d'institutions et de capacités nationales en matière de droits de l'homme, ou le renforcement des institutions existantes, la mise en œuvre des recommandations des organes conventionnels et des mécanismes de la Commission des droits de l'homme et l'instauration d'une culture des droits de l'homme.

Pour que l'action du Haut-Commissariat sur le terrain porte ses fruits, il importe de donner de plus en plus aux gouvernements, aux institutions nationales, aux organisations non gouvernementales et aux équipes de pays des Nations Unies les moyens d'entreprendre de leur propre chef des activités relatives aux droits de l'homme, dans le cadre de stratégies régionales ou sous-régionales.

Le Haut-Commissariat s'attache à éliminer les obstacles à la pleine réalisation de tous les droits fondamentaux et à empêcher que ne se produisent ou ne se reproduisent des violations de droits fondamentaux partout dans le monde. Pour ce faire, il collabore étroitement avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales et internationales et la société civile.

Article 10 <

Toute personne a droit,
en pleine égalité,
à ce que sa cause soit
entendue équitablement
et publiquement
par un tribunal
indépendant et impartial,
qui décidera, soit de ses
droits et obligations,
soit du bien-fondé
de toute accusation
en matière pénale dirigée
contre elle.



RÉSUMÉ

L'Appel annuel donne un aperçu général du plan de travail et des prévisions budgétaires du Haut-Commissariat, qui sont le résultat d'un travail approfondi de planification et de définition des priorités. Pour 2004, le HCDH a besoin de contributions volontaires d'un montant de 54,8 millions de dollars É.-U., en plus d'un crédit de 27,1 millions de dollars É.-U. au titre du budget ordinaire de l'ONU.

Dans l'exercice de son mandat de base, le Haut-Commissariat fournit un appui à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et facilite les travaux des six organes conventionnels et les activités relevant des procédures spéciales. Il organise les nombreuses réunions de ces organes et leur apporte son soutien et prépare des études, conduit des recherches et organise des séminaires. Le personnel du HCDH apporte également son concours aux experts chargés par ces organes d'enquêter et de faire rapport sur les droits de l'homme, et met à la disposition de ces entités les résultats de ses recherches, ses compétences et des services administratifs. Un montant de 3.992.942 dollars É.-U. est nécessaire pour appuyer les travaux des organes conventionnels et de la Commission et de 3.116.500 dollars É.-U. pour les activités relevant des procédures spéciales.

Sur le terrain, les activités dans le domaine des droits de l'homme ont essentiellement pour objectif la création et le renforcement des systèmes nationaux de protection et l'application des recommandations des organes conventionnels et autres mécanismes de la Commission des droits de l'homme. Le HCDH travaille de plus en plus avec le concours et par l'intermédiaire d'autres secteurs du système onusien, en particulier avec les équipes de pays des Nations Unies, ainsi que d'autres partenaires. Les projets de terrain font appel à divers mécanismes: bureaux autonomes du HCDH, créés conformément à des protocoles d'accord passés avec des gouvernements; activités de coopération technique entreprises avec la participation et à la demande d'États Membres; bureaux régionaux du HCDH, fonctionnant généralement dans le cadre des commissions économiques et sociales de l'ONU;

conseillers aux droits de l'homme faisant partie d'équipes de pays des Nations Unies et désignés à la demande des coordonnateurs résidents des Nations Unies; et composantes droits de l'homme de missions pour la paix des Nations Unies autorisées par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale. Les activités des bureaux extérieurs du HCDH (en Bosnie-Herzégovine, au Burundi, au Cambodge, en Colombie, en République démocratique du Congo et en Serbie-et-Monténégro), ainsi que des conseillers aux droits de l'homme intégrés aux équipes de pays des Nations Unies et aux missions pour la paix des Nations Unies sont décrites page 57. Les besoins de financement pour 2004 s'élèvent à 14.270.999 dollars É.-U. Les activités de coopération technique du HCDH dont le budget est estimé à 10.118.351 dollars É.-U., sont financées par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique.

Le HCDH s'intéresse également à plusieurs aspects thématiques de la protection des droits de l'homme et propose des conseils d'ordre conceptuel et pratique aux gouvernements et à d'autres partenaires. Il joue un rôle important dans l'éducation, la formation et l'élaboration de directives, de normes et de pratiques dans le domaine des droits de l'homme. Le travail thématique concerne les droits fondamentaux et les problèmes d'équité entre les sexes; la traite des êtres humains, la démocratie, le développement et les droits fondamentaux; et le suivi de la Conférence mondiale contre le racisme. Les travaux effectués en faveur de groupes qui sont ou ont été victimes de discrimination et d'abus concernent les personnes handicapées, les personnes touchées par le VIH/SIDA, les minorités, les peuples autochtones et les victimes de l'esclavage. Une aide est apportée aux victimes de la torture au moyen de dons accordés aux institutions œuvrant pour leur bien-être. Pour ces activités thématiques, le HCDH a besoin de 14.975.020 dollars É.-U. Est compris dans ce montant le financement du Fonds de contributions volontaires en faveur des victimes de la torture, qui constitue un élément important du dispositif du HCDH dans le domaine des droits de l'homme et pour lequel il faudra en 2004 7.500.000 dollars É.-U. destinés à fournir

aux victimes une aide psychologique, médicale, sociale, juridique et économique.

Les activités décrites au chapitre «Renforcement de la capacité du Haut-Commissariat» comportent des fonctions d'une importance cruciale pour une bonne administration, comme la direction exécutive, la méthodologie et la formation, la technologie de l'information, la sécurité du personnel, la gestion des ressources, les publications, le fonctionnement d'une bibliothèque et d'un centre de documentation, les communications et les relations avec les médias, et la mobilisation des ressources. Les montants nécessaires pour ces activités sont estimés à 8.405.272 dollars É.-U.

Un fonds pour imprévus a été mis en place au HCDH pour faire face aux situations d'urgence et aux événements fortuits.

Article 25 <

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.
2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.



LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME: DONNÉES ESSENTIELLES

MANDAT

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) est chargé de promouvoir et de protéger la jouissance et la pleine réalisation, par tous les peuples, de tous les droits énoncés dans la Charte des Nations Unies et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a notamment pour tâche de prévenir les violations des droits de l'homme, d'assurer le respect de tous les droits fondamentaux, d'améliorer la coopération internationale dans ce domaine, de coordonner les activités pertinentes dans l'ensemble des Nations Unies, de renforcer et rationaliser le mécanisme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme. En plus des responsabilités qui lui incombent en vertu de son mandat, il dirige les efforts entrepris pour intégrer les principes relatifs aux droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies. Les priorités du HCDH sont établies par l'Assemblée générale et sont consignées dans le plan à moyen terme pour 2002-2005. Le plan suit la Déclaration et le Programme d'action de Vienne de 1993, élaborés suite à la Conférence mondiale des droits de l'homme de 1993, et la Charte des Nations Unies.

Le Haut-Commissariat est un département du Secrétariat de l'ONU; il a à sa tête un Haut-Commissaire aux droits de l'homme qui a rang de Secrétaire général adjoint. La fonction de haut-commissaire a été créée par une résolution adoptée par l'Assemblée générale en décembre 1993 à la suite d'une recommandation figurant dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne. M. Sergio Vieira de Mello a occupé le poste de Haut-Commissaire de septembre 2002 à août 2003. Il a été tué à la suite d'une explosion, à Bagdad, dans l'exercice de ses fonctions de Représentant spécial du Secrétaire général. M. Bertrand G. Ramcharan a été nommé Haut-Commissaire par intérim en juin 2003. Le poste a été occupé par Mme Mary Robinson de 1997 à 2002 et par M. Ayala Lasso de 1994 à 1997.

Le Haut-Commissariat a son siège à Genève, dans le bâtiment historique du Palais Wilson. Ce bâtiment, érigé entre 1873 et

1875, était à l'origine un hôtel et est ensuite devenu le Siège de la Société des Nations qu'il a abritée de 1919 à 1936. Diverses administrations suisses l'ont occupé au cours des 62 années suivantes. Deux incendies, en 1985 et 1987, ont détruit plusieurs parties de l'édifice; mais après d'importants travaux de rénovation réalisés par les autorités suisses, le Haut-Commissariat s'y est installé en 1998.

PERSONNEL

Au 1er octobre 2003, le Haut-Commissariat employait 564 personnes dans le monde: 284 au Siège à Genève, 9 au bureau de liaison à New York et 271 dans divers bureaux partout dans le monde. Sur les 564 personnes employées par le HCDH, 189 sont rémunérées sur le budget ordinaire de l'ONU et 375 sur des fonds de contributions volontaires.

Le Haut-Commissariat a des représentations régionales à Bangkok, Santiago du Chili, Addis-Abeba, Beyrouth, Pretoria et Yaoundé; en 2004, des représentants ou des experts chargés des droits de l'homme seront déployés en Asie centrale et en Afrique de l'Ouest. Il est en outre envisagé de déployer des représentants sous-régionaux dans la région du Pacifique et dans les Caraïbes. Des bureaux chargés de missions de promotion et de protection fonctionnent en Colombie, au Cambodge, au Burundi, en République démocratique du Congo, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro. Du personnel chargé de projets de coopération technique à l'échelon des pays est présent en Azerbaïdjan, en Croatie, en El Salvador, au Guatemala, au Mexique, au Népal, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Mongolie, en Palestine, aux Îles Salomon, en Somalie, à Sri Lanka, au Soudan et au Timor-Leste. De plus, le HCDH, par l'intermédiaire d'organismes, de programmes et de missions des Nations Unies, collabore à des activités de coopération technique aux niveaux sous-régional et national. Par ailleurs, il s'attache à développer la dimension droits de l'homme de missions complexes des

Nations Unies, dans le domaine du maintien et du rétablissement de la paix, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques.

STRUCTURE

Le Haut-Commissariat se compose actuellement de cinq services, en plus du Cabinet du Haut-Commissaire et de la Section administrative. Le Haut-Commissariat s'est restructuré en 2003 conformément aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU.

◆ SERVICE DE LA RECHERCHE ET DU DROIT AU DÉVELOPPEMENT

Ce service est chargé de promouvoir et de protéger le droit au développement: il s'acquitte de cette mission en effectuant des recherches, en fournissant un appui au Groupe de travail sur le droit au développement, en intégrant les droits de l'homme dans le développement, en particulier dans les bilans communs de pays et dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et en identifiant des stratégies d'aide au développement et des stratégies d'aide humanitaire fondées sur les droits pour éliminer la pauvreté et permettre l'exercice de tous les droits. Il apporte un appui aux experts que la Commission des droits de l'homme charge de faire rapport, notamment, sur le droit au développement et l'extrême pauvreté, sur les droits économiques et sociaux, y compris les droits à l'alimentation, à l'éducation et au logement, et sur les conséquences des politiques d'ajustement structurel sur les droits de l'homme. Le service est également chargé de recherches sur les peuples autochtones et les minorités; d'initiatives stratégiques sur les problèmes d'équité entre les sexes, les droits des femmes, les droits en matière de procréation, le VIH/SIDA, le handicap, la traite des êtres humains, la fourniture de conseils d'ordre juridique et la primauté du droit. Il fournit en outre un appui au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones et au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones. Le service gère le centre de documentation et la bibliothèque, les services d'information et les bases de données sur les droits de l'homme.

◆ SERVICE DES TRAITÉS ET DE LA COMMISSION

Ce service fournit un appui aux organes conventionnels, à la Commission des droits de l'homme et à ses groupes de travail, à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la torture. Il établit et soumet les documents destinés aux divers organes conventionnels, met en forme les communications présentées aux organes conventionnels au titre de procédures facultatives, assure le suivi des recommandations et décisions adoptées lors des réunions de ces organes, et appuie le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de leurs recommandations au niveau national. Il gère en outre des bases de données sur la documentation relative aux droits de l'homme en rapport avec les activités des organes conventionnels, de la Commission et de la Sous-Commission.

◆ SERVICE DES PROCÉDURES SPÉCIALES

Ce service a été créé récemment pour fournir un appui renforcé aux mécanismes d'enquête et d'établissement des faits de la Commission des droits de l'homme – rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux et experts, groupes de travail – chargés par la Commission ou par le Conseil économique et social d'enquêter sur des violations des droits de l'homme, où qu'elles se produisent dans le monde. Les personnes ou les organes désignés enquêtent sur des types spécifiques de violations des droits de l'homme et conduisent des études sur des situations et des thèmes particuliers dans une optique de droits de l'homme. Le travail accompli par les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail pour attirer l'attention des États Membres et du public sur les violations des droits de l'homme qui se produisent dans certains pays ou sur des thèmes spécifiques fait partie intégrante de la protection des droits de l'homme.

◆ SERVICE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DES OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN

Ce service conçoit, exécute, suit et évalue des activités consultatives et autres projets d'assistance technique à la demande des gouvernements. Il fournit également un appui aux mécanismes d'enquête et d'établissement des faits appelés à s'occuper

de situations spécifiques de certains pays dans le domaine des droits de l'homme. Il exerce en outre des activités destinées à renforcer la capacité des institutions nationales, appuie les missions de protection des droits de l'homme ainsi que la dimension droits de l'homme des missions pour la paix des Nations Unies, coopère avec les équipes de pays des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, conduit des activités de lutte contre la discrimination et fait fonction de centre de liaison au sein du Haut-Commissariat sur les problèmes de la lutte antiterroriste. Les présences du HCDH sur le terrain font rapport au chef du Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain. Ce service est par ailleurs chargé de l'appui à la gestion de tous les projets entrepris par le Haut-Commissariat, ainsi que des dispositions destinées à assurer la sécurité du personnel sur le terrain.

◆ SERVICE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Ce service – dont un fonctionnaire est le porte-parole du Haut-Commissaire – élabore et met en œuvre des stratégies de communication afin de faire connaître le travail du Haut-Commissariat et du Haut-Commissaire et des mécanismes des Nations Unies qui défendent la cause des droits de l'homme. Il est chargé des relations avec les médias et coordonne les partenariats avec les ONG et la société civile, aussi bien pour des activités de plaidoyer que pour des activités opérationnelles. Il organise et gère toutes les activités visant à mobiliser des ressources et fait fonction de centre de liaison pour les relations avec les donateurs afin d'assurer au Haut-Commissariat une assise financière plus stable et aux donateurs et autres parties prenantes une transparence accrue. Des moyens de communication renforcés et des liens plus étroits avec les médias permettront au HCDH de faire mieux connaître la situation réelle dans le domaine des droits de l'homme, de mieux plaider la cause de ces droits, d'améliorer son image et d'être plus visible du public.

◆ SECTION ADMINISTRATIVE

Les services administratifs d'appui comprennent l'établissement du budget, la gestion financière, le recrutement et l'administration des ressources humaines, la passation des marchés et les achats, la gestion des actifs et l'appui logistique général aux activités extérieures. Cette section fournit également un appui administratif pour le recrutement des responsables des droits de l'homme affectés à des missions de l'ONU pour la paix.

RESSOURCES FINANCIÈRES

Le Haut-Commissariat est financé sur le budget ordinaire de l'ONU et reçoit des contributions volontaires de gouvernements et autres donateurs. Les crédits imputés sur le budget ordinaire s'élevaient à 47,5 millions de dollars É.-U. pour l'exercice biennal 2002-2003; les recettes au titre des contributions volontaires représentaient 40,2 millions de dollars É.-U. en 2002 et devraient dépasser ce montant en 2003.

ADRESSES

Visite:

Haut-Commissariat aux droits de l'homme – Palais Wilson
52, rue des Pâquis
CH-1201 Genève

Adresse postale:

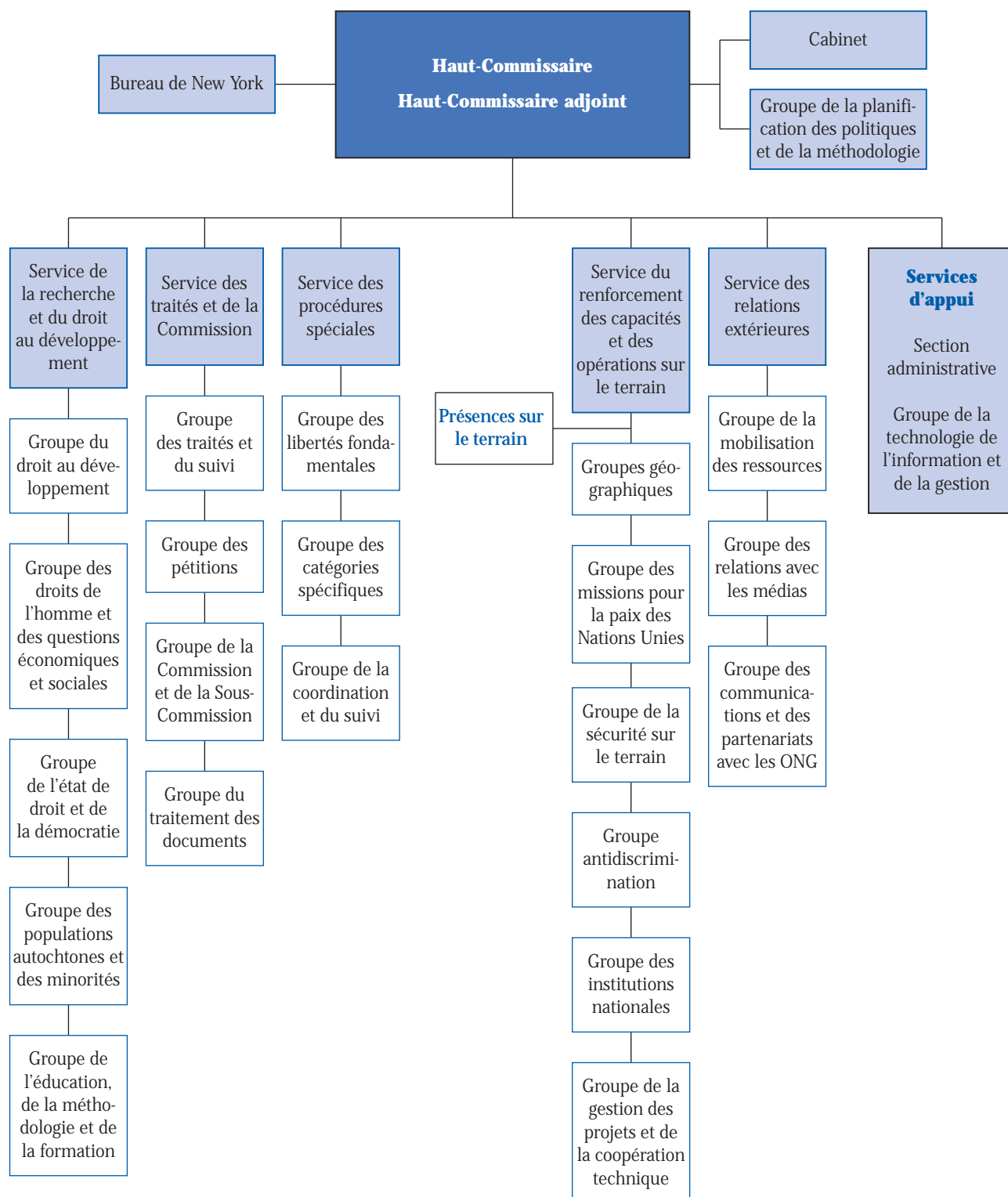
Haut-Commissariat aux droits de l'homme
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10

Téléphone: 41 22/917 90 00

Courriel: InfoDesk@ohchr.org

Site Web: <http://www.ohchr.org>

HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME





FINANCEMENT ET BUDGET

Les activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sont financées sur une base biennale par le budget ordinaire de l'ONU. Sur 54,2 millions de dollars É.-U. de crédits demandés pour l'exercice biennal 2004-2005, 27,1 millions ont été requis pour 2004. En raison de la multiplication du nombre des mandats et de l'élargissement des activités confiées au HCDH, des contributions volontaires de 54,8 millions de dollars É.-U. sont en outre nécessaires pour faire face aux besoins du Haut-Commissariat en 2004.

BUDGET ORDINAIRE DE L'ONU

En vertu de la Charte des Nations Unies, qui est un traité international, tous les États Membres de l'ONU sont tenus de prendre à leur charge une partie du budget. La contribution de chaque État est calculée en fonction de sa part dans l'activité économique mondiale. Le budget ordinaire est établi à l'issue d'un processus rigoureux auquel tous les États Membres participent. Le Secrétaire général propose le budget à l'Assemblée générale après avoir soigneusement examiné les demandes de crédit présentées par les différents départements de l'ONU. Au moment où cet Appel est rédigé, le projet de budget-programme relatif à l'exercice 2004-2005 (A/58/6) est soumis pour approbation à la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale. Le budget du Haut-Commissariat aux droits de l'homme se trouve essentiellement au chapitre 24 (Droits de l'homme), une moindre partie figurant au chapitre 23 (Coopération technique).

Le budget est ensuite analysé par les 16 membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par les 34 membres du Comité du programme et de la coordination. Leurs recommandations sont transmises à la Commission administrative et budgétaire de l'Assemblée générale, où siègent tous les États Membres, qui étudie à son tour le budget. Enfin, celui-ci est présenté à l'Assemblée générale pour examen et approbation. Depuis 1988, le budget est approuvé par consensus.

Le budget ordinaire finance les activités prescrites au Haut-Commissariat par mandat et comprend les dépenses de personnel et celles correspondant à d'autres rubriques, comme les frais de voyage des représentants et du personnel, et les dépenses liées à la technologie de l'information et à l'achat de matériel, de mobilier et de fournitures de bureau. Le HCDH a reçu un crédit révisé de 47,5 millions de dollars É.-U. pour l'exercice 2002-2003. Le budget-programme de 54,2 millions de dollars É.-U. proposé pour l'exercice 2004-2005 représente une augmentation de 3,7 millions de dollars É.-U. (soit 7,2%) par rapport à l'exercice précédent.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires au Haut-Commissariat ont augmenté, passant de 15 millions de dollars É.-U. en 1994 à 40 millions de dollars É.-U. en 2002. Le HCDH reçoit des contributions de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de fondations et d'autres donateurs privés. Depuis 1994, 91 gouvernements ont contribué au financement de ses activités; ces contributions ont une valeur qui va bien au-delà du montant versé, car elles témoignent du soutien et de l'importance accordés à l'action du Haut-Commissariat. Au cours des dernières années, le HCDH a élargi sa base de donateurs; les fondations privées et la Commission européenne lui ont versé de grosses contributions. Il n'en demeure pas moins que l'essentiel du financement continue de provenir d'un petit nombre de bailleurs de fonds.

VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS

Des contributions versées à temps et de manière prévisible aident le Haut-Commissariat à planifier ses activités et à utiliser ses ressources financières efficacement et rationnellement.

Il est donc extrêmement souhaitable qu'il reçoive des fonds ou soit informé des contributions le plus tôt possible dans l'année et selon des modalités garantissant un maximum de stabilité dans le financement. En 2003, le nombre des annonces de contributions et des versements effectués promptement a augmenté de 50% par rapport aux années précédentes, évolution dont il faut d'autant plus se féliciter que le Haut-Commissariat ne peut dépenser que les fonds qu'il a déjà reçus. L'aptitude du HCDH à mener à bien ses activités dépend donc dans une large mesure de la manière dont les contributions sont versées.

◆ LE HAUT-COMMISSARIAT A BESOIN D'UN FINANCEMENT DURABLE ET PRÉVISIBLE

Des modalités assurant un financement durable et prévisible ont été arrêtées avec la plupart des donateurs les plus importants. Le Haut-Commissariat continuera de négocier avec les donateurs pour améliorer les arrangements en vigueur et en établir de nouveaux avec d'autres donateurs. Les bailleurs de fonds sont engagés à annoncer et à verser leurs contributions le plus tôt possible.

◆ LE HAUT-COMMISSARIAT A BESOIN D'UN FINANCEMENT SOUPLE

En 2003, la tendance à l'assouplissement des affectations de fonds a été encourageante, et le Haut-Commissariat se félicite des efforts faits par les donateurs en ce sens. La plupart d'entre eux affectent leurs contributions aux rubriques principales de l'Appel annuel, telles que le Fonds d'affectation volontaire pour la coopération technique, les bureaux extérieurs, les organes conventionnels ou encore les procédures spéciales, et certains ont versé des montants importants sans en imposer aucune l'affectation. Toutefois, certaines contributions sont encore très précisément allouées à des projets ou activités spécifiques, par exemple à tel ou tel mandat au sein d'une procédure spéciale ou d'un organe conventionnel déterminé; cette modalité est fortement déconseillée, car elle limite gravement la possibilité pour le Haut-Commissariat de faire en sorte que les fonds soient utilisés de manière judicieuse et économique.

◆ LE HAUT-COMMISSARIAT A BESOIN DE CONTRIBUTIONS PLURIANNUELLES

Plusieurs donateurs ont engagé des fonds pour deux années ou même davantage. Le Haut-Commissariat s'en félicite, car cela lui permet de faire des plans à plus long terme. Pour qu'il puisse continuer de privilégier une planification à long terme, les contributions pluriannuelles sont un outil de gestion indispensable. Les donateurs qui peuvent engager des fonds sur plusieurs années sont donc vivement encouragés à le faire.

Une contribution peut être annoncée par lettre au Haut-Commissaire, au Haut-Commissaire adjoint ou au chef du groupe de mobilisation des ressources. En réponse, le donateur recevra une lettre précisant le détail des versements. L'annonce de contribution doit indiquer clairement l'activité à laquelle les fonds sont destinés. Il est vivement conseillé de prendre contact avec l'équipe de mobilisation des ressources avant d'annoncer une contribution pour discuter des priorités en cours au sein du Haut-Commissariat et des conditions qui pourraient être attachées à la contribution.

◆ DÉFICIT DE FINANCEMENT

En 2002, les dépenses se sont élevées à 42,8 millions de dollars É.-U. tandis que les recettes se sont chiffrées à 40,2 millions de dollars É.-U., ce qui montre que le Haut-Commissariat a mieux réussi à faire coïncider le niveau de ses activités avec celui de ses recettes. Toutefois, le déficit de financement reste un grave problème. En 2003, les recettes enregistrées se montent à 43,6 millions de dollars É.-U. (au moment où cet Appel est rédigé) alors que l'Appel annuel indiquait un budget de 62,5 millions de dollars É.-U. et que le budget révisé (au milieu de l'année, calculé en fonction des contributions attendues) s'élevait à 53,7 millions de dollars É.-U. Il y a donc eu un déficit de financement de 11,7 millions de dollars É.-U. en 2003. C'est notamment pour cela que pendant le deuxième semestre de 2003, le Haut-Commissariat a dû réduire le nombre des activités planifiées, de manière à adapter le volume de ses activités à celui de ses recettes. En conséquence, l'exécution de nombreuses activités initialement prévues pour 2003 a été reportée à l'année suivante, pendant laquelle on espère pouvoir disposer de fonds supplémentaires. Pour assurer le financement efficace de toutes les activités prévues pour 2004, il faudrait obtenir des contributions additionnelles de quelque 10 millions de dollars É.-U. Le Haut-Commissariat est en pleine discussion sur ce point avec les gouvernements.

GROUPE DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Ce groupe est chargé des relations avec les donateurs et de la mobilisation des ressources. Ses fonctions sont décrites dans le chapitre intitulé «Renforcement de la capacité du Haut-Commissariat», à la page 127. Les donateurs sont invités à prendre contact avec lui pour tout ce qui concerne les questions de financement.

RAPPORTS ET CONTRÔLE FINANCIERS

Le troisième Rapport annuel du Haut-Commissariat, qui portait sur l'année 2002, montrait que l'exécution d'activités avait été adaptée au niveau des fonds que la communauté internationale des donateurs était disposée à fournir. Toutefois, cela n'avait été obtenu qu'au prix de grosses difficultés, en particulier en ce qui concerne les opérations sur le terrain pour lesquelles les difficultés de trésorerie ont obligé à faire des coupes importantes dans les activités planifiées, en 2002 comme en 2003. Dans certains cas, il a fallu reporter des engagements déjà pris avec les gouvernements bénéficiaires; dans d'autres cas, on a dû réduire considérablement certaines des activités de projets en cours.

Le Haut-Commissariat contrôle régulièrement l'exécution de ses activités au moyen d'analyses financières trimestrielles: celles-ci lui permettent de repérer les ressources non utilisées et de les allouer à des tâches plus urgentes, tout en respectant l'affectation des contributions concernées. Ces analyses ont montré que, pour la plupart des activités, le taux d'exécution reste élevé et est, de façon générale, directement lié au volume des fonds disponibles. En d'autres termes, si le HCDH disposait de fonds plus importants, en particulier pour les activités sur le terrain, il aurait assurément la capacité d'exécuter la totalité ou la majorité des activités planifiées.

Le Haut-Commissariat a besoin de recevoir jusqu'à 60% du montant total des contributions au cours des premier et deuxième trimestres de l'année afin de pouvoir poursuivre ses activités sans problème pendant tout le reste de l'année. Il estime que le montant total du report des fonds 2003 sur 2004 restera d'environ 26 millions de dollars É.-U., sans compter les réserves. Ce chiffre est très proche de ceux dont il a été fait état pour 2002 et 2003 et représente désormais le minimum requis pour assurer la continuité des activités pendant l'année suivante.

PLANIFICATION ET GESTION DU PROGRAMME

Le Haut-Commissariat continue d'exploiter et de développer les résultats obtenus à ce jour dans ce domaine. Le processus d'examen budgétaire, supervisé par le Comité d'examen des projets, donne l'assurance que les projets font l'objet d'une analyse minutieuse, tant technique que financière, avant d'être exécutés. La mise au point finale de documents de projet comportant un budget détaillé a été confiée aux chefs de service, ce qui permet de rationaliser le travail du Comité d'examen des projets. Des rapports de suivi et des rapports intérimaires aident le Haut-Commissariat à étudier les progrès accomplis et à apporter les ajustements nécessaires. L'élaboration de nouveaux projets s'appuie sur un suivi plus rigoureux des conclusions résultant des rapports d'évaluation finals, notamment des conclusions établies à l'issue de l'Examen global du programme de coopération technique, achevé en septembre 2003. La formation à la gestion générale des projets est assurée par le groupe de la gestion du programme; elle comprend des ateliers formels organisés deux fois par an en coopération avec le Centre international de l'OIT à Turin et des réunions informelles d'information organisées chaque semaine.

On s'efforce d'améliorer sans cesse le cycle de programmation annuel, de façon à améliorer la planification du programme à tous les niveaux. L'examen semestriel, qui donne aux administrateurs et aux responsables des renseignements sur les progrès accomplis et fournit des chiffres indicatifs de planification pour l'avenir, est désormais institutionnalisé. Il permet d'établir un état révisé en bonne et due forme des besoins de financement pour l'année, prenant essentiellement en compte les tendances en matière de financement, mais aussi les taux d'exécution.

DÉPENSES D'APPUI AU PROGRAMME

Pour toutes les contributions volontaires, des dépenses d'appui sont facturées: elles correspondent à 13% du montant final des dépenses annuelles, taux qui a été approuvé par l'Assemblée générale. De façon générale, les ressources qui doivent financer ces dépenses d'appui sont versées sur un compte spécial et utilisées dans les domaines où il existe un lien avéré entre l'activité d'appui et les activités du programme considéré. Ces ressources servent donc normalement à financer des fonctions relevant de

la gestion des projets et de l'administration centrale, notamment les finances, le budget et le personnel; elles peuvent aussi être utilisées pour soutenir des projets de coopération technique. Les procédures d'approbation et de gestion des comptes d'appui au programme sont expressément définies dans la circulaire administrative ST/AI/286 du 3 mars 1982.

Dans le cadre du programme de réforme entrepris par le Secrétaire général au titre de la décision 24, un examen de la gestion des fonds d'affectation spéciale a été entrepris. L'une des questions à l'examen est le pourcentage des dépenses d'appui au programme qu'il convient d'appliquer aux contributions volontaires allouées aux départements du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

BUDGETS NORMALISÉS

Dans l'Appel annuel de cette année, les budgets sont encore présentés selon la ventilation type par poste de dépense (ou catégorie d'objets de dépense) du système financier de l'ONU. Les activités correspondantes sont décrites dans le texte explicatif de chaque section.

RUBRIQUES BUDGÉTAIRES

Les catégories d'objets de dépense ci-après figurent donc dans les tableaux budgétaires:

- **Dépenses de personnel:** traitements et prestations annexes versés au personnel sous contrat de l'ONU, gérés par l'intermédiaire de l'ONUG ou de l'UNOPS;
- **Honoraires et frais de voyage des experts ou consultants:** traitements, prestations annexes et frais de voyage des experts et des consultants extérieurs engagés pour une mission précise ou une durée limitée;
- **Frais de voyage:** subdivisés entre personnel du Haut-Commissariat, membres de la Commission et représentants et autres participants aux réunions de la Commission, c'est-à-dire tous les frais de voyage et les dépenses annexes du personnel du Haut-Commissariat, des membres de la Commission des droits de l'homme, des rapporteurs spéciaux et d'autres représentants du Haut-Commissaire;
- **Services contractuels:** paiement au titre de services externalisés, par exemple services de conférence, services d'impression, entretien des véhicules, traduction, services de sécurité, services liés à la technologie de l'information, etc.;

- **Dépenses générales de fonctionnement:** location de bureaux, communications, chauffage, etc.;
- **Fournitures et achats:** fournitures et matériel de bureau, y compris ordinateurs, imprimantes, télécopieurs, etc.;
- **Subventions, contributions, bourses et séminaires:** paiements effectués sous forme de subventions accordées à des entités extérieures, des organisations, des instituts et des universités, y compris des ONG, pour l'exécution d'activités au titre de projets; et
- **Dépenses d'appui au programme** (à l'heure actuelle, 13% du coût total des projets): ce montant est généralement réparti selon un ratio variable entre le Haut-Commissariat et ses agents d'exécution – ONUG, UNOPS, PNUD et UNICEF – pour couvrir les dépenses d'appui du personnel qui travaille au siège respectif de chacun d'eux.

PARTENAIRES DU HAUT-COMMISSARIAT


Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est l'une des grandes unités administratives du Secrétariat de l'ONU et bénéficie à ce titre des services communs assurés par l'ONU à New York et à Genève. Le Secrétariat de l'ONU à New York et l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) lui fournissent soutien et conseils dans les domaines des finances, du budget, des services généraux, des achats, des voyages et de la gestion des ressources humaines. Toutes les tâches administratives dans ces domaines, y compris les crédits budgétaires, les ordres d'achat, les demandes de voyage et les contrats de travail, sont assurées par l'ONUG. Le HCDH utilise aussi les services communs de conférence, notamment les services d'interprétation, pour toutes les réunions officielles de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission, etc. Il signera bientôt avec l'ONUG un protocole d'accord, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2004.

En 2004, il poursuivra sa collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), qui fournira un soutien administratif à ses projets, en particulier pour les activités extérieures. Un protocole d'accord révisé, signé par les deux parties au début de 2003, énonce les modalités de la surveillance, de la supervision et de l'information financières.

BUDGET DU HCDH POUR 2004 EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (MONTANTS À OBTENIR SOUS FORME DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES)

Dollars É.-U.

Mécanismes relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies:	
Appui aux organes conventionnels, à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission	3.992.942
Réponse aux allégations de violations des droits de l'homme – Soutien aux procédures spéciales	3.116.500
Exécution d'activités relatives aux droits de l'homme sur le terrain:	
Appui aux droits de l'homme dans les activités de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix	14.270.999
Activités de coopération technique	10.118.351
Enjeux thématiques:	
Projets mondiaux	3.261.835
Démocratie, développement et droits de l'homme	1.600.629
Groupes plus particulièrement ciblés	9.393.556
Suivi de la Conférence mondiale contre le racisme	719.000
Renforcement de la capacité du Haut-Commissariat	8.405.272
Total	54.879.084

Article 6 
Chacun a le droit
à la reconnaissance
en tous lieux
de sa personnalité
juridique.

BUDGET-PROGRAMME DU HCDH PROPOSÉ POUR L'EXERCICE BIENNAL 2004-2005 *

(CHAPITRES 23 ET 24 DU BUDGET ORDINAIRE)

Budget ordinaire (chapitre 24)	Estimations pour 2004
Organes directeurs	
Commission des droits de l'homme	105.800
Sous-Commission	384.850
Comité des droits de l'homme	650.550
Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	124.150
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	351.200
Comité des droits de l'enfant	664.250
Comité contre la torture	223.600
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	332.400
Réunions des présidents des organes conventionnels	26.500
Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants	85.550
Total partiel	2.948.850
Programme de travail	
Sous-programme	
Droit au développement, recherche et analyse:	
Postes	3.668.500
Personnel temporaire	342.000
Autres dépenses	532.900
Total partiel	4.543.400
Sous-programme 2	
Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme:	
Postes	3.852.400
Personnel temporaire	49.950
Autres dépenses	57.400
Total partiel	3.959.750
Sous-programme 3	
Services consultatifs, établissement des faits et opérations sur le terrain:	
Postes	6.661.850
Personnel temporaire	485.350
Autres dépenses	2.079.400
Total partiel	9.226.600

Budget ordinaire (chapitre 24)	Estimations pour 2004
Direction exécutive et administration	
Bureaux à Genève et à New York et Service des relations extérieures:	
Postes	2.878.800
Personnel temporaire	44.300
Autres dépenses	335.250
Total partiel	3.258.350
Appui au programme	
Administration et services communs:	
Postes	912.500
Personnel temporaire	5.050
Autres dépenses	580.050
Total partiel	1.497.600
Comité des personnes disparues à Chypre	181.150
Total budget ordinaire (chapitre 24)	25.615.700
Budget ordinaire (chapitre 23)	
Programme ordinaire de coopération technique	1.500.000
Total général	27.115.700

* Chapitre 24 (Droits de l'homme) du document A/58/6 du 7 avril 2003.

Les crédits ouverts au budget ordinaire pour 2004 sont évalués à 27,1 millions de dollars É.-U. et les besoins en contributions volontaires pour la même année s'élèvent à 54,8 millions de dollars É.-U.



MÉCANISMES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

La Commission des droits de l'homme est la principale instance intergouvernementale des Nations Unies qui s'occupe des droits de l'homme. Les représentants de ses 53 États Membres se réunissent à Genève chaque année pendant six semaines pour discuter, étudier, élaborer et suivre les normes relatives aux droits de l'homme. Plusieurs milliers de représentants d'États Membres, d'observateurs et de représentants d'ONG participent aussi à la session. La Commission, organe technique du Conseil économique et social, adopte des résolutions, des décisions et des déclarations sur une vaste gamme de questions relatives aux droits de l'homme. La Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, composée de 26 experts, qui est un organe subsidiaire de la Commission, entreprend des recherches et des études et formule des recommandations à son intention.

La Commission nomme des experts indépendants, «titulaires d'un mandat au titre des procédures spéciales», qui sont chargés d'enquêter sur les tendances ou la situation des droits de l'homme dans certains pays et de faire rapport à ce sujet. Ils font la liaison entre la communauté internationale, les différents gouvernements, la société civile et les victimes de violations des droits de l'homme. Après avoir reçu des allégations de violations des droits de l'homme, les experts désignés par la Commission en tant que «titulaires d'un mandat au titre des procédures spéciales» examinent ces allégations avec les gouvernements concernés. Avec leur consentement, ils peuvent entreprendre des visites sur place pour évaluer la situation des droits de l'homme et recommander les améliorations à y apporter. Les experts thématiques identifient et analysent les meilleures pratiques dans leur domaine d'intérêt particulier et font des recommandations aux gouvernements.

Les instruments relatifs aux droits de l'homme sont essentiels pour protéger les droits de l'homme. Une fois ratifiés par les États, ils créent des obligations juridiquement contraignantes. Les organes chargés d'en suivre l'application – les organes conventionnels – sont des comités composés de 10 à 23 experts

indépendants qui siègent à titre personnel. Ils sont les «gardiens» de ces instruments et ont pour mandat de suivre la manière dont les États s'acquittent des obligations qu'ils ont contractées à ce titre. Les États font régulièrement rapport aux organes conventionnels sur la manière dont ils donnent effet aux instruments relatifs aux droits de l'homme. Certains comités sont habilités à examiner les plaintes pour violations des droits de l'homme déposées par des particuliers; d'autres sont habilités à faire enquête sur la base d'informations fiables indiquant que des violations des droits de l'homme ont été commises dans des États parties.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme organise et appuie les nombreuses réunions de la Commission des droits de l'homme, de sa Sous-Commission et des organes conventionnels. Ses fonctionnaires aident les experts désignés par ces organes à enquêter sur les droits de l'homme et à faire rapport à ce sujet, et contribuent aux travaux de ces instances sous forme de recherche, de conseils spécialisés et de services administratifs.

BUDGET RÉCAPITULATIF MÉCANISMES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Dollars É.-U.

Soutien aux organes conventionnels, à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission	3.992.942
Appui aux procédures spéciales	3.116.500

Total	7.109.442
--------------	------------------



SOUTIEN AUX ORGANES CONVENTIONNELS, À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ET À LA SOUS-COMMISSION

CONTEXTE

Le Haut-Commissariat a la responsabilité de soutenir les organismes et les organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme. Cette tâche est confiée au Service des traités et de la Commission, qui apporte l'appui nécessaire à la Commission des droits de l'homme (Commission), à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (Sous-Commission), aux organes conventionnels et au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture.

◆ LES ORGANES CONVENTIONNELS

Les organes conventionnels sont des comités composés de 10 à 23 experts indépendants nommés à titre personnel pour surveiller l'application des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de leurs protocoles facultatifs. Tous les deux à cinq ans, les États parties présentent un rapport à ces organes sur l'application des instruments pertinents. Les organes conventionnels examinent aussi les plaintes émanant de particuliers. Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques établit la compétence du Comité des droits de l'homme pour examiner les plaintes émanant de particuliers qui affirment que leurs droits de l'homme ont été violés par l'État. Les États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale peuvent aussi reconnaître cette compétence à l'organe conventionnel concerné.

Le Haut-Commissariat assure les services nécessaires à six des sept organes conventionnels qui siègeront en 2004: le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité contre la torture, le Comité des droits de l'enfant et le Comité pour la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Ces comités suivent l'application du

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, respectivement. En juillet 2003, 105 États avaient accepté la compétence du Comité des droits de l'homme, en vertu du premier Protocole facultatif, pour examiner les communications émanant de particuliers; 42 avaient accepté la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et 55 celle du Comité contre la torture. En 2002, le Comité des droits de l'homme a reçu plus de 4.000 plaintes au titre du premier Protocole facultatif.

Le nombre d'États Membres qui ont ratifié les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et y ont adhéré a sensiblement augmenté au cours de la dernière décennie. En 1992, le nombre total de ratifications du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention internationale contre la torture et de la Convention relative aux droits de l'enfant s'établissait à 556; en août 2003, il était de 790. Au cours des 14 années qui se sont écoulées depuis l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, 192 États sont devenus parties à cet instrument. Deux nouveaux protocoles facultatifs à la Convention, l'un concernant la situation des enfants impliqués dans les conflits armés et l'autre la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pédopornographie, dont le Comité des droits de l'enfant surveille aussi l'application, ont été adoptés par l'Assemblée générale en 2000 et signés par un grand nombre de pays. Le nombre de ratifications de ces instruments importants et de leurs protocoles atteste le succès du système. Mais plus les États sont nombreux à adhérer aux traités, plus la charge de travail des organes conventionnels et du Service augmente: il faut en effet examiner un plus grand nombre de rapports

d'États parties et élaborer un plus grand nombre de mesures pour que les recommandations des organes conventionnels soient suivies d'effet au niveau national.

Dans le cadre du deuxième rapport du Secrétaire général sur la réforme, les divers comités étudient des moyens d'améliorer leurs méthodes de travail et leur analyse, de faciliter la communication avec les États parties et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de formuler des observations générales ou des recommandations pour aider les États, notamment, à comprendre et à mettre en œuvre les dispositions des conventions ou pactes et pour assurer un suivi cohérent au titre de l'instrument dont ils sont chargés. Ces efforts exigent un appui technique, procédural et de fond de la part du secrétariat du HCDH

◆ LA COMMISSION ET LA SOUS-COMMISSION

Au cours des deux dernières années, la Commission a établi trois nouveaux groupes de travail qui se réunissent pendant six semaines par an. Le secrétariat aide les représentants des États, les institutions spécialisées, les organes et départements des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les ONG à se tenir au courant des activités de ces instances en leur fournissant de la documentation sur le travail passé et en cours et des informations sur les précédents pertinents et en leur donnant les explications nécessaires. En septembre de chaque année, avant la session de l'Assemblée générale, le secrétariat organise une réunion officielle de la Commission pendant une journée pour faciliter l'échange d'informations sur les questions relatives aux droits de l'homme inscrites à l'ordre du jour de la Troisième Commission.

◆ DIFFUSION DE L'INFORMATION

Le Service des traités et de la Commission veille à ce que l'information pertinente soit diffusée au sein du Haut-Commissariat, notamment aux membres du personnel qui fournissent les services nécessaires aux divers mandats. L'Intranet du HCDH s'est avéré insuffisant pour assurer cette diffusion, en raison tant du volume important des données à partager que du système lui-même, qui manque de convivialité.

La création du groupe de traitement des documents au sein du Service en mars 2002 a facilité et accéléré le traitement électronique des documents au sein du Haut-Commissariat. Le groupe coordonne la documentation présentée par le HCDH et traite

tous les documents à destination ou en provenance de la Section de la gestion des documents à Genève et à New York. Il s'occupe des documents intéressant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, la Commission et la Sous-Commission (et leurs groupes de travail et procédures), la procédure découlant de la résolution 1503 et les organes conventionnels basés à Genève, ainsi que de toutes les communications et les plaintes. Sa création permet une gestion des documents plus efficace et plus rapide.

STRATÉGIE POUR 2004

- Améliorer le soutien informatique et autre apporté aux organes conventionnels.
- Renforcer la capacité du HCDH de traiter promptement et efficacement les plaintes individuelles concernant des violations des droits de l'homme.
- Renforcer la capacité du système d'appuyer le suivi des observations et des constatations adoptées par les organes conventionnels au titre de l'examen des plaintes individuelles.
- Améliorer le soutien fourni à la Commission et à la Sous-Commission en créant un système automatisé de gestion des tâches qu'entraînent les décisions adoptées par ces organes ainsi que par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.
- Renforcer les systèmes informatisés pour faciliter le travail des organes et organismes de défense des droits de l'homme.
- Rationaliser les procédures d'établissement des rapports et les méthodes de travail des organes conventionnels.
- Assurer le respect de l'obligation de faire rapport et l'application et le suivi au niveau national des recommandations des organes conventionnels en renforçant les capacités au moyen de stages de formation.
- Apporter un soutien accru aux procédures régissant l'examen des plaintes individuelles et aux procédures d'enquête des organes conventionnels.
- Aider à améliorer les méthodes de travail de la Commission.
- Élargir l'échange d'informations entre les quatre grandes composantes du système: la Commission, la Sous-Commission, les mécanismes spéciaux et les sept organes conventionnels qui siégeront en 2004.

ACTIVITÉS EN 2004

Les systèmes informatiques qui sous-tendent le travail des organes conventionnels et le traitement des plaintes seront réorganisés et la gestion des activités du Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, administré par le Service des traités et de la Commission, sera automatisée. On trouvera une description plus détaillée des activités de ce Fonds à la page 117. La Commission sera également équipée d'un fichier automatisé pour le traitement des CV des titulaires de mandat, et le prototype de CD-ROM sur le travail de la Commission qui a été produit pour la cinquante-huitième session sera amélioré. En outre, une interface sera mise au point pour que les données du groupe du traitement des documents puissent être transmises dans de bonnes conditions au système de traitement des documents de l'ONU.

Le secrétariat élaborera à l'intention des organes conventionnels un projet de principes directeurs devant guider l'établissement d'un document de base amélioré indiquant le suivi donné au niveau national aux dispositions communes aux traités et pouvant être utilisé par tous les organes conventionnels, parallèlement aux rapports concernant le suivi de tel ou tel instrument. Une troisième réunion intercomités des membres des organes conventionnels sera organisée pour examiner ces principes directeurs et des directives harmonisées pour l'établissement des rapports devant être soumis à ces organes.

Le soutien apporté aux procédures d'enquête et d'examen des plaintes individuelles sera renforcé de manière à réduire le retard accumulé dans le traitement des plaintes en russe et en espagnol.

Le Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain et le Service des traités et de la Commission sont convenus de coopérer au renforcement de la mise en œuvre des recommandations des organes conventionnels au niveau national. Ils s'attacheront à accroître la participation des acteurs nationaux à l'établissement des rapports et au processus de mise en œuvre, à renforcer la participation de la société civile au travail des organes conventionnels et à améliorer tout le processus d'établissement des rapports. Les bénéficiaires directs du projet seront les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les ONG, les médias, les instances gouvernementales des États parties aux traités relatifs aux droits de l'homme et les experts siégeant dans les organes conventionnels. Les bénéficiaires indirects en seront les différents titulaires des droits considérés au niveau national.

- **Les activités au niveau mondial** prendront la forme de deux ateliers au cours desquels une dizaine de participants d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, d'ONG et des médias de cinq pays participeront à un stage de formation de cinq jours. Le premier aura lieu en mai, au moment où se réunissent le Comité des droits de l'enfant, le Comité contre la torture et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, et le second en octobre-novembre, parallèlement aux sessions du Comité des droits de l'homme, du Comité contre la torture et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- **Les activités nationales** consisteront à organiser quatre ateliers au niveau national dans des pays ayant participé aux ateliers de Genève lorsqu'ils commenceront à établir leurs rapports respectifs. Les ateliers réuniront 32 participants, notamment les trois groupes cibles et des représentants des gouvernements, pendant cinq jours.

Des stages de formation sur le modèle de l'atelier pilote concernant le dialogue sur les observations finales du Comité des droits de l'homme (Quito, août 2002) seront également organisés. Pour la première fois, le Service a délégué l'un de ses fonctionnaires au bureau d'un représentant régional du HCDH (Santiago du Chili) en le chargeant de fournir un appui au niveau national en matière d'établissement de rapports et de suivi des recommandations des organes conventionnels.

En outre, le secrétariat:

- Contribuera à la rédaction des observations générales;
- Fournira l'appui nécessaire aux organes conventionnels lorsqu'ils tiendront leur journée de débat général;
- Établira une compilation des meilleures pratiques en matière d'établissement de rapports et de suivi;
- Mettra à jour les fiches d'information sur les organes conventionnels;
- Organisera des réunions d'information pour les nouveaux membres des organes conventionnels;
- Contribuera à l'étude en profondeur du Secrétaire général sur la violence contre les enfants et apportera son concours à l'expert indépendant nommé pour la réaliser;
- Participera aux travaux de la Troisième Commission de l'Assemblée générale;
- Évaluera le programme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires seront les organes conventionnels et les organes de défense des droits de l'homme ainsi que les États parties, les délégations, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les ONG, les auteurs des plaintes, la société civile et les médias.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

L'ensemble des activités est placé sous la responsabilité du chef du Service des traités et de la Commission. C'est aux chefs des équipes du groupe de l'application des traités, aux secrétaires des organes conventionnels, de la Commission et de la Sous-Commission, au chef du groupe des pétitions et à celui du groupe du traitement des documents qu'il incombera d'assurer la mise en œuvre des activités prévues dans leurs domaines de compétence respectifs. Un administrateur de programme aide le chef du Service à administrer et à gérer le programme.

FINANCEMENT

Un montant de 3.959.750 dollars É.-U., correspondant au coût des postes et autres coûts pour 2004, a été demandé au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice 2004-2005. Un montant supplémentaire de 3.992.942 dollars É.-U. devrait être fourni par des contributions volontaires. Le HCDH demande instamment que les contributions soient versées pour les «organismes conventionnels, la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission» et non pour telle ou telle activité en particulier.

BUDGET

SOUTIEN AUX ORGANES CONVENTIONNELS, À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ET À LA SOUS-COMMISSION

	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	2.438.700
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	113.400
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	100.600
Membres de la Commission	
Représentants et autres participants	591.400
Services contractuels	249.500
Dépenses générales de fonctionnement	12.977
Fournitures et achats	27.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	3.533.577
Dépenses d'appui au programme	459.365
Total	3.992.942

Les traités

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966)

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965)

Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990)

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)

Convention relative aux droits de l'enfant (1989)

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979)

Les Organes conventionnels

Comité des droits de l'homme

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Comité contre la torture

Comité des droits de l'enfant

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

*Comité pour la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille**

* À créer



RÉPONSE AUX ALLÉGATIONS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME: SOUTIEN AUX PROCÉDURES SPÉCIALES

CONTEXTE

On compte actuellement 35 mandats pour lesquels les services nécessaires sont assurés par le personnel du Haut-Commissariat, dont 25 mandats thématiques et 10 visant des pays précis. Pour 15 des mandats thématiques, les services sont assurés par le Service des procédures spéciales, neuf étant desservis par le Service de la recherche et du droit au développement et le dernier par le groupe antidiscrimination du Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain. Pour les 10 mandats visant des pays, les services sont assurés par le Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain.

Dans son rapport de 2002 intitulé «Renforcer l'ONU: Un programme pour aller plus loin dans le changement», le Secrétaire général a mis l'accent sur l'importance décisive des procédures spéciales et invité le HCDH à les soutenir davantage, notamment en nommant en plus grand nombre des spécialistes chevronnés pour assurer le service des mandats, en leur apportant un meilleur appui administratif et en leur consacrant des ressources plus importantes.

Au cours de la dernière décennie, le Haut-Commissariat s'est efforcé d'accroître l'assistance en matière d'analyse, de communication, d'information et de logistique qu'il est chargé de fournir aux procédures spéciales, notamment en s'attachant à augmenter les effectifs du personnel assurant le service des procédures spéciales et en créant une unité de réaction rapide pour permettre aux titulaires de mandat de répondre avec plus d'efficacité aux communications qui leur sont adressées. Mais les crédits inscrits au budget ordinaire ne suffisent toujours pas à couvrir les besoins des procédures spéciales et le HCDH a souvent dû recruter du personnel en puisant dans les ressources extrabudgétaires. Sur les 39 postes de fonctionnaire de la catégorie des administrateurs assurant le service des mandats des procédures spéciales, moins de la moitié (13) sont imputés sur le budget ordinaire, 19 sont financés au moyen de ressources extrabudgétaires et sept le sont par prélèvement sur la rubrique du budget ordinaire consacrée au recrutement de personnel temporaire. Comme pour les années précédentes, la majeure partie des fonds extrabudgétaires sera consacrée à la prorogation des contrats des fonctionnaires affectés au Service des procédures spéciales pour veiller à ce que chaque mandat puisse


bénéficier des services d'au moins un fonctionnaire et que la continuité des services assurés soit maintenue.

RÉALISATIONS EN 2003

- **Documentation:** près de 103 rapports ont été présentés par des procédures spéciales, tant thématiques que géographiques, à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session. Dix-huit rapports ont été présentés à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session. Tous ces rapports étaient disponibles avant l'ouverture de la session de la Commission, et des versions éditées pouvaient en être consultées sur le site Web du HCDH avant la session.
- **Missions d'enquête:** les titulaires de mandat thématique ont effectué 62 missions d'enquête. Ils feront rapport sur ces missions à la Commission à sa soixantième session. Les titulaires de mandat géographique ont effectué 15 missions.
- **Communications et interventions d'urgence:** l'unité de réaction rapide a élargi la couverture de la base de données des interventions d'urgence à tous les mandats thématiques et géographiques. Le nombre des communications transmises aux gouvernements et celui des communications adressées conjointement par deux titulaires de mandat ou plus ont augmenté au cours de l'année écoulée. Dans le premier semestre de 2003, 368 appels d'urgence ont été adressés, dont 70 % étaient des appels conjoints. Au cours de la même période, 60 lettres contenant des allégations ont été traitées au moyen de la base de données des interventions d'urgence. Toutes les communications adressées à des gouvernements concernant des allégations de violations des droits de l'homme sont désormais traitées par l'unité de réaction rapide au moyen de la base de données des interventions d'urgence.
- **Coordination:** la dixième réunion annuelle des rapporteurs ou représentants spéciaux, experts et présidents de groupes de travail relevant des procédures spéciales s'est tenue en juin 2003. Les participants ont notamment étudié les dispositions du programme de réforme du Secrétaire général de 2002 concernant les procédures spéciales et les moyens de s'appuyer sur les premières mesures prises par le HCDH pour exécuter le programme.

- **Échange d'informations:** une liste électronique (*list-serve*) a été créée pour permettre l'échange d'informations entre les procédures spéciales et les experts des organes conventionnels, en particulier la consultation des documents publiés par l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la protection et de la promotion des droits de l'homme et les experts eux-mêmes ainsi que des renseignements concernant leurs activités. En outre, la pochette d'information destinée aux nouveaux titulaires de mandat relevant des procédures spéciales a été mise à jour. Au cours des sessions d'orientation organisées lors de leur nomination, les nouveaux experts ont reçu des informations sur les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme, le HCDH, ses activités et ses méthodes de travail. Ils ont également pu rencontrer des fonctionnaires et des cadres du HCDH, de même que des représentants d'ONG et d'États Membres.
- **Examen des procédures spéciales:** ayant examiné les procédures spéciales, le Haut-Commissariat a pris les mesures préliminaires suivantes:
 - > Définition des moyens permettant de mieux informer les partenaires du HCDH sur les procédures spéciales (grâce notamment à la page pertinente du site Web et à de nouvelles publications sur les procédures spéciales);
 - > Élaboration d'une méthodologie et d'une capacité d'analyse au sein du HCDH afin de rationaliser et de simplifier les méthodes de travail des procédures spéciales;
 - > Exploration des liens et de la coopération avec les opérations d'assistance technique sur le terrain et dans le cadre de l'ONU, eu égard notamment à la décision 2 du programme de réforme du Secrétaire général.
- **Appui renforcé aux procédures spéciales:** comme suite à une recommandation du Bureau des services de contrôle interne, le Service des procédures spéciales a été créé le 1er mai 2003; ce dernier assure le service des mandats dont s'occupait précédemment l'équipe thématique du Service des activités et programmes.
- **Collaboration avec les mécanismes des droits de l'homme et le système des Nations Unies:** la dotation supplémentaire en personnel et les activités financées par prélèvement sur les ressources extrabudgétaires amélioreront l'aptitude des procédures spéciales à incorporer l'activité d'autres mécanismes des droits de l'homme dans leur propre mandat et à partager les résultats de leur travail avec d'autres organes de défense des droits de l'homme. En outre, cet appui accru permet aux procédures spéciales de mieux

collaborer avec les activités relatives aux droits de l'homme d'autres organismes et institutions des Nations Unies, d'en tirer meilleur parti et de les encourager.

Article 18 
 Toute personne
 a droit à la
 liberté de pensée,
 de conscience
 et de religion;
 ce droit implique
 la liberté de
 changer de religion
 ou de conviction
 ainsi que la
 liberté de
 manifester
 sa religion ou sa
 conviction, seule
 ou en commun,
 tant en public
 qu'en privé, par
 l'enseignement,
 les pratiques,
 le culte et
 l'accomplissement
 des rites.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Le principal objectif sera la mise en œuvre de la décision 4 du programme de réforme du Secrétaire général; pour atteindre cet objectif, la dotation actuelle en personnel doit être maintenue et, dans certains domaines, augmentée.

En outre, une méthode commune sera élaborée et appliquée dans le cadre de l'unité de réaction rapide afin que les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales puissent suivre les communications adressées aux gouvernements et intervenir d'urgence.

Ces activités auront également pour but de contribuer à une coordination efficace de l'œuvre des procédures spéciales et d'appuyer leur collaboration avec les autres mécanismes des droits de l'homme et organismes onusiens pertinents, notamment en ce qui concerne la décision 2 du programme de réforme du Secrétaire général.

ACTIVITÉS EN 2004

- Appuyer les 15 mandats thématiques et les trois mandats visant des pays précis dont le service n'est pas actuellement assuré par des fonctionnaires dont les postes sont imputés sur le budget ordinaire pour veiller à ce que ces mandats puissent être remplis efficacement et à fournir un appui suffisant à l'unité de réaction rapide. Cet appui comprend l'organisation de missions sur le terrain des titulaires de mandat, une assistance à l'établissement des rapports qui doivent être présentés à la Commission des droits de l'homme et à la rédaction de communications aux États, la mise en réseau avec les partenaires (organisations non gouvernementales, institutions universitaires, etc.), la conduite de recherches sur les questions de fond intéressant les mandats et l'échange périodique d'informations avec les titulaires de mandat.
- Recruter deux fonctionnaires supplémentaires qui seront affectés:
 - > Au renforcement de l'unité de réaction rapide, c'est-à-dire à la fourniture d'une assistance au filtrage des communications reçues de sources non gouvernementales et au traitement des communications adressées aux gouvernements, ainsi qu'à l'élaboration d'une méthode commune de suivi des communications adressées aux gouvernements;

- > Au renforcement de l'appui au Groupe de travail sur les disparitions forcées et involontaires, notamment pour ce qui est de rattraper le retard pris dans l'examen des affaires dont le Groupe de travail est saisi;
- Organiser des sessions d'orientation pour les experts nommés après la soixantième session de la Commission des droits de l'homme.
- Fournir une assistance supplémentaire à court terme en vue d'effectuer plusieurs études analytiques ou comparatives des procédures spéciales demandées par la Commission des droits de l'homme ou les titulaires de mandat relevant de procédures spéciales.
- Relever la classe de deux postes de spécialiste des droits de l'homme financés par prélèvement sur les ressources extra-budgétaires pour veiller à ce que le service d'un plus grand nombre de mandats soit assuré par des administrateurs de la classe appropriée.
- Aider à poursuivre la mise en œuvre de la décision 4 du programme de réforme institué en 2002 par le Secrétaire général.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Le principal résultat sera de renforcer et d'améliorer l'appui aux procédures spéciales, ce qui stimulera et facilitera en fin de compte la coordination entre les mandats, entre les mandats et les autres mécanismes des droits de l'homme, et entre l'activité de coopération technique de l'ONU et ses équipes de pays. Grâce à cette efficacité et cette coordination améliorées, les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales seront mieux à même de préciser les relations entre leur mandat respectif et d'autres droits de l'homme, et contribueront à renforcer l'intégration des droits relevant de leur mandat dans l'activité des organes et institutions des Nations Unies, dans les réunions et dans les activités opérationnelles.

Cela aura des conséquences positives pour les victimes de violations des droits de l'homme: une coordination améliorée avec les opérations du HCDH sur le terrain et les équipes de pays des Nations Unies rapprochera les procédures spéciales des victimes; les procédures spéciales seront mieux à même d'analyser les tendances et les phénomènes ayant un effet sur les situations individuelles, de les porter à l'attention des gouvernements intéressés et de continuer de coopérer avec ces derniers à la définition des moyens appropriés de lutte contre

l'impunité et à la prise des mesures susceptibles d'y remédier; le suivi de ces affaires sera perfectionné; davantage de missions d'enquête seront effectuées et il sera possible d'en assurer le suivi, grâce notamment à la participation active des partenaires.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs et à court terme seront les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales. En outre, l'augmentation du nombre de communications sur des affaires individuelles adressées aux gouvernements bénéficie aux victimes de violations des droits de l'homme: davantage d'affaires sont portées à l'attention des gouvernements et de la communauté internationale et l'on s'efforce de les suivre plus systématiquement.

FINANCEMENT

Pour s'acquitter du mandat que lui ont confié dans leurs résolutions et décisions l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme d'appuyer les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales tels que les rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux, membres de groupes de travail et experts indépendants, le Haut-Commissariat dispose de fonds prélevés sur le budget ordinaire et sur les ressources extrabudgétaires. Un montant de 2.900.000 dollars É.-U. est demandé au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 afin de pourvoir aux besoins en personnel des procédures spéciales. Sur ce montant, 1.470.700 dollars É.-U. ont été demandés au titre de 2004. Un montant supplémentaire de 3.116.500 dollars É.-U. devra également être imputé sur les ressources extrabudgétaires.

BUDGET PROCÉDURES SPÉCIALES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	2.595.900
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	45.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	40.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	55.000
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	22.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	2.757.900
Dépenses d'appui au programme	358.600
Total	3.116.500

Article 19 <

Tout individu
a droit à la liberté
d'opinion et
d'expression, ce
qui implique le droit
de ne pas être
inquiété pour
ses opinions et celui
de chercher,
de recevoir et de
répandre, sans
considérations de
frontières,
les informations
et les idées par
quelque moyen
d'expression que
ce soit.



EXÉCUTION DES ACTIVITÉS DE TERRAIN DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Dans son action au service des droits de l'homme, le Haut-Commissariat travaille de plus en plus avec le concours et par l'intermédiaire d'autres secteurs des Nations Unies, en particulier avec les équipes de pays des Nations Unies. C'est là un important changement par rapport à la fourniture directe de services, qui caractérisait dans le passé le travail sur le terrain, puisqu'il s'agit désormais de mettre en place et de renforcer les capacités des organes onusiens et d'autres partenaires pour qu'ils puissent entreprendre eux-mêmes des activités en matière de droits de l'homme. Dans ce domaine, l'action du HCDH peut prendre diverses formes: conseils à ses partenaires sur des activités en rapport avec les droits de l'homme pour la création ou le renforcement de systèmes nationaux de protection, explications sur les recommandations des organes conventionnels et des mécanismes de la Commission des droits de l'homme et suivi de leur application, participation et soutien au processus d'établissement du bilan commun de pays/plan-cadre des Nations Unies pour le développement (CCA/UNDAF) et intégration des droits de l'homme dans les activités de planification et de programmation des équipes de pays des Nations Unies.

Les activités de terrain visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme sont décrites dans les sections qui suivent. Elles sont mises en œuvre par les mécanismes suivants:

- Bureaux autonomes du HCDH, créés conformément à des protocoles d'accord signés avec les gouvernements concernés, ou en application de décisions ou de résolutions de la Commission des droits de l'homme;
- Présences de coopération technique, essentiellement dans le cadre d'équipes de pays des Nations Unies, mises en place avec le concours et à la demande d'États Membres;
- Bureaux régionaux du HCDH, généralement installés auprès de commissions économiques et sociales de l'ONU;
- Conseillers aux droits de l'homme dans le cadre d'équipes de pays des Nations Unies, désignés, à la demande des coordonnateurs résidents des Nations Unies, pour appuyer les

efforts en faveur des droits de l'homme, y compris les efforts en faveur de la paix; et

- Composantes droits de l'homme des missions pour la paix des Nations Unies, établies par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale.

Une activité de terrain devrait avoir une durée et une portée limitées: une mission prend fin une fois qu'ont été atteints certains objectifs concrets définis comme repères, par exemple la création des capacités indispensables en matière de droits de l'homme au niveau d'un pays et l'aptitude des partenaires, plus spécialement des partenaires nationaux et des équipes de pays des Nations Unies, à poursuivre eux-mêmes l'action en faveur des droits de l'homme; une fois ces objectifs atteints, les responsabilités peuvent être transférées du HCDH à ses partenaires. Les stratégies de sortie et les dispositifs de transfert sont mis en place à la suite d'étroites consultations avec tous les partenaires. Le «cycle de vie» normal d'une présence du HCDH sur le terrain comporte donc des activités et des coûts qui vont augmenter jusqu'à un certain seuil, la consolidation de ces activités au cours d'une certaine période de temps, puis leur réduction progressive accompagnée d'un transfert simultané des responsabilités aux partenaires locaux et à l'équipe de pays des Nations Unies.

Plusieurs présences du Haut-Commissariat sur le terrain seront soumises à une évaluation en 2004 afin d'accroître les possibilités de coopération avec les partenaires internationaux, régionaux et nationaux, plus spécialement en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités et de coopération technique. Le HCDH aura ainsi la possibilité de concentrer ses ressources financières et humaines limitées sur de nouvelles missions de terrain prioritaires ou sur son rôle fondamental de protection chaque fois qu'un mandat à cette fin lui est confié par l'organe délibérant compétent de l'ONU.

Il n'a pas été créé de bureau autonome du HCDH depuis 1997, c'est-à-dire depuis que les droits de l'homme ont été plus efficacement

intégrés dans les activités de l'Organisation, en application du premier programme de réforme du Secrétaire général. La mise en œuvre du deuxième programme de réforme, en particulier de la décision 2, va encore renforcer le rôle des équipes de pays, suite à la création de puissants systèmes de protection des droits de l'homme au niveau des pays.

Les activités de coopération technique pour la promotion des droits de l'homme auront essentiellement pour but de faciliter l'application pratique des normes internationales relatives aux droits de l'homme et de renforcer les systèmes nationaux de protection dans les pays, à la demande des États Membres. Le HCDH encouragera la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, la conception et la mise en œuvre de plans d'action nationaux dans le domaine des droits de l'homme, la création d'institutions nationales de protection des droits de l'homme, l'élaboration de programmes d'éducation aux droits de l'homme et la mise en œuvre des recommandations spécifiques des organes conventionnels ou des mécanismes extraconventionnels de la Commission des droits de l'homme.

Il faut s'attendre en 2004 à une augmentation du nombre des missions pour la paix comportant une composante droits de l'homme. Le HCDH apporte déjà un soutien à des missions de ce type dans plusieurs pays. Prenant le relais de la Mission de l'ONU en Angola, un nouveau groupe du HCDH a été mis en place en Angola en 2003 dans les services du Coordonnateur résident; des arrangements analogues sont actuellement envisagés pour la mission de vérification des Nations Unies au Guatemala, dont le mandat prend fin en décembre 2004, et pour la mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, dont le mandat à Timor Leste vient à expiration au milieu de 2004. Le personnel chargé des composantes droits de l'homme dans les missions du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques est financé sur le budget ordinaire de l'ONU, mais il est fait appel à des fonds extrabudgétaires pour la mise en œuvre des activités. D'autres activités en rapport avec les droits de l'homme, par exemple celles qui sont entreprises en Afghanistan et en Iraq et l'appui à la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone requièrent un financement du HCDH, financement qui provient aussi de contributions extrabudgétaires, à moins que le HCDH ne mette en place un projet qui prendrait la relève de la mission pour la paix et assurerait la poursuite des principales activités relatives aux droits de l'homme (comme celles qui ont lieu en Angola et au Guatemala).

Les montants nécessaires pour ce chapitre de l'Appel annuel 2004 s'élèvent à 14,3 millions de dollars É.-U. pour les présences sur le terrain et à 10,1 millions de dollars É.-U. pour les activités de coopération technique aux niveaux mondial, régional et national. Le total combiné, soit 24,4 millions de dollars É.-U., représente environ la moitié du total des contributions volontaires dont le HCDH a besoin.

BUDGET

EXÉCUTION DES ACTIVITÉS DE TERRAIN DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Dollars É.-U.

Afrique	
Coopération technique	2.314.762
Angola	1.179.764
Burundi	2.208.906
République démocratique du Congo	2.528.959
Suivi de la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone	520.633
Total partiel	8.753.024
Amérique latine et Caraïbes	
Coopération technique	1.999.925
Colombie	4.719.437
Total partiel	6.719.362
Europe et Asie centrale	
Coopération technique	1.590.600
Bosnie-Herzégovine	608.500
Serbie-et-Monténégro	1.002.050
Total partiel	3.201.150
Asie et Pacifique	
Coopération technique	2.000.000
Afghanistan	239.750
Cambodge	1.000.000
Total partiel	3.239.750
Région arabe	
Coopération technique	1.988.064
Iraq	263.000
Total partiel	2.251.064
Conseil d'administration/Examen et évaluation des projets	225.000
Total	24.389.350

Bureaux du HCDH gérés et desservis par le HCDH

Bosnie-Herzégovine
Burundi
Cambodge
Colombie
République démocratique du Congo
Serbie-et-Monténégro

Composantes droits de l'homme de missions pour la paix des Nations Unies

Abkhazie/Géorgie (MONUG)
Afghanistan (MANUA)
Côte d'Ivoire (MINUCI)
Éthiopie/Érythrée (MINUEE)
Guatemala (MINUGUA)
Guinée-Bissau (BANUGBIS)
Iraq (MANUI)
Libéria (MONUL)
République centrafricaine (BONUCA)
République démocratique du Congo (MONUC)
Sierra Leone (MINUSIL)
Tadjikistan (UNTOP)
Timor-Leste (MANUTO)

Projets de coopération technique du HCDH


Azerbaïdjan
Croatie
El Salvador
Ex-République yougoslave de Macédoine
Guatemala
Îles Salomon
Mexique
Mongolie
Palestine
Somalie
Soudan
Timor-Leste

Bureaux régionaux et sous-régionaux du HCDH

Addis-Abeba
Bangkok
Beyrouth
Pretoria
Santiago du Chili
Yaoundé

Conseillers du HCDH chargés des droits de l'homme dans des équipes de pays des Nations Unies

Angola
Guyane
Népal
Sri Lanka

Article 17 

1. Toute personne,
aussi bien seule
qu'en collectivité,
a droit à
la propriété.

2. Nul ne peut être
arbitrairement
privé de
sa propriété



APPUI AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE RÉTABLISSEMENT, LE MAINTIEN ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Le Haut-Commissariat a des bureaux autonomes au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC), en Colombie, au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro. Ces bureaux combinent des activités de protection et de promotion et ont tous été établis à la suite de protocoles d'accord signés avec les gouvernements d'accueil respectifs. Ils relèvent directement du Service du HCDH responsable du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain, et sont financés au moyen de contributions volontaires versées au HCDH, sauf dans le cas du bureau du Cambodge qui bénéficie d'un crédit imputé sur le budget ordinaire de l'ONU.

En outre, le HCDH est chargé d'activités relatives aux droits de l'homme en Afghanistan, en Angola et en Sierra Leone en vertu d'accords de coopération conclus avec d'autres secteurs de l'ONU. Les activités prévues en Iraq seront exécutées lorsque l'ONU pourra reprendre son travail dans le pays.

BUDGET RÉCAPITULATIF APPUI AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE RÉTABLISSEMENT, LE MAINTIEN ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

	Dollars É.-U.
Burundi	2.208.906
République démocratique du Congo	2.528.959
Colombie	4.719.437
Cambodge	1.000.000
Bosnie-Herzégovine	608.500
Serbie-et-Monténégro	1.002.050
Angola	1.179.764
Afghanistan	239.750
Iraq	263.000
Suivi de la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone	520.633
Total	14.270.999

BURUNDI

CONTEXTE

Malgré l'application de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha, signé en août 2000, des milliers de civils continuent

d'être victimes d'une guerre civile qui dure depuis maintenant 10 ans. Les déplacements massifs de population, les disparitions forcées, les arrestations et les détentions arbitraires, l'appropriation frauduleuse de terres et autres biens, le recrutement forcé d'enfants et la violence sexuelle contre les femmes et les enfants sont des phénomènes largement répandus. La plupart des auteurs de ces violations des droits de l'homme restent impunis car le système judiciaire de la nation est à la fois débordé et inefficace.

L'accord de cessez-le-feu conclu en décembre 2002 entre le gouvernement et l'une des factions combattantes des Forces pour la défense de la démocratie/Conseil national pour la défense de la démocratie (FDD/CNDD) n'a jamais été appliqué. En août 2003, les premiers pourparlers directs entre le Président Domitien Ndayizeye et le dirigeant rebelle Pierre Nkurunziza ont eu lieu en Afrique du Sud. Les discussions ont porté principalement sur l'application du cessez-le-feu. En novembre 2003, à Pretoria, après de longues négociations facilitées par l'Afrique du Sud, les deux parties ont signé un accord considéré comme un tournant dans le processus de paix. Aux termes de cet accord, les FDD/CNDD doivent entrer au gouvernement et être présentes dans les institutions nationales, notamment à l'Assemblée nationale, dans l'armée et dans les services de sécurité. Le dernier groupe armé, qui n'a pas encore engagé de négociations avec le gouvernement et qui continue le combat, est le Parti pour la libération du peuple hutu-Forces nationales pour la libération (PALIPEHUTU-FNL).

C'est seulement lorsqu'un cessez-le-feu durable aura été instauré que le Burundi pourra mettre en place un système de gouvernement démocratique fondé sur l'état de droit et le respect des droits de l'homme. Une commission mixte chargée du cessez-le-feu devrait être constituée prochainement; et l'Accord d'Arusha prévoit le déploiement d'une mission d'observation de l'ONU chargée de surveiller l'application du cessez-le-feu. Les premiers éléments d'une force africaine de maintien de la paix sont arrivés au Burundi le 12 février 2003 et le déploiement de 3.128 hommes venus d'Éthiopie, du Mozambique et d'Afrique du Sud était achevé le 20 octobre 2003.

Le Haut-Commissariat est désormais la seule entité fournissant une aide juridictionnelle au Burundi: le programme du HCDH a aidé plus de 20 % des 10.000 détenus que compte le pays et a permis de réduire le nombre des personnes détenues illégalement.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

L'objectif de l'équipe de pays des Nations Unies est d'aider la société burundaise à réaliser dans des conditions pacifiques le passage d'une situation de conflit et d'insécurité à une situation de stabilité et de développement, et de permettre à des masses considérables de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du territoire de rentrer et de reprendre leur place dans leurs communautés. Le Haut-Commissariat aidera tous les partenaires à appliquer les dispositions de l'Accord d'Arusha relatives aux droits de l'homme, facilitera la prise en compte des droits de l'homme dans les institutions et organismes des Nations Unies et renforcera les capacités des pouvoirs publics et de la société civile dans le domaine des droits de l'homme.

Le bureau du HCDH au Burundi joue un rôle important dans un pays déchiré par le soupçon et la méfiance. Son indépendance, sa compétence et sa neutralité en font un partenaire fiable et digne de confiance pour le gouvernement et la société civile. Le HCDH a pour but de renforcer les capacités des institutions nationales, de la société civile et des médias pour qu'ils soient en mesure de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et qu'ils puissent finalement assumer la responsabilité des activités qui relèvent aujourd'hui du bureau.

ACTIVITÉS EN 2004

◆ RENFORCEMENT DES CAPACITÉS NATIONALES

Activités de protection

- Formuler des stratégies afin de s'attaquer aux violations des droits de l'homme et d'aider les autorités pertinentes et la société civile à mettre en œuvre ces stratégies.
- Recenser les besoins de formation, établir des programmes de formation, mettre au point des modules et faire des conférences sur les droits de l'homme.
- Établir des relations avec les partenaires, en particulier avec les associations nationales s'occupant des droits de l'homme, les ministères des droits de l'homme et de la justice, et concevoir une stratégie d'intervention.
- Enquêter sur les allégations faisant état de violations des droits de l'homme, rendre compte aux pouvoirs publics et au siège et assurer le suivi nécessaire.
- Fournir une aide aux victimes qui dénoncent les auteurs de sérieuses violations des droits de l'homme.

- Aider à la réadaptation des victimes de violations des droits de l'homme et faire campagne pour l'établissement d'un fonds national d'aide en faveur des auteurs de recours.
- En étroite coopération avec MONUC Uvira, suivre la situation des détenus congolais au Burundi et des ex-combattants ou des civils burundais qui doivent se réinstaller au Burundi.
- Mettre en place un réseau national de 100 à 300 observateurs et enquêteurs locaux chargés des droits de l'homme, formés pour détecter et observer les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, et pour enquêter à leur sujet.
- Renforcer les capacités du Forum national des ONG pour les droits de l'homme.
- Renforcer les capacités du réseau de 300 dirigeantes d'associations féminines locales.
- Créer un réseau de journalistes spécialistes des droits de l'homme.
- Former les membres de la Commission gouvernementale des droits de l'homme.
- Donner aux fonctionnaires à l'échelon provincial une formation dans le domaine des droits de l'homme.
- Mettre en place des comités locaux des droits de l'homme et former les membres de ces comités.
- Initier les hauts responsables gouvernementaux et les organismes onusiens à l'approche fondée sur les droits de l'homme afin qu'ils puissent appliquer cette approche dans leur travail.

Appui aux mécanismes spéciaux des Nations Unies en faveur des droits de l'homme et aux organes conventionnels

- Fournir une aide technique et logistique au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi.
- Donner des renseignements aux autres mécanismes et suivre l'application des recommandations des organes conventionnels, en collaboration avec tous les partenaires, en particulier avec d'autres organismes des Nations Unies.

Administration de la justice

- Fournir une aide juridictionnelle aux plaignants et aux détenus lors des procédures devant les chambres pénales.
- Fournir une aide juridictionnelle à des personnes ou à des groupes de rapatriés sur les problèmes de droits de propriété.
- Apporter des conseils juridiques sur les projets de loi en préparation, notamment en ce qui concerne le droit civil, l'organisation de la justice, le droit matrimonial et successoral, et le fonctionnement des chambres pénales.
- Aider les parlementaires à rédiger des textes de loi.

- Militer afin que la torture soit illégale dans le pays.
- Donner aux juristes une formation dans le domaine des droits de l'homme.
- Former les magistrats militaires, la police et les membres du service pénitentiaire et du système judiciaire.

Activités de promotion

- Sensibiliser le public aux droits des femmes grâce à la production d'œuvres pour la radio et la télévision.
- Sensibiliser le public aux droits des enfants grâce à un programme de télévision (Terre d'avenir) spécialement conçu pour la jeunesse.
- Produire des programmes radiophoniques destinés à sensibiliser le public aux droits des personnes déplacées à l'intérieur du territoire.
- Produire du matériel promotionnel sur les droits de l'homme, par exemple, des cartes à jouer, des T-shirts, des affiches, des prospectus, des carnets.
- Sensibiliser le public à la présence, au mandat et aux activités du HCDH dans le pays.

◆ AIDE AU PROCESSUS DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION

Assistance technique

- Fournir des conseils techniques au processus national de réconciliation, plus spécialement pour la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha.
- Aider le gouvernement à mettre en place une commission de vérité et de réconciliation, une commission internationale d'enquête et un bureau de l'ombudsman, ainsi qu'il est prévu dans l'Accord d'Arusha.

Sensibilisation

- Faire connaître les principes relatifs aux droits de l'homme, tels qu'ils sont énoncés dans l'Accord d'Arusha, et sensibiliser le public au rôle des institutions de transition.
- Diffuser des renseignements sur d'autres pays se trouvant dans une situation post-confliktuelle et promouvoir la cohabitation et la réconciliation.
- Produire et diffuser des programmes de radio et de télévision sur les aspects des droits de l'homme en rapport avec le processus de paix.
- Promouvoir un plus grand respect des droits de l'homme parmi le personnel militaire en faisant des principes des droits de l'homme l'un des thèmes des entretiens ou débats mensuels organisés entre les membres des forces armées.

Formation à l'intention des forces de maintien de la paix

- Fournir une formation aux droits de l'homme, en coopération avec d'autres partenaires, à l'intention des observateurs militaires et des membres de la mission de l'Union africaine au Burundi.

Personnes déplacées à l'intérieur du territoire

- En coopération avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Groupe technique de suivi interinstitutions (GTS), faciliter le retour et le suivi des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du territoire.
- Appuyer les processus de rapatriement et de réinsertion au moyen de campagnes d'information sur la paix, la réconciliation et le respect des droits des rapatriés et des personnes déplacées à l'intérieur du territoire.

Aide aux élections

- Fournir des programmes de formation sur les institutions et les principes démocratiques et sur les systèmes électoraux.
- Participer aux débats sur les prochaines élections en mettant l'accent sur les aspects des élections en rapport avec les droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les pouvoirs publics et les fonctionnaires de l'administration, les membres du système judiciaire, la société civile, le Forum des ONG pour les droits de l'homme, les journalistes, les observateurs nationaux des droits de l'homme, les dirigeantes et les dirigeants des associations féminines et des organisations de jeunesse seront tous des bénéficiaires du projet.

COORDINATION

Le bureau du Burundi travaille en étroite coopération avec tous les organismes des Nations Unies présents dans le pays, notamment avec le HCR, le PNUD, l'UNICEF, l'UNESCO et l'OCHA, et avec diverses ONG nationales et internationales. Le bureau fournit des renseignements au processus CCA/UNDAF, au processus des appels communs des Nations Unies et pour la facilitation du processus de paix d'Arusha. Il participe aux travaux des groupes thématiques des équipes de pays des Nations Unies dans les domaines des droits de l'homme, de l'éducation, de l'aide aux enfants vulnérables et aux réfugiés et rapatriés. Avec le retour attendu d'un grand nombre de personnes déplacées tant à l'intérieur qu'à

l'extérieur du pays, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme devra renforcer sa coopération avec le système onusien dans trois grands domaines: rapatriement et réinsertion; démobilisation et réadaptation; développement économique et social.

BUDGET BURUNDI

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	1.478.594
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	68.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	15.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	15.245
Dépenses générales de fonctionnement	154.304
Fournitures et achats	30.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	1.933.663
Total partiel	1.954.806
Dépenses d'appui au programme	254.100
Total	2.208.906

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

CONTEXTE

Près de cinq années de guerre civile ont laissé la République démocratique du Congo (RDC) dans un état désastreux. Malgré la signature de plusieurs accords de paix au cours des quatre dernières années avec les pays voisins, dont six avaient envoyé des troupes combattre en RDC au côté des forces gouvernementales ou des rebelles, les forces étrangères ont tardé à quitter le pays. Leur présence et leur retrait de mauvais gré sont allés de pair avec un pillage systématique des nombreuses ressources naturelles du pays. Le coût des pertes en vies humaines a été encore plus élevé: trois millions de personnes auraient perdu la vie au cours des combats.

En avril 2002, le gouvernement de Joseph Kabila a accepté de conclure un accord en vue d'un partage du pouvoir avec les

rebelles. Une année plus tard, le Président Kabila a signé la nouvelle Constitution et, en juillet 2003, le nouvel accord sur le partage du pouvoir est entré en vigueur. Dans le cadre de ce vaste programme destiné à restaurer la paix et la souveraineté nationale, cinq institutions, toutes dirigées par des représentants de la société civile, ont été créées: la Commission Vérité et réconciliation, l'Observatoire national des droits de l'homme, la Commission électorale indépendante, la Commission de l'éthique et de la lutte contre la corruption et la Haute-Autorité des médias.

Malgré ces avancées politiques notables, la paix et le respect des droits de l'homme ont tardé à devenir réalité. En avril 2003, des centaines de civils ont été massacrés lors du conflit ethnique qui a éclaté à l'est du pays, dans le district d'Ituri. Partout dans le pays on fait état d'arrestations arbitraires et de détentions illégales, d'exécutions extrajudiciaires, de torture et d'actes de violence sexuelle. La violence et l'impunité sont largement répandues, mais aussi la pauvreté et le chômage. Les hôpitaux et les écoles manquent des équipements nécessaires pour couvrir les besoins de la population car l'infrastructure économique du pays a été complètement détruite.

OBJECTIFS

- Accroître les moyens institutionnels et opérationnels des institutions nationales gouvernementales et non gouvernementales chargées de la protection et de la promotion des droits de l'homme.
- Fournir des informations fiables et présenter régulièrement des rapports sur la situation générale en matière de droits de l'homme ainsi que sur la situation de particuliers au Haut-Commissaire, aux procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme, en particulier le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, et aux organes conventionnels.
- Soutenir les mécanismes judiciaires nationaux et internationaux, notamment la Cour pénale internationale, et les mécanismes de justice transitoires.
- Renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles aux fins de la lutte contre l'impunité.
- Promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et sensibiliser la société congolaise aux droits de l'homme.
- Intégrer les droits de l'homme dans les activités de l'équipe de pays des Nations Unies.

ACTIVITÉS EN 2004

◆ ASSISTANCE TECHNIQUE

Le bureau de Kinshasa et l'antenne de Goma joueront un rôle clef dans le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles du pays aux fins de la lutte contre l'impunité, à travers notamment la Commission permanente de réforme du droit congolais, le Comité interministériel chargé d'établir les rapports périodiques, les institutions d'appui à la démocratie, en particulier l'Observatoire national des droits de l'homme et la Commission Vérité et réconciliation, les ministères des droits de l'homme et de la justice, ainsi qu'aux côtés des organisations de la société civile qui militent pour la défense et l'enseignement des droits de l'homme et fournissent une aide juridique aux victimes de violations.

◆ OBSERVATION

Le personnel se rendra dans les provinces pour y suivre les situations particulières. Le bureau s'emploiera également à renforcer les capacités nationales d'investigation et de suivi des cas de violations des droits de l'homme, en concertation avec la section des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC): il axera ses activités sur la situation des enfants, des femmes et des personnes déplacées, et œuvrera en concertation avec l'UNICEF, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme associera également ses efforts à ceux des mécanismes judiciaires nationaux et internationaux, en particulier la Cour pénale internationale, et apportera son soutien aux mécanismes judiciaires transitoires.

◆ INTÉGRATION DES DROITS DE L'HOMME

La réunion hebdomadaire des responsables d'agence constitue un cadre idéal pour promouvoir l'intégration des droits de l'homme dans les politiques et programmes des divers organismes. Le bureau accordera une grande place à la coordination de ses activités avec les organismes des Nations Unies par l'intermédiaire des groupes thématiques de l'équipe de pays.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Le suivi de la situation des droits de l'homme donnera une connaissance approfondie de cette situation, et surtout favorisera la prévention et la réparation des violations.
- Les activités de formation contribueront à renforcer les capacités institutionnelles et individuelles aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme.
- Le soutien financier apporté aux microprojets exécutés par les organisations de la société civile donnera plus de poids à ces organisations.
- Les séminaires de formation de formateurs destinés aux responsables de l'application des lois, aux fonctionnaires des services de sécurité, aux responsables des enquêtes pénales et aux magistrats favoriseront la pénétration d'une culture des droits de l'homme dans les institutions publiques.
- La célébration de la journée des droits de l'homme et l'élaboration de programmes de radio et de télévision sur les institutions citoyennes et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme permettront de mieux sensibiliser la population aux droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs de ces activités seront les victimes des violations des droits de l'homme, la société civile, les institutions publiques nationales et locales, les médias et les représentants de la communauté internationale qui travaillent en RDC.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le bureau du HCDH comprend un directeur, un directeur adjoint et 23 fonctionnaires nationaux. Trois fonctionnaires nationaux seront recrutés pour l'antenne de Goma et un fonctionnaire international pour le bureau de Kinshasa. La mission de ces deux bureaux consiste à observer la situation des droits de l'homme et à conseiller et soutenir le gouvernement et les ONG de défense des droits de l'homme.

ÉVALUATION DES RISQUES

La stabilité déjà fragile du pays pourrait être menacée si le processus de paix, le retrait des troupes et le déploiement des contingents militaires de la MONUC ne donnaient pas les résultats

attendus. L'exécution des projets dans la partie orientale du pays pourrait être retardée en raison de l'insécurité.

COORDINATION

Les partenaires nationaux pour l'exécution des activités sont les ministères et les organes judiciaires, les universités, l'armée et la police, les médias, les ONG de défense des droits de l'homme, les syndicats, les parties politiques et les associations féminines et de jeunesse.

Les partenaires internationaux sont la MONUC, les organismes des Nations Unies (en particulier le PNUD, l'OIT, l'OMS, le PAM, le HCR, l'UNICEF, la FAO, l'UNESCO, le FNUAP et l'OCHA), le bureau du Facilitateur du dialogue intercongolais, le corps diplomatique, les ONG internationales et le Centre sous-régional des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (Yaoundé). Des réunions seront organisées régulièrement pour assurer la concordance de vues entre tous les partenaires mentionnés ci-dessus et définir le rôle de chacun.

BUDGET RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	845.095
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	67.220
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	628.435
Dépenses générales de fonctionnement	234.017
Fournitures et achats	116.420
Subventions, contributions, bourses et séminaires	346.830
Total partiel	2.238.017
Dépenses d'appui au programme	290.942
Total	2.528.959

COLOMBIE

CONTEXTE

Au mois de novembre 1996, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et le Gouvernement colombien ont signé un accord qui fixe le mandat du bureau de Bogota. Ce mandat prévoit notamment que le bureau observe la situation au regard du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le pays; conseille les organismes gouvernementaux et la société civile sur la formulation et la mise en œuvre de politiques, programmes et mesures visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme; fournisse une assistance technique dans la formulation et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de mesures. Chaque année, le bureau de Bogota établit un rapport analytique sur la situation au regard du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le pays, que le Haut-Commissaire présente à la Commission des droits de l'homme. En septembre 2002, à la demande du Président Uribe, le mandat du bureau a été prolongé jusqu'au mois d'octobre 2006. À sa cinquante-neuvième session (2003), la Commission des droits de l'homme s'est déclarée favorable à l'ouverture d'une troisième antenne, en plus de celles de Cali et de Medellin.

Même si l'on a dénombré moins de massacres et d'enlèvements dans le pays en 2003, les défenseurs des droits de l'homme, les syndicalistes et les dirigeants des organisations autochtones ont été spécifiquement pris pour cible. Les violations du droit international humanitaire sont récurrentes, massives et systématiques, et le nombre de personnes déplacées demeure important. Les attaques dirigées contre la population civile et les actes de terrorisme se sont multipliés. Toutes ces violations des droits de l'homme s'inscrivent dans un contexte général marqué par un gouvernement qui s'efforce de reprendre le contrôle de vastes zones du pays jusque-là aux mains des groupes de guérilla; des tentatives épisodiques d'engager un dialogue de paix entre le gouvernement et les forces paramilitaires; une économie en crise; des intérêts puissants liés au trafic de drogue; et une corruption à grande échelle.

Pour renforcer la sécurité nationale, le gouvernement a déclaré en août 2002 l'état d'urgence, qui restreint les libertés et droits fondamentaux; il a également fait des propositions visant à réformer la Constitution et à adopter une loi attribuant une compétence judiciaire aux forces armées et une loi prévoyant une remise de peine pour les membres des groupes armés illégaux qui démobilisent. Les forces de sécurité du pays auraient

procédé à des perquisitions et à des mises en détention illégales dans l'exécution de ces mesures.

s'associera à tous les efforts déployés par les Nations Unies pour résoudre le conflit armé.

Article 15 <

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

L'objectif à long terme est de renforcer les droits de l'homme et le respect de la légalité dans le pays. Le bureau de Bogota organise des cours de formation sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire pour les fonctionnaires des Nations Unies de toutes les organisations et à tous les niveaux. Un responsable des droits de l'homme sera spécialement recruté pour assurer la prise en compte des principes et des normes relatifs aux droits de l'homme dans l'analyse, la planification et la mise en œuvre du bilan commun de pays/plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (CCA/UNDAF).

De 2004 à 2006, le bureau concentrera ses efforts sur les quatre domaines suivants: respect des droits de l'homme et du droit humanitaire; conseils aux autorités et institutions colombiennes, à la société civile et aux organismes onusiens à propos des droits de l'homme; fourniture d'une assistance et d'une coopération technique en vue de renforcer les institutions nationales et d'accroître la place des droits de l'homme dans le système des Nations Unies; et diffusion d'informations et de documents promotionnels sur les droits de l'homme. Le bureau continuera d'apporter un soutien technique à la conception de projets et d'indicateurs sûrs permettant l'évaluation des résultats, et

ACTIVITÉS EN 2004

◆ SUIVI DES MESURES ET DES RECOMMANDATIONS

- Favoriser l'application des recommandations formulées par le Haut-Commissaire, les organes conventionnels et les procédures spéciales par le biais d'une stratégie concertée.
- Suivre l'élaboration et l'exécution des politiques et programmes adoptés par le gouvernement dans le domaine des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne le plan d'action national sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire, ainsi que le plan d'action national sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.
- Renseigner, soutenir et aider les mécanismes conventionnels ou extraconventionnels des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme afin de donner plus de poids à leurs interventions auprès du gouvernement.
- Promouvoir l'intégration des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans les activités du bureau de Bogota et des autres institutions des Nations Unies.

◆ OBSERVATION

- Ouverture de la troisième antenne à Bucaramanga, dont l'activité couvrira la partie nord-est du pays.
- Établissement de rapports analytiques portant sur certaines questions et certaines régions en particulier.
- Incitation à utiliser la base de données du bureau pour analyser les violations des droits de l'homme et les infractions au droit international humanitaire.
- Mise au point de stratégies régionales particulières pour assurer le suivi des cas et améliorer le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

◆ CONSEILS JURIDIQUES

- Conseils juridiques au gouvernement et au Congrès pour l'élaboration d'une législation interne conforme aux normes et principes juridiques internationaux.
- Encouragement à adopter et exécuter des politiques, plans et programmes se situant dans la perspective des droits de

l'homme, du droit international humanitaire et des pourparlers de paix.

- Consolider les commissions interinstitutionnelles, comités et autres mécanismes nationaux œuvrant dans le domaine des droits de l'homme.

◆ COOPÉRATION TECHNIQUE

- Renforcement des capacités existantes et établissement de nouvelles capacités aussi bien au sein des institutions publiques que parmi la société civile afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.
- Maintien et amélioration des réseaux entre les institutions publiques, les églises, les ONG et les autres organisations de la société civile.
- Ouverture d'un dialogue avec les forces armées afin de promouvoir et de défendre les droits de l'homme et les principes du droit international humanitaire.
- Détermination, élaboration et suivi des projets d'assistance technique.
- Amélioration de la coordination avec la communauté des donateurs.

◆ INFORMATION ET PROMOTION

- Maintien et développement des relations avec les médias.
- Information sur le mandat du HCDH en Colombie.
- Réalisation d'une campagne de presse afin de faire mieux connaître auprès de la population les droits de l'homme et le droit international humanitaire.
- Publication d'ouvrages généraux sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire à l'intention de certains secteurs de la population, notamment les institutions universitaires, les organisations paysannes, les ONG nationales ainsi que les communautés autochtones et afro-colombiennes.
- Diffusion des principes et normes internationaux par le biais de publications techniques, d'opinions juridiques et de brochures d'information sur les droits de l'homme et le droit humanitaire.
- Organisation de séances d'information à l'intention de membres de gouvernements, de parlements et d'universités étrangers en visite dans le pays.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

L'ouverture de l'antenne de Bucaramanga permettra au Haut-Commissariat d'élargir son activité d'observation systématique

et analytique. Les conseils juridiques aideront le gouvernement, les institutions publiques ainsi que la société civile à faire une analyse plus fine du droit international. Les activités de coopération technique continueront de favoriser l'émergence d'une capacité nationale autonome et l'intégration des droits de l'homme dans le système des Nations Unies. La campagne d'information et de promotion rendra les Colombiens plus sensibles à l'importance du respect des droits de l'homme dans une société démocratique.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs sont les personnes et les communautés qui risquent d'être victimes de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire; les groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées, les groupes afro-colombiens et les minorités autochtones; les institutions étatiques et nationales qui s'occupent de la protection et de la promotion des droits de l'homme, les représentants des médias nationaux, en particulier les journalistes; et les ONG nationales et autres organisations de la société civile. Tous les Colombiens bénéficieront au bout du compte des mesures prises en faveur du respect des droits de l'homme.

ÉVALUATION DES RISQUES

Le succès du projet pourrait être compromis par:

- Une détérioration de la situation due à une augmentation des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le pays;
- Le manque de volonté politique pour mettre en œuvre les recommandations du Haut-Commissariat et d'autres instances internationales;
- Le refus persistant des autorités colombiennes d'approuver les politiques et mesures recommandées par le Haut-Commissariat;
- La faiblesse institutionnelle des entités partenaires;
- Les menaces à l'encontre des bénéficiaires; et
- La polarisation accrue de la société civile.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Sous la direction d'un directeur et d'un directeur adjoint, le bureau de Bogota travaille dans quatre domaines indépendants:

- **Observation:** l'unité responsable fait la synthèse des données relatives aux cas et situations de violations des droits de

l'homme afin d'encourager les autorités nationales à enquêter; elle recense les situations et les questions qui exigent une analyse supplémentaire et une action de prévention, et en assure le suivi.

- **Soutien juridique:** l'unité responsable analyse les aspects juridiques et thématiques des instruments relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire qui s'appliquent au travail du bureau; elle étudie les plaintes et leur recevabilité; procède à leur classement par catégorie juridique et met en route des stratégies de suivi avec les autorités compétentes.
- **Coopération technique:** l'unité responsable identifie, formule, suit et évalue les projets, maintient le contact avec les donateurs et met au point des indicateurs permettant de mesurer l'impact des activités du bureau.
- **Information du public et promotion des droits de l'homme:** l'unité responsable travaille à faire connaître le mandat du Haut-Commissariat, ses fonctions et ses activités, ainsi que les normes et recommandations internationales relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire.

Les antennes de Cali, Medellín et Bucaramanga mènent à bien des activités dans les quatre domaines décrits ci-dessus sous la direction du Directeur et du Directeur adjoint du bureau de Bogota du HCDH. Trente fonctionnaires internationaux et 40 fonctionnaires nationaux travaillent pour le HCDH au bureau de Bogota et dans les antennes.

COORDINATION

Le bureau entretient des relations de travail régulières avec le bureau du Vice-Président, le Médiateur pour les droits de l'homme, le bureau du Procureur, le ministère de la justice, le Conseil supérieur de la magistrature, les forces armées et les universités nationales. Au nombre de ses partenaires de la société civile figurent les ONG nationales de défense des droits de l'homme, les églises, les journalistes, les leaders d'opinion, les parlementaires, les militants syndicaux et des représentants du secteur privé.

Les partenaires internationaux comprennent les organismes des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge, les institutions financières internationales, le corps diplomatique et les ONG internationales. Le HCDH travaille également en étroite coopération avec le Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'assistance internationale à la Colombie et exécute plusieurs projets de concert avec le HCR.

Un groupe de travail de coordination, comprenant divers pays, institutions de développement et organisations internationales, a été créé pour renforcer la coopération internationale en faveur de la réforme du système judiciaire de la Colombie. En outre, le bureau de Bogota a des contacts réguliers avec les membres et conseillers de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

BUDGET COLOMBIE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	3.489.050
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	83.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	130.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	102.200
Dépenses générales de fonctionnement	246.000
Fournitures et achats	34.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	92.443
Total partiel	4.176.493
Dépenses d'appui au programme	542.944
Total	4.719.437

CAMBODGE

CONTEXTE

Le bureau du Haut-Commissariat au Cambodge a été créé en 1993, à la fin du mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC). Le mandat de ce bureau et celui du Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge sont définis dans la résolution 1993/6 de la Commission des droits de l'homme et précisés dans des résolutions ultérieures. Ils prévoient des activités d'assistance technique, de surveillance et de protection, ainsi que l'établissement de rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

Au début des années 90, le Cambodge était un pays dévasté par la guerre, où seules quelques institutions fonctionnaient encore, qui manquait cruellement de personnel formé et qualifié, et dont le système sanitaire, l'enseignement et la justice étaient en ruine. Au cours des 10 dernières années, on a assisté au lent développement

de la législation, des institutions et des infrastructures du pays, et à l'élaboration de stratégies globales pour faire face aux besoins de la population. Si les réformes juridique et judiciaire ont quelque peu progressé, la mise en place d'institutions démocratiques et l'exercice des droits de l'homme dans le respect de la légalité sont toujours compromis par l'insuffisance de l'engagement en faveur d'un gouvernement ouvert, l'incomplète séparation des pouvoirs et le manque d'institutions étatiques neutres et responsables.

Les troisièmes élections à l'Assemblée nationale, tenues en juillet 2003, ont constitué une étape importante dans les efforts du Cambodge pour mettre en place une démocratie multipartite. Si de nombreux aspects techniques en matière d'administration électorale ont été maîtrisés, en revanche les élections ont été marquées par d'autres problèmes, notamment la violence avant le scrutin, l'intimidation et l'achat de voix.

Le Cambodge est l'un des pays les plus pauvres d'Asie. Dans un pays où plus de 80% de la population dépend de l'agriculture pour sa survie, la terre demeure une source importante de conflits et de violations des droits de l'homme. Les pauvres vivant en milieu rural sont confrontés aux incertitudes qui accompagnent l'évolution vers une économie de marché, la spéculation foncière croissante et la pression démographique. Le renchérissement du terrain dans les zones urbaines, le développement de l'exode rural et l'absence de politiques pour faire face aux problèmes de logement rendent la population urbaine pauvre particulièrement vulnérable aux déplacements et aux évictions forcées, en particulier dans la capitale Phnom Penh.

En 2004, le bureau du HCDH au Cambodge consolidera et poursuivra les programmes commencés en 2003, en travaillant dans le cadre établi par l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme et le protocole d'accord sur deux ans signé avec le gouvernement en février 2002. Au début de 2004, le HCDH exécutera deux projets concernant le problème déjà ancien de l'impunité et le rôle des défenseurs des droits de l'homme.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Les objectifs généraux sont d'aider le gouvernement et le peuple cambodgiens à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, ainsi que d'aider le Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme à s'acquitter de sa mission. L'objectif à long terme est l'instauration au Cambodge d'une société juste et démocratique fondée sur le respect des droits de l'homme dans un État de droit, et la mise en place d'une société civile forte, capable d'exprimer ses inquiétudes et de participer à la vie publique sans craindre l'intimidation. La stratégie mise en œuvre

à cette fin consiste à s'attaquer aux problèmes immédiats tout en poursuivant l'objectif à plus long terme qui vise à favoriser la création et le renforcement d'institutions garantissant et assurant le respect des droits de l'homme.

Le bureau s'attachera spécifiquement à:

- Œuvrer pour la protection des droits de l'homme et à renforcer les institutions, la législation et les politiques visant à sauvegarder les droits de l'homme et à mettre fin à l'impunité;
- Collaborer à la réforme du secteur de la justice, en mettant l'accent sur l'établissement d'un système judiciaire indépendant et viable, et la mise en place de programmes appropriés d'aide juridictionnelle afin de permettre aux personnes démunies d'avoir accès à la justice;
- Contribuer à développer la législation conformément aux obligations du Cambodge découlant de traités internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- Veiller à l'application de la loi foncière et des autres textes législatifs relatifs aux ressources naturelles conformément aux obligations internationales du Cambodge en matière de droits de l'homme;
- Contribuer à intégrer les droits de l'homme dans les politiques et programmes de développement et de réduction de la pauvreté, promouvoir l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, et intégrer les droits de l'homme dans les travaux de l'équipe de pays des Nations Unies; et
- Renforcer le rôle des citoyens et du secteur non gouvernemental au Cambodge et leur capacité de fonctionner de manière individuelle et en association avec d'autres, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

ACTIVITÉS EN 2004

◆ PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME ET METTRE FIN À L'IMPUNITÉ

Dans le cadre d'une stratégie visant à protéger les droits de l'homme et à mettre fin à l'impunité, le bureau continuera à enquêter sur les cas graves de violations des droits de l'homme, et il s'intéressera à toutes les affaires dans lesquelles des ONG et d'autres acteurs de la société civile sont menacés en raison de leurs activités de défense des droits de l'homme. Le bureau analysera les caractéristiques des violations des droits de l'homme, établira des rapports thématiques et étudiera les

mesures qu'appellent ces violations. Il publiera également un rapport analytique sur l'immunité dans la première partie de l'année.

◆ ONG ET SOCIÉTÉ CIVILE

Le bureau travaillera en étroite collaboration avec des ONG et des groupes de la société civile concernés par les droits de l'homme afin de les aider à renforcer leur capacité de protéger les droits de l'homme, d'enquêter, de rassembler et d'analyser des données, et de rendre compte des violations des droits de l'homme.

Un projet visant à faciliter la compréhension des dispositions de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus sera mise en place. Le bureau effectuera également une étude sur le rôle des défenseurs des droits de l'homme au Cambodge, et organisera conjointement avec des ONG un séminaire sur la Déclaration auquel participera le Représentant spécial du Secrétaire général sur les défenseurs des droits de l'homme.

En consultation avec des donateurs et des ONG, le bureau étudiera aussi les besoins des organisations et des groupes qui œuvrent en faveur des droits de l'homme. À cet égard, il fera notamment le bilan du financement accordé par le HCDH aux ONG de 1994 à 2002, et formulera des recommandations en vue d'un appui futur.

◆ RÉFORME JUDICIAIRE, ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET RESPONSABILITÉ

En collaboration avec le gouvernement, les ONG et les organismes intergouvernementaux, le bureau contribuera au processus de réforme judiciaire visant à ce que les principes et les dispositions des déclarations et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme soient pleinement intégrés dans les lois et la pratique nationales. Le Haut-Commissariat continuera de promouvoir l'indépendance du pouvoir judiciaire, qui sera assurée par la réforme structurelle d'institutions comme le Conseil suprême de la magistrature, et l'élaboration d'une législation pertinente, par exemple la loi sur le statut des juges et des procureurs.

Pour s'assurer que les droits de l'homme sont respectés dans l'administration de la justice, le HCDH observera des procès importants afin d'identifier les insuffisances de la procédure judiciaire. Le bureau travaillera également avec l'ordre des avocats, le ministère de la justice et des ONG en vue d'élaborer des programmes d'aide juridictionnelle adaptés pour permettre aux Cambodgiens démunis d'avoir accès à la justice.

Le bureau continuera d'apporter son concours à l'élaboration d'une législation conforme aux normes internationales des droits

de l'homme, en mettant l'accent sur des projets de lois et de règlements qui correspondent à ses priorités de programme et aux besoins nouveaux. Il continuera également de préconiser l'adoption de textes régularisant la participation du public au processus législatif.

Le HCDH encouragera un gouvernement plus ouvert et responsable, ainsi que des politiques publiques et un débat public éclairés, et il apportera son concours à la création d'institutions nationales des droits de l'homme indépendantes.

En outre, le bureau continuera de préconiser la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme et de leurs protocoles facultatifs, et de conseiller le gouvernement et les ONG sur l'application de ces instruments et l'établissement de rapports.

Article 14 ◀

1. Devant la persécution,
toute personne a le droit
de chercher asile et de
bénéficier de
l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut
être invoqué dans le cas
de poursuites réellement
fondées sur un crime de
droit commun ou
sur des agissements
contraires aux buts et
aux principes
des Nations Unies.

◆ APPLICATION DE LA LOI FONCIÈRE ET DES LOIS RELATIVES AUX RESSOURCES NATURELLES

Le bureau continuera de mettre l'accent sur les questions foncières et sur l'application de la loi foncière de 2001 et d'autres lois relatives aux ressources naturelles. Il contrôlera les décrets d'application et autres règlements nécessaires à la mise en œuvre intégrale de ces lois, et apportera sa contribution à cette fin. Les recommandations figurant dans une étude sur la concession foncière et ses incidences sur les droits de l'homme, qui sera publiée à la fin de 2003, contribueront à améliorer le programme de travail pour 2004.

◆ DROITS DE L'HOMME ET DÉVELOPPEMENT, APPROCHES FONDÉES SUR LES DROITS ET APPUI AUX ÉQUIPES DE PAYS DES NATIONS UNIES

Le bureau continuera d'intégrer les droits de l'homme aux activités de développement au niveau du pays. Il préconisera des programmes et politiques de développement respectueux des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et les accords commerciaux, fondés sur les normes et obligations internationales et nationales relatives aux droits de l'homme dans des domaines tels que la santé, l'éducation, le logement, la bonne gouvernance et l'obligation de rendre compte. Il établira des relations avec les rapporteurs thématiques pertinents de la Commission des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne les droits à la santé et au logement.

Le HCDH continuera d'axer ses programmes d'éducation et de formation sur les droits économiques, sociaux et culturels et il travaillera en coopération avec les organismes pertinents de l'ONU et d'autres organisations intergouvernementales et bilatérales sur ces questions. Le bureau participera à la planification du bilan commun de pays et du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, ainsi qu'à la mise en œuvre des objectifs de développement du Millénaire, afin de s'assurer que les droits de l'homme sont intégrés aux programmes et cadres pertinents.

◆ ÉDUCATION ET COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC

Le bureau étudiera de quelle manière il peut contribuer le plus efficacement possible à l'élaboration du programme relatif aux droits de l'homme à l'Université royale de Phnom Penh. Le HCDH coopérera avec l'Institut royal de formation des juges et des procureurs et le Centre de formation des avocats en vue de développer leurs capacités d'enseignement et leurs programmes dans le domaine des droits de l'homme et de l'administration de la justice. Le bureau fournira du matériel didactique à ces institutions, aux tribunaux et au grand public.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Les institutions pertinentes seront renforcées, les lois et politiques seront améliorées et le secteur de la justice sera réformé.
- Les praticiens du développement seront sensibilisés à la valeur du développement fondé sur les droits de l'homme,

notamment en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels.

- L'application, dans le respect des droits, de la loi foncière et d'autres lois relatives aux ressources naturelles sera encouragée.
- Les capacités et le rôle des citoyens et du secteur non gouvernemental cambodgiens seront renforcés.

BÉNÉFICIAIRES

Les ministères de la justice, de l'intérieur, de la gestion des terres, de l'agriculture, de la forêt et des pêches, de la santé, de la condition de la femme et des anciens combattants, ainsi que les juges, les procureurs et les tribunaux, les membres et le personnel de l'Assemblée nationale et du Sénat, l'équipe de pays des Nations Unies, les organismes de développement, les ONG, les groupes de la société civile, les victimes de violations des droits de l'homme et la population en général bénéficieront de ces programmes.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat exécutera les activités susmentionnées par l'intermédiaire de son bureau principal de Phnom Penh, du bureau régional de Battambang et du bureau auprès du tribunal municipal de Phnom Penh. Les éléments structurels du bureau sont: la direction, le groupe administratif, l'équipe de la protection et de l'élaboration des politiques, le groupe de l'assistance juridique et le groupe de l'éducation, de la formation et de l'information.

La direction assure l'organisation et la gestion des activités, notamment la coordination du soutien au Représentant spécial du Secrétaire général, la collaboration avec d'autres organismes internationaux et des ONG et les relations avec les donateurs et le public.

Le groupe administratif s'occupe des questions de personnel, des questions administratives et financières, et coordonne les transports et la logistique.

L'équipe de la protection et de l'élaboration des politiques est chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, d'élaborer des rapports thématiques, et de formuler des politiques visant à mettre fin à l'impunité.

Le groupe de l'assistance juridique est chargé avant tout de contribuer à la réforme du secteur de la justice, en collaboration avec les tribunaux, et d'élaborer des lois conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

Le groupe de l'éducation, de la formation et de l'information mène des activités visant à promouvoir les droits économiques,

sociaux et culturels, à intégrer les droits de l'homme dans les programmes de développement et de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'à informer le public.

COORDINATION

Le bureau du Cambodge travaille avec les composantes exécutive, législative et judiciaire de l'État; il fait partie de l'équipe de pays des Nations Unies, et coopère avec la Banque mondiale, d'autres bailleurs de fonds et des organismes de développement sur des questions d'intérêt commun. Il travaille en étroite coordination avec les ONG dans tous ses domaines d'activités.

FINANCEMENT

L'essentiel des crédits du bureau, d'un montant de 1.377.200 dollars É.-U., provient du budget ordinaire de l'ONU, qui finance les services de sept fonctionnaires internationaux, de 18 fonctionnaires nationaux, les dépenses liées aux voyages du Représentant spécial du Secrétaire général et l'appui que le siège du Haut-Commissariat fournit au bureau. Toutes les autres dépenses sont financées par le Fonds d'affectation spéciale pour les droits de l'homme au Cambodge, créé par l'APRONUC et qui relève du HCDH depuis 1993. Des contributions volontaires d'un montant de 1 million de dollars É.-U. sont demandées à l'appui d'activités supplémentaires en faveur des droits de l'homme au Cambodge pour 2004.

BUDGET CAMBODGE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	309.000
Honoraires et frais de voyages des experts/consultants	185.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	71.700
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	8.300
Services contractuels	63.400
Dépenses générales de fonctionnement	117.000
Fournitures et achats	61.700
Subventions, contributions, bourses et séminaires	68.900
Total partiel	885.000
Dépenses d'appui au programme	115.000
Total	1.000.000

BOSNIE-HERZÉGOVINE

CONTEXTE

Suite à la victoire des partis nationalistes aux élections législatives de 2002, l'activité du Haut-Commissariat en Bosnie-Herzégovine a été contestée par des factions politiques au sein du gouvernement. Le pays se trouve actuellement à un stade crucial de la transition vers la démocratie, et les indicateurs semblent refléter une détérioration, plutôt qu'une amélioration, de l'état de droit et de la situation des droits de l'homme.

De nombreuses préoccupations dans le domaine des droits de l'homme remontent au conflit des années 90. Les personnes qui tiraient profit d'activités illégales, en particulier les criminels de guerre et les racketteurs, continuent de faire de même aujourd'hui et d'exercer une influence croissante sur le gouvernement et sur l'économie. Ils exacerbent délibérément les divisions ethniques afin de maintenir une situation qui empêche les poursuites en justice. Il est fréquent que les droits sociaux et économiques ne soient pas respectés pour des motifs d'affiliation politique, d'appartenance ethnique et de sexe. On se préoccupe également beaucoup du fait que, dans le cadre de la lutte mondiale contre le terrorisme, des demandeurs d'asile, d'autres étrangers ainsi que des personnes ayant la double nationalité ne bénéficient pas d'une protection adéquate. Les récents attentats et attaques contre des biens et des personnes montrent que la situation en matière de sécurité s'est détériorée dans le pays. Les dispositions concernant l'éducation, la santé et la protection sociale sont tombées en deçà des normes relatives aux droits de l'homme, et la pauvreté constitue un grave problème. En outre, la Bosnie-Herzégovine est devenue un pays d'origine, et de destination, pour la traite des êtres humains.

Les tentatives visant à créer un cadre juridique puissant sont contrecarrées par les limitations constitutionnelles d'autorité, les institutions étatiques n'exerçant que peu de pouvoir. Les réformes fondamentales du système judiciaire et du cadre juridique du pays devraient finir par améliorer l'état de droit; il reste toutefois beaucoup à faire pour que les lois, et leurs dispositions en matière de droits de l'homme, soient harmonisées et effectivement appliquées.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Le bureau en Bosnie-Herzégovine réalisera des activités s'inscrivant dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe

du Sud-Est. Ces activités sont présentées au chapitre relatif à la coopération technique (p. 73); elles seront complétées par les activités de suivi relevant du mandat du Haut-Commissariat décrites ci-dessous.

Les activités du HCDH dans la région visent essentiellement à s'assurer que les droits de l'homme sont pris en compte dans la programmation de l'équipe de pays des Nations Unies, et à renforcer les capacités nationales en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

L'objectif principal du mandat du Haut-Commissariat, énoncé à l'annexe 6 de l'Accord de paix de Dayton, est de mettre en place un cadre juridique viable comportant des mécanismes de réparation des violations des droits de l'homme. Le HCDH a été la seule organisation internationale en Bosnie-Herzégovine à souligner qu'il est essentiel que les débiteurs d'obligations et les détenteurs de droits coopèrent à cette fin; il a travaillé en ce sens avec tous les secteurs de l'État, les institutions pertinentes de la communauté internationale et la société civile. Le HCDH est engagé dans toutes les étapes du processus: il s'assure de la promulgation de la législation, veille à la participation de la société civile et s'attache au suivi de la mise en œuvre. Grâce à cette méthode, les activités pourront être transférées avec succès aux partenaires dans les années à venir.

ACTIVITÉS EN 2004

Le bureau du Haut-Commissariat constitue la base, tant en ce qui concerne les opérations que les ressources, pour mener les activités en Bosnie-Herzégovine dans le cadre du projet de coopération technique du HCDH pour l'Europe du Sud-Est. En outre, dans le cadre du mandat de surveillance prévu par l'Accord de paix de Dayton, il poursuivra les activités suivantes:

- Suivre l'évolution des problèmes liés aux droits de l'homme et y apporter une réponse;
- Répondre aux questions de droits de l'homme identifiées par le projet d'évaluation des municipalités fondé sur les droits, un projet mené conjointement avec le PNUD et le gouvernement pour intégrer les droits de l'homme et renforcer les capacités nationales;
- S'assurer que les institutions nationales de protection des droits de l'homme disposent des capacités nécessaires et de la compétence en vertu de la Constitution, en intervenant auprès du gouvernement, du bureau du Haut-Représentant et des bailleurs de fonds, et en encourageant la participation des détenteurs de droits;
- Renforcer les capacités nationales d'établissement des rapports destinés aux organes conventionnels;

- Appuyer l'intégration et l'analyse de la parité hommes-femmes dans les programmes et politiques des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Une meilleure compréhension du respect des droits de l'homme et de la transparence dans le cadre juridique interne appuyant le processus de transition. Des institutions nationales renforcées et davantage responsables améliorant la protection des droits de l'homme. Une responsabilité accrue des entités non étatiques contribuant à mettre fin au climat d'impunité. Une participation accrue de la société civile et un plus grand savoir-faire contribuant au développement du processus démocratique de participation. Une transparence et une responsabilité accrues en matière de développement économique. L'intégration des droits de l'homme dans les activités de l'équipe de pays des Nations Unies.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont notamment les rapatriés, les personnes susceptibles d'être victimes de discrimination, de traite ou de violence domestique, celles qui n'ont pas accès à la justice ou ne peuvent obtenir réparation des violations des droits de l'homme subies par le passé, les salariés victimes de violations du droit du travail, les pouvoirs publics et les organisations internationales, en particulier le bureau du Haut-Représentant.

ÉVALUATION DES RISQUES

Le principal risque pour la mise en œuvre est la fragmentation des partis politiques au pouvoir, qui pourrait amener le gouvernement à refuser de coopérer. La détérioration de la situation sécuritaire empêche les activités de la société civile, déjà affaiblie par l'insuffisance des financements et le manque de compétences pour remédier aux problèmes des droits de l'homme. Les orientations politiques du bureau du Haut-Représentant et les contraintes imposées par les institutions financières, conjuguées à une privatisation non réglementée, auront paradoxalement pour effet de favoriser les activités des organisations criminelles et de compromettre le processus de démocratisation.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

La présence sur le terrain permettra de maintenir une coopération étroite avec les ONG nationales et les ministères pertinents, les institutions des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe et les missions diplomatiques.

BUDGET BOSNIE-HERZÉGOVINE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	457.000
Honoraires et frais de voyages des experts/consultants	5.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	15.500
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participations	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	59.000
Fournitures et achats	2.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	538.500
Dépenses d'appui au programme	70.000
Total	608.500

SERBIE-ET-MONTÉNÉGR0

CONTEXTE

En 2003, la Communauté étatique de Serbie-et-Monténégro a été admise au Conseil de l'Europe. La Communauté a adopté une charte des droits de l'homme, mis au point une stratégie de lutte contre la pauvreté, et de nouvelles constitutions républicaines ont commencé d'être élaborées tant en Serbie qu'au Monténégro. Le Haut-Commissariat a conclu un nouveau protocole d'accord avec le gouvernement, qui met l'accent sur le besoin de coopération technique. Un précédent mandat relatif à l'observation de la situation des droits de l'homme demeure en vigueur. En mars 2003, l'assassinat du Premier Ministre Zoran Djindjic et l'instauration de l'état d'urgence ont porté un coup dur à la Serbie-et-Monténégro. L'enquête a mis en évidence la puissance et les ramifications des organisations criminelles dans le pays, et la nécessité de réformer de toute urgence les institutions dans le domaine de la justice et de l'application des lois.

Les procès de membres d'organisations criminelles et d'auteurs de crimes de guerre, les élections parlementaires et présidentielles en Serbie, le manque de logements pour les personnes déplacées et les réfugiés, le retour de réfugiés d'Europe occidentale, en particulier de Roms, et les tensions sociales dues à l'augmentation anticipée du chômage sont autant d'éléments qui affecteront la situation des droits de l'homme en Serbie-et-Monténégro en 2004. En outre, tant qu'une décision n'aura pas été prise sur son statut définitif, le Kosovo demeurera un facteur d'instabilité dans la région, comme le démontrent les incidents contre les minorités et la pression croissante en Serbie concernant le manque de sécurité qui touche les personnes déplacées retournant dans leurs foyers. Les appels en faveur d'un règlement au Kosovo continueront, alors même que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) réduit substantiellement ses capacités de surveillance de la situation des droits de l'homme.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Le bureau mettra l'accent sur les activités de coopération technique s'inscrivant dans le cadre de la stratégie sous-régionale pour l'Europe du Sud-Est. Ces activités qui sont exposées au chapitre relatif à la coopération technique (p. 73) seront complétées par d'autres activités relevant du mandat du Haut-Commissariat visant à promouvoir les droits de l'homme, indiquées ci-dessous. Au cours des deux prochaines années, la stratégie sous-régionale sera axée sur l'intégration des activités relatives aux droits de l'homme dans les travaux d'autres entités régionales et nationales des Nations Unies. Le projet de coopération technique appuiera la mise en place d'un cadre juridique fondé sur les principes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

ACTIVITÉS EN 2004

Seule mission internationale dont le mandat de surveillance s'étend sur l'ensemble du territoire de la Serbie-et-Monténégro, y compris le Kosovo, le Haut-Commissariat:

- Fournira des formations et des services consultatifs aux organes de l'État et à la société civile;
- Analysera l'évolution de la situation des droits de l'homme et exécutera les activités de coopération technique au niveau sous-régional;
- Offrira des informations spécialisées et des formations en vue d'appuyer les efforts des autorités nationales pertinentes et de la MINUK pour réformer les institutions;

- Appuiera les activités des organismes onusiens et de l'équipe de pays des Nations Unies visant à intégrer les droits de l'homme à leurs programmes en Serbie-et-Monténégro;
- Aidera le gouvernement à établir les rapports destinés aux organes conventionnels, en offrant une formation et des services consultatifs concernant les modalités d'application des recommandations des comités, en dispensant une formation sur les procédures des Nations Unies et, à l'intention de la société civile, en assurant une formation sur la promotion et la protection des droits de l'homme;
- Analysera les besoins des groupes vulnérables, notamment les minorités, et en particulier les Roms, les défenseurs des droits de l'homme, et d'autres groupes dont la liberté d'expression ou de religion peut être entravée; et
- Renforcera la capacité de la société civile de traiter les questions relatives aux droits de l'homme par l'intermédiaire des programmes des Nations Unies et du projet d'aide collective aux communautés (ACT) qui accorde des subventions d'un montant limité destinées à l'éducation et aux activités de formation en matière des droits de l'homme entreprises par des organisations locales.

locale au Kosovo, des éducateurs, des victimes de violations des droits de l'homme, des avocats, des juges, des procureurs, des membres de groupes vulnérables et la population en général.

BUDGET SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	722.350
Honoraires et frais de voyages des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	33.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	123.400
Fournitures et achats	8.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	886.750
Dépenses d'appui au programme	115.300
Total	1.002.050


RÉSULTATS ESComPTÉS

La mise en œuvre de la stratégie sous-régionale devrait permettre d'enregistrer, d'ici à la fin de l'année, des améliorations en ce qui concerne certains aspects essentiels du respect des droits de l'homme. Parmi ces améliorations, on peut citer la capacité accrue des acteurs de la société civile et des autorités de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, et ce grâce à l'amélioration du respect des procédures des Nations Unies et une meilleure intégration des droits de l'homme dans les programmes des institutions onusiennes.

L'analyse par la MINUK de la situation des droits de l'homme complétera les activités de coopération technique et permettra d'évaluer effectivement les résultats, ainsi que de fournir au HCDH et à ses partenaires des informations pour une alerte rapide et pour la planification.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont notamment des responsables gouvernementaux de Serbie, du Monténégro et de la Communauté étatique, des fonctionnaires de l'Institution provisoire d'autonomie

Article 17 

1. Toute personne,
aussi bien seule,
qu'en collectivité,
a droit à
la propriété.

2. Nul ne peut être
arbitrairement
privé de
sa propriété.

ANGOLA

CONTEXTE

La division des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en Angola (MINUA) mène des activités depuis 1995, œuvrant dans le cadre des processus de paix institués avec l'appui de l'ONU. Après la reprise du conflit en 1998, elle a essentiellement limité son action à Luanda et Benguela. En février 2002, le Conseil de sécurité l'a chargée d'aider le gouvernement à protéger et promouvoir les droits de l'homme et à renforcer les institutions nécessaires pour consolider la paix et l'état de droit. Le Haut-Commissariat a mis au point un projet visant à soutenir les opérations de consolidation de la paix en Angola après l'expiration du mandat de la MINUA en février 2003.

Plus de 80 % des Angolais n'ont pas accès à la justice et seules 11 communes sur 163 disposent d'un tribunal d'instance en activité. Le budget du ministère de la justice ne permet pas de financer le coût de la remise sur pied du système juridique, et les politiques publiques ne sont toujours pas régies par des principes inspirés des droits de l'homme.

OBJECTIFS

Le projet vise à assurer le plein respect des droits au sein du système judiciaire et des forces de l'ordre, à contribuer aux efforts faits par les Angolais pour connaître, exercer et défendre leurs droits, et à incorporer les principes des droits de l'homme dans les politiques publiques.

ACTIVITÉS

- Aider le gouvernement et la société civile à élaborer un plan national d'action en faveur des droits de l'homme.
- Encourager la ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et contribuer à la rédaction et à la soumission des rapports destinés aux organes conventionnels.
- Contribuer à l'élaboration d'un rapport concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Dispenser une formation à la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale.

- Former des ONG locales à la rédaction de communications et de rapports pour les rapporteurs spéciaux.
- Poursuivre le projet relatif à la justice municipale en formant du personnel judiciaire.
- Aider les partenaires locaux à assurer le respect des droits des détenus.
- Fournir un appui technique au projet en cours sur le suivi des cas.
- Former les Forces armées angolaises et la police dans le domaine des droits de l'homme et diffuser du matériel didactique.
- Former des conseillers pour les droits de l'homme et favoriser les consultations juridiques dans l'ensemble du pays.
- Concevoir et mettre en oeuvre des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme.
- Former les notables et les responsables religieux dans les domaines de la consolidation de la paix et des droits de l'homme.
- Contribuer à la rédaction d'un manuel sur les droits politiques des femmes.
- Former des acteurs locaux à la surveillance du respect des droits de l'homme.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Un plan national d'action en faveur des droits de l'homme est élaboré et la participation de tous, notamment des femmes, est renforcée.
- Les droits de l'homme sont intégrés dans les activités et les programmes des Nations Unies.
- Des rapports en retard sont présentés aux organes conventionnels.
- Le gouvernement et les rapporteurs spéciaux et les experts indépendants des Nations Unies entretiendront des liens de coopération plus étroits et le Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme se rendra en Angola.
- Le respect de la légalité et l'administration de la justice sont améliorés.
- La police a une meilleure connaissance des normes relatives aux droits de l'homme.
- Les citoyens sont plus nombreux à être informés en ce qui concerne les droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs seront le gouvernement, le système judiciaire et diverses institutions nationales, notamment des

organisations de la société civile. Le bénéficiaire ultime sera le peuple angolais.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Un bureau des droits de l'homme composé de trois fonctionnaires internationaux des droits de l'homme exécute le projet sous la supervision du Coordonnateur résident des Nations Unies en Angola.

BUDGET ANGOLA

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	720.800
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	31.239
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	126.600
Dépenses générales de fonctionnement	54.800
Fournitures et achats	5.100
Subventions, contributions, bourses et séminaires	105.500
Total partiel	1.044.039
Dépenses d'appui au programme	135.725
Total	1.179.764

AFGHANISTAN

CONTEXTE

L'Accord de Bonn de décembre 2001 contient un certain nombre de clauses fermes et précises concernant les droits de l'homme, notamment des dispositions faisant obligation aux autorités afghanes de respecter les normes internationales relatives aux droits de l'homme pendant la période de transition vers la paix et la réconciliation, garantissant la participation politique des femmes, prévoyant la création d'une commission des droits de l'homme indépendante, imposant la surveillance des droits de l'homme et des enquêtes sur le respect des droits de l'homme, et réclamant un programme national d'éducation dans le domaine des droits

de l'homme. Conformément à l'Accord de Bonn, l'application de ces principes doit être appuyée par l'ONU.

En vue d'intégrer les droits de l'homme dans toutes les activités des Nations Unies et de mettre en avant la maîtrise et la direction par les Afghans du processus de transition, la plupart des actions de l'ONU ont visé à faciliter les voies et les institutions afghanes plutôt qu'à mener directement des opérations de planification et d'exécution. Le Haut-Commissariat et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) n'ont donc pas été invités à déployer un contingent massif de personnel étranger pour observer les violations des droits de l'homme et promouvoir ces droits, et il n'a pas été mis en place dans le pays de mécanisme onusien entièrement nouveau et parallèle pour les droits de l'homme. On a préféré établir une alliance solide entre les autorités afghanes, la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, la société civile et le système des Nations Unies. Le HCDH a donc été pleinement associé à la mission de maintien de la paix pour permettre aux capacités existant dans le domaine des droits de l'homme de fournir un appui technique aux initiatives afghanes et à la Mission d'assistance.

OBJECTIFS

- Aider la MANUA afin que toutes les activités des Nations Unies tiennent compte de la promotion et de la protection des droits de l'homme.
- Contribuer à l'application du plan de travail élaboré par la Commission indépendante des droits de l'homme.
- Fournir des conseils sur la façon d'intégrer les droits de l'homme dans le travail de la mission de maintien de la paix.
- Soutenir la création d'une administration transitoire de la justice en Afghanistan.
- Renforcer la capacité du siège du Haut-Commissariat à appuyer les activités en faveur des droits de l'homme dans le pays.

ACTIVITÉS EN 2004

Le Haut-Commissariat continuera d'appuyer la MANUA par l'intermédiaire d'un conseiller principal pour les droits de l'homme qui relève du Représentant spécial du Secrétaire général et du HCDH et qui coordonne toutes les activités des droits de l'homme de la MANUA.

Les activités de coopération technique du HCDH sont entièrement intégrées aux structures de la MANUA et appuient pleinement le plan de travail de la Commission indépendante. Bien

que le projet soit administré financièrement par le PNUD à Kaboul, la MANUA et le HCDH sont responsables de sa gestion avec la Commission. Les activités prévues consisteront notamment à surveiller le respect des droits de l'homme et mener des enquêtes dans ce domaine, en assurant notamment le traitement et l'examen des plaintes et des communications reçues; exécuter un programme national d'éducation dans le domaine des droits de l'homme; promouvoir le respect des droits fondamentaux des femmes et des enfants; et soutenir la justice pendant la période de transition, notamment en engageant un processus national de consultations visant à donner aux Afghans de toutes les communautés la possibilité de s'exprimer sur le traitement à appliquer aux auteurs de violations des droits de l'homme commises par le passé.

En collaboration avec la MANUA et la Commission indépendante, le HCDH fera l'inventaire des violations des droits de l'homme passées. Un comité d'experts établi sous sa responsabilité s'efforcera de récapituler dans un document cohérent les diverses violations des droits de l'homme commises depuis la révolution d'avril 1978. Pour des raisons de sécurité, les renseignements seront essentiellement réunis à partir des publications et autres documents existants. Quelques enquêtes limitées sur le terrain seront toutefois entreprises en coopération avec la Commission indépendante si elles sont jugées matériellement possibles et sûres. Un groupe d'experts afghans sera chargé de conseiller le comité, dont le secrétariat sera assuré par le HCDH.

Si les conditions de sécurité le permettent et suivant l'accord de la MANUA, des autorités afghanes et de la Commission indépendante, le HCDH effectuera des enquêtes médico-légales sur deux charniers découverts dans le nord du pays. On fera appel au concours d'experts légistes internationaux, qui travailleront de pair avec la Commission indépendante et son personnel, y compris avec une équipe médicale afghane, pour assurer une formation sur le terrain dans cet important domaine qu'est la médecine légale. Mais ces activités médico-légales ne seront entreprises que si la communauté internationale en garantit la sécurité. En attendant, les ressources nécessaires à ce titre n'ont pas été incluses dans le présent Appel annuel.

RÉSULTATS ESComPTÉS

Les activités d'assistance en Afghanistan privilégieront les considérations humanitaires, tant en matière de planification qu'au plan de l'exécution, et l'action dans le domaine des droits de l'homme sera mieux coordonnée, y compris avec les bureaux

extérieurs établis dans le pays. La Commission indépendante des droits de l'homme assurera avec plus d'efficacité la promotion et la protection des droits de l'homme dans l'ensemble du pays, en particulier des droits des femmes, des enfants et des groupes les plus exposés de la population, notamment grâce à des moyens renforcés en matière d'observation du respect des droits de l'homme et d'investigation. Un programme d'éducation dans le domaine des droits de l'homme sera également lancé, avec l'appui technique nécessaire. Enfin, en ce qui concerne l'administration de la justice pendant la période de transition, l'idée de la Commission indépendante tendant à organiser des consultations nationales sera concrétisée et les Afghans décideront collectivement de la manière dont ils souhaitent régler la question des violations passées des droits de l'homme. La procédure choisie devrait être communiquée aux autorités, puis appliquée. Grâce à l'inventaire réalisé, une documentation détaillée sur les violations commises aura dans le même temps été obtenue, qui contribuera à la procédure choisie – quelle qu'elle soit – pour l'administration transitoire de la justice. En outre, si le HCDH était en mesure d'enquêter sur les deux charniers découverts, cela permettrait de former des experts légistes nationaux à cette importante discipline, d'obtenir des preuves concrètes des deux massacres qui seraient utilisées conformément à la procédure retenue pour l'administration de la justice pendant la transition et, surtout, d'annoncer clairement la fin de l'impunité à tout auteur potentiel de violations des droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Le peuple afghan et la Commission indépendante des droits de l'homme seront les principaux bénéficiaires du projet. La communauté internationale dans son ensemble bénéficiera de l'existence d'un pays plus stable et plus respectueux des droits de l'homme.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Dans la mesure où les droits de l'homme sont intégrés dans la MANUA, il n'y aura pas de bureau du Haut-Commissariat en Afghanistan. Le soutien à la MANUA et aux activités de la Commission indépendante sera assuré par un fonctionnaire depuis Genève. Un appui consultatif sera également demandé pour l'inventaire des violations et pour toute enquête médico-légale qui pourrait être entreprise.

BUDGET AFGHANISTAN

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	138.000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	74.150
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	0
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	212.150
Dépenses d'appui au programme	27.600
Total	239.750

IRAQ

CONTEXTE

Depuis plus de 10 ans, le Haut-Commissariat aide les mécanismes de l'ONU s'occupant de la défense des droits de l'homme – les organes conventionnels, les rapporteurs thématiques et, depuis 1991, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans le pays – à exposer les violations des droits de l'homme en Iraq.

Ces 30 dernières années, les politiques, les lois et les structures institutionnelles irakiennes ont supprimé les libertés politiques et religieuses et les droits à la liberté d'expression et d'association. Le nettoyage ethnique, la confiscation de biens, la discrimination à l'égard de groupes ethniques et religieux et le recours systématique à la torture et aux exécutions sommaires étaient des pratiques courantes. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes de tous les groupes religieux, ethniques et politiques ont «disparu» durant cette période.

Au lendemain du récent conflit, les Irakiens ont souligné le besoin de justice pour les victimes des violations des droits de l'homme commises par le passé et le besoin d'information sur les disparus. Mais au sentiment d'amertume envers le régime précédent se mêle aujourd'hui un sentiment d'appréhension face à l'avenir. Les Irakiens sont préoccupés par les conséquences de

la guerre pour les droits de l'homme, notamment par le nombre de civils tués et blessés au cours du conflit. La destruction et l'effondrement de l'infrastructure, des services sociaux et d'autres services essentiels ont porté atteinte aux droits économiques et sociaux de la population tandis que la crise de l'ordre public menace la sécurité dans tout le pays.

Fin 2002, le Haut-Commissariat a entrepris pour la première fois d'incorporer les droits de l'homme dans l'aide humanitaire d'urgence des Nations Unies. En mars 2003, il a détaché du personnel au Bureau du Coordonnateur humanitaire pour l'Iraq en vue d'élaborer avec les organismes humanitaires onusiens et d'autres organisations internationales un plan directeur pour la protection des droits de l'homme. À la fin de la guerre, en mai 2003, cinq fonctionnaires des droits de l'homme ont été affectés dans les bureaux du Coordonnateur à Erbil, Basra et Bagdad. En juillet, la résolution 1500 (2003) du Conseil de sécurité a créé la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI), qui comprend un bureau des droits de l'homme et du respect de la légalité.

L'assistance internationale en Iraq a subi un terrible revers le 19 août 2003 lorsqu'un attentat visant le siège de l'ONU à Bagdad a coûté la vie au Représentant spécial du Secrétaire général – le Haut-Commissaire aux droits de l'homme – et à un grand nombre de fonctionnaires des Nations Unies et de civils Irakiens. Suite à cette tragédie, l'ONU a considérablement réduit l'ampleur de ses opérations dans le pays et entrepris de réévaluer les conditions de sécurité et la nature de sa mission future en Iraq.

RÉALISATIONS EN 2003

Des fonctionnaires des droits de l'homme ont tenu des consultations avec des interlocuteurs irakiens sur l'administration de la justice pendant la période de transition et sur la réforme juridique et ont travaillé au renforcement des capacités avec des ONG, la magistrature, le parquet et le Conseil de gouvernement irakien. Des premières mesures ont été prises pour établir un centre de documentation et de formation sur les droits de l'homme à Bagdad. Le HCDH a en outre commencé à traduire en arabe du matériel de formation dans le domaine des droits de l'homme en vue de le diffuser dans l'ensemble du pays.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

L'objectif général est de poursuivre le travail commencé en 2003 et d'aider la population irakienne à jeter les bases d'un

système de promotion et de protection des droits de l'homme. À cette fin, le Haut-Commissariat appuiera le mandat d'une mission des Nations Unies pour les droits de l'homme en Iraq.

Le cadre théorique du programme des droits de l'homme repose sur les obligations de l'Iraq ainsi que sur les conclusions et recommandations des organes conventionnels et des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme. Le HCDH a coopéré avec les services du Représentant spécial du Secrétaire général en Iraq et d'autres partenaires internationaux, en consultation avec des acteurs irakiens, pour déterminer les priorités.

Le programme d'activités visera principalement à:

- Régler la question des violations passées des droits de l'homme et faire en sorte que les auteurs de ces violations répondent de leurs actes en vue de favoriser la réconciliation nationale;
- Aider le peuple irakien à mettre en place un système de justice responsable et indépendant, conforme aux normes internationales des droits de l'homme;
- Sensibiliser davantage le peuple irakien aux droits de l'homme et donner aux différents groupes professionnels les connaissances et les outils nécessaires pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme; et
- Contribuer à édifier une société civile irakienne dynamique et autonome et renforcer les capacités nationales de promotion et de protection des droits fondamentaux, notamment en établissant une institution nationale de défense des droits de l'homme.

La dimension féminine des droits de l'homme étant particulièrement importante en Iraq, le HCDH intégrera sa stratégie d'égalité des sexes dans toutes les activités.

ACTIVITÉS EN 2004

Au moment de la publication du présent Appel, la mission des Nations Unies dotée d'une composante «droits de l'homme» n'était toujours pas établie. Le Haut-Commissariat demeure néanmoins déterminé à promouvoir et protéger les droits de l'homme en Iraq au moyen des activités ci-après, sous réserve du statut des opérations d'ensemble des Nations Unies dans le pays:

◆ FACILITER LE PROCESSUS DE JUSTICE PENDANT LA TRANSITION

Faire en sorte que les auteurs des crimes passés répondent de leurs actes et fournir des informations sur le sort des personnes disparues sont deux des impératifs les plus urgents des Irakiens.

Un système de justice détérioré conjugué à une organisation juridique déficiente et obsolète sont incapables de rendre une justice équitable et effective en ce qui concerne les violations du droit international humanitaire et les autres crimes graves commis par le régime précédent. Le Haut-Commissariat contribuera au suivi de la consultation d'experts qui s'est tenue en 2003 sur les principes internationaux à l'appui de la justice dans le cas des violations des droits de l'homme commises par le passé en Iraq, en particulier en soutenant les travaux d'un organe indépendant et impartial composé d'experts irakiens et internationaux qui est chargé de formuler des recommandations quant à la manière d'assurer que les principaux coupables des violations flagrantes des droits de l'homme passées rendent compte de leurs actes, et de définir des normes concernant la réunion et la conservation des éléments de preuve.

◆ L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET L'ÉTAT DE DROIT

Les activités dans ce domaine consisteront notamment à:

- Contribuer à la création d'une commission pour la réforme judiciaire chargée de nommer, révoquer et sanctionner les juges et de donner des conseils à propos de la réforme judiciaire;
- Revoir le programme de l'Institut de formation des juges, qui assure la formation des futurs juges et procureurs, ainsi que le programme de formation des avocats. Une formation de fond sera dispensée sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et les compétences juridiques de base, comme celles qui concernent la réunion des preuves, l'interrogation des témoins et l'argumentation juridique;
- Revoir les programmes de formation du personnel policier et pénitentiaire pour les rendre conformes aux normes internationales;
- Soutenir le barreau irakien, qui doit être le centre de coordination des efforts de formation et de réforme judiciaire. Des ateliers seront organisés sur la stratégie à suivre pour réformer le système judiciaire conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme; et
- Fournir des matériels de formation aux droits de l'homme en arabe pour les juristes et les responsables de l'application des lois.

◆ ÉDUCATION ET SENSIBILISATION AUX DROITS DE L'HOMME

- Créer la chaire des droits de l'homme «Sergio Vieira de Mello» à l'université de Bagdad.
- Organiser aux niveaux régional et national des ateliers d'éducation dans le domaine des droits de l'homme à l'intention des responsables de la politique de l'éducation, des responsables de l'élaboration des programmes, des organisations d'étudiants et des ONG.
- Sensibiliser la population grâce à diverses activités, comme la remise d'un prix des droits de l'homme.
- Organiser des manifestations commémoratives à l'occasion de journées importantes pour les droits de l'homme, comme la Journée internationale des droits de l'homme, avec la participation de personnalités éminentes et de célébrités.
- Lancer une campagne de presse nationale sur des questions relatives aux droits de l'homme.
- Traduire et diffuser du matériel d'éducation et de formation aux droits de l'homme.

◆ RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES INSTITUTIONS (ET CRÉATION D'UNE INSTITUTION NATIONALE DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME)

Après le conflit, plusieurs initiatives en faveur des droits de l'homme ont été lancées par des Iraquiens; mais nombreux sont les Iraquiens qui connaissent mal les normes internationales relatives aux droits de l'homme et qui ne possèdent pas les compétences pratiques nécessaires pour en assurer la défense. Les activités consisteront notamment à:

- Octroyer à des défenseurs des droits de l'homme des bourses de formation auprès du HCDH et d'une ONG internationale ou arabe;
- Offrir de petites subventions à des ONG;
- Appuyer les activités du Centre de documentation et de formation sur les droits de l'homme récemment créé;
- Organiser des ateliers de sensibilisation et des consultations avec les autorités irakiennes, la société civile et des universitaires à propos du mandat et du rôle d'une future institution nationale, de la formulation d'une législation favorable et de l'expérience acquise lors de la création d'institutions similaires ailleurs; et
- Mettre au point un cours sur les droits de l'homme qui sera inclus dans le programme de formation des journalistes.

BÉNÉFICIAIRES

La population irakienne est le bénéficiaire ultime des activités du HCDH. À court terme, les élèves des écoles primaires et secondaires et les étudiants de l'université, les éducateurs, les journalistes, les ONG s'occupant des droits de l'homme, le personnel de la police, de l'armée et de l'administration pénitentiaire, la profession juridique et les membres du Conseil de Gouvernement irakien bénéficieront des activités.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat continuera de travailler avec le Représentant spécial du Secrétaire général, l'équipe de pays des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales, les autorités irakiennes, les ONG et la société civile. Il veut jouer un rôle moteur en renforçant la capacité des autres intervenants à mettre en place un système national de protection des droits de l'homme.

Les modalités d'exécution et la coordination dépendront du statut de la future présence des Nations Unies en Iraq.

FINANCEMENT

D'après la résolution 1511 (2003) du Conseil de sécurité, à compter de 2004, la quasi-totalité des dépenses de personnel au titre des activités du Haut-Commissariat en Iraq seront financées par le budget de maintien de la paix de la Mission d'assistance. Cependant, le programme d'activités du groupe des droits de l'homme exposé ci-dessus sera financé à l'aide de contributions volontaires. Le HCDH fournira au groupe un appui en matière de programmation et de collecte de fonds.

Des contributions volontaires d'un montant de 263.000 dollars É.-U. sont nécessaires pour financer le coût d'un fonctionnaire nommé à Genève afin d'épauler le bureau de l'Iraq, le coût de la reproduction et de la diffusion de matériel sur les droits de l'homme en arabe et les frais d'équipement, de voyage et de consultations diverses. L'éventail des activités sera élargi et des ressources supplémentaires seront demandées si la situation en Iraq le permet.

BUDGET IRAQ

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	112.600
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	20.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	22.100
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	73.100
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	5.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	232.800
Dépenses d'appui au programme	30.200
Total	263.000

SUIVI DE LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION EN SIERRA LEONE

CONTEXTE

Le soutien du Haut-Commissariat à la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone constitue la première initiative d'envergure du HCDH à l'appui d'un mécanisme transitoire de justice dans le monde. Ce soutien trouve son origine dans le Manifeste sierra-léonien des droits de l'homme de juin 1999, dans lequel Mme Mary Robinson, alors Haut-Commissaire, s'était engagée à faciliter l'établissement d'un tel organe. La création de la Commission Vérité et réconciliation a par la suite été prévue par l'Accord de paix de Lomé de juillet 1999 et entérinée en février 2000 avec l'approbation par le Parlement de la loi du même nom. La Commission rédige actuellement son rapport final, qui devrait contenir plusieurs recommandations sur la manière de lutter contre l'impunité, de répondre aux besoins des victimes, de promouvoir l'apaisement et la réconciliation et d'empêcher que des violations et des abus comme ceux qui ont été commis ne se reproduisent. Le HCDH aidera le gouvernement

à appliquer certaines des recommandations de la Commission, notamment en ce qui concerne la création éventuelle d'une commission nationale des droits de l'homme.

OBJECTIFS

L'objectif du projet proposé est de contribuer au relèvement de la Sierra Leone après dix années de conflit et de favoriser le processus de paix. À cette fin, le programme appuiera la mise en oeuvre et le suivi des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation et assurera la viabilité des initiatives de réconciliation communautaire engagées par la Commission.

ACTIVITÉS EN 2004

Un appui en matière de secrétariat et de logistique sera fourni au comité chargé de l'application des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation. En outre, le HCDH soutiendra:

- Les initiatives de réconciliation communautaire et les comités de réconciliation de district établis par la Commission;
- L'élaboration d'un plan précis en ce qui concerne la présentation et la vérification des rapports trimestriels portant sur les mesures adoptées par le gouvernement pour appliquer les recommandations de la Commission; et
- La création d'une commission nationale des droits de l'homme utile et efficace, capable de protéger et de promouvoir les droits de l'homme.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

La bonne exécution des activités proposées contribuera à consolider la paix en Sierra Leone en créant les conditions nécessaires au rétablissement des liens sociaux.

ÉVALUATION DES RISQUES


L'exécution des activités est liée à la progression du processus de paix. Tout revers dans ce processus risque d'avoir un effet préjudiciable sur les activités. L'exécution dépend également de l'aboutissement de la tâche de la Commission, qui est prévu pour décembre 2003. Tout délai à cet égard retardera également les activités proposées.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat sera chargé de contrôler les activités dans le cadre de la structure établie pour la gestion du projet au sein du Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain. La section des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone aidera le HCDH dans cette tâche.

COORDINATION

Les activités seront exécutées en collaboration avec le gouvernement, la Mission des Nations Unies en Sierra Leone et des ONG locales qui travaillent déjà dans le domaine de la réconciliation et de la consolidation de la paix. Une assistance directe sera fournie aux ONG et aux comités d'organisation de district existants, qui seront directement responsables de la mise en œuvre des activités dans leurs régions respectives.

Article 8 
Toute personne
a droit à un
recours effectif
devant les
juridictions
nationales
compétentes contre
les actes violant
les droits
fondamentaux qui
lui sont reconnus
par la constitution
ou par la loi.

BUDGET SUIVI DE LA CVR EN SIERRA LEONE

	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	185.466
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	40.456
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	186.009
Fournitures et achats	48.807
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	460.738
Dépenses d'appui au programme	59.896
Total	520.633

APPUI AUX MISSIONS POUR LA PAIX DES NATIONS UNIES

Le Haut-Commissariat contribue à intégrer les droits de l'homme dans les missions pour la paix menées par les Nations Unies dans le cadre du protocole d'accord révisé qu'il a conclu en 2002 avec le Département des opérations de maintien de la paix, grâce à la création la même année d'un groupe des missions pour la paix au sein du Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain, et par le biais de sa participation à la Cellule de mission intégrée et de sa coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques. En prenant part à la planification des missions pour la paix, le HCDH peut faciliter la formulation d'accords de paix qui soient conformes aux normes internationales des droits de l'homme et au droit humanitaire.

L'appui du Haut-Commissariat au volet droits de l'homme des missions pour la paix consiste principalement à intégrer les droits de l'homme dans les stratégies de prévention et les mécanismes d'alerte rapide; à élaborer des principes directeurs, des systèmes, des méthodes et des outils appropriés pour l'action en faveur des droits de l'homme sur le terrain; à contribuer à

l'élaboration de systèmes nationaux de protection des droits de l'homme; à réaliser et adapter du matériel de formation; et à dégager les enseignements et recenser les bonnes pratiques en ce qui concerne l'intégration des droits de l'homme dans les missions de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix. La coopération du HCDH avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques consiste également à contribuer à la sélection et à l'engagement de candidats qualifiés qui seront affectés comme fonctionnaires des droits de l'homme dans des missions pour la paix. De plus, l'an passé, le HCDH a rendu compte au Conseil de sécurité de la situation des droits de l'homme dans des pays où de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire s'étaient produites.

En collaborant avec le Département des opérations de maintien de la paix et celui des affaires politiques, le HCDH appuie les volets droits de l'homme de nombreuses opérations de paix, notamment en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Guatemala, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Libéria, au Burundi, en Sierra Leone, au Tadjikistan, au Timor-Leste, en Iraq, en Éthiopie/Érythrée et en Abkhazie/Géorgie.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Haut-Commissariat appuie l'opération de maintien de la paix conduite par le Département des opérations de maintien de la paix, à savoir la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC) établie en application de la résolution 1279 (1999) du Conseil de sécurité du 30 novembre 1999 et dont le mandat prévoit un plan pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Conformément à la résolution 1493 (2003) du Conseil de sécurité du 28 juillet 2003, les fonctions de la MONUC consistent notamment aujourd'hui à aider les autorités de transition de la République démocratique du Congo à mettre fin à l'impunité. Il s'agit en particulier d'enquêter sur les violations persistantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment sur les violations commises contre des civils dans le district d'Ituri et dans d'autres parties des Kivus, et d'appuyer le rétablissement du système de justice et de l'état de droit. Collaborant étroitement avec le bureau du Haut-Commissariat en RDC, la MONUC renforce ses moyens d'action afin de contribuer à l'établissement d'infrastructures nationales pour les droits de l'homme et à la création de mécanismes pour l'administration de la justice pendant la période de transition. L'engagement de

spécialistes des droits de l'homme supplémentaires lui permettra de s'occuper des enquêtes et du renforcement de la capacité des institutions nationales, notamment de la Commission nationale Vérité et réconciliation et de l'Observatoire national des droits de l'homme.

AFGHANISTAN

Le Haut-Commissariat fournit également un appui important en matière de droits de l'homme à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). L'Accord de Bonn, entériné par le Conseil de sécurité en décembre 2001, prie l'ONU d'aider l'Afghanistan à promouvoir l'éducation et la sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme. À cette fin, la MANUA, conseillée et guidée par le HCDH, sert de principal point de contact à la Commission afghane indépendante des droits de l'homme. On trouvera davantage de détails sur les activités du HCDH à la page 51.

TIMOR-LESTE

Selon son mandat, la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO) créée en application de la résolution 1410 (2002) du Conseil de sécurité est chargée de dispenser une formation sur les principes internationalement acceptés relatifs aux droits de l'homme. La Mission comprend une unité chargée des crimes graves, qui enquête sur les violations passées des droits de l'homme, ainsi qu'une unité des droits de l'homme, qui appuie la Commission Accueil, vérité et réconciliation et dispense une formation dans le domaine des droits de l'homme au personnel des Nations Unies et au personnel timorais, en particulier aux agents des forces de police et de défense.

CÔTE D'IVOIRE

La résolution 1479 (2003) du Conseil de sécurité, qui a établi la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI), a également approuvé la création d'une unité chargée des droits de l'homme: cette unité contribue à l'application des dispositions de l'Accord de Linas-Marcoussis relatives aux droits de l'homme, observe la situation des droits de l'homme dans le pays et fait rapport à ce sujet, et contribue avec les partenaires nationaux et les acteurs internationaux concernés à la lutte contre les violations persistantes des droits de l'homme et la culture de l'impunité. L'unité

des droits de l'homme de la MINUCI se compose actuellement de cinq fonctionnaires internationaux qui s'occupent principalement de collaborer avec les acteurs nationaux et les partenaires internationaux concernés, en particulier avec l'équipe de pays des Nations Unies, et d'adapter l'action en faveur des droits de l'homme en fonction d'une situation fragile et changeante.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La section des droits de l'homme du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA) rend compte des violations des droits de l'homme, mène des activités en vue de renforcer les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, notamment des programmes d'éducation aux droits de l'homme et la création d'institutions, conseille le Représentant du Secrétaire général sur les aspects de ses fonctions se rapportant aux droits de l'homme, fournit des conseils et une assistance technique sur des questions relatives aux réformes juridiques, organise divers programmes de formation à l'intention des responsables de l'application des lois, et contribue à l'élaboration d'un plan national pour les droits de l'homme. Le HCDH aide le Département des affaires politiques à rechercher des ressources humaines qualifiées, appuie des initiatives visant à renforcer les moyens des nouvelles structures nationales de protection des droits de l'homme et fournit des orientations en ce qui concerne la formulation et l'exécution de programmes dans le domaine des droits de l'homme.

GUATEMALA

En coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et la Mission de vérification des Nations Unies pour les droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), le Haut-Commissariat aide le gouvernement à élaborer et appliquer un système d'établissement de rapports à l'intention des organes conventionnels. Il aide également le Médiateur, le Service du défenseur de la femme autochtone et les ONG à coordonner leurs efforts de protection et de promotion des droits de l'homme ainsi que d'élimination de la discrimination ethnique et raciale; il forme aussi les juges et les magistrats en ce qui concerne les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les mécanismes permettant d'en appliquer les principes dans l'ordre juridique interne. En 2004, le HCDH s'attachera à renforcer les capacités du Bureau du médiateur et des organisations de la société civile pour leur

permettre de contrôler le respect des normes et des principes internationaux relatifs aux droits de l'homme aux niveaux national et local. Il collaborera en outre étroitement avec la MINUGUA en prévision de l'ouverture d'un bureau des droits de l'homme au Guatemala au milieu de l'année 2004. Ce bureau devrait avoir un rôle à la fois de coopération technique et de surveillance.

LIBÉRIA

La prompt affectation sur le terrain de spécialistes des droits de l'homme a permis d'intégrer les droits fondamentaux dans les activités d'aide humanitaire. La participation du Haut-Commissariat à la mission d'évaluation pluridisciplinaire envoyée au Libéria s'est traduite par l'inclusion de volets droits de l'homme dans la structure et le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL). Les activités visent les groupes vulnérables, en particulier les réfugiés, les rapatriés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les femmes, les enfants et les enfants soldats démobilisés.

SIERRA LEONE

Le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) prévoit toute une série d'activités en faveur des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'observation de la situation des droits de l'homme et la rédaction de rapports à ce sujet, le plaidoyer et le renforcement des capacités. Le Manifeste sierra-léonien des droits de l'homme signé le 24 juin 1999 par la Haut-Commissaire et le Représentant spécial du Secrétaire général a constitué un cadre supplémentaire pour l'action en faveur des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat aide le volet droits de l'homme de la MINUSIL à exécuter des activités à l'appui de la Commission Vérité et réconciliation et du tribunal spécial établi pour juger les responsables des violations les plus graves du droit international humanitaire. Le HCDH choisit et forme aussi le personnel des droits de l'homme, fournit des orientations en ce qui concerne les activités à mener et les outils à utiliser pour renforcer les capacités et organise des cours de formation aux droits de l'homme à l'intention des ONG, des fonctionnaires de la police et d'autres responsables de l'application des lois. Pour plus d'information sur l'appui du HCDH aux activités de coopération technique et son soutien à la Commission Vérité et réconciliation de la Sierra Leone, on se reportera aux pages 66 et 56, respectivement.

ÉTHIOPIE/ÉRYTHRÉE

L'unité chargée des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) conseille le Représentant spécial du Secrétaire général, contrôle la façon dont l'Éthiopie et l'Érythrée traitent mutuellement leurs ressortissants et fait rapport à ce sujet, et protège les droits des groupes vulnérables et des communautés vivant dans des zones frontalières exposées. Le Haut-Commissariat fournit un appui et des conseils à cette unité et contribue à intégrer les droits de l'homme dans les programmes des deux équipes de pays des Nations Unies.

IRAQ

Comme au Libéria, le déploiement rapide d'agents des droits de l'homme sur le terrain a permis d'intégrer les droits fondamentaux dans les activités d'aide humanitaire et d'assurer que la fourniture de l'aide humanitaire s'effectue d'une façon respectueuse des droits. À cet égard, fin 2002, le Haut-Commissariat a entrepris pour la première fois d'incorporer les droits de l'homme dans l'aide humanitaire d'urgence des Nations Unies. En mars 2003, il a détaché du personnel au Bureau du Coordonnateur humanitaire pour l'Iraq en vue d'élaborer avec les organismes humanitaires des Nations Unies et d'autres organisations internationales un plan directeur pour la protection des droits de l'homme. À la fin de la guerre, en mai 2003, cinq fonctionnaires des droits de l'homme ont été affectés dans les bureaux du Coordonnateur humanitaire à Erbil, Basra et Bagdad. En juillet 2003, la résolution 1500 (2003) du Conseil de sécurité a créé la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI), qui comprend un bureau des droits de l'homme et de l'état de droit. Dans sa résolution 1483 (2003), le Conseil de sécurité a chargé notamment la Mission de favoriser la protection des droits de l'homme et d'encourager les efforts internationaux visant à promouvoir la réforme juridique et judiciaire. Ces dispositions ont constitué une base solide pour l'intégration des droits de l'homme dans les activités des Nations Unies en Iraq jusqu'au 19 août 2003, date à laquelle un terrible attentat a coûté la vie au Représentant spécial du Secrétaire général et à nombre d'autres fonctionnaires des Nations Unies en Iraq. Depuis, le HCDH s'emploie avec toutes les entités des Nations Unies concernées à réévaluer les conditions de sécurité en Iraq et la nature des futures activités dans le domaine des droits de l'homme. Pour d'autres informations concernant les activités prévues par le HCDH en Iraq en 2004, on se reportera à la page 53.

TADJIKISTAN

Le Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan établi en juin 2000 mobilise des ressources et une assistance internationales pour le relèvement et la reconstruction du pays, coordonne les efforts de consolidation de la paix de l'équipe de pays des Nations Unies, encourage le respect de la légalité, renforce les institutions démocratiques et soutient les initiatives locales en faveur des droits de l'homme. Un agent des droits de l'homme affecté à Douchanbe en avril 2001 contribue à l'élaboration des rapports que le pays est tenu de présenter sur l'application des principaux traités relatifs aux droits de l'homme ainsi qu'à la mise en oeuvre du programme national d'éducation aux droits de l'homme. Le Bureau a créé un centre d'information et de documentation sur les droits de l'homme. Tous les deux mois paraît dans le journal national des enseignants un supplément consacré à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Des projets de suivi concernant la rédaction des rapports destinés aux organes conventionnels et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ont en outre commencé.

ABKHAZIE (GÉORGIE)

Le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie) a été créé le 10 décembre 1996 dans le cadre de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG). Le Bureau favorise le respect des droits de l'homme et contribue à assurer le retour dans des conditions sûres et dignes des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays en améliorant la situation des droits de l'homme dans la république auto-proclamée. L'Abkhazie n'étant pas reconnue par la communauté internationale, les mécanismes habituellement utilisés dans les affaires de droits de l'homme, comme la procédure des plaintes adressées à des organes internationaux, ne sont pas applicables. Depuis la fin du printemps 2003, le Bureau a intensifié ses activités dans le district de Gali, effectuant notamment des visites dans les centres de détention préventive. En juillet 2003, le Conseil de sécurité a appelé la partie abkhaze à accepter d'ouvrir sans délai une antenne du Bureau dans le district de Gali, à Soukhoumi. À ce jour, le Bureau ne dispose toujours pas d'antenne dans ce district, où la situation des droits de l'homme est grave.



ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Le programme de coopération technique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme vient en aide aux pays désireux de se doter d'une capacité de promotion et de protection des droits de l'homme aux niveaux national, sous-régional et régional. Il s'agit notamment d'incorporer les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les lois, politiques et pratiques nationales, de mettre en place des capacités et des infrastructures nationales durables pour appliquer ces normes et assurer le respect des droits de l'homme, et de promouvoir une culture des droits de l'homme grâce à des activités de sensibilisation et de formation. Les activités de coopération technique sont fondées sur les conclusions formulées par les organes conventionnels et les recommandations émanant de procédures spéciales.

Une stratégie a été mise au point pour chaque région, et le HCDH définit les priorités de ses activités de coopération technique dans ce cadre. Cette procédure est décrite ci-après dans les sections concernant respectivement l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe, l'Asie centrale et le Caucase, l'Asie et le Pacifique, et la région arabe.

Des représentants régionaux ont été nommés à Addis-Abeba pour la sous-région de l'Afrique de l'Est, à Pretoria pour la sous-région de l'Afrique australe, à Yaoundé pour la sous-région de l'Afrique centrale, à Santiago du Chili pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, à Beyrouth pour la région arabe et à Bangkok pour la région de l'Asie et du Pacifique. Ils sont chargés notamment d'encourager l'intégration des droits de l'homme dans le système des Nations Unies. En 2004, des représentants ou des experts des droits de l'homme seront également affectés en Asie centrale et en Afrique de l'Ouest.

En 2004, des agents du HCDH chargés de superviser la mise en œuvre des activités de coopération technique seront en poste en Azerbaïdjan, en El Salvador, au Guatemala, au Mexique, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Mongolie, au Népal, en Palestine, aux Îles Salomon, en Somalie, à Sri Lanka, au Soudan et au Timor-Leste. Des activités nouvelles de coopération technique seront entreprises en 2004 en République islamique d'Iran, au Nigéria et en Uruguay. Les bureaux extérieurs du HCDH au Burundi, en République démocratique du Congo, en Colombie, au Cambodge, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro poursuivront les programmes de coopération technique en cours. Ces activités sont décrites dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» (p. 34).

En 2003, le Haut-Commissariat a renforcé son groupe de gestion des projets afin d'intensifier son action dans le domaine de la formation portant sur la gestion, l'exécution, l'évaluation et

l'efficacité des projets. Conformément aux recommandations découlant de l'examen global du programme de coopération technique effectué en 2003, les activités de coopération technique seront de plus en plus axées sur les résultats. Un plan visant à mettre en œuvre les principales recommandations de cet examen sera élaboré et exécuté au cours de l'année 2004.



Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international.

De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

FINANCEMENT

Les activités de coopération technique sont principalement financées par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil d'administration du Fonds se réunit deux fois par an pour examiner les résultats du Fonds et faire office d'organe consultatif externe du Programme de coopération technique.

Les activités de coopération technique se sont considérablement accrues au fil des ans et la capacité d'exécution du Haut-Commissariat s'est sensiblement améliorée si bien que les ressources disponibles sont, pour l'essentiel, engagées et dépensées. Les besoins budgétaires étant généralement supérieurs aux contributions annuelles, le HCDH avait habituellement recours, pour financer ses activités, au solde reporté provenant du Fonds de contributions volontaires. Toutefois, en 2004 comme en 2003, cela ne permettra pas de financer les activités proposées.

Au titre de l'exercice biennal 2004-2005, un montant de 1.500.000 dollars É.-U. a été approuvé pour 2004 au budget ordinaire de l'ONU. Un montant supplémentaire de 12.224.451 dollars sous forme de contributions volontaires est nécessaire. Le Haut-Commissariat préfère que les contributions pour la coopération technique soient versées au Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique plutôt qu'affectées à telle ou telle activité régionale ou nationale.

Certaines des activités financées à l'aide du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique sont décrites dans le chapitre intitulé «Défis thématiques en matière de droits de l'homme» (p. 89).

BUDGET RÉCAPITULATIF COOPÉRATION TECHNIQUE

Dollars É.-U.

Afrique	2.314.762
Amérique latine et Caraïbes	1.999.925
Europe et Asie centrale	1.590.600
Asie et Pacifique	2.000.000
Région arabe	1.988.064
Total*	9.893.351

* En outre, le budget des projets mondiaux de coopération technique présentés dans le chapitre intitulé «Défis thématiques en matière de droits de l'homme» (p. 89) s'élève à 2.331.100 dollars.

BUDGET CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	14.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	0
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	30.000
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	44.000
Dépenses d'appui au programme	5.800
Total	49.800

BUDGET EXAMEN ET ÉVALUATION DES PROJETS

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	99.500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	50.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	1.500
Dépenses générales de fonctionnement	4.000
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	155.000
Dépenses d'appui au programme	20.200
Total	175.200



AFRIQUE

INTRODUCTION

Un grand nombre de pays africains ont ratifié les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et tous les membres de l'Union africaine (UA) sont parties à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Cependant, l'incapacité des États à s'acquitter pleinement de leurs obligations au titre des instruments régionaux et internationaux empêche de progresser dans la réalisation des droits de l'homme. Dans les principaux documents d'orientation, programmes et initiatives élaborés par les Africains, particulièrement dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le respect des droits de l'homme est considéré comme une condition préalable au développement. Mais la fréquence des conflits compromet la plupart des tentatives faites pour améliorer la situation des droits de l'homme.

Des avancées ont toutefois eu lieu: davantage de pays organisent des élections multipartites et quelques-uns enregistrent des progrès notables dans la transition vers la démocratie. Mais dans nombre de ces fragiles démocraties, l'administration de la justice et les institutions nationales chargées d'assurer le respect des droits de l'homme et la légalité sont encore très faibles.

Les représentants régionaux en poste dans les bureaux sous-régionaux d'Addis-Abeba et de Pretoria et au Centre pour les droits de l'homme de Yaoundé ont mis sur pied des partenariats mutuellement bénéfiques avec d'importantes institutions et initiatives régionales et sous-régionales africaines en vue d'assurer la prise en compte systématique des droits de l'homme; ils poursuivront ces efforts en 2004.

À l'échelon national, le Haut-Commissariat poursuivra ses activités par l'intermédiaire de ses bureaux au Burundi et en République démocratique du Congo. Il suivra également les opérations en faveur des droits de l'homme menées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques au Libéria, en Guinée-Bissau, en Érythrée, en Éthiopie, en République démocratique du Congo, en République du Congo et en République centrafricaine. En Angola, le HCDH appuiera la poursuite des activités en faveur des droits de l'homme par l'intermédiaire de l'équipe de pays des Nations Unies lorsque le mandat de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies (MINUA) aura pris fin. En Sierra Leone, il continuera de soutenir l'application des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation. On trouvera d'autres informations sur ces activités dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» (p. 34). Des activités de coopération technique (décrites plus en détail ci-dessous) sont prévues en 2004 au Libéria, au Nigéria, en Sierra Leone, en Somalie et au Soudan, ainsi qu'un certain nombre d'activités régionales et sous-régionales. Une assistance continuera d'autre

part d'être fournie aux rapporteurs spéciaux et aux experts indépendants dont la mission concerne le Burundi, le Libéria, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Le Haut-Commissariat cherchera à:

- Poursuivre ses efforts en faveur de la prise en compte systématique des droits de l'homme en coopérant avec des acteurs de premier plan aux niveaux national et régional;
- Soutenir le système africain des droits de l'homme en renforçant les capacités de la Commission africaine des droits de l'homme, de la Commission de l'Union africaine et des communautés économiques régionales;
- En collaboration avec d'autres entités onusiennes, renforcer les systèmes nationaux de protection en facilitant l'élaboration de plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme, en encourageant une conception du développement fondée sur les droits de l'homme, en dispensant une éducation et une formation aux droits de l'homme, en soutenant la création de nouvelles institutions nationales des droits de l'homme ou en renforçant celles qui existent, et en développant les capacités des magistratures et des parlements; et
- Encourager, au niveau sous-régional, les efforts visant à intégrer les droits de l'homme et à donner suite à des stratégies africaines comme le NEPAD, l'UA, les Initiatives de Bamako et de Cotonou en faveur de la démocratie et la Déclaration de Kigali sur les droits de l'homme.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

◆ SOUTIEN AU SYSTÈME AFRICAIN DES DROITS DE L'HOMME

Il est apparu, à l'issue des discussions tenues fin 2003 entre le Haut-Commissariat et la Commission africaine des droits de l'homme, que l'échange de renseignements et la communication entre les deux organisations laissaient à désirer et que le secrétariat de la Commission avait besoin d'être renforcé. Le HCDH appuie les mesures tendant à accroître les capacités du Comité africain sur les droits et le bien-être de l'enfant, des parlements africains et du secrétariat de la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique. Toutes les activités seront mises en oeuvre en étroite collaboration avec le secrétariat de l'UA, les autres institutions et mécanismes africains concernés, les organismes onusiens et la société civile. Elles consisteront notamment à:

- Faciliter l'échange de renseignements et la collaboration entre les organes conventionnels des Nations Unies et les institutions nationales en encourageant une participation mutuelle dans les activités des uns et des autres;
- Octroyer des bourses afin de renforcer la capacité de l'équipe juridique du secrétariat de la Commission africaine;
- Soutenir la campagne en faveur de la ratification du Protocole sur les droits des femmes et du Protocole portant création de la Cour africaine au moyen d'activités réalisées en commun par le HCDH, l'UA et d'autres institutions et acteurs concernés;
- Aider l'UA à mettre en oeuvre le volet droits de l'homme de la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique;
- Accentuer le rôle de surveillance des parlementaires africains en renforçant leurs capacités en collaboration avec l'Union interparlementaire, le Forum des dirigeants africains et la Fondation africaine pour le renforcement des capacités; et
- Renforcer la collaboration entre les institutions nationales africaines et le système africain des droits de l'homme.

◆ TROISIÈME DIALOGUE AFRICAIN

En novembre 2001, le Haut-Commissariat a organisé le premier d'une série de dialogues consultatifs qui font partie des nouvelles modalités qu'il a adoptées pour élaborer sa stratégie régionale de promotion et de protection des droits de l'homme. Un deuxième dialogue a eu lieu en mai 2002 et plusieurs activités ont été entreprises par le HCDH pour appliquer les recommandations des deux premières réunions, notamment un processus de consultation permanente avec l'Union africaine et le NEPAD afin de renforcer le contenu et le volet droits de l'homme de leurs activités et programmes; et, comme il était recommandé, l'organisation d'une consultation d'experts avec les communautés économiques régionales africaines afin de discuter du rôle que celles-ci pourraient jouer pour assurer l'intégration des droits de l'homme dans leurs activités et parmi les États Membres. Le HCDH a prévu pour 2004 un troisième dialogue au cours duquel seront examinés la déclaration et le plan d'action de Kigali adoptés en mai 2003, la mise en place du mécanisme africain d'examen par les pairs prévu pour le NEPAD ainsi que le système d'évaluation politique par les pairs envisagé pour l'UA dans le cadre du processus de la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique. Ce troisième dialogue sera également l'occasion d'évaluer l'application des recommandations formulées lors des deux premiers.

◆ SOUTIEN AUX INSTITUTIONS NATIONALES AFRICAINES

Le Haut-Commissariat fournira un appui au secrétariat des institutions nationales africaines et contribuera à la mise en oeuvre des

activités de ces institutions. Il apportera en outre son concours pour l'établissement et le renforcement des institutions en Éthiopie, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Niger et au Kenya. Son appui à des institutions nationales dans d'autres pays se poursuivra, principalement par l'intermédiaire du secrétariat des institutions nationales africaines. Une réunion consultative d'experts visant à faciliter la collaboration entre les parlementaires africains et les institutions nationales est également prévue.

◆ RENFORCEMENT DU VOLET DROITS DE L'HOMME DES INITIATIVES AFRICAINES

Le Haut-Commissariat est chargé de veiller à ce que le respect des droits de l'homme soit un élément essentiel de l'application des activités et des programmes entrepris dans le cadre du NEPAD, notamment du mécanisme d'examen par les pairs. L'UA a également demandé au HCDH de soutenir le processus d'évaluation politique par les pairs dans le cadre de la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique. Les activités prévues au titre de ce projet visent à:

- Faciliter le respect des engagements pris dans le cadre du NEPAD et de la Conférence sur la sécurité en Afrique conformément aux normes et aux recommandations régionales et internationales relatives aux droits de l'homme, telles que celles formulées par les organes conventionnels des Nations Unies et les mécanismes des procédures spéciales;
- Promouvoir l'efficacité et la responsabilité dans le processus d'examen par les pairs et encourager l'inclusion des droits de l'homme et le respect de la bonne gouvernance et de l'état de droit parmi les principaux thèmes; et
- Renforcer des institutions nationales telles que le parlement et les organisations de la société civile, en particulier les organisations de femmes et de jeunes, pour leur permettre de participer concrètement à l'application des composantes droits de l'homme des examens par les pairs du NEPAD et de la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique.

Les ressources nécessaires pour ces activités en 2004 sont estimées à 180.000 dollars É.-U.

ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES

◆ REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX

Les bureaux sous-régionaux établis en Afrique australe (Pretoria), en Afrique centrale (Yaoundé) et en Afrique de l'Est (Addis-Abeba) sont devenus des éléments moteurs pour l'intégration des droits de l'homme dans les équipes de pays des Nations Unies et dans les

travaux des institutions régionales et sous-régionales. La mise en oeuvre de leurs activités a conduit à un accroissement des demandes d'assistance technique. En 2004, le Haut-Commissariat cherchera à établir des partenariats de financement plus étroits avec les organismes des Nations Unies, en particulier le PNUD, pour faire face aux coûts entraînés par ces demandes. Les représentants régionaux contribueront à l'établissement des bilans communs de pays/plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (CCA/UNDAF) et à la mise en place de groupes de travail thématiques sur les droits de l'homme au sein des équipes de pays des Nations Unies. Les bureaux sous-régionaux, en collaboration avec les services thématiques responsables de la traite des êtres humains, de l'égalité des sexes, de la lutte contre la pauvreté, des droits de l'homme et du VIH/SIDA favoriseront l'utilisation des directives et des outils de formation du HCDH. L'équipe africaine, implantée au sein du Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain, fournira aux bureaux sous-régionaux tout l'appui nécessaire.

◆ AFRIQUE DE L'EST

La création en octobre 2002 du bureau d'Addis-Abeba et le regroupement des activités du bureau en 2003 ont permis au HCDH de renforcer sa collaboration avec le secrétariat de l'UA et la Commission économique pour l'Afrique (CEA), qui ont tous deux un rôle important à jouer dans l'élaboration du programme pour les droits de l'homme en Afrique. Le bureau dessert Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

Le bureau pour l'Afrique de l'Est s'efforcera d'encourager les tribunaux à appliquer les normes internationales des droits de l'homme, d'inciter les pays à présenter les rapports prescrits par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à se conformer à ces instruments, et de renforcer la coopération entre les acteurs sous-régionaux dans le domaine des droits de l'homme. Ces activités compléteront l'atelier et l'initiative de formation aux droits de l'homme organisés conjointement par le HCDH et l'unité de ressources sous-régionale du PNUD (système SURF) à Addis-Abeba en janvier 2003. Elles seront exécutées avec les équipes de pays des Nations Unies au Kenya, en Érythrée et en Ouganda, qui s'attacheront également à renforcer leur propre capacité à contribuer aux activités en faveur des droits de l'homme dans leurs pays respectifs. Le bureau participera en outre au quatrième Forum de la CEA pour le développement de l'Afrique consacré à la gouvernance.

◆ AFRIQUE AUSTRALE

Le bureau sous-régional de l'Afrique australe est financé conjointement par le HCDH et le PNUD. Un représentant régional pour l'Afrique australe a été nommé en octobre 2002. Face à l'augmentation des demandes, le bureau fournira une formation

et un appui technique et fonctionnel aux gouvernements, aux équipes de pays des Nations Unies, aux institutions nationales de défense des droits de l'homme et aux organisations de la société civile dans la région. Il aidera également la Communauté de développement de l'Afrique australe à intégrer les droits de l'homme dans sa programmation et ses politiques. Le bureau apportera son concours au service du HCDH responsable du NEPAD basé à Genève et développera son site Web.

◆ AFRIQUE DE L'OUEST

L'Afrique de l'Ouest est actuellement la sous-région la plus instable du continent. Le Haut-Commissariat a collaboré avec les missions de maintien de la paix en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire et au Libéria, pour faire en sorte que le respect des droits de l'homme soit au centre de tous les processus de paix. Il a favorisé les efforts visant à maintenir la paix et la sécurité dans la région de l'Union du fleuve Mano, il appuie les initiatives tendant à soutenir la justice pendant la période de transition comme la Commission Vérité et réconciliation en Sierra Leone, il contribue à la formation dans le domaine des droits de l'homme destinée à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et aux agents de maintien de la paix des Nations Unies en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée, il a participé à la mise en place d'initiatives d'après conflit et d'unités des droits de l'homme au sein des missions de maintien de la paix en Côte d'Ivoire et au Libéria, et il a contribué à renforcer la capacité de la société civile à promouvoir la prévention des conflits et à régler des questions relatives aux droits de l'homme.

Le contretemps qui a retardé l'engagement d'un fonctionnaire principal des droits de l'homme au bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar a empêché la bonne exécution des activités prévues. Le HCDH continue cependant de répondre aux demandes émanant des pays et des structures régionales dans la sous-région. Il a contribué à l'élaboration du programme pour les droits de l'homme en Côte d'Ivoire et examine les demandes d'aide venant du Bénin, du Niger et du Togo. Il participe au processus des Nations Unies en faveur de la consolidation de la paix au Libéria. À la demande de la CEDEAO, il soutiendra la nomination au secrétariat de cette organisation d'un fonctionnaire international des droits de l'homme qui contribuera à mettre au point un programme complet en faveur des droits de l'homme, et il coopérera avec les entités de défense des droits de l'homme dans la sous-région.

◆ AFRIQUE CENTRALE

L'action du Haut-Commissariat en Afrique centrale continuera d'être coordonnée par l'intermédiaire du Centre pour les droits de l'homme et la démocratie de Yaoundé. Des activités visant à renforcer la société civile seront menées au Tchad, en République du Congo,

en Guinée équatoriale et au Cameroun. Le Centre de Yaoundé recevra 500.000 dollars É.-U. en 2004 au titre du budget ordinaire. Les bureaux du HCDH au Burundi et en République démocratique du Congo (RDC) sont en train d'être réorientés afin de tenir compte des processus de transition en cours dans ces deux pays. Un soutien sera apporté aux opérations menées sous l'égide des Départements des opérations de maintien de la paix et des affaires politiques, comme la MONUC en RDC et le BONUCA en République centrafricaine. Les besoins en 2004 pour ces activités sous-régionales sont estimés à 1.235.962 dollars É.-U.

ACTIVITÉS NATIONALES

◆ ANGOLA

Le projet du Haut-Commissariat en Angola vise principalement à renforcer les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit et à contribuer à l'intégration des droits de l'homme dans les travaux de l'équipe de pays des Nations Unies. On trouvera des renseignements détaillés sur ce projet dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix».

◆ LIBÉRIA

Les analyses du conflit au Libéria associent les origines de ce conflit aux violations des droits de l'homme commises contre la population civile par les différents régimes qui se sont succédés au pouvoir. Le projet du Haut-Commissariat vise à favoriser l'application de l'Accord de paix global conclu en août 2003; à fournir des informations complètes sur les abus et les violations des droits de l'homme liés à la guerre, ce qui facilitera le travail de la Commission Vérité et réconciliation prévue par l'Accord de paix global et aidera à traduire les coupables en justice; et à établir et favoriser des liens de collaboration entre la communauté des droits de l'homme et les acteurs humanitaires de sorte que les opérations humanitaires fassent également progresser les droits de l'homme. Les besoins en 2004 sont estimés à 105.500 dollars É.-U.

◆ NIGÉRIA

Les activités définies suite à la mission d'évaluation des besoins réalisée en mars 2002 consistent notamment à fournir une assistance à la Commission nationale des droits de l'homme, à faciliter l'organisation d'un atelier consultatif interinstitutionnel sur l'administration de la justice, à appuyer le Comité parlementaire sur la justice, les droits de l'homme et les affaires juridiques et à

renforcer la capacité du Conseil d'assistance juridique. Le projet sera administré par un fonctionnaire national des droits de l'homme avec l'aide du bureau de pays des Nations Unies. Les besoins en 2004 sont estimés à 100.000 dollars É.-U.

◆ SIERRA LEONE

Compte tenu du retrait prévu pour 2004 de la Mission des Nations en Sierra Leone (MINUSIL), le Haut-Commissariat souhaite consolider les résultats obtenus au cours des cinq dernières années en aidant les organes et les groupes nationaux à établir et maintenir des structures pour la protection et la promotion des droits de l'homme. Les activités prévues consisteront notamment à former aux droits de l'homme des observateurs nationaux et des membres des forces armées; à créer à Bo, Kenema et Makeni des bibliothèques de référence sur les droits de l'homme et le droit; et à dispenser une formation en ce qui concerne l'établissement des rapports destinés aux organes conventionnels. Ces activités devraient permettre de promouvoir la connaissance des droits de l'homme, de réformer le secteur de la justice, d'améliorer l'accès à des informations actuelles sur l'état du droit interne, du droit international et du droit international des droits de l'homme, et d'améliorer la capacité du gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière d'établissement de rapports. Les besoins en 2004 sont estimés à 200.000 dollars É.-U.

◆ SOMALIE

Le premier projet du Haut-Commissariat en Somalie s'est achevé en février 2003. Des consultations prolongées ont alors eu lieu avec nombre de parties prenantes afin de définir un nouveau programme qui tienne compte du processus de paix en cours ainsi que de la situation politique et des conditions de sécurité existant dans le pays. Le nouveau projet prévoit la création d'un bureau à Hargeisa, dans le «Somaliland», comprenant un fonctionnaire international des droits de l'homme et un agent national associé qui s'attacheront à intégrer le respect de la légalité et les droits de l'homme dans le processus de paix et à promouvoir une culture des droits de l'homme. Un appui continuera d'être fourni au mandat de l'Expert indépendant en Somalie. Les besoins en 2004 sont estimés à 243.300 dollars É.-U.

◆ SOUDAN

En 2004, les activités du Haut-Commissariat seront axées sur un programme de formation aux droits de l'homme destiné aux membres des forces armées du Soudan, notamment aux agents de la police, de l'armée et des forces de sécurité. Le HCDH appuiera également, avec l'assistance et le soutien du PNUD, les

activités suivantes: le jeu de rôle avec un tribunal fictif, l'établissement d'une commission nationale des droits de l'homme, la création d'un centre des droits de l'homme pour les ONG soudanaises s'occupant des droits de l'homme et l'adoption de mesures concernant la résolution des conflits et l'aide humanitaire. Les besoins en 2004 sont estimés à 250.000 dollars É.-U.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Dans le cadre de sa stratégie régionale, le Haut-Commissariat s'efforce de faire en sorte que les ressources limitées disponibles soient orientées de façon à avoir le plus d'effet possible aux niveaux national et sous-régional. L'accent sera donc mis sur la coopération avec les organismes des Nations Unies et les partenaires régionaux pour répondre aux besoins des pays d'une région ou d'une sous-région.

Les activités et les projets entrepris contribueront à renforcer les droits de l'homme aux niveaux régional, sous-régional et national. Les bénéficiaires immédiats des projets profiteront de la culture systématique des droits de l'homme qui résultera des capacités renforcées et du processus d'autonomisation.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les activités seront menées à la demande des gouvernements ou en collaboration avec des institutions régionales ou intergouvernementales, des ONG et d'autres acteurs de la société civile. Dans certains cas, des subventions et des bourses seront accordées à des ONG à l'appui d'initiatives visant à renforcer les capacités.

La plupart des activités décrites au titre de ce programme seront exécutées avec le PNUD, l'UA, les commissions africaines des droits de l'homme, les communautés économiques régionales et des ONG. Le Haut-Commissariat encouragera la coopération et l'échange d'informations et de données sur les bonnes pratiques entre toutes les organisations régionales et sous-régionales, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Après avoir consulté l'ensemble des parties prenantes et des bénéficiaires, les représentants régionaux élaboreront des plans de travail pour mettre en oeuvre les activités définies. Les projets seront exécutés en étroite collaboration avec le PNUD, les communautés économiques régionales et le Haut-Commissariat à Genève. Le PNUD, principal partenaire du HCDH en Afrique, continuera de cofinancer les activités et fournira un appui logistique aux bureaux régionaux et aux programmes nationaux. La CEA, la CEDEAO et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) se sont engagés à faire de même. Les modalités seront fixées dans le cadre de consultations bilatérales.

SUIVI ET ÉVALUATION

Le Haut-Commissariat organisera au cours de l'année des missions d'évaluation et de suivi des projets à mi-parcours. Une évaluation associant toutes les parties prenantes, conçue et menée par un consultant indépendant, sera effectuée à la fin de l'année. L'analyse du rapport d'évaluation aidera le HCDH, ses partenaires des Nations Unies et d'autres partenaires à planifier les futures opérations.

BUDGET AFRIQUE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel:	
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est	241.400
Bureau régional pour l'Afrique australe	264.000
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	108.000
Soutien aux activités régionales	112.600
Soutien au Libéria et à la Sierra Leone	105.000
Liberia	4.500
Nigeria	56.400
Somalie	138.800
Soudan	156.000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:	
Bureau régional pour l'Afrique australe (évaluation)	12.300
Renforcement des capacités en Afrique centrale	2.710
Liberia	15.500
Nigeria	7.000
Soudan	15.500
Frais de voyage:	
Personnel du HCDH (Activités régionales)	60.700
Personnel du HCDH (Liberia)	6.000
Personnel du HCDH (Nigeria)	7.100
Personnel du HCDH (Sierra Leone)	5.000
Personnel du HCDH (Somalie)	1.500
Personnel du HCDH (Soudan)	9.500
Représentants (Somalie)	2.200
Services contractuels	8.300
Dépenses générales de fonctionnement	121.500
Fournitures et achats	123.900
Subventions, contributions, bourses et séminaires:	
Activités régionales	130.000
Plan régional africain	159.300
Renforcement des capacités en Afrique centrale	68.124
Liberia	8.400
Nigeria	12.000
Sierra Leone	30.000
Somalie	42.300
Soudan	13.000
Total partiel	2.048.534
Dépenses d'appui au programme	266.228
Total	2.314.762



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

CONTEXTE

La région formée par l'Amérique latine et les Caraïbes a un bon système régional de protection des droits de l'homme et ses propres arrangements sous-régionaux de coopération en matière d'intégration économique, dont certains sont dotés de mandats et de mécanismes précis en ce qui concerne les droits de l'homme, et, exception faite de la Colombie, se caractérise par l'absence de conflit interne. C'est la région qui enregistre le plus fort taux de ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et le produit intérieur brut le plus élevé; il existe des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, une solide base constitutionnelle ou législative pour protéger les droits fondamentaux dans presque tous les pays, des sociétés civiles importantes, organisées, expérimentées et efficaces qui sont prêtes à coopérer avec les pouvoirs publics en vue de régler les problèmes sociaux et économiques, et des gouvernements individuels qui coopèrent avec les mécanismes des droits de l'homme et sont disposés à recevoir une assistance consultative et technique pour améliorer leur bilan en matière de droits de l'homme.

À côté de ces facteurs qui influent favorablement sur le respect des droits de l'homme, il y a certaines tendances et statistiques préoccupantes qui risquent de compromettre ce respect. La région se caractérise notamment par le fait qu'elle a la plus forte disparité en matière de répartition des revenus et la plus lourde dette extérieure de toutes les régions en développement; par la faiblesse des systèmes judiciaires; par l'existence dans plusieurs pays de tensions internes qui risquent de s'aggraver si on n'y remédie pas rapidement; par une poussée de la délinquance et de la violence qui, dans certains pays, est associée au crime organisé et vise les défenseurs des droits de l'homme; et, dans les pays des Caraïbes anglophones, par un très faible taux de ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Le 1er décembre 1999, les gouvernements de la région, en coopération avec le Haut-Commissariat, ont adopté à Quito (Équateur) un cadre de coopération technique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ce cadre vise à renforcer les capacités nationales de promotion des droits de l'homme grâce à l'élaboration de plans d'action nationaux, à l'octroi d'une éducation dans le domaine des droits de l'homme, à la création ou au renforcement d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, à la mise au point de stratégies pour la réalisation du droit au développement et l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, et à la promotion des droits fondamentaux des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

En novembre 2001, le Haut-Commissariat a nommé un représentant régional qui est basé à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPALC), à Santiago du Chili. Ce représentant aide à intégrer les droits de l'homme dans les activités de la CEPALC et des équipes de pays des Nations Unies, facilite également la coopération avec les gouvernements, les institutions régionales et les ONG et contribue à la détermination des priorités stratégiques.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Les activités du Haut-Commissariat dans la région visent à créer des capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme et à renforcer celles qui existent; elles consisteront à:

- Intégrer les droits de l'homme dans le travail des équipes de pays;
- Appuyer les institutions nationales;
- Favoriser l'adoption de politiques et de mécanismes nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme;
- Faciliter la coopération entre le représentant régional et les équipes de pays;
- Renforcer la collaboration avec les membres des équipes de pays en nommant des coordonnateurs avec lesquels le HCDH se concertera régulièrement;
- Renforcer les partenariats avec les institutions régionales et les ONG.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

◆ APPUI AU REPRÉSENTANT RÉGIONAL ET AUX CONSEILLERS POUR LES DROITS DE L'HOMME

Le Haut-Commissariat travaille avec divers acteurs dans la région, en particulier avec les équipes de pays des Nations Unies, pour renforcer les systèmes nationaux de protection des droits de l'homme. Le représentant régional sera chargé des activités suivantes:

- Conseiller la CEPALC et les équipes de pays en ce qui concerne l'application des recommandations des organes conventionnels et des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme et aider à établir un groupe de travail des droits de l'homme avec les équipes de pays;

- Définir les bonnes pratiques afin d'améliorer les activités du HCDH dans la région;
- Nouer des relations stratégiques avec les équipes de pays et organiser des activités pour leur permettre d'être mieux à même de créer des systèmes nationaux de protection et de renforcer ceux qui existent;
- Examiner et analyser les programmes de la CEPALC et les documents du plan-cadre des Nations Unies d'aide au développement (UNDAF) élaborés par les équipes de pays afin de définir des programmes en se plaçant sous l'angle des droits de l'homme; et
- Organiser, avec le concours du siège et des partenaires régionaux, des activités de formation à l'intention du personnel de la CEPALC et des équipes de pays – y compris les unités de ressources sous-régionales du PNUD – en ce qui concerne les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la définition d'une programmation axée sur les droits de l'homme.

◆ EXÉCUTION D'AUTRES ACTIVITÉS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES

Conformément au cadre de Quito et dans le prolongement de la Conférence de Durban de 2001, le Haut-Commissariat privilégiera les groupes vulnérables en 2003-2004. Une étude sur les conditions de vie en prison des femmes dans les pays d'Amérique centrale a été réalisée en 2003 avec le concours de l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD). Un atelier sous-régional examinera en 2004 l'application des recommandations de cette étude et envisagera des stratégies complémentaires.

◆ APPUI AUX INSTITUTIONS NATIONALES ET AUX ONG

Le Haut-Commissariat appuie le réseau des institutions nationales des Amériques, qui comprend neuf institutions nationales; les institutions nationales des Caraïbes y ont un statut d'observateur. Le HCDH propose de soutenir l'assemblée générale du réseau ainsi que deux séminaires thématiques, un programme d'échanges entre les différentes institutions nationales et des activités d'éducation et d'information destinées à aider les gouvernements de la région à mettre sur pied des institutions nationales; il encouragera aussi l'établissement de telles institutions là où il n'y en a pas.

◆ RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION AVEC LES INSTITUTIONS RÉGIONALES

En 2004, le Haut-Commissariat continuera de renforcer sa collaboration avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et appliquera l'accord qu'il a conclu avec l'Institut interaméricain des droits de l'homme. Le HCDH et le secrétariat de la Commission interaméricaine prévoient des échanges temporaires de membres du personnel pour leur permettre de se familiariser avec les observations, recommandations et interprétations juridiques de chacune des deux organisations. Par ailleurs, l'échange de personnel facilitera l'adoption d'une démarche commune en matière de définition des priorités et de développement de services consultatifs. Le HCDH contribuera en outre à l'élaboration, en coopération avec le secrétariat du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), d'un plan d'action régional pour la défense des droits de l'homme. Il aidera le comité spécial des droits de l'homme que le SICA a récemment constitué à rédiger ce plan d'action, qui sera signé et adopté par chaque pays concerné au cours du Sommet de l'Amérique centrale qui aura lieu en 2004.

Les besoins pour 2004 au titre des activités régionales décrites ci-dessus sont estimés à 391.900 dollars É.-U.

ACTIVITÉS NATIONALES

◆ COLOMBIE

Le bureau en Colombie, établi en application d'un accord conclu avec le gouvernement, mène des activités de coopération technique visant à renforcer les capacités de promotion et de protection des droits de l'homme des institutions tant gouvernementales que non gouvernementales. Ces activités font partie de l'action plus large entreprise, pour un montant de 4,7 millions de dollars É.-U., par le bureau de Bogota; elles sont décrites de façon plus détaillée dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» (p. 39).

◆ EL SALVADOR

Le Haut-Commissariat continuera d'appuyer les institutions nationales chargées de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, particulièrement le Service du médiateur (*Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos*). Dans le cadre de ce

projet, un conseiller attaché à la fois au Service du médiateur et au système des Nations Unies appliquera, avec des consultants nationaux spécialisés, une stratégie conçue conjointement avec le Service du médiateur. L'assistance fournie concernera notamment l'organisation d'ateliers de formation aux droits de l'homme à l'intention du personnel administratif et technique du Service du médiateur, l'élaboration d'un programme de formation aux droits de l'homme et la fourniture de matériels éducatifs et de matériels relatifs aux droits de l'homme. Le projet devrait prendre fin en mai 2004 et les besoins sont estimés à 85.025 dollars É.-U.

◆ GUATEMALA

Le Haut-Commissariat aide le gouvernement à mettre au point et à appliquer un système participatif de suivi et d'établissement de rapports destinés aux organes conventionnels, aide le Service du médiateur (*Procuraduría de Derechos Humanos*), le Service du défenseur de la femme autochtone (*Defensoría de la Mujer Indígena*) et les ONG à coordonner leur action en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme en insistant sur l'élimination de la discrimination ethnique et raciale, et forme les juges et les magistrats aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux mécanismes permettant d'appliquer les principes qui y sont énoncés dans l'ordre juridique interne.

De concert avec l'équipe de pays des Nations Unies et la Mission de vérification des Nations Unies pour les droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), le HCDH conseille plusieurs institutions gouvernementales et non gouvernementales sur la promotion et la protection des droits des peuples autochtones, l'accroissement des moyens de la magistrature et le renforcement de la capacité des institutions nationales de défense des droits de l'homme et de la société civile à contrôler le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

En 2004, le Haut-Commissariat privilégiera deux domaines cruciaux: renforcer la capacité du Service du médiateur et des organisations de la société civile à contrôler le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme aux niveaux national et local, et travailler avec la MINUGUA durant sa dernière année dans le pays afin de tirer parti de son expérience en prévision de l'éventuelle ouverture d'un bureau du HCDH au Guatemala au cours du second semestre de l'année. Les ressources nécessaires pour les activités prévues durant la phase d'appui à la MINUGUA sont estimées à 469.500 dollars É.-U. Les ressources qui seront nécessaires par la suite seront déterminées une fois que les caractéristiques d'un éventuel bureau du HCDH auront été arrêtées.

◆ HAÏTI

Malgré les recommandations de l'Expert indépendant de la Commission des droits de l'homme tendant à ce que le Haut-Commissariat continue de fournir au pays une assistance au titre de la coopération technique, le HCDH n'a pu exécuter aucune activité en Haïti en 2003 faute de ressources. Il espère mener des activités en 2004 pour renforcer le Service du médiateur, l'École de la magistrature et la société civile une fois que les domaines d'activité auront été mieux définis et que des fonds auront été dégagés. Aucune ressource n'est actuellement demandée à ce titre.

◆ MEXIQUE

En 2004, le Haut-Commissariat aidera le gouvernement à concevoir et à adopter un nouveau programme national de défense des droits de l'homme, organisera des stages de formation et rédigera des manuels sur l'examen médical et médico-légal des victimes de la torture, et assurera la promotion des droits des peuples autochtones en organisant à l'intention des représentants des communautés autochtones des séminaires et des activités de formation sur les mécanismes onusiens et les mécanismes régionaux relatifs aux droits de l'homme.

L'analyse approfondie de la situation des droits de l'homme dans le pays réalisée en 2003 a permis de définir les principaux obstacles qui ont entravé la pleine intégration des normes internationales des droits de l'homme dans la législation interne ainsi que l'application des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme. L'analyse servira de base à la conception et à l'adoption du nouveau programme national de défense des droits de l'homme. Les besoins en 2004 sont estimés à 958.600 dollars É.-U.

◆ URUGUAY

Un nouveau projet sera élaboré qui permettra au Haut-Commissariat d'aider le parlement à intégrer les droits de l'homme dans son programme de réforme juridique. Ce projet consistera surtout à harmoniser le droit interne avec les normes internationales des droits de l'homme et à travailler avec le parlement pour faciliter l'établissement d'un médiateur. Il permettra aussi de renforcer les capacités de l'équipe de pays des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Les ressources nécessaires pour 2004 sont estimées à 94.900 dollars É.-U.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

La capacité des équipes de pays des Nations Unies à améliorer le système national de protection sera renforcée. Pour faciliter cette tâche, des agents de coordination seront établis au sein des équipes afin d'assurer la concertation avec le Haut-Commissariat et les autres acteurs s'occupant des droits de l'homme. Le HCDH et les équipes de pays devraient contribuer à ce que les gouvernements soient mieux à même d'adopter et d'appliquer des politiques nationales de promotion et de protection des droits de l'homme et que les institutions nationales et les ONG soient mieux armées pour contrôler et faciliter l'application de ces politiques. La promotion des droits économiques, sociaux et culturels devrait bénéficier d'un rang de priorité plus élevé dans les politiques des gouvernements et les programmes de la CEPALC et des équipes de pays.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires des programmes régionaux et nationaux seront les gouvernements et les institutions publiques, les institutions nationales et les représentants de la société civile qui participent aux activités. Les équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires régionaux bénéficieront également des projets élaborés conjointement avec le HCDH.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le personnel du Haut-Commissariat en poste en Colombie, en El Salvador, au Guatemala et au Mexique, le représentant régional à Santiago, le conseiller en droits de l'homme au Guyana et les consultants internationaux recrutés à court terme exécuteront les activités décrites plus haut. Le HCDH coordonnera l'exécution de toutes ses activités avec la CEPALC et les équipes de pays des Nations Unies. Il collaborera en outre étroitement avec ses partenaires régionaux, en particulier avec l'ILANUD, l'Institut inter-américain des droits de l'homme, la Commission andine de juristes, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, l'Organisation des États américains, la Banque interaméricaine de développement et le SICA.

Dans les Caraïbes anglophones, le HCDH coordonnera son action avec l'équipe sous-régionale des Nations Unies à la Barbade et avec les équipes de pays des Nations Unies à la Jamaïque et à Trinité-et-Tobago. Il coordonnera également ses activités avec

l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation en Haïti et appuiera le mandat du Représentant personnel du Haut-Commissaire aux droits de l'homme pour Cuba ainsi que les mécanismes des procédures spéciales au cours de leur mission dans la région.

BUDGET AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel:	
Bureau régional (Santiago du Chili)	195.600
El Salvador	23.000
Guatemala	243.100
Mexique	383.960
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:	
El Salvador	22.000
Guatemala	16.900
Mexique	215.800
Uruguay	9.000
Frais de voyage:	
Personnel du HCDH (Activités régionales)	24.700
Personnel du HCDH (Guatemala)	24.600
Personnel du HCDH (Mexique)	37.200
Services contractuels	18.000
Dépenses générales de fonctionnement	128.440
Fournitures et achats	35.025
Subventions, contributions, bourses et séminaires:	
Activités régionales	120.000
El Salvador	6.000
Guatemala	50.500
Mexique	141.000
Uruguay	75.000
Total partiel	1.769.825
Dépenses d'appui au programme	230.100
Total	1.999.925



EUROPE, ASIE CENTRALE ET CAUCASE

CONTEXTE

La région qui s'étend de l'Europe à l'Asie centrale et au Caucase se compose de sous-régions distinctes qui doivent faire face à des défis similaires en matière de développement et de droits de l'homme. Les pays dans lesquels le Haut-Commissariat mène des activités sont principalement des États ex-communistes en transition. Plusieurs sortent d'années de conflit interne; certains subissent encore les conséquences d'un conflit; et, dans quelques cas, les conflits menacent l'appui que fournit le HCDH pour contribuer à régler des questions comme l'indépendance de la magistrature, l'éducation aux droits de l'homme, le respect de l'application des lois et les problèmes liés à l'égalité des sexes. Les activités du HCDH complètent, quand elles ne viennent pas s'y associer, celles d'organisations intergouvernementales régionales telles que le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

En Asie centrale, le HCDH collaborera étroitement avec l'OSCE et des partenaires nationaux. Un expert régional sera affecté dans la sous-région et les gouvernements et la société civile pourront faire appel à ses services.

Dans les Balkans, le Haut-Commissariat mène des activités de coopération technique et contrôle le respect des droits de l'homme par l'intermédiaire de ses bureaux en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro, y compris au Kosovo. Les activités de coopération technique en Europe du Sud-Est sont exécutées principalement par le personnel de ces bureaux ainsi que des bureaux établis dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Croatie. Dans la perspective de leur adhésion à l'Union européenne, ces pays ont montré qu'ils étaient disposés à réformer leurs lois et leurs institutions conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

La dernière phase d'un projet triennal sur l'éducation aux droits de l'homme sera menée à bien en Russie; nombre des matériels et des compétences mis au point dans le cadre de ce projet sont aujourd'hui utilisés dans l'ensemble de l'ex-Union soviétique.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

L'objectif général des activités régionales du Haut-Commissariat est de contribuer à créer des capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme et à renforcer celles qui existent. Les activités sont axées sur les sous-régions et visent à:

- Intégrer les droits de l'homme dans le travail d'autres organismes des Nations Unies;
- Regrouper des activités avec d'autres acteurs régionaux;
- Faire le meilleur usage possible des ressources en travaillant au niveau sous-régional; et
- Promouvoir la prévention des conflits.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

◆ ASIE CENTRALE

Suite aux missions d'évaluation des besoins effectuées au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan, un projet quadriennal a été mis au point et adopté par les quatre gouvernements concernés et le Haut-Commissariat. Ainsi que le HCDH l'a noté dans le Rapport annuel 2002, ce projet devait commencer au début 2003 mais il a été retardé en raison de difficultés financières; sa mise en œuvre est à présent prévue pour janvier 2004.

Le projet comprend deux grands volets: l'affectation d'un expert régional de haut niveau qui travaillera avec les pouvoirs publics, les décideurs, les chercheurs, la société civile et d'autres acteurs à l'amélioration des politiques relatives aux droits de l'homme; et le renforcement des capacités nationales d'éducation aux droits de l'homme dans l'enseignement de type classique grâce à des activités régionales et nationales. Des informations concernant les droits de l'homme seront en outre diffusées en direction de certains secteurs et de la population en général.

- L'expert de haut niveau affecté dans la région organisera plusieurs ateliers sur les droits de l'homme à l'intention des fonctionnaires du gouvernement et des décideurs, des fonctionnaires de l'administration locale, des organisations de la société civile et d'autres acteurs. Il rédigera également des commentaires et des articles sur des sujets pertinents relatifs aux droits de l'homme, lesquels seront diffusés dans la presse écrite et à la radio en russe ou dans des langues locales.
- L'expert régional collaborera étroitement avec les organismes onusiens en vue d'intégrer les droits de l'homme dans leur travail.
- Le HCDH contribuera à organiser quatre tables rondes à l'échelon national pour évaluer l'état de l'éducation aux droits de l'homme dans le système d'enseignement de type classique. En fonction des conclusions de ces tables rondes, il aidera un établissement d'enseignement de premier plan dans le domaine des droits de l'homme à organiser un stage de formation

d'un mois sur les méthodes d'enseignement des droits de l'homme à l'intention de 50 éducateurs, professeurs de pédagogie et autres experts de la région.

- Au niveau des pays, il est prévu notamment d'assurer la formation d'enseignants par une ONG kirghize possédant une grande expérience de l'éducation aux droits de l'homme; de renforcer la capacité du département tadjik des garanties constitutionnelles et des droits des citoyens – principale institution nationale de défense des droits de l'homme – à s'acquitter de son mandat à l'échelon provincial; d'appuyer les capacités d'information et de diffusion du Centre national pour les droits de l'homme de l'Ouzbékistan et du Centre d'information et de documentation sur les droits de l'homme du Tadjikistan; et de publier et de diffuser des matériels pédagogiques et des documents de référence sur les droits de l'homme dans les langues kazake, kirghize, ouzbèke et tadjik.
- Le HCDH contribuera à la création de mini-bibliothèques des droits de l'homme pour les ministères, les tribunaux, les bibliothèques nationales, les universités, les organisations de la société civile, etc.
- Le HCDH veillera à ce que le matériel pédagogique concernant les droits de l'homme réalisé dans la région ou dans des langues locales soit disponible sur un site Web consacré à l'éducation aux droits de l'homme qui sera créé dans le cadre du projet du Haut-Commissariat en Russie.

Les besoins en 2004 sont estimés à 672.200 dollars É.-U.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires immédiats du projet sont les institutions publiques, les ONG et les éducateurs et professeurs de pédagogie qui seront formés. Les étudiants et autres utilisateurs des mini-bibliothèques, du site Web sur l'éducation aux droits de l'homme et de tous les autres matériels et commentaires produits dans le cadre du projet en bénéficieront également.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

L'exécution du projet sera confiée à deux administrateurs de projet nationaux, à un établissement d'enseignement de premier plan possédant des compétences dans le domaine de la conception et de l'organisation de stages de formation aux droits de l'homme et à deux ONG locales ayant une grande

expérience en matière d'éducation aux droits de l'homme et du travail avec les organisations internationales. Des comités consultatifs établis aux niveaux national et régional superviseront l'exécution du projet; ils seront présidés par l'expert régional et comprendront des représentants de ministères, des spécialistes de la pédagogie et des membres d'ONG. Des représentants d'organisations internationales intéressées seront également invités à assister aux réunions des comités. Au début de la troisième année d'exécution, l'évaluation à mi-parcours sera réalisée; l'évaluation finale aura lieu dans les trois mois précédant la fin du projet.

◆ EUROPE DU SUD-EST

Les pays de l'Europe du Sud-Est souhaitent adhérer à l'Union européenne et être pleinement intégrés aux structures politiques européennes. Ils doivent à cet effet parvenir à un certain degré de respect des principes démocratiques, à une solution durable du problème des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi qu'à un certain niveau de développement économique.

Le crime organisé constitue toutefois un obstacle aux progrès dans le domaine des droits de l'homme. Les personnalités influentes des années 90 qui ont trempé dans des crimes de guerre et ont tiré des conflits des profits illicites s'adonnent à présent au crime organisé et exercent une influence politique et économique considérable qui exacerbe les divisions ethniques, fait le jeu des partis nationalistes, entrave la démocratie et menace la réalisation des droits de l'homme.

Le travail du Haut-Commissariat dans la région consiste principalement à conseiller les organismes onusiens, l'OSCE, le Conseil de l'Europe et d'autres acteurs internationaux sur la manière d'intégrer dans leurs activités les obligations internationales relatives aux droits de l'homme et à renforcer la capacité de la société civile à contrôler le respect des droits de l'homme. Cinq domaines ont été définis comme prioritaires:

- Impunité et primauté du droit;
- Prise en compte des droits de l'homme dans les programmes de développement, notamment dans les stratégies de lutte contre la pauvreté;
- Traite des êtres humains et autres formes de violence, d'exploitation et de discrimination fondées sur le sexe;
- Prise en compte des droits de l'homme dans la politique des migrations, y compris pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées; et
- Éducation aux droits de l'homme et promotion des droits de l'homme.

Impunité et primauté du droit

Le Haut-Commissariat entreprendra une série d'enquêtes ciblées pour déterminer les lois et les pratiques qui portent atteinte à l'état de droit, notamment les mauvais traitements policiers, les crimes de guerre, les disparitions, la violence dans la famille et les agissements des acteurs non étatiques. Des conclusions et des recommandations initiales seront formulées.

Le Haut-Commissariat contribuera également à établir un système de protection des victimes et des témoins et collaborera avec d'autres acteurs dans ce domaine pour élaborer des accords de coopération régionale. Les structures présentes sur le terrain établiront un réseau de surveillance pour contrôler la protection des victimes et des témoins.

Les activités du HCDH viseront aussi à améliorer l'accès à la justice, particulièrement pour les victimes de la délinquance familiale et les personnes disparues. Le personnel du HCDH sur le terrain examinera le cadre législatif des nouveaux tribunaux appelés à juger des crimes de guerre.

Prise en compte des droits de l'homme dans les programmes de développement, notamment dans les stratégies de lutte contre la pauvreté

Le Haut-Commissariat cherche à intégrer les droits de l'homme dans les programmes et les activités des équipes de pays des Nations Unies en participant régulièrement aux travaux de ces équipes et en collaborant avec différents organismes. Les programmes et les projets des Nations Unies seront passés en revue afin d'évaluer leurs volets droits de l'homme.

Des activités seront entreprises pour assurer un appui national à l'exécution des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Le personnel du Haut-Commissariat sur le terrain analysera la législation, la politique et les pratiques relatives au développement, notamment les mesures de privatisation, afin de veiller à ce que les responsables prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la réalisation des droits économiques et sociaux.

Traite des êtres humains et autres formes de violence, d'exploitation et de discrimination fondées sur le sexe

Le Haut-Commissariat examinera les modalités d'élaboration de plans d'action nationaux, s'attachant aux obstacles et au transfert des données d'expérience de la Bosnie-Herzégovine à la Serbie-et-Monténégro, y compris le Kosovo et la Croatie. À la faveur de plusieurs consultations, le HCDH aidera en outre les ONG à mettre au point des mécanismes viables pour le contrôle de l'application des plans d'action nationaux.

Le HCDH organisera en Serbie-et-Monténégro et au Kosovo une formation portant sur les principes et les directives du Haut-Commissariat, ainsi que sur les directives de l'UNICEF relatives à la protection des enfants; il proposera aussi aux juristes qui conseillent ou représentent les victimes et les témoins des cours de perfectionnement concernant le cadre juridique des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine.

Prise en compte des droits de l'homme dans la politique des migrations, y compris des solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées

Le Haut-Commissariat veillera à ce que soient mis en place des cadres juridiques incorporant *de jure* et *de facto* la protection des droits des réfugiés et des personnes déplacées.

Éducation aux droits de l'homme et promotion des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat appuiera la réforme du système éducatif. En Serbie-et-Monténégro, il contribuera à intégrer une dimension relative aux droits de l'homme dans les cours d'éducation civique dispensés dans les écoles primaires et secondaires.

Le HCDH continuera à renforcer la capacité des organisations de la société civile en améliorant leurs compétences en matière de contrôle, d'analyse, de plaidoyer, de formation et de coordination dans le domaine des droits de l'homme. Il cherche également à faire mieux connaître les droits de l'homme à la population en général. Il renseignera sur les cours de formation aux droits de l'homme organisés par et pour les ONG et contribuera à la publication, à la traduction et à la diffusion de matériel de formation et de promotion sur les droits de l'homme.

Les besoins en 2004 sont estimés à 282.000 dollars É.-U.

BÉNÉFICIAIRES

Les autorités nationales, les ONG et les victimes avérées et potentielles de violations des droits de l'homme bénéficieront des conseils du HCDH en ce qui concerne la prise en compte des droits de l'homme et le renforcement de la capacité de la société civile à surveiller le respect des droits de l'homme.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les activités de formation et d'intégration des droits de l'homme seront exécutées par le personnel du Haut-Commissariat financé

dans le cadre des bureaux extérieurs des Balkans, par des experts locaux engagés comme consultants à court terme et par des organisations locales qui recevront de modestes subventions pour la réalisation de tâches particulières. Il sera fait appel au concours et à la coopération de partenaires internationaux et locaux.

ACTIVITÉS NATIONALES

◆ AZERBAÏDJAN

Le projet du Haut-Commissariat en Azerbaïdjan vise à améliorer le respect des normes internationales dans le cadre de l'application des lois et de l'administration de la justice, à renforcer la capacité du pays à présenter des rapports aux organes conventionnels et à aider les facultés de droit à assurer une formation en ce qui concerne les normes internationales des droits de l'homme.

Un nouveau système judiciaire à trois niveaux a récemment été établi. Suite à une opération de sélection réalisée en 1999-2000, 60 % du corps judiciaire a été renouvelé. Le programme d'État pour la lutte contre la pauvreté et le développement économique entrepris en octobre 2002 définit la réforme judiciaire comme une des tâches prioritaires du gouvernement qui vise à améliorer l'accès de la population à l'information sur les lois et les droits et aux institutions juridiques, ainsi qu'à donner aux professions juridiques les moyens d'élaborer des cadres législatifs appropriés. Le projet du HCDH vise avant tout à aider le gouvernement et la société civile à appliquer les nouvelles lois et structures juridiques.

Les principaux objectifs du projet sont les suivants:

- Aider le gouvernement à améliorer les compétences et les connaissances professionnelles des juges, des procureurs et des étudiants en droit en ce qui concerne le respect de la légalité et les droits de l'homme, en assurant la formation et les services spécialisés nécessaires;
- Renforcer la capacité nationale d'enseignement des normes relatives aux droits de l'homme, particulièrement celles des enseignants du Centre de formation judiciaire azerbaïdjanais, en améliorant les outils et les méthodes de formation; et
- Renforcer la capacité nationale d'établissement des rapports destinés aux organes conventionnels.

Les activités prévues en 2004 au titre de ce projet seront notamment les suivantes:

- Organisation, en coopération avec le ministère de la justice et le Conseil de l'Europe, de stages de formation pour les juges et les procureurs;

- Élaboration de matériel de formation en collaboration avec le Centre de formation judiciaire;
- Traduction et diffusion du *Manuel sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice* du HCDH;
- Organisation de séminaires de formation complémentaire sur la rédaction des rapports destinés aux organes conventionnels, à l'intention des fonctionnaires de l'État, du Bureau du défenseur public et des représentants d'ONG;
- Soutien à un noyau d'enseignants et de professeurs de droit qui mettent au point du matériel pour un cours de formation pilote sur l'enseignement du droit relatif aux droits de l'homme; et
- Traduction en azéri et publication de matériel de référence et d'information sur les droits de l'homme.

Les juges, procureurs, avocats et hauts fonctionnaires responsables de l'administration de la justice et de l'application de la législation pertinente, les hauts fonctionnaires chargés de rendre compte de l'application des instruments des Nations Unies, les étudiants en droit, le personnel du Bureau du défenseur public, les membres de la société civile et d'autres personnes qui exécuteront des activités au titre du projet bénéficieront tous de ce projet. À long terme, l'ensemble de la population profitera d'une meilleure connaissance et d'un plus grand respect des droits de l'homme.

Le partenaire gouvernemental pour l'exécution du projet est le ministère de la justice. Des relations de travail étroites avec les ministères concernés et avec le Bureau du défenseur public seront en outre maintenues. Les activités du projet seront exécutées en coopération avec d'importantes organisations régionales comme l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Le représentant du Haut-Commissariat, en sa qualité de coordonnateur international du projet, sera secondé par un assistant national qui pourra ultérieurement assumer des fonctions de coordination. Un comité consultatif composé du coordonnateur international et de représentants du gouvernement et du PNUD se réunit tous les mois pour échanger des vues sur l'exécution du projet et discuter de questions d'intérêt mutuel.

Les besoins en 2004 sont estimés à 92.700 dollars É.-U.

◆ FÉDÉRATION DE RUSSIE

Le projet du Haut-Commissariat en Russie est axé sur l'éducation des jeunes aux droits de l'homme: appui à des experts nationaux pour la formation de nouveaux éducateurs, élaboration et diffusion de matériels pédagogiques et renforcement d'un réseau de personnes et d'institutions menant des activités dans ce domaine.

Si les systèmes juridique et politique ont connu ces dernières années en Russie un énorme bouleversement, le système éducatif a lui aussi été secoué. Nombre d'enseignants ont commencé à incorporer dans leurs cours des données sur les droits de l'homme. Le HCDH appuie ces efforts tant techniquement que financièrement, d'autant que les difficultés financières limitent le soutien de l'État à ces tout nouveaux programmes.

Les principaux objectifs du projet sont les suivants:

- Inculquer aux professeurs de pédagogie et aux enseignants la connaissance des notions relatives aux droits de l'homme;
- Accroître la capacité du système éducatif national à dispenser une éducation dans le domaine des droits de l'homme.

En 2004, l'action du Haut-Commissariat consistera à:

- Proposer une formation et des stages aux étudiants diplômés en pédagogie et aux professeurs de pédagogie. Ce programme, qui s'est déroulé ces deux dernières années dans un institut d'enseignement supérieur, apprend à des éducateurs venant de tout le pays la manière d'enseigner les droits de l'homme et les aide à concevoir de nouveaux matériels pédagogiques. Grâce au stage, les participants sont introduits dans les grandes institutions impliquées dans la promotion et de la protection des droits de l'homme, comme la Cour constitutionnelle, la Douma, les ONG, les organisations internationales, etc.;
- Publier tous les mois des articles dans les journaux nationaux des enseignants, appuyer un projet de site Web et fournir du matériel pédagogique et des informations sur les concours de rédaction et les autres activités réalisées dans le cadre du projet. Les meilleures rédactions retenues à l'issue des concours d'étudiants qui seront organisés à l'échelon régional ainsi que les programmes d'enseignement élaborés au cours des stages de formation régionaux et nationaux destinés aux éducateurs seront publiées;
- Établir des centres de documentation régionaux pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui permettront d'accéder au matériel pédagogique et à des sources d'information électroniques;
- Fournir des mini-bibliothèques avec une documentation de référence sur les droits de l'homme à deux secteurs particulièrement concernés: les instituts pédagogiques et les ONG s'occupant d'éducation dans le domaine des droits de l'homme;
- Organiser à l'intention des représentants des ONG une formation spécialisée sur les procédures des Nations Unies relatives aux droits de l'homme. Un séminaire de formation consacré à la rédaction des rapports destinés aux organes conventionnels sera organisé à l'intention des représentants des ONG par des fonctionnaires des Nations Unies et du ministère des affaires étrangères; et

- Évaluer le projet qui devrait être achevé en décembre 2004. Des indicateurs quantitatifs permettant de mesurer l'impact du projet sont en train d'être élaborés conformément à la recommandation de l'évaluation indépendante effectuée en 2003 et qu'il est possible de se procurer auprès du HCDH.

Cette récente évaluation intérimaire a montré que le projet avait eu un effet encore plus important que prévu, touchant de nombreux enseignants. Le matériel pédagogique mis au point est largement utilisé par les enseignants et les professeurs et les activités menées dans le cadre du projet ont suscité un grand intérêt dans tout le pays. Les chaînes de télévision nationales et régionales et les médias en général ont largement rendu compte des résultats du concours d'étudiants qui a été organisé à l'échelon national et dont l'épreuve finale s'est déroulée à la Cour constitutionnelle. Des experts et des responsables du projet sont régulièrement invités à faire part de leur expérience et de leurs compétences dans d'autres pays de la région, en particulier en Asie centrale.

Les enseignants, les étudiants et les professeurs de pédagogie sont les principaux bénéficiaires du projet. Les hauts fonctionnaires, les ONG travaillant dans le domaine des droits de l'homme, les facultés de droit, les instituts pédagogiques et l'ordre des avocats profiteront également du site Web et des mini-bibliothèques des droits de l'homme.

Un comité exécutif composé du HCDH, de l'ONG chargée du projet et des représentants concernés du gouvernement supervise la mise en œuvre du projet. Un comité consultatif comprenant des représentants de l'ONG nationale chargée du projet, des experts et des représentants du ministère des affaires étrangères, du ministère de l'éducation, d'organismes onusiens et du HCDH oriente la mise en œuvre du projet. L'UNICEF, le HCR, l'UNESCO et le PNUD peuvent assister quand ils le souhaitent aux réunions ordinaires du comité consultatif et participer aux activités du projet. Certaines activités sont exécutées par des institutions russes qui ont obtenu un contrat de sous-traitance par adjudication publique. Des informations sur le projet sont publiées tous les mois dans un journal national destiné aux enseignants et sur le site Web du projet en langue russe (www.proobraz.ru).

Les besoins en 2004 sont estimés à 224.900 dollars É.-U.

◆ EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Le Haut-Commissariat était présent dans l'ex-République yougoslave de Macédoine entre 1993 et 1999, essentiellement pour aider le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie à accomplir son mandat

et pour soutenir les programmes d'urgence mis en place à la suite de la crise du Kosovo. Un programme de coopération technique a été entrepris dans le pays en novembre 2001 et un bureau pour la coopération technique a été ouvert à Skopje en juin 2002. Les activités prévues dans le cadre du projet consistent notamment à contribuer à l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles primaires et secondaires, à renforcer les capacités des organisations de la société civile s'occupant des droits de l'homme et du ministère des affaires étrangères, à élaborer un plan d'action national en faveur des droits de l'homme et à appuyer l'institution nationale de défense des droits de l'homme, à savoir le Bureau du médiateur. En 2004, le travail sera axé sur la dévolution à des parties prenantes nationales des responsabilités en matière de planification, d'exécution, de contrôle et d'évaluation, ainsi que sur le regroupement des activités avec celles d'autres organisations régionales et internationales travaillant dans le pays.

Les activités consisteront notamment à:

- Former des éducateurs en vue de mettre au point des programmes d'enseignement sur les droits de l'homme pour les écoles primaires et secondaires;
- Organiser une série de stages de formation professionnelle à l'intention de la société civile, du personnel du Bureau du médiateur et des spécialistes des droits de l'homme relevant du gouvernement, en s'attachant à développer les compétences en matière de contrôle du respect des droits de l'homme et d'établissement de rapports, de sensibilisation et de communication;
- Organiser une série de consultations et d'activités de formation en vue de l'élaboration d'un plan national d'action pour les droits de l'homme et d'un plan d'action pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme; et
- Coordonner l'action en faveur des droits de l'homme menée par les organisations internationales et régionales et les ONG en prenant des mesures d'appui technique et en présidant plusieurs groupes d'étude et organes de coordination interorganisations.

Le projet contribuera à renforcer la capacité de promotion et de protection des droits de l'homme du gouvernement, du Bureau du médiateur, des établissements universitaires et de la société civile. Les activités permettront également de promouvoir une culture des droits, particulièrement parmi la jeunesse et dans la société civile, et de favoriser la coopération entre l'appareil étatique et la société civile.

Les fonctionnaires du ministère de l'éducation, les responsables de l'éducation à l'échelon local, les enseignants, les étudiants, les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères chargés

d'élaborer le plan d'action et de faire rapport aux organes conventionnels, ainsi que la société civile, bénéficieront du projet. Les femmes et les groupes exposés à des violations des droits de l'homme seront particulièrement visés.

Le projet sera contrôlé par l'expert national de la coopération technique en poste au bureau du Haut-Commissariat à Skopje. Les activités seront exécutées conjointement avec les ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'éducation et avec des ONG locales, notamment le Centre de ressources de la société civile et le Centre pour les droits de l'homme et la résolution des conflits. Le bureau du PNUD à Skopje fournira un appui général et, avec d'autres organismes internationaux, continuera d'évaluer les besoins et l'exécution du projet.

Les ressources nécessaires en 2004 sont estimées à 118.800 dollars É.-U.

◆ CROATIE

Bien que le Haut-Commissariat ait mis fin en décembre 2002 à sa présence en Croatie dans le domaine de l'observation des droits de l'homme, il poursuit, après neuf années dans le pays, ses activités de coopération technique. Il a œuvré avec le gouvernement à l'établissement du Centre de documentation et de formation sur les droits de l'homme de Zagreb; la direction de ce Centre, lequel est appelé à devenir une ressource nationale durable dans le domaine des droits de l'homme, devrait être confiée d'ici fin 2004 à des entités nationales.

Le Centre des droits de l'homme est un espace de coopération pour les fonctionnaires, les chercheurs, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, la société civile et les autres entités œuvrant en faveur des droits de l'homme en Croatie. Les ressources offertes par le Centre, notamment une bibliothèque et une base de données sur les droits de l'homme, seront utilisées par les députés et les représentants de la société civile et des pouvoirs publics. Les activités consisteront notamment à:

- Créer une bibliothèque des droits de l'homme, y compris des matériels d'information électroniques;
- Créer une base de données sur les droits de l'homme pour déterminer les tendances et les bonnes pratiques en matière de protection des droits de l'homme;
- Contribuer à renforcer les capacités des établissements universitaires en matière de recherche et d'analyse;
- Organiser des cours de formation, des tables rondes, des débats et des séminaires sur les droits de l'homme;
- Aider d'autres organisations et groupes à organiser des cours de formation, des séminaires, des tables rondes et des exposés; et

- Améliorer la coopération entre les institutions similaires et les bibliothèques spécialisées dans le domaine des droits de l'homme dans toute la région.

BUDGET EUROPE, ASIE CENTRALE ET CAUCASE


Dollars É.-U.

Dépenses de personnel:	
Asie centrale	237.100
Azerbaïdjan	31.800
Croatie	151.880
Ex-République yougoslave de Macédoine	26.000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:	
Asie centrale	5.000
Southeast Europe	75.300
Azerbaïdjan	30.000
Ex-République yougoslave de Macédoine	15.220
Fédération de Russie	10.000
Frais de voyage:	
Personnel du HCDH (Asie centrale)	20.100
Personnel du HCDH (Europe du Sud-Est)	30.800
Personnel du HCDH (Azerbaïdjan)	4.200
Personnel du HCDH (Croatie)	6.120
Personnel du HCDH (Ex-République yougoslave de Macédoine)	12.600
Personnel du HCDH (Fédération de Russie)	5.000
Services contractuels	43.600
Dépenses générales de fonctionnement	59.200
Fournitures et achats	23.630
Subventions, contributions, bourses et séminaires:	
Asie centrale	274.000
Europe du Sud-Est	115.500
Azerbaïdjan	5.000
Ex-République yougoslave de Macédoine	41.550
Fédération de Russie	184.000
Total partiel	1.407.600
Dépenses d'appui au programme	183.000
Total	1.590.600

Le Centre des droits de l'homme coordonne étroitement ses activités avec celles du Médiateur croate et est soutenu par les représentants des organisations internationales et des États membres présents dans le pays.

Les bénéficiaires du projet seront notamment les fonctionnaires, les chercheurs et la société civile. Le développement du Centre des droits de l'homme se poursuivra sous l'égide d'un comité directeur composé de représentants du gouvernement, de la communauté des chercheurs, de la société civile et du Haut-Commissariat. L'administration des affaires courantes du Centre est assurée par un coordonnateur national de projet et d'autres agents locaux, dont un administrateur de projet, un spécialiste de l'information et de la recherche, un bibliothécaire et du personnel d'appui.

Les besoins en 2004 sont estimés à 200.000 dollars É.-U.

Article 24 
Toute personne
a droit au repos
et aux loisirs
et notamment à
une limitation
raisonnable de
la durée du
travail et
à des congés
payés
périodiques.



ASIE ET PACIFIQUE

CONTEXTE

La région de l'Asie et du Pacifique étant la seule à n'avoir aucun traité d'ensemble et aucun mécanisme institutionnalisé relatifs aux droits de l'homme, le besoin de programmes de promotion et de protection des droits de l'homme à l'échelon régional et national est urgent. Lors du onzième atelier régional annuel consacré au cadre de coopération technique pour les droits de l'homme dans la région Asie-Pacifique (Islamabad, février 2003), les États Membres ont invité le Haut-Commissariat à conseiller et à soutenir les gouvernements et les équipes de pays des Nations Unies pour les aider à progresser dans les quatre domaines prioritaires du cadre de coopération que sont les plans d'action nationaux pour les droits de l'homme, l'éducation aux droits de l'homme, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, et l'exercice du droit au développement et des droits économiques, sociaux et culturels.

Compte tenu des priorités définies, le Haut-Commissariat aide les missions pour la paix et les équipes de pays des Nations Unies établies dans la région à intégrer les droits de l'homme dans leur programmation; il s'agit selon lui d'un moyen efficace de maximiser l'impact de son action. L'année passée, le HCDH a en outre affecté des conseillers principaux pour les droits de l'homme dans les équipes du Népal et de Sri Lanka afin d'aider les coordonnateurs résidents des Nations Unies à renforcer les capacités d'appui au processus de paix à Sri Lanka et à contribuer aux progrès vers la paix au Népal.


Tout en développant ses relations de coopération avec les organismes onusiens partenaires, le HCDH s'emploie à renforcer l'état de droit et à soutenir les efforts de consolidation de la paix entrepris dans plusieurs pays de la région (Afghanistan, Cambodge, Népal, Îles Salomon, Sri Lanka et Timor-Leste). Les activités menées visent surtout à soutenir l'administration de la justice dans la période de transition et à reconstruire les institutions, ainsi qu'à favoriser les processus vérité et réconciliation, particulièrement à Timor-Leste et aux Îles Salomon. L'appui à la réforme législative et aux initiatives nationales concernant le respect de l'application des lois et les établissements de rééducation figure en bonne place dans les projets du HCDH en Chine et en Iran.

Les activités du Haut-Commissariat au Cambodge et en Afghanistan sont décrites plus en détail dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» (p. 42 et 51).

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Conformément à la Déclaration du Millénaire et au processus de réforme engagé par le Secrétaire général, la stratégie du Haut-Commissariat visera à:

- Renforcer les partenariats stratégiques avec les équipes de pays des Nations Unies et le réseau des partenaires du HCDH aux niveaux national et régional;
- Promouvoir la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la présentation des rapports aux organes conventionnels;
- Assurer l'application à l'échelon national des recommandations formulées par le dispositif international des droits de l'homme, notamment par les organes conventionnels et les mécanismes relevant des procédures spéciales;
- Faciliter l'élaboration de plans de développement fondés sur la notion de droit et de plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme;
- Soutenir la création d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et renforcer celles qui existent;
- Appuyer l'action des ONG et des organisations de la société civile travaillant dans le domaine des droits de l'homme tendant à renforcer les systèmes de protection nationaux; et
- Incorporer les questions relatives à la parité entre les sexes dans tous les programmes et toutes les activités.

Article 6 
Chacun a le
droit à la
reconnaissance
en tous lieux
de sa
personnalité
juridique.

ACTIVITÉS RÉGIONALES

◆ LE CADRE RÉGIONAL

Se fondant sur le cadre de coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme approuvé à Téhéran en 1998, les gouvernements ont adopté un plan d'action biennal lors de l'atelier régional qui s'est tenu à Beyrouth en 2002 et ont défini, conformément aux quatre domaines prioritaires du cadre, les objectifs suivants:

- Dresser un bilan de l'expérience acquise et des bonnes pratiques mises au point et élaborer des plans d'action nationaux;
- Renforcer les capacités nationales en matière d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en s'attachant notamment à incorporer cette matière dans les programmes scolaires;
- Soutenir les initiatives régionales visant à renforcer le rôle des institutions nationales et de leurs associations régionales; et
- Renforcer les capacités nationales nécessaires pour promouvoir la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels.

En 2004, le Haut-Commissariat continuera d'appliquer le plan d'action de Beyrouth adopté en 2002 au moyen des activités suivantes:

- Évaluation des plans d'action nationaux achevés afin de dresser le bilan de l'expérience acquise et des bonnes pratiques mises au point;
- Suivi d'un atelier sous-régional dans les États du Golfe sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme;
- Soutien à la réunion annuelle du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de défense des droits de l'homme;
- Contribution à l'élaboration d'un programme de formation aux techniques d'enquête à l'intention des institutions nationales;
- Soutien aux initiatives régionales et nationales visant à renforcer l'action des institutions nationales concernant le respect des droits des femmes, notamment de leurs droits économiques, sociaux et culturels; et
- Organisation d'une réunion régionale sur l'étude des causes et des conséquences des migrations.

Les besoins en 2004 sont estimés à 366.200 dollars É.-U.

◆ REPRÉSENTANT RÉGIONAL DU HAUT-COMMISSARIAT

Un représentant régional est en poste à Bangkok depuis janvier 2002, au sein de la Commission économique et sociale pour l'Asie

et le Pacifique (CESAP). Le bureau régional permet de rapprocher le Haut-Commissariat des gouvernements, des équipes de pays des Nations Unies, des organismes de coopération pour le développement, des commissions nationales des droits de l'homme, des ONG et du secteur privé.

Par l'intermédiaire du bureau régional, le HCDH a intensifié l'action qu'il mène avec le système onusien pour incorporer une composante droits de l'homme dans tous les programmes et pour contribuer à la création de dispositifs nationaux de protection des droits de l'homme, notamment d'institutions nationales et d'ONG, et au renforcement de ceux qui existent déjà. Le représentant régional du Haut-Commissariat aide les États à ratifier les instruments relatifs aux droits de l'homme et à appliquer les recommandations des organes conventionnels et des titulaires de mandats thématiques ou visant des pays nommés par la Commission des droits de l'homme. Le bureau informe le siège de l'évolution de la situation dans la région et apporte une perspective régionale au travail du HCDH.

En 2004, le représentant régional du Haut-Commissariat fera le bilan de l'incorporation d'un volet droits de l'homme dans les programmes des Nations Unies, des gouvernements et des ONG. Le bureau renforcera son Forum des praticiens sur les droits de l'homme dans le développement, organisera des rencontres de praticiens à l'échelon national et améliorera les ressources et informations du Forum à partir de l'Internet ainsi que ses outils électroniques de conférence pour aider les praticiens du développement à appliquer dans leur travail une stratégie articulée autour des droits de l'homme.

Le représentant régional fournira en outre des conseils, une formation et un appui aux coordonnateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies ainsi qu'aux gouvernements dans les pays où le Haut-Commissariat n'est pas représenté, en particulier dans les pays en conflit, sortant d'un conflit ou connaissant des tensions dans le domaine des droits de l'homme. Il collaborera avec les organismes de coopération pour le développement et les institutions financières régionales en vue de la mise en œuvre de stratégies de développement fondées sur les droits de l'homme. Avec la CESAP, il contribuera notamment à un projet régional sur la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, fournira des informations en ce qui concerne le projet de convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et examinera les liens existant entre les droits de l'homme et le commerce. Le représentant régional appellera l'attention sur le sort des groupes marginalisés, tels que les handicapés, les travailleurs migrants, les personnes faisant l'objet de traite, les personnes souffrant du VIH/SIDA, les

minorités et les populations autochtones, et il encouragera les gouvernements à faire en sorte que ces groupes participent au processus de développement. Dans le cadre d'un processus consultatif, l'ONUSIDA et d'autres organismes des Nations Unies ainsi que des experts et des gouvernements élaboreront des recommandations en vue de lutter contre la discrimination à l'égard des personnes qui vivent avec le VIH/SIDA.

Le représentant régional établira en outre des liens plus étroits avec les gouvernements et la société civile dans les îles du Pacifique et organisera dans cette sous-région une consultation de la société civile.

Les besoins en 2004 sont estimés à 314.100 dollars É.-U.

ACTIVITÉS NATIONALES

◆ AFGHANISTAN

Les activités de coopération technique du Haut-Commissariat continueront en 2004 d'être intégralement exécutées par les différents éléments de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Concrètement, l'acheminement des ressources est de ce fait assuré par le PNUD à Kaboul. Les donateurs sont invités à verser leurs contributions sur le compte du PNUD affecté au projet commun MANUA/HCDH/PNUD pour soutenir le plan de travail de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan. Tout en dispensant des conseils techniques à la Commission, le HCDH continuera d'appuyer la gestion d'ensemble de ce projet de coopération technique en concertation avec la MANUA et la Commission. Des activités concrètes sont prévues en 2004 dans les domaines suivants: surveillance du respect des droits de l'homme et enquêtes dans ce domaine, notamment traitement et présentation des plaintes et des communications; application d'un programme national d'éducation aux droits de l'homme; plan de travail pour la promotion du respect des droits des femmes et des enfants; et soutien au système d'administration de la justice pendant la transition, avec notamment l'organisation d'un processus national de consultations visant à donner aux Afghans de toutes les communautés la possibilité de s'exprimer sur le traitement qui devra être appliqué aux auteurs de violations des droits de l'homme commises dans le passé. D'autres activités concernant l'Afghanistan sont décrites en détail dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» (p. 51).

◆ CAMBODGE

L'action du Haut-Commissariat au Cambodge vise principalement à lutter contre l'impunité, à surveiller la situation des défenseurs des droits de l'homme et à contrôler les concessions foncières. Le bureau continuera de promouvoir les droits économiques et sociaux, d'assurer l'intégration des droits de l'homme dans les programmes de développement et dans le travail de l'équipe de pays des Nations unies et d'encourager des stratégies fondées sur les droits de l'homme. Il continuera également d'accorder une assistance au titre de la réforme juridique et judiciaire en coopération avec l'École de la magistrature et un certain nombre de tribunaux. Ces activités sont décrites en détail dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» (p. 42).

◆ CHINE

Le projet de coopération technique du Haut-Commissariat vise principalement à soutenir la ratification et l'application des instruments internationaux des droits de l'homme, à analyser les pratiques en vigueur dans divers systèmes juridiques du monde afin de faire mieux comprendre la notion de primauté du droit et à favoriser la connaissance des droits fondamentaux. Le protocole d'accord entre la Chine et le Haut-Commissariat sur lequel se fondent les activités du HCDH dans le pays prévoit des mesures concernant l'administration de la justice, l'éducation aux droits de l'homme, la réforme judiciaire et législative, le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels. Des spécialistes internationaux et chinois, membres de diverses professions ou chercheurs, ont collaboré à la mise au point de matériel pédagogique fondé sur les normes des Nations Unies relatives aux droits de l'homme et sur les pratiques chinoises. Ce matériel sera testé dans quelques établissements de formation professionnelle avant d'être incorporé plus largement dans les programmes de formation des éducateurs.

Le projet de coopération technique consiste essentiellement à:

- Dispenser une formation dans le domaine des droits de l'homme aux responsables de l'application des lois;
- Élaborer des programmes d'enseignement des droits de l'homme pour les écoles;
- Appuyer les activités des établissements universitaires relatives aux droits de l'homme;
- Dispenser une formation en matière de droits de l'homme et mettre au point des programmes à cet égard à l'intention de l'administration pénitentiaire;

- Octroyer des bourses dans le domaine des droits de l'homme à des professionnels chinois spécialistes; et
- Effectuer des études comparatives sur la répression des délits mineurs, en particulier sur les peines de substitution à l'emprisonnement.

Le Haut-Commissariat collabore étroitement avec le système onusien en Chine. Il est régulièrement consulté par les membres de l'équipe de pays des Nations Unies sur des questions relatives aux droits de l'homme et il prend part au groupe thématique sur l'état de droit constitué par cette équipe. Il participe également au processus du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF).

Un montant estimatif de 274.000 dollars É.-U. est nécessaire en 2004 pour régler les dépenses relatives au personnel du projet, le coût des services contractuels comprenant la rédaction, la traduction et la publication de documents sur les droits de l'homme, ainsi que le coût des modules de formation et des subventions, bourses, séminaires, ateliers et autres activités de formation.

◆ RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

En février 2003, le Haut-Commissariat a organisé une mission de formulation de projet en République islamique d'Iran; conformément aux recommandations de la mission d'évaluation des besoins de 1999, cette mission a examiné quatre domaines de coopération possibles, à savoir le contrôle de l'application des lois, les prisons et les établissements de rééducation, les conseils municipaux et l'éducation aux droits de l'homme. Parmi ces domaines, celui de l'éducation aux droits de l'homme a été retenu comme se prêtant le mieux à un projet pilote de coopération technique, et un descriptif de projet a été rédigé. Des difficultés financières ont cependant empêché la réalisation d'activités en 2003.

Un montant estimatif de 238.400 dollars É.-U. sera nécessaire en 2004 pour couvrir les dépenses de recherche, de traduction et de publication, ainsi que pour financer l'organisation d'un atelier, d'un voyage d'étude et d'autres activités connexes.


◆ NÉPAL

Un fonctionnaire principal des droits de l'homme a commencé à travailler avec l'équipe de pays des Nations Unies à Katmandou en mars 2003. Son rôle est de proposer des méthodes de promotion et de protection des droits de l'homme permettant de protéger les civils pendant les périodes de recrudescence du conflit et de consolider les progrès vers une paix durable. Il travaille en

étroite liaison avec la Commission nationale des droits de l'homme, l'équipe de pays des Nations Unies, les ONG locales et internationales, la communauté diplomatique et le gouvernement. Depuis qu'il est arrivé à Katmandou, un accord sur les droits de l'homme a été élaboré en coopération avec la Commission nationale des droits de l'homme et a été présenté pour examen au gouvernement, ainsi qu'aux maoïstes qui le combattent.

Le Haut-Commissariat assurera le financement du poste de fonctionnaire des droits de l'homme pour les six premiers mois de 2004; le PNUD versera des fonds supplémentaires par la suite.

Les besoins en 2004 sont estimés à 134.600 dollars É.-U.

Article 9 
Nul ne
peut être
arbitrairement
arrêté,
détenu ni
exilé.

◆ ÎLES SALOMON

Le Haut-Commissariat a exécuté un premier projet de coopération technique aux Îles Salomon en 2001, après deux années d'un conflit civil qui a opposé différents groupes ethniques. Ce projet visait à soutenir le processus de paix en mettant l'accent sur le respect de la légalité et le renforcement des capacités de la société civile dans le domaine des droits de l'homme.

Un nouveau projet lancé en juin 2003 vise à renforcer la capacité de la police à respecter et promouvoir les droits de l'homme, à introduire dans l'administration et les pratiques pénitentiaires des approches fondées sur les droits de l'homme, à améliorer l'accès à la justice, à intégrer les normes internationales relatives aux

droits de l'homme dans le système juridique national, à soutenir le processus de consolidation de la paix après le conflit et à sensibiliser la population aux normes et aux principes relatifs aux droits de l'homme, particulièrement en ce qui concerne les droits des femmes, les droits des enfants et les droits économiques, sociaux et culturels.

Les besoins en 2004 sont estimés à 180.800 dollars É.-U.

◆ SRI LANKA

En avril et mai 2002, une mission de haut niveau chargée d'évaluer les besoins a été organisée à Sri Lanka par le Secrétaire général de l'ONU en réponse à la demande du Premier Ministre. Cette mission, menée conjointement par le PNUD, l'UNICEF, le HCR, le PAM, l'OCHA, le Département des affaires politiques et le HCDH, a formulé un certain nombre de recommandations concernant la mise en œuvre immédiate par l'ONU d'une action en faveur du développement socio-économique et de la consolidation de la paix, et notamment la nomination par le Haut-Commissariat d'un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies. Le conseiller principal pour les droits de l'homme, en collaboration avec le coordonnateur résident, soutient le processus de paix en cours et les mesures ultérieures de consolidation de la paix et conseille l'équipe de pays en ce qui concerne la prise en compte des droits de l'homme dans ses activités. Cette tâche est menée en étroite concertation avec la Commission sri-lankaise des droits de l'homme. La mise en œuvre du projet a été temporairement suspendue lorsque le conseiller a quitté son poste début juin 2003; son remplaçant a commencé à travailler à Sri Lanka au dernier trimestre de 2003.

Les activités du conseiller seront financées par le HCDH pendant les six premiers mois de 2004; le PNUD versera des fonds supplémentaires par la suite. Les besoins en 2004 sont estimés à 129.500 dollars É.-U.

◆ TIMOR-LESTE

Le projet de coopération technique entre le Haut-Commissariat et l'unité des droits de l'homme de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO) se poursuivra en 2004, visant principalement à:

- Fournir une assistance technique portant sur la ratification et l'application des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que sur l'élaboration de rapports à cet égard, et apporter un appui à la société

civile en ce qui concerne les obligations incombant au Timor-Leste en vertu de ces instruments;

- Fournir une assistance technique à la Commission accueil, vérité et réconciliation, en particulier pour la mise en place d'un système d'administration de la justice pendant la période de transition, pour l'aboutissement d'un programme de recherche historique et pour la synthèse des conclusions de la Commission;
- Renforcer la capacité du système judiciaire dans le domaine des droits de l'homme, notamment en octroyant une formation et des matériels aux fonctionnaires de la justice et aux responsables de l'application des lois;
- Fournir un appui à l'institution nationale de défense des droits de l'homme, le *Provedor* pour la justice et les droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la formation du personnel et l'achat, la traduction et la reproduction de matériels; et
- Renforcer les compétences de la société civile dans le domaine des droits de l'homme en achetant, traduisant, reproduisant et diffusant des matériels d'éducation et de promotion concernant les droits de l'homme, en dispensant une formation de sensibilisation aux droits de l'homme et en octroyant des bourses à des militants d'ONG régionales œuvrant pour les droits de l'homme.

Alors que le mandat de la MANUTO touche à sa fin, des discussions sont en cours quant au type de présence que l'ONU devrait continuer d'avoir au Timor-Leste dans le domaine des droits de l'homme. Quoi qu'il en soit, des ressources seront nécessaires pour assurer une transition sans heurt après le départ de la Mission et permettre au gouvernement de renforcer sa capacité de promotion et de protection des droits de l'homme.

Les besoins en 2004 sont estimés à 362 400 dollars É.-U.

RÉSULTATS ESComPTÉS

En contribuant au processus de réforme engagé par le Secrétaire général, les activités de l'équipe pour l'Asie et le Pacifique viseront à obtenir les résultats suivants:

- Un renforcement des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme moyennant un appui aux institutions nationales de défense des droits de l'homme, un soutien aux ONG et à la société civile et une assistance au titre de l'élaboration de plans d'action nationaux pour les droits de l'homme;

- Des partenariats stratégiques renforcés avec les équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires régionaux et sous-régionaux; et
- Un plus grand nombre de ratifications des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et une meilleure application des recommandations du dispositif international des droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de tous les programmes régionaux seront notamment les gouvernements et les institutions publiques, les autorités locales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les membres de la société civile participant aux activités et les citoyens de toute la région. Les organismes onusiens ainsi que d'autres partenaires régionaux profiteront également de l'exécution des projets mis au point en coopération avec le Haut-Commissariat.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat collaborera avec les organismes et les équipes de pays des Nations Unies et les départements du Secrétariat de l'ONU, en particulier le Département des opérations de maintien de la paix, pour mettre en œuvre ses activités dans la région.

En 2004, outre son bureau régional de Bangkok, le HCDH utilisera les structures établies au niveau des pays (Cambodge, Népal, Îles Salomon et Sri Lanka) seul ou en coopération avec des organismes partenaires. Le HCDH est d'autre part associé à deux missions de maintien de la paix dans la région par le biais de leurs composantes droits de l'homme (Afghanistan et Timor-Leste). Des activités de coopération technique seront en outre menées en Afghanistan, en Chine, en République islamique d'Iran et à Timor-Leste. En mettant en œuvre les projets, l'équipe pour l'Asie et le Pacifique coopérera étroitement avec d'autres équipes et unités au sein du HCDH, ainsi qu'avec d'autres organismes et équipes de pays des Nations Unies et d'autres départements du Secrétariat, en particulier avec le Département des opérations de maintien de la paix.

BUDGET ASIE ET PACIFIQUE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel:

Bureau régional (Bangkok)	207.000
Chine	10.000
Appui Genève	114.000
Népal	86.000
Îles Salomon	46.250
Sri Lanka	78.000
Timor-Leste	80.500

Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:

Cadre de coopération Asie-Pacifique	56.500
Chine	39.700
Iran	40.500
Îles Salomon	61.825

Frais de voyage:

Personnel du HCDH (Activités régionales)	40.000
Personnel du HCDH (Cadre de coopération Asie-Pacifique)	25.600
Personnel du HCDH (Chine)	17.100
Personnel du HCDH (Iran)	10.000
Personnel du HCDH (Népal)	16.500
Personnel du HCDH (Îles Salomon)	10.575
Personnel du HCDH (Sri Lanka)	20.000
Personnel du HCDH (Timor-Leste)	5.200
Représentants (Cadre de coopération Asie-Pacifique)	170.000
Représentants (Chine)	17.600

Services contractuels	65.000
Dépenses générales de fonctionnement	73.450
Fournitures et achats	38.150

Subventions, contributions, bourses et séminaires:

Cadre de coopération Asie-Pacifique	72.000
Activités régionales	4.000
Chine	22.000
Iran	95.000
Îles Salomon	15.850
Timor-Leste	231.700

Total partiel	1.770.000
----------------------	------------------

Dépenses d'appui au programme	230.000
-------------------------------	---------

Total	2.000.000
--------------	------------------



RÉGION ARABE

CONTEXTE

Le premier rapport sur le développement humain concernant les États arabes, publié par le PNUD en 2002, note que si les pays arabes ont fait des progrès notables dans le domaine du développement au cours des trente dernières années, il leur reste encore à opérer d'importantes réformes. Ce rapport montre que le développement humain nécessite une conduite saine des affaires publiques qui favorise les droits économiques, sociaux, culturels et politiques, en particulier les droits des couches les plus pauvres et les plus marginalisées de la société.

Ces dernières années, plusieurs pays de la région arabe se sont montrés plus fermement résolus à promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment en organisant des élections multipartites, en établissant des institutions nationales de défense des droits de l'homme et en créant des conditions plus favorables pour les ONG arabes qui cherchent à dispenser une éducation dans le domaine des droits de l'homme, à fournir une assistance juridique, à effectuer des recherches et à assurer la réadaptation des victimes de violations des droits de l'homme.

La Ligue des États arabes a fait preuve d'une sérieuse volonté de réforme interne, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Le mémorandum d'intention conclu en 2002 entre la Ligue et le Haut-Commissariat forme la base de la coopération entre les deux organisations dans des domaines tels que la formation du personnel de secrétariat, l'organisation commune de réunions et de séminaires et l'échange d'information et de documentation. En 2003, le Secrétaire général de la Ligue a demandé l'assistance technique et financière du HCDH aux fins de la révision de la Charte arabe des droits de l'homme. La Ligue a également demandé une assistance pour le renforcement de ses capacités institutionnelles dans le domaine des droits de l'homme.

Le Haut-Commissariat continue de soutenir des activités de coopération technique à l'échelon national en Palestine et au Maroc. Il apporte en outre son concours au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iraq et au Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés. Des activités de grande ampleur seront d'autre part menées en Iraq si la situation sur le terrain le permet; ces activités sont décrites dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» à la page 53.

Un représentant régional en poste à Beyrouth coopère avec les gouvernements, la Ligue des États arabes et la Commission

économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO).

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

La stratégie régionale du Haut-Commissariat vise à renforcer les partenariats avec les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, à accroître les moyens nationaux et régionaux pour permettre une action efficace en faveur des droits de l'homme, et à incorporer un volet droits de l'homme dans les programmes et les politiques de développement des acteurs internationaux et régionaux. Le représentant régional a pour tâche de renforcer les capacités des gouvernements, des institutions et de la société civile et d'exécuter les éléments correspondants du cadre de coopération régionale pour l'Asie et le Pacifique adopté à Beyrouth en 2002.

Le Haut-Commissariat continuera de collaborer avec les ONG en matière d'éducation aux droits de l'homme et renforcera sa coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies pour exécuter des projets et élaborer des stratégies. Il appuiera les équipes de pays des Nations Unies pour leur permettre d'être mieux à même d'aider les acteurs nationaux à concevoir des politiques favorables aux droits de l'homme. Il soutiendra en outre l'action menée par la Ligue des États arabes afin d'établir un cadre régional pour la coopération dans le domaine des droits de l'homme.

Dans le prolongement du travail effectué en 2002 et 2003 et conformément à la Déclaration du Millénaire et au processus de réforme engagé par le Secrétaire général, les objectifs consistent à:

- Encourager des partenariats avec les équipes de pays des Nations Unies et la CESAO afin de progresser dans la réalisation des objectifs de développement du Millénaire;
- Soutenir et renforcer les efforts régionaux, en l'occurrence le cadre de coopération de la Ligue des États arabes, visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme;
- Appuyer les efforts des institutions nationales de droits de l'homme, la société civile et les ONG s'occupant des droits de l'homme dans la région pour renforcer leurs capacités; et
- Encourager l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans l'enseignement de type classique et non classique.

ACTIVITÉS RÉGIONALES EN 2004

◆ REPRÉSENTANT RÉGIONAL POUR LA RÉGION ARABE

En 2004, le représentant régional poursuivra les activités visant à assurer la prise en compte des droits de l'homme et à promouvoir une approche fondée sur le respect des droits, à contribuer à la constitution de groupes de travail thématiques sur les droits de l'homme dans les équipes de pays des Nations Unies et à conseiller ces groupes au sujet des actions prioritaires en matière de droits de l'homme.

Le bureau de Beyrouth coopérera avec les membres des équipes de pays pour faire en sorte que les recommandations concrètes formulées par les organes onusiens s'occupant des droits de l'homme soient intégrées dans leur programmation et dans les bilans communs de pays/plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (CCA/UNDAF). Le bureau continuera de favoriser l'application des dispositions des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et appuiera les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme. Des conseils seront fournis en ce qui concerne l'utilisation des directives du HCDH, comme celles portant sur la lutte contre la pauvreté, la traite des êtres humains, le VIH/SIDA, les personnes déplacées et la prise en compte de l'égalité des sexes, ainsi qu'en ce qui concerne l'utilisation des outils du Haut-Commissariat tels que les manuels de la série sur la formation professionnelle. Un atelier consacré aux stratégies de développement fondées sur les droits de l'homme (phase II), qui sera financé par l'unité de ressources sous-régionale du PNUD, sera organisé au début de l'année au Qatar.

◆ PROJET RÉGIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES DROITS DE L'HOMME

Le projet régional sur le développement humain et les droits de l'homme est une initiative commune du HCDH et du PNUD. Actuellement exécuté par l'Organisation arabe des droits de l'homme, le projet vise à favoriser le dialogue entre les gouvernements, la société civile et les chercheurs en vue d'améliorer la protection et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels et du droit au développement. Dans le cadre de ce projet:

- Un atelier consacré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

ainsi qu'à la question de la violence à l'égard des femmes, sera organisé au cours du premier trimestre de l'année;

- Un atelier consacré à la société civile et au droit d'association dans le monde arabe aura lieu en Égypte au cours du deuxième trimestre de l'année; et
- Des publications seront élaborées et le site Web en arabe sera développé.

◆ INSTITUT ARABE DES DROITS DE L'HOMME

Le Haut-Commissariat continuera d'aider l'Institut arabe des droits de l'homme implanté à Tunis à renforcer les capacités opérationnelles des ONG régionales. Les activités de l'Institut viseront principalement à développer la société civile et l'éducation aux droits de l'homme, à renforcer la démocratie et la paix, à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels et les droits des femmes et des enfants, et à lutter contre la discrimination.

Les activités consisteront notamment à organiser la 14e session du stage de formation annuel Anabtawi et à publier et diffuser le compte-rendu des travaux de l'atelier sur les méthodes et les outils de formation aux droits de l'homme destinés aux groupes vulnérables.

◆ LIGUE DES ÉTATS ARABES

Les activités prévues dans le cadre du mémorandum d'intention conclu entre la Ligue des États arabes et le Haut-Commissariat comprendront une mission de formulation de projet au Caire dans la perspective d'une coopération technique avec la Ligue, et la constitution d'une commission technique internationale composée de six experts arabes qui sera chargée de réviser la Charte arabe des droits de l'homme en vue de l'aligner sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

◆ CADRE DE COOPÉRATION RÉGIONALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Le HCDH continuera de soutenir les activités décrites dans le plan d'action de Beyrouth de 2002. Concrètement, il évaluera les répercussions de l'atelier sous-régional consacré à l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles des États du Golfe.

Les ressources nécessaires en 2004 pour la région sont estimées à 542.300 dollars É.-U. pour les activités du bureau de Beyrouth, à 83.000 dollars pour le cadre de coopération régionale, à

233.600 dollars pour l'Institut arabe des droits de l'homme et à 159.500 dollars pour l'appui à des activités en faveur des droits de l'homme menées dans les États arabes et par la Ligue des États arabes.

ACTIVITÉS NATIONALES

◆ PALESTINE

En application de l'accord conclu entre le Haut-Commissariat et l'Autorité nationale palestinienne (ANP), un premier projet, intitulé «Appui à l'état de droit en Palestine» a été entrepris en 1996 et achevé en 2000. Ce projet était axé sur le cadre législatif, l'administration de la justice et le renforcement des institutions nationales. Un second projet, d'une durée de deux ans, a été lancé en août 2002 à la demande de l'ANP et d'ONG œuvrant en faveur des droits de l'homme. Le projet en cours élargit le champ des activités pour inclure l'enseignement des droits de l'homme et l'intégration des droits de l'homme dans le travail des organismes onusiens dans le territoire. Les activités prévues comprennent notamment: la sensibilisation aux droits de l'homme et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme; le renforcement de l'institution nationale de défense des droits de l'homme; l'amélioration de l'administration de la justice; et la prise en compte systématique des droits de l'homme.

Un montant estimatif de 816.100 dollars É.-U. est demandé. Ces ressources permettront de financer le coût des activités ainsi que les traitements du personnel jusqu'en décembre 2004.

◆ MAROC

Depuis son inauguration en 2000, le Centre national de documentation, d'information et de formation dans le domaine des droits de l'homme reçoit l'appui du HCDH, du PNUD et du gouvernement. Le Centre a des relations avec un grand nombre d'organisations nationales, régionales et internationales. Cependant, en raison des attentats terroristes à Casablanca en mai 2003, des conséquences de la guerre en Iraq et des élections législatives qui ont eu lieu en septembre, plusieurs activités prévues pour 2003 ont été différées. Au titre de ce projet:

- Un atelier visant à évaluer les activités nationales entreprises dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme sera organisé à l'intention de 45 représentants d'ONG, de ministères et des médias;

- Une étude sur l'enseignement des droits de l'homme à l'université sera établie avec le concours des ministères, universités, responsables politiques, ONG et étudiants compétents;
- Un atelier de formation sur la manière de créer une base de données relatives aux violations des droits de l'homme à l'aide des nouvelles technologies de l'information sera organisé à l'intention de 20 membres du personnel du Bureau du médiateur et de l'Institut Diwan Al Maddalim;
- Un stage de formation sur les techniques de communication sera organisé à l'intention de 20 membres du personnel du Bureau du médiateur en vue d'améliorer l'interaction entre le médiateur et les citoyens marocains; et
- Une série d'activités seront entreprises afin d'appliquer les dispositions du *Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (Protocole d'Istanbul).

Les besoins en 2004 sont estimés à 153.565 dollars É.-U.

◆ IRAQ

Le Haut-Commissariat fournira un appui principal en matière de programmation et de financement à la composante droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq, dont les activités consistent notamment à:

- Régler la question des violations des droits de l'homme commises par le passé;
- Améliorer l'administration de la justice et le respect de la légalité;
- Assurer une éducation aux droits de l'homme dans l'enseignement de type classique et sensibiliser la population aux droits de l'homme; et
- Renforcer les capacités de la société civile et des institutions des droits de l'homme, notamment en créant une institution nationale de défense des droits de l'homme.

Les activités menées en Iraq sont décrites de façon plus détaillée dans le chapitre intitulé «Appui aux droits de l'homme pour le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix» à la page 53.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de tous les projets menés dans la région seront notamment les institutions publiques, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les membres de la société civile et les citoyens. Les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires régionaux bénéficieront également des projets élaborés en coopération avec le HCDH.

ÉVALUATION DES RISQUES

Les conditions de sécurité incertaines qui règnent en Iraq et en Palestine risquent de ralentir, différer ou suspendre l'exécution des activités.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le bureau régional de Beyrouth exécutera les activités en coopération avec l'équipe chargée de la région arabe au siège du Haut-Commissariat. Le projet régional sur le développement humain et les droits de l'homme et le projet concernant le Centre de documentation au Maroc seront exécutés et administrés dans le cadre d'accords de coopération avec le PNUD. Les activités prévues en Iraq s'inscriront dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies dans ce pays. Pour l'exécution des projets, l'équipe chargée de la région arabe collaborera étroitement avec d'autres unités du HCDH, avec les équipes de pays des Nations Unies et avec d'autres organismes onusiens.

BUDGET RÉGION ARABE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel:

Bureau régional (Beyrouth)	246.600
Palestine	524.000
Coordonnateur à Genève	147.600

Honoraires et frais de voyage des experts/consultants:

Institut arabe des droits de l'homme	6.000
Cadre de coopération régionale arabe	20.000
Programme régional (Évaluation)	7.000
Palestine	2.800

Frais de voyage:

Personnel du HCDH (Activités régionales)	50.500
Personnel du HCDH (Institut arabe des droits de l'homme)	2.500
Personnel du HCDH (Palestine)	42.600

Services contractuels	12.500
-----------------------	--------

Dépenses générales de fonctionnement	79.900
--------------------------------------	--------

Fournitures et achats	12.000
-----------------------	--------

Subventions, contributions, bourses et séminaires:

Institut arabe des droits de l'homme	198.200
Cadre de coopération régionale arabe	53.450
Droits de l'homme dans la région des États arabes	141.150
Centre de documentation, d'information et de formation (Maroc)	135.897
Palestine	76.600

Total partiel	1.759.297
----------------------	------------------

Dépenses d'appui au programme	228.767
-------------------------------	---------

Total	1.988.064
--------------	------------------

Article 28

Toute personne a droit
à ce que règne, sur le plan
social et sur le plan
international, un ordre
tel que les droits et
libertés énoncés dans
la présente Déclaration
puissent y trouver plein
effet.



DÉFIS THÉMATIQUES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme doit être le premier à anticiper les problèmes thématiques qui se posent dans le domaine des droits fondamentaux et à réagir ainsi qu'à proposer des orientations théoriques et pratiques aux États Membres. Il a un rôle décisif à jouer dans le domaine de l'éducation et dans l'élaboration de normes et de bonnes pratiques.

Conformément à la décision 2 du rapport de 2002 du Secrétaire général sur la réforme, le Haut-Commissariat s'est beaucoup investi pour que les considérations liées aux droits de l'homme soient pleinement intégrées aux activités des autres programmes des Nations Unies. Le HCDH collabore étroitement avec le Département des opérations de maintien de la paix à l'élaboration de programmes de formation aux droits de l'homme destinés au personnel chargé du maintien de la paix pour veiller à ce que les personnes dont la mission est de protéger les civils à la suite d'un conflit ne commettent pas d'abus. On prévoit que ce type d'activités, auxquelles participent d'autres départements et organismes des Nations Unies, se développera en 2004.

Le Haut-Commissariat s'emploie à faire prendre en compte les droits de l'homme, au niveau national, dans une vaste gamme de grandes questions de politique générale. Par exemple, dans ses *Principes et directives internationaux concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains*, le HCDH offre aux gouvernements des moyens pratiques pour éviter que la lutte contre les trafiquants d'êtres humains ne se fasse aux dépens des victimes de cette violation des droits de l'homme. Ces directives ont été largement diffusées et ont servi de modèle aux pouvoirs publics et à d'autres acteurs de cette lutte. L'action de sensibilisation aux aspects «droits de l'homme» de l'inégalité entre les sexes se poursuivra sous forme d'orientation de politique générale et de soutien aux efforts de l'ONU, des gouvernements et de la société civile.

Le Haut-Commissariat prévoit aussi la poursuite des travaux relatifs aux groupes particulièrement ciblés, c'est-à-dire les populations qui ont traditionnellement été victimes de discrimination et d'abus. Les débats vont se poursuivre tout au long de l'année 2004 sur les avantages que présenterait une nouvelle convention sur les droits des handicapés, et le HCDH s'y associera en apportant l'avis de ses spécialistes. Il continuera aussi d'assurer le suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Dans le cadre des efforts pour promouvoir une culture internationale des droits de l'homme, le Haut-Commissariat fournira un appui au projet d'aide collective aux communautés (ACT), initiative hautement appréciée consistant à accorder des subventions aux organisations locales pour des activités d'éducation aux droits de l'homme partout dans le monde. Le HCDH appuie les institutions nationales de défense des droits de l'homme parce que tant le Secrétaire général que le HCDH estiment qu'elles peuvent jouer un rôle crucial dans leur pays pour promouvoir le respect des normes internationales.

Le Haut-Commissariat mènera aussi des recherches sur le droit au développement et étudiera les liens existant entre les problèmes du développement, la pauvreté, la bonne gouvernance et les droits de l'homme. Les États Membres ont manifesté un grand intérêt pour ce thème, qui soulève de grands problèmes d'ordre théorique et pratique.

BUDGET DÉFIS THÉMATIQUES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

Dollars É.-U.

Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme	855.900
Parité entre les sexes et droits des femmes	415.425
Droits de l'homme et lutte antiterroriste	190.200
Formation aux droits de l'homme pour le personnel de maintien de la paix	411.300
Appui aux institutions nationales	997.710
Traite des êtres humains	391.300
Démocratie, développement et droits de l'homme	1.343.229
Appui aux équipes de pays des Nations Unies	257.400
Personnes souffrant d'un handicap	242.410
Personnes touchées par le VIH/SIDA	156.400
Minorités	360.388
Peuples autochtones*	884.358
Victimes de l'esclavage	250.000
Victimes de la torture	7.500.000
Suivi de la Conférence mondiale contre le racisme	719.000
Total	14.975.020

* Y compris le Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones et le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones.



PROJETS MONDIAUX

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME (1995-2004)

CONTEXTE

En décembre 1994, l'Assemblée générale a proclamé la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1er janvier 1995-31 décembre 2004) et a prié le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de coordonner l'exécution d'un plan d'action (A/51/506/Add.1) dont l'objectif est de renforcer les programmes d'éducation aux droits de l'homme aux niveaux international, régional, national et local.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Les activités engagées dans le cadre du projet de la Décennie ont pour objectif ultime de promouvoir le respect des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat s'attachera en particulier:

- À faciliter l'échange de renseignements et la constitution de réseaux entre tous les acteurs concernés;
- À appuyer les initiatives prises dans le domaine de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme sous forme de projets de coopération technique nationaux, sous-régionaux et régionaux;
- À appuyer les initiatives prises au niveau local dans le domaine de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme;
- À produire et à diffuser certains matériels d'éducation et de formation aux droits de l'homme;
- À diffuser la Déclaration universelle des droits de l'homme à travers le monde.

ACTIVITÉS EN 2004

- Créer une base de données sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme qui contient des renseignements en trois langues (anglais, espagnol et français) sur le matériel, les programmes et les organisations pertinents et qui est accessible sur l'Internet (www.unhchr.ch/hredu.nsf). Le processus de refonte de cette base de données avec d'autres bases du même type a commencé en 2003 et s'achèvera en 2004.

- Constituer une collection de matériels d'éducation et de formation aux droits de l'homme en vue de créer une section spécialisée de la bibliothèque du HCDH.
- Tenir une page Web consacrée à la Déclaration universelle des droits de l'homme, où figure le texte de la Déclaration dans plus de 320 langues nationales et locales et qui peut être consultée sur Internet (www.unhchr.ch/udhr/index.htm).
- Collecter dans le monde entier des documents sur la Déclaration universelle; la collection comprend déjà plus de 500 éléments élaborés tant pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration (1998) qu'avant ou après cette date.
- Aider les responsables de secteur à organiser les activités d'éducation et de formation aux droits de l'homme relevant du programme de coopération technique du HCDH.
- Exécuter la quatrième phase du projet d'aide collective aux communautés (ACT), consistant à accorder des subventions d'un montant limité aux organisations qui mènent des activités d'éducation et de formation aux droits de l'homme dans les communautés locales.
- Élaborer, traduire ou diffuser certains matériels d'éducation et de formation aux droits de l'homme, tels que les manuels de formation à l'intention des juges, procureurs et avocats, du matériel didactique pour le personnel pénitentiaire, du matériel de formation sur la surveillance du respect des droits de l'homme et d'autres textes éducatifs.
- Assurer la coordination des tâches liées à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en organisant, avec l'UNESCO, une manifestation pour marquer la fin de la Décennie, en répondant aux demandes d'information à ce sujet et en participant aux événements organisés dans ce cadre, et enfin en établissant les rapports du Haut-Commissaire à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme.

RÉSULTATS ESComPTÉS

- Les activités internationales, régionales, sous-régionales et nationales d'éducation et de formation aux droits de l'homme organisées dans le cadre du programme de coopération technique du HCDH continueront à recevoir un appui concret.
- Les activités d'éducation aux droits de l'homme menées par des organisations locales seront élaborées et exécutées dans le cadre du projet ACT.
- Un choix de matériel d'éducation et de formation aux droits de l'homme sera disponible et utilisé par les personnes intéressées.

- L'échange de renseignements et la constitution de réseaux entre les acteurs concernés seront renforcés.

Article 26 <

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental.

L'enseignement élémentaire est obligatoire.

L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

BÉNÉFICIAIRES

Le Haut-Commissariat a une liste d'adresses d'environ 2.000 organisations et particuliers; il reçoit chaque mois plus de 600 demandes de publications, de matériel didactique et de renseignements sur les droits de l'homme. Le site Web du HCDH est consulté plus de 3,5 millions de fois par mois. Le HCDH exécute en outre des projets de coopération technique dans quelque 55 pays et supervise divers programmes régionaux et internationaux de formation et d'éducation. Dans le cadre du projet ACT, il est en contact avec des centaines d'organisations et de particuliers au niveau local.

Ces institutions, organisations et particuliers qui mènent des activités éducatives dans le cadre de la Décennie reçoivent de la part du Haut-Commissariat une assistance et du matériel pour élaborer, exécuter et évaluer leurs programmes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat collabore avec l'UNESCO dans le cadre de diverses activités générales liées au mandat de la Décennie, avec le PNUD dans le cadre du projet ACT, et avec l'Association internationale du barreau pour élaborer un module de formation à l'intention des juges, des procureurs et des avocats.

BUDGET	
DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME	
	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	182.400
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	21.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	15.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	150.000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	10.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	379.000
Total partiel	757.400
Dépenses d'appui au programme	98.500
Total	855.900

ÉGALITÉ DES SEXES ET DROITS DES FEMMES

CONTEXTE

Depuis sa fondation, l'ONU a conscience de la nécessité de fixer des normes et de prendre des mesures pour s'attaquer aux problèmes spécifiques qui affectent l'exercice des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a reçu pour mandat des grandes conférences internationales comme celles qui se sont tenues à Vienne, à Beijing et à Durban, ainsi que de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social, de continuer à élaborer de nouvelles stratégies pour s'attaquer à l'inégalité entre les sexes.

Article 16

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

OBJECTIFS

Le Haut-Commissariat s'efforce de susciter une prise de conscience accrue des nombreux problèmes de droits de l'homme liés à l'inégalité entre les sexes. Les objectifs visés dans l'immédiat sont d'améliorer la capacité du HCDH de donner conseils et orientations sur les politiques à suivre à l'égard de la discrimination entre les sexes et des droits des femmes, de soutenir les efforts du système de défense des droits de l'homme mis en place par l'ONU en faveur des droits des femmes et d'encourager les gouvernements, les institutions nationales, la société civile et les organisations internationales à prendre en compte les aspects «droits de l'homme» de l'inégalité entre les sexes.

Dans ce domaine, le HCDH s'emploie à mieux intégrer la parité entre les sexes dans toutes ses activités et celles du système des Nations Unies pour la défense des droits de l'homme. De plus, un appui est fourni aux activités portant sur certains problèmes relatifs aux droits des femmes.

ACTIVITÉS EN 2004

- Donner des conseils sur la manière d'inclure dans les activités concernant les droits de l'homme au niveau national les problèmes et concepts relatifs aux droits des femmes en fournissant des documents simples contenant des renseignements concrets sur les notions relatives aux droits des femmes et des exemples de bonnes pratiques.
- Continuer à mettre en œuvre la stratégie du Haut-Commissariat en faveur de la parité entre les sexes, en mettant notamment l'accent sur le réexamen de toutes les activités du HCDH dans l'optique de la parité.
- Appuyer l'intégration des considérations d'égalité entre les sexes et des questions liées aux droits des femmes dans les travaux des procédures spéciales, notamment a) en tenant une réunion conjointe avec la Division de la promotion de la femme afin que les détenteurs d'un mandat au titre des procédures spéciales examinent l'analyse des rapports qu'ils ont présentés depuis 1996 (la Division achève un examen de ces rapports en 2003), et b) en organisant une consultation régionale en Afrique ou en Europe sur les femmes et le logement, en liaison avec l'étude que doit mener en 2003-2005 le Rapporteur spécial sur le logement convenable à la demande de la Commission des droits de l'homme.
- Contribuer aux activités interorganisations et organiser des réunions, notamment à l'occasion de la session de 2004 de la Commission des droits de l'homme. Le HCDH continuera à

participer à la réunion annuelle du Réseau interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes et des mécanismes interinstitutions qui mènent une action pour l'égalité hommes-femmes sur le plan humanitaire, pour les femmes, la paix et la sécurité, pour l'égalité entre les sexes et les objectifs du Millénaire pour le développement, et pour l'égalité des sexes et le commerce.

- Tenir une consultation d'experts sur les difficultés rencontrées par les pays d'immigration en raison des pratiques traditionnelles néfastes. Cette consultation permettra au Rapporteur spécial de la Sous-Commission de rencontrer des experts des pays d'origine et des pays de destination pour examiner les questions de collecte de données et d'extraterritorialité qui concernent la législation, les programmes et les politiques ayant trait aux problèmes du mariage précoce et forcé, aux mutilations génitales féminines et aux crimes d'honneur chez les migrants, qui visent surtout les femmes et les filles.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Le Haut-Commissariat sera mieux armé pour s'occuper des questions touchant l'égalité entre les sexes et les droits des femmes dans le cadre de ses activités et les titulaires de mandat émanant de la Commission des droits de l'homme seront plus sensibilisés aux problèmes d'inégalités entre hommes et femmes.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont le personnel du Haut-Commissariat, les mécanismes onusiens pour la défense des droits de l'homme et certains partenaires du système des Nations Unies. Bénéficieront aussi des activités décrites prévues, auxquelles elles participeront, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les activités seront mises en œuvre par le conseiller du Haut-Commissaire en matière de parité et par les fonctionnaires responsables des droits des femmes et du droit au logement placés sous la direction du chef du Service de la recherche et du droit au développement et sous la supervision directe des coordonnateurs du groupe des droits de l'homme et des questions économiques et sociales. Un partenariat étroit a été établi avec

BUDGET ÉGALITÉ DES SEXES ET DROITS DES FEMMES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	162.360
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	29.300
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	26.285
Membres de la Commission	32.510
Représentants et autres participants	97.670
Services contractuels	17.000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	2.500
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	367.625
Dépenses d'appui au programme	47.800
Total	415.425

la Division de la promotion de la femme, le réseau interinstitutions pour la femme et l'égalité entre les sexes, Habitat, l'OMS et la Banque mondiale. On s'attachera en particulier à renforcer la collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies. Une évaluation du programme sera effectuée à la fin de 2005.

DROITS DE L'HOMME ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

CONTEXTE

Il y a de nombreuses années que la protection des droits de l'homme dans le contexte des mesures de sécurité nationale fait partie du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme, mais elle occupe une plus grande place depuis l'attaque subie par les États-Unis d'Amérique le 11 septembre 2001 et la vague d'actes terroristes qui a envahi le monde. Le 28 septembre 2001, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1373, en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui demande aux États de prendre des mesures énergiques et coordonnées pour mettre en œuvre une législation antiterroriste et des mesures connexes au niveau national. La résolution a également établi un Comité contre le terrorisme chargé de surveiller l'action menée dans ce domaine et de recevoir les rapports des États sur les mesures qu'ils auront prises au niveau national.

Tout en reconnaissant l'urgente et légitime nécessité d'éradiquer le terrorisme, les organes de protection des droits de l'homme et d'autres organes des Nations Unies ont exprimé des inquiétudes quant aux atteintes aux droits de l'homme qui pourraient résulter des mesures antiterroristes. Depuis le 11 septembre 2001, Mary Robinson puis feu Sergio Vieira de Mello, qui se sont succédé au poste de Haut-Commissaire, ont instamment prié le Comité contre le terrorisme de prendre en compte les droits de l'homme lorsqu'il examine les mesures de sécurité destinées à prévenir et réprimer le terrorisme. Dans une allocution adressée au Comité en octobre 2002, M. Vieira de Mello a affirmé sa conviction selon laquelle «la meilleure – la seule – stratégie possible pour isoler et abattre le terrorisme est de respecter les droits de l'homme, de favoriser la justice sociale, de renforcer la démocratie et de défendre la primauté du droit». Dans sa résolution 1456 (2003), le Conseil de sécurité a déclaré que «lorsqu'ils prennent des mesures quelconques pour combattre le terrorisme, les États doivent veiller au respect de toutes les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, les mesures adoptées devant être conformes au droit international, en particulier aux instruments relatifs aux droits de l'homme et aux réfugiés ainsi qu'au droit humanitaire».

L'action menée par le Haut-Commissariat sur la question des droits de l'homme et des mesures antiterroristes est guidée par les conclusions du Groupe de réflexion sur les implications du terrorisme pour les politiques de l'ONU, en particulier celles de son sous-groupe sur les droits de l'homme et le terrorisme, ainsi que par la résolution 57/219 (2002) de l'Assemblée générale et la résolution 2003/68 de la Commission des droits de l'homme. Ces résolutions demandent au Haut-Commissariat:

- D'examiner la question de savoir comment protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales tout en luttant contre le terrorisme;
- De faire des recommandations générales touchant l'obligation qu'ont les États de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales tout en prenant des mesures pour combattre le terrorisme; et
- De fournir une assistance et des conseils aux États qui en feront la demande ainsi qu'aux organes pertinents des Nations Unies, sur la manière de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales tout en luttant contre le terrorisme.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Le projet souligne qu'il importe de veiller au respect des droits de l'homme dans toutes les mesures destinées à combattre le terrorisme et d'aider les États dans cette tâche. Des recherches seront

menées sur les questions clefs, les bonnes pratiques seront définies et des outils seront mis au point, notamment des directives et du matériel éducatif, qui pourront tous être utilisés pour aider les États à élaborer leurs propres mesures de lutte antiterroriste.

ACTIVITÉS EN 2004

- Recueillir des renseignements sur les mesures antiterroristes prises partout dans le monde et préparer des analyses et des recommandations pour le Haut-Commissaire.
- Soutenir les dialogues et les échanges de renseignements qui se font actuellement avec le Comité contre le terrorisme sous l'autorité du Haut-Commissaire.
- Mettre à jour le recueil abrégé de jurisprudence et élaborer des directives et du matériel pédagogiques supplémentaires sur la question des droits de l'homme et des mesures de sécurité, en vue de leur utilisation dans le cadre du programme d'assistance technique du Haut-Commissariat et d'autres initiatives.
- Évaluer les besoins et fournir un appui aux gouvernements et partenaires qui en feront la demande concernant la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le contexte de la lutte antiterroriste.
- Mener des recherches sur la question des droits de l'homme et des mesures antiterroristes, des droits de l'homme pendant les états d'exception et sur d'autres questions, en réponse à la demande du Haut-Commissaire.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires seront les États Membres, les organisations partenaires, d'autres entités des Nations Unies, les responsables politiques, les juges, les avocats, les défenseurs des droits de l'homme et, en dernière analyse, tous ceux qui sont touchés par les mesures antiterroristes.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Afin d'obtenir une efficacité maximale, les activités sont coordonnées avec les partenaires internes et externes, notamment les bureaux du HCDH sur le terrain, les autres bureaux des Nations Unies, les équipes de pays des Nations Unies, les gouvernements, les organisations régionales, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales nationales et internationales de défense des droits

de l'homme. On veillera aussi à la coordination avec les organes conventionnels et les procédures spéciales en matière de droits de l'homme afin d'avoir accès à tous les renseignements pertinents.

BUDGET DROITS DE L'HOMME ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	138.300
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	15.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	15.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	168.300
Dépenses d'appui au programme	21.900
Total	190.200

FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE PERSONNEL DE MAINTIEN DE LA PAIX

CONTEXTE

Au cours des 10 dernières années, les opérations de maintien de la paix de l'ONU ont évolué, passant des activités essentiellement militaires, comme l'observation des cessez-le-feu et la séparation des forces, à des opérations multidimensionnelles correspondant à des mandats complexes avec des éléments militaires, policiers et civils. Protéger et promouvoir les droits de l'homme fait désormais partie intégrante des activités de maintien de la paix. Les militaires et la police civile participant aux opérations de paix ont également des fonctions dans le domaine des droits de l'homme. De nouveaux programmes et matériels de formation ont été élaborés afin de prendre en compte cette évolution et de préparer le personnel de la police civile et le personnel militaire aux missions de maintien de la paix.


Depuis 1994, le Haut-Commissariat travaille avec le Département des opérations de maintien de la paix pour dispenser une formation aux instructeurs militaires et de police chargés de la formation préalable au déploiement des contingents dans les missions de paix. En 2000, le Groupe d'étude sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies («Groupe Brahimi») a souligné «qu'il importe de sensibiliser les personnels militaires, civils et de police aux questions relatives aux droits de l'homme et aux dispositions pertinentes du droit international humanitaire», et a mis l'accent sur le rôle du HCDH dans cet effort. Aux termes du protocole d'accord entre le HCDH et le Département des opérations de maintien de la paix, qui a été renouvelé en novembre 2002, une coopération doit s'instaurer pour dispenser une formation aux droits de l'homme à tout le personnel chargé du maintien de la paix déployé sur le terrain et pour intégrer les droits de l'homme dans la formation dispensée par les États Membres.

Fin 2002, le Haut-Commissariat a lancé un projet destiné à renforcer sa contribution à la formation aux droits de l'homme de la police civile et des militaires engagés dans les opérations de maintien de la paix. Il s'agissait de donner des conseils au Département des opérations de maintien de la paix et aux États Membres sur l'intégration des droits de l'homme dans la formation au maintien de la paix, de réviser les manuels de formation du HCDH destinés à la police civile et, dans le cadre de ce projet, de commencer à rédiger un manuel de formation pour les militaires; les deux manuels de formation devaient être prêts pour des essais sur le terrain fin 2003.

Pendant l'année écoulée, de nouveaux secteurs d'activités ont été définis. Une étude des programmes nationaux de formation a conclu que les centres de formation établis par les États Membres pour les opérations de maintien de la paix n'ont souvent pas la capacité suffisante pour dispenser une formation aux droits de l'homme sur les questions qui concernent le personnel militaire et la police civile. Nombre des pays qui envoient des effectifs importants de militaires et de personnel de police sur les opérations des Nations Unies ne dispensent pas de formation ou ne le font pas systématiquement. La publication des manuels de formation susmentionnés ne garantira pas automatiquement que ce matériel sera utilisé dans la formation nationale ou en mission. Il faut que les formateurs exerçant au niveau national et dans les opérations de maintien de la paix apprennent à diffuser et à utiliser ce matériel. En outre, le HCDH devrait continuer à travailler avec le Département des opérations de maintien de la paix pour concevoir et rédiger les volets «droits de l'homme» pour le matériel plus perfectionné qu'il envisage de mettre au point.

RÉALISATIONS EN 2003

- Un module générique normalisé de formation aux droits de l'homme (niveau I) a été rédigé dans le cadre d'un projet plus vaste du Département des opérations de maintien de la paix visant à normaliser la formation dispensée au personnel militaire de maintien de la paix. Des observations ont aussi été faites sur d'autres modules de formation en matière de droits de l'homme, notamment sur la protection de l'enfant, la parité hommes/femmes, le système des Nations Unies et sur le projet de manuel multidimensionnel relatif aux opérations de maintien de la paix du Département.
- Grâce aux cours des équipes des Nations Unies pour l'aide à la formation organisés par le Département en Uruguay, à Sri Lanka et en Namibie, le projet a permis de diffuser les modules de formation sur les droits de l'homme et la protection de l'enfant auprès des officiers militaires d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique anglophone chargés d'instruire les contingents nationaux et les observateurs militaires avant leur déploiement dans les opérations de maintien de la paix.
- Des contacts ont été repris ou noués avec des institutions s'occupant de l'instruction du personnel militaire et policier chargé du maintien de la paix. Ces institutions participeront à l'élaboration des matériels et programmes de formation du Haut-Commissariat.
- Le Haut-Commissariat a participé à l'instruction préalable au déploiement de la nouvelle mission en Côte d'Ivoire (MINUCI) et de la MINUL (Liberia), et a veillé à y inclure une formation aux droits de l'homme.

Article 9 
Nul ne peut être
arbitrairement
arrêté, détenu
ni exilé.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

L'objectif visé est de renforcer la capacité de l'ONU, des États Membres et des opérations de paix de dispenser une formation aux militaires et à la police civile chargés du maintien de la paix en produisant du matériel pédagogique, en formant des instructeurs

nationaux et de terrain et en fournissant des avis spécialisés au Département des opérations de maintien de la paix.

La stratégie consiste à tester sur le terrain et à diffuser les deux nouveaux manuels d'instruction pour la police civile et les militaires chargés du maintien de la paix. Une série d'activités de formation principalement destinées aux instructeurs nationaux et aux formateurs issus des opérations de maintien de la paix des Nations Unies permettra de tester le matériel pour savoir s'il répond aux besoins actuels en matière d'instruction sur le terrain et si les méthodologies utilisées sont adaptées aux programmes nationaux de formation; les essais sur le terrain vont aussi susciter un appui en faveur de la formation systématique aux droits de l'homme. Initier les participants à l'utilisation des manuels leur permettra de dispenser une formation au sein de leurs propres institutions ou opérations et contribuera à constituer une réserve de personnes qualifiées sachant utiliser les méthodes et le matériel du HCDH, lesquelles pourraient être invitées à apporter leur aide pour dispenser une formation au niveau national, avant le déploiement, et sur le terrain pour les militaires et la police chargés du maintien de la paix.

Le projet permettra aussi au Haut-Commissariat de continuer à fournir des avis spécialisés au Département des opérations de maintien de la paix et, par son intermédiaire, aux États Membres, sur la manière d'intégrer les droits de l'homme dans le matériel de formation générique établi par le Département.

ACTIVITÉS EN 2004

- Deux stages de formation pour les instructeurs nationaux et de terrain du personnel de la police civile chargé du maintien de la paix qui s'inspirent du projet de manuel pertinent du HCDH.
- Deux stages de formation pour les instructeurs des centres nationaux de formation et des antennes de formation de mission des militaires chargés du maintien de la paix qui s'inspirent du projet de manuel de formation du HCDH pour les militaires.
- Mise au point et impression de deux manuels de formation à l'intention des militaires et de la police civile chargés du maintien de la paix.
- Assistance fournie au Département des opérations de maintien de la paix pour intégrer les droits de l'homme au matériel de formation générique destiné aux États Membres, et participation aux activités de formation et de diffusion conduites par le Département.
- Participation aux activités organisées par d'autres institutions ou par les États Membres pour promouvoir l'intégration des droits de l'homme dans la formation des militaires et de la police chargés du maintien de la paix.

- Assistance aux responsables de secteur du Haut-Commissariat et aux opérations de maintien de la paix pour organiser et dispenser une instruction préalable au déploiement et sur le terrain aux militaires et à la police chargés du maintien de la paix, selon les besoins.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Les centres nationaux de formation au maintien de la paix et les instructeurs exerçant dans les opérations de maintien de la paix auront appris à utiliser les manuels de formation du HCDH destinés aux personnels militaires et de police civile chargés du maintien de la paix.
- Deux manuels de formation offriront un programme cohérent de formation aux droits de l'homme pour les États Membres et les départements de l'ONU concernés.
- La capacité du Haut-Commissariat à dispenser une formation aux militaires et à la police civile chargés du maintien de la paix va s'accroître car ceux qui ont été formés pourront, à leur tour, aider le HCDH.

ÉVALUATION DES RISQUES

- Comme ce projet implique un partenariat étroit avec le Département des opérations de maintien de la paix, un retard ou un changement dans les plans de ce dernier ou dans les moyens qu'il peut apporter et dont le HCDH a besoin pour aider à élaborer matériels et activités entraînera peut-être une modification des plans ou du calendrier.
- Les résultats du projet ne seront peut-être pas ceux escomptés si les participants aux activités de formation organisées par les États Membres ne correspondent pas au profil défini par le HCDH.
- Si les projets de matériels subissent des révisions majeures après les essais sur le terrain, leur achèvement risque d'être retardé.
- Un financement différé peut entraîner un report des activités au titre du projet.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le projet continuera d'être exécuté en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix. Les principaux homologues du Haut-Commissariat dans le Département seront le Service de la formation et de l'évaluation, la Division de la police civile, et le

Groupe des pratiques optimales pour le maintien de la paix. La formation organisée au titre du projet sera dispensée avec le concours du Département des opérations de maintien de la paix ou des fonctionnaires du Département en qualité d'experts ou de participants. Le Service de la formation et de l'évaluation et la Division de la police civile continueront à donner des conseils sur le matériel de formation du HCDH avant leur finalisation et sur les partenaires, bénéficiaires et filières de diffusion nationaux les plus appropriés. Le HCDH continuera à veiller à ce que les droits de l'homme soient incorporés au matériel élaboré par le Département.

Les centres et programmes nationaux de formation au maintien de la paix seront à la fois bénéficiaires et partenaires du projet. Ils participeront aux essais sur le terrain pour veiller à ce qu'une fois finalisé, le matériel réponde aux besoins de formation des États Membres. Ils seront aussi les principaux bénéficiaires des activités de formation du Haut-Commissariat.

Le projet se déroulera en liaison étroite avec les opérations de maintien de la paix actuelles, en particulier avec les éléments militaires et de la police civile ainsi qu'avec le personnel chargé des droits de l'homme et les antennes de formation de mission, pour faire en sorte qu'ils contribuent aux essais sur le terrain et à la finalisation des matériels.

FINANCEMENT

Le projet est essentiellement financé sur le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique, mais en partie aussi sur le budget ordinaire de l'ONU. Le budget ci-dessous indique les

BUDGET	
FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME POUR LE PERSONNEL DE MAINTIEN DE LA PAIX	
	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	126.000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	30.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	40.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	135.000
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	30.000
Fournitures et achats	3.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	364.000
Dépenses d'appui au programme	47.300
Total	411.300

dépenses extrabudgétaires prévues au titre du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique. Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, des crédits seront prélevés sur le budget ordinaire pour faire imprimer et traduire les manuels de formation et pour financer les services de consultants.

APPUI AUX INSTITUTIONS NATIONALES

CONTEXTE

L'évolution récente sur le plan des institutions nationales est impressionnante. La plupart des institutions nationales ont assisté à la 56^{ème} session de la Commission des droits de l'homme et, en 2003, des institutions nationales ont pour la première fois pris part aux travaux de la Sous-Commission en tant que telles. Des institutions nationales ont suivi les travaux du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des handicapés et ont un représentant permanent au Comité et dans son Groupe de travail; c'est la première fois que les institutions nationales ont participé directement au processus de rédaction d'une convention internationale. De plus, les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales comptent sur les institutions nationales pour obtenir renseignements et soutien.

Le Comité international de coordination des institutions nationales estime à 43 le nombre des institutions nationales qui sont conformes aux Principes de Paris de 1993. Pour un certain nombre d'entre elles, leurs capacités de promouvoir et protéger les droits de l'homme sont très variables, en fonction de leurs connaissances et de leurs ressources et de leur aptitude à définir des priorités correctement; certaines institutions ont besoin d'appui simplement pour protéger leur indépendance.

Le travail du Haut-Commissariat sur les institutions nationales est facilité par les réseaux régionaux d'institutions nationales qui existent en Afrique, dans les Amériques et dans la région Asie-Pacifique et en Europe sous l'égide du Conseil de l'Europe. Ces réseaux renforcent les institutions nationales en leur servant de cadre pour échanger des opinions, des expériences et des pratiques. La contribution financière du HCDH au secrétariat du Comité africain de coordination des institutions nationales de défense des droits de l'homme a été utilisée pour recruter du personnel et élaborer le plan de travail et programme d'activités; le HCDH a secondé le secrétariat dans son examen des problèmes

de handicap. Le HCDH s'est engagé financièrement et concrètement dans les travaux du Forum des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la région Asie-Pacifique et du Réseau d'institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme pour les Amériques; il s'est penché sur un large éventail de questions, notamment les droits des peuples autochtones, le handicap, la sécurité nationale et les techniques d'investigation.

Article 12

Nul ne sera
l'objet d'immixtions
arbitraires dans
sa vie privée, sa famille,
son domicile ou
sa correspondance, ni
d'atteintes à son honneur
et à sa réputation.
Toute personne a droit
à la protection
de la loi contre de
telles immixtions ou
de telles atteintes.

OBJECTIF

Le principal objectif visé est d'appuyer la création ou le renforcement des institutions nationales conformément aux Principes de Paris.

ACTIVITÉS EN 2004

Le groupe des institutions nationales, qui relève du Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain, va continuer à servir de secrétariat au Comité international de coordination des institutions nationales. Le groupe va faire en sorte que le Comité s'occupe des questions de fond et va renforcer sa commission de vérification des pouvoirs. Les représentants régionaux du Comité vont procéder avec un représentant du Haut-Commissariat à des examens conjoints destinés à évaluer les forces et les faiblesses des institutions nationales. Le Haut-Commissariat va fournir une assistance financière et concrète pour organiser la septième Conférence internationale

des institutions nationales de défense des droits de l'homme. Une assistance sera fournie pour permettre à un représentant des institutions nationales de participer aux réunions du Groupe de travail du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des handicapés. Le HCDH exécutera aussi un projet destiné à mieux faire connaître les organes conventionnels aux institutions nationales; une formation sera dispensée à cet égard par le groupe des institutions nationales et par le personnel du Service des traités et de la Commission.

Le Haut-Commissariat continuera à apporter son appui aux secrétariats régionaux des institutions nationales, mais il travaille aussi avec d'autres organisations pour offrir un appui supplémentaire. Le HCDH a fait appel au British Council, par exemple, pour seconder les réseaux régionaux d'Afrique et d'Asie et du Pacifique dans leurs activités.

Le groupe des institutions nationales va apporter conseils et soutien aux secteurs géographiques du Haut-Commissariat, notamment sur la législation, les analyses comparatives, l'évaluation des besoins, la formulation de projets, les missions d'évaluation et les activités de formation des institutions nationales. Un appui analogue sera fourni à la demande des équipes de pays des Nations Unies ou du PNUD. Le HCDH va donner des avis, sur demande, aux États Membres, au Coordonnateur résident des Nations Unies/Représentant résident du PNUD ou aux institutions nationales elles-mêmes.

Le Haut-Commissariat va examiner et évaluer le rôle joué par les institutions nationales quand elles encouragent la gouvernance fondée sur les droits. En outre, une table ronde sera convoquée pour que les institutions nationales, les organismes onusiens et d'autres organisations procèdent à des échanges de vues et de bonnes pratiques concernant les migrations. On s'intéressera tout particulièrement aussi au rôle des institutions nationales dans les conflits et leur résolution ainsi que dans la prévention de la torture.

Le site Web des institutions nationales (www.nhri.net), créé en 2003, sera maintenu et renforcé en partenariat avec le Centre danois des droits de l'homme.

Le personnel du Haut-Commissariat et les équipes de pays des Nations Unies seront formés aux Principes de Paris et au rôle des différentes institutions nationales de défense des droits de l'homme. Des modules et matériels de formation ainsi que des indicateurs pour mesurer l'efficacité des institutions seront élaborés. Le HCDH va également dispenser une formation sur les droits de l'homme ou des sujets connexes aux institutions nationales qui en feront la demande.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Cinq gouvernements auront établi des institutions nationales et celles qui existent seront renforcées pour promouvoir et protéger les droits de l'homme.
- Les normes internationales relatives aux institutions nationales auront été appliquées par d'autres organismes, programmes et partenaires des Nations Unies ainsi que par d'autres gouvernements.
- Les organes conventionnels auront renforcé leur aptitude à surveiller la situation des droits de l'homme dans les pays et la mise en œuvre de leurs recommandations aura été améliorée, avec la participation des institutions nationales.
- La Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale auront les moyens d'évaluer le rôle et l'efficacité des institutions nationales en tant qu'organes de surveillance des droits de l'homme.
- La compétence des institutions nationales sur les questions thématiques sera améliorée et les bonnes pratiques seront partagées.
- Une conférence internationale et au moins deux tables rondes internationales seront organisées sur le thème des institutions nationales.
- Le Comité international de coordination tiendra une réunion.
- Au moins vingt institutions nationales auront pris part aux travaux de la Commission des droits de l'homme.
- Au moins vingt institutions nationales auront participé à des réunions internationales et régionales.
- Un module de formation aura été élaboré pour les institutions nationales.
- Au moins trois activités de formation auront été consacrées aux institutions nationales.
- Au moins cinq institutions nationales auront travaillé avec les organes conventionnels.

BÉNÉFICIAIRES

Les institutions nationales sont les principaux bénéficiaires des activités; toutefois, le personnel du Haut-Commissariat et les équipes de pays des Nations Unies vont aussi bénéficier des programmes de formation proposés.

ÉVALUATION DES RISQUES

Les institutions nationales seront inefficaces si elles ne se conforment pas aux normes internationales et si les gouvernements

les utilisent pour justifier des actes attentatoires aux droits de l'homme. Un système judiciaire ou une société civile faibles peuvent aussi freiner l'efficacité des institutions nationales, de même qu'un conflit intérieur et l'impossibilité de consacrer les ressources humaines et financières suffisantes à leur mise en place et à leur développement.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le groupe des institutions nationales va poursuivre ses efforts pour renforcer les partenariats extérieurs. Il redoublera d'efforts pour instaurer des liens plus efficaces avec ses partenaires africains et latino-américains. Il y aura des initiatives conjointes avec le PNUD et les équipes de pays des Nations Unies. Le groupe va aussi travailler avec des partenaires stratégiques, notamment avec le British Council, l'Organisation de la francophonie, les Volontaires des Nations Unies, la Fondation Friedrich-Naumann et la Banque mondiale.

FINANCEMENT

Le groupe comprend deux postes financés par des contributions volontaires et deux autres financés sur le budget ordinaire.

BUDGET APPUI AUX INSTITUTIONS NATIONALES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	252.710
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	83.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	63.200
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	28.000
Services contractuels	103.000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	8.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	345.000
Total partiel	882.910
Dépenses d'appui au programme	114.800
Total	997.710

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

CONTEXTE

Bien que sa dimension «droits de l'homme» soit indéniable, la traite des êtres humains continue d'être considérée comme un problème de «maintien de l'ordre», relevant essentiellement de la prévention du crime. Dans la plupart des régions du monde, les victimes du trafic transfrontières sont poursuivies comme étrangers en situation irrégulière, travailleurs sans permis ou immigrés sans papiers, au lieu d'être considérées comme les victimes d'un crime. Les femmes et les fillettes qui sont contraintes de se livrer au commerce du sexe sont accusées de prostitution au lieu de recevoir une assistance en tant que victimes. Il faut prévenir la traite des êtres humains, poursuivre les auteurs et renforcer la primauté du droit. Toutefois, il est capital aussi que, dans toutes les interventions contre la traite des êtres humains, les droits fondamentaux des victimes restent une considération primordiale.

En juillet 2002, le Haut-Commissariat a publié ses *Principes et directives internationaux concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains*: ils se fondent sur l'idée selon laquelle la lutte contre la traite des êtres humains doit viser la totalité du cycle de ce trafic et devrait englober la prévention ainsi que la protection et le soutien à ceux qui en souffrent. Lutter contre la traite des êtres humains exige une coopération internationale et régionale effective et des réponses nationales s'appuyant sur une stratégie globale à long terme qui donne la priorité aux droits de l'homme.

Les activités du Haut-Commissariat dans ce domaine consistent à:

- Élaborer des instruments juridiques et politiques, en particulier aux niveaux international et régional;
- Intégrer les questions posées par la lutte contre la traite aux domaines qui s'y rattachent, comme le développement, les migrations, le travail, les conflits, la sécurité et l'égalité entre les sexes; et
- Agir comme catalyseur et partenaire dans la lutte contre la traite des êtres humains menée par d'autres organisations.

OBJECTIFS

Les activités du Haut-Commissariat visant à combattre la traite des êtres humains ont pour but d'intégrer les droits de l'homme aux initiatives nationales, régionales et internationales grâce à l'élaboration d'outils juridiques et politiques. Le projet a quatre grands objectifs:

- Renforcer la capacité du HCDH d'orienter et de diriger les activités de lutte contre la traite des êtres humains;
- Renforcer la capacité du HCDH et du système onusien des droits de l'homme de s'occuper des aspects «droits de l'homme» de la traite des êtres humains;
- Veiller à ce que les droits de l'homme soient intégrés dans les activités de lutte contre la traite des êtres humains d'autres organismes et programmes des Nations Unies, et sensibiliser l'ensemble du système onusien à la traite en tant que problème des droits de l'homme; et
- Encourager les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les institutions nationales de défense des droits de l'homme à prendre en compte le problème de la traite des êtres humains dans leurs politiques et leurs activités.

Le Haut-Commissariat centre son attention sur les questions juridiques et politiques liées à la traite et n'entreprend pas de projets opérationnels ni d'activités de coopération technique multiples ou complexes. Il considère que son rôle consiste à faire office de catalyseur pour placer le respect de la légalité et les droits de l'homme au cœur des activités de lutte des autres organisations contre la traite des êtres humains.

STRATÉGIE

Jusqu'à une date récente, le projet du Haut-Commissariat concernant le trafic d'êtres humains consistait surtout à aider à fixer des normes en élaborant des outils et instruments relatifs aux droits de l'homme. La phase suivante du projet sera axée sur la prévention tout en renforçant l'aide aux victimes et leur protection.

Le Haut-Commissariat va agir sur deux fronts:

- La prévention de la traite des êtres humains, qui implique de définir les liens existant avec les problèmes de développement, notamment la primauté du droit, l'immigration clandestine, le travail forcé et la discrimination contre les femmes; et
- La protection des victimes de la traite, qui implique le renforcement des initiatives et des programmes d'ordre juridique et politique, à savoir les refuges pour victimes, les programmes de formation qualifiante et de réinsertion, qui apportent aide et protection aux victimes de la traite des êtres humains.

Les moyens utilisés pour y parvenir sont les suivants:

- Renforcer l'action menée par les Nations Unies pour les droits de l'homme au niveau des pays dans le cadre du plan d'action du Groupe des Nations Unies pour le développement/

Comité exécutif pour les affaires humanitaires en renforçant les capacités des équipes de pays des Nations Unies et en intégrant la prévention du trafic d'êtres humains dans les problèmes du développement;

- Intégrer la question du trafic dans les activités des organes conventionnels, des procédures spéciales, des groupes de travail, de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission; et
- Renforcer les partenariats entre institutions.

ACTIVITÉS EN 2004

Les activités sont réparties en cinq secteurs stratégiques (à savoir, politique et direction, renforcement des capacités internes, appui aux organismes des Nations Unies, soutien aux organisations et initiatives extérieures, et formation et information). Les grandes activités seront les suivantes:

- Analyse critique des interventions contre la traite des êtres humains dans un manuel intitulé *Do No Harm*;
- Publication et diffusion des brochures *Frequently Asked Questions on Human Rights and Human Trafficking* et *Legislative Guide on Trafficking and Human Rights* (une initiative du HCDH, du Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes);
- Publication et diffusion d'une version conviviale des *Principes et directives internationaux concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains*;
- Coparrainage, avec les institutions nationales, de deux séminaires internationaux destinés à définir les rapports théoriques et concrets entre la traite des êtres humains, les migrations et les droits de l'homme;
- Publication d'un commentaire juridique de la Convention internationale sur la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dans le cadre du Protocole de Palerme et des *Principes et directives*;
- Intégration de la traite des êtres humains et des questions connexes dans les activités programmées dans le plan d'action du Groupe des Nations Unies pour le développement/Comité exécutif pour les affaires humanitaires, afin de renforcer les équipes de pays des Nations Unies en leur fournissant du matériel de formation, notamment des modules sur la traite des êtres humains, des notes avec argumentaires et des manuels d'instructions. Ces modules sont déjà à l'essai sur le terrain en Arménie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine;

- Appui matériel au projet Nations Unies/initiative conjointe pour mettre fin à la traite des êtres humains et collaboration avec ce projet, partenaire du HCDH dans l'exécution au Népal d'un projet pour tester sur le terrain les *Principes et directives* s'agissant du sauvetage et de la réinsertion;
- Coordination du Groupe de contact intergouvernemental sur la traite d'êtres humains et l'entrée clandestine d'immigrants (HCR, OIT, OIM, HCDH, groupe de travail des ONG sur la traite des êtres humains, UNICEF, OMS, OSCE);
- Participation aux réunions du Comité ad hoc sur la lutte contre la traite des êtres humains, créé sous l'égide du Conseil de l'Europe, afin d'examiner la Convention européenne sur la lutte contre la traite des êtres humains; et
- Appui technique aux bureaux extérieurs, en particulier au sujet des initiatives d'ordre juridique et des grandes orientations.

RÉSULTATS ESComPTÉS

La diffusion des publications achevées en 2003 et l'utilisation des modules de formation par les équipes de pays des Nations Unies vont renforcer le rôle de chef de file du Haut-Commissariat dans la lutte contre la traite des êtres humains. Le rôle de premier plan joué par le HCDH dans les deux séminaires et les réunions d'information prévues pour intégrer la traite des êtres humains dans les mécanismes de défense des droits de l'homme aidera à dégager les liens à établir, sur le plan théorique et programmatique, entre la traite des êtres humains, les migrations et les problèmes liés au développement.

Le Haut-Commissariat a renforcé en 2003 la coordination inter-institutions qu'il assure et il continuera à le faire. Le Groupe de contact intergouvernemental sur la traite d'êtres humains et l'entrée clandestine d'immigrants sera une instance importante pour étudier les stratégies à adopter à propos des grands problèmes posés par la lutte contre la traite des êtres humains.

BÉNÉFICIAIRES

Grâce à la double approche axée sur l'aide aux victimes et la prévention, qui permet de centrer les efforts à la fois sur les causes profondes de la traite et le sort des personnes qui en font l'objet, ce sont en dernière analyse les différentes victimes de ce trafic et les personnes vulnérables qui vont bénéficier du projet sur la traite des êtres humains.

Vont aussi en bénéficier les équipes de pays des Nations Unies, dont la capacité dans ce domaine se verra renforcée dans le cadre

du plan d'action du Groupe des Nations Unies pour le développement/Comité exécutif pour les affaires humanitaires. Les représentants des gouvernements, organisations, groupes et particuliers qui participent à des activités relevant de ce projet en seront aussi les bénéficiaires, ainsi que le Haut-Commissariat lui-même: en effet, ce dernier va renforcer la capacité de ses bureaux extérieurs, faire en sorte que les mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme soient plus conscients de ce problème et agissent davantage dans ce domaine; il intensifiera aussi la coopération entre ceux qui s'occupent de la traite des êtres humains et des questions qui s'y rattachent.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le projet du Haut-Commissariat sur la traite des êtres humains, qui relève du Service de la recherche et du droit au développement, est administré par un directeur de projet basé à Genève, qui est également conseiller du Haut-Commissaire en matière de traite des êtres humains. La collaboration avec les autres entités des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales va se poursuivre, essentiellement dans le cadre du Groupe de contact intergouvernemental sur la traite d'êtres humains et l'entrée clandestine d'immigrants, qui réunit régulièrement des représentants des grandes organisations intergouvernementales et non gouvernementales basées à Genève qui s'occupent de la traite des êtres humains.

BUDGET TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	138.300
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	107.500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	34.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	2.500
Subventions, contributions, bourses et séminaires	64.000
Total partiel	346.300
Dépenses d'appui au programme	45.000
Total	391.300



DÉMOCRATIE, DÉVELOPPEMENT ET DROITS DE L'HOMME

«Nous n'épargnerons aucun effort pour promouvoir la démocratie et renforcer l'état de droit, ainsi que le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales reconnues sur le plan international, y compris le droit au développement.»

Déclaration du Millénaire des Nations Unies

CONTEXTE

Le lien fondamental qui unit démocratie, développement et respect des droits de l'homme a été consacré par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la Déclaration du Millénaire et nombre de résolutions adoptées par l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme. Promotion et protection des droits de l'homme sont essentielles pour prévenir les conflits. Lorsque des victimes de discrimination ont la possibilité d'exposer leurs doléances par des voies démocratiques, ces griefs risquent moins de déboucher sur des conflits violents. La nature des institutions et des droits démocratiques doit être énoncée en des termes concrets plutôt que théoriques et s'appuyer sur des normes universelles en matière de droits de l'homme. Cependant, la liberté d'expression ou le droit de vote ne sauraient s'exercer dans un climat de peur ou un contexte de famine. Dès lors, la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels conditionne le caractère effectif de la démocratie, et la nécessité de faire de la lutte contre la pauvreté l'objectif primordial du développement s'en trouve renforcée. En progressant dans la concrétisation du droit au développement, on contribuera aux avancées de la démocratie, du développement et des droits de l'homme de façon intégrée, ces différents éléments se renforçant mutuellement.

Dans le programme de réforme qu'elle a lancé en 1997, l'ONU a défini les droits de l'homme comme étant un thème transversal commun à toutes les activités du système des Nations Unies, et elle a demandé au Haut-Commissariat de contribuer à intégrer les droits de l'homme à l'ensemble de l'action de l'Organisation. Au cours des trois dernières années, le HCDH s'est employé à aider les organismes onusiens à intégrer les droits fondamentaux à leurs politiques et programmes de développement. Cette mission s'est vue renforcée encore par le rapport du Secrétaire général «Un programme pour aller plus loin dans le changement» (2002). Au titre de ce programme de réforme, le HCDH a lancé un processus interorganisations auquel sont associés le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) et le Comité exécutif pour les affaires humanitaires, dans le but d'élaborer un plan d'action destiné à renforcer les activités des Nations Unies relatives aux droits de l'homme dans les pays. Le HCDH jouera un rôle

crucial en aidant les organismes et les équipes de pays des Nations Unies à exécuter ce plan d'action.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

L'action entreprise a pour but d'encourager la programmation conjointe des activités axées sur les liens entre droits de l'homme et démocratie, développement et état de droit. Toutes les activités seront menées en coopération avec les organismes des Nations Unies concernés. Dans la mesure du possible, chaque activité sera financée et gérée par l'organisme qui en sera directement responsable. Pour ce projet, une stratégie en trois étapes a été retenue:

- Clarifier davantage les liens conceptuels unissant les droits de l'homme et les notions de démocratie, de développement et d'état de droit;
- Coopérer avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations pour trouver comment intégrer les droits de l'homme aux politiques et programmes de développement et notamment aux stratégies de lutte contre la pauvreté, tant au niveau international qu'au niveau national; et
- Assurer la circulation des informations, analyses et données d'expérience en matière de droits de l'homme entre le système des droits de l'homme de l'ONU et les organismes opérationnels sur le terrain.

ACTIVITÉS EN 2004

Dans la plupart des cas, les activités décrites ci-dessous visent non seulement à préciser ou approfondir la signification d'un concept donné, mais aussi à rechercher comment ledit concept peut concrètement être mis en pratique pour renforcer les activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme dans les pays.

◆ FAVORISER UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DES CONCEPTS

Pratiques de bonne gouvernance pour la promotion des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat organisera conjointement avec le PNUD un séminaire sur les pratiques nationales de bonne gouvernance propices à la promotion des droits de l'homme, l'objectif étant d'en arriver à une meilleure compréhension de la relation existant entre pratiques nationales de bonne gouvernance et promotion des droits de l'homme. Il sera demandé aux participants de réunir des exemples

de pratiques de bonne gouvernance recueillis auprès des États, des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des organismes, programmes et fonds des Nations Unies intéressés, des institutions spécialisées et des ONG; ils présenteront aussi un rapport à la Commission des droits de l'homme sur les résultats de leurs travaux.

État de droit et administration de la justice

Mandaté par la Sous-Commission de la protection et de la promotion des droits de l'homme, le Haut-Commissariat entreprendra diverses recherches axées sur les aspects de l'administration de la justice en rapport avec les droits de l'homme, notamment la lutte contre l'impunité, la peine de mort et les recours en cas d'atteintes aux droits de l'homme. Le HCDH réalisera une étude indépendante sur les meilleurs moyens d'aider les États à renforcer leur capacité de lutte contre l'impunité, diffusera les principes de 1997 relatifs à la lutte contre l'impunité, rédigera une étude sur les résultats définitifs de la deuxième réunion consultative sur le droit à restitution, et établira un rapport analytique sur la peine de mort. Les besoins des opérations de maintien et de consolidation de la paix de l'ONU et des bureaux de pays des Nations Unies retiendront particulièrement l'attention.

Concrétisation du droit au développement

Dans sa récente résolution sur le droit au développement (2003/83), la Commission des droits de l'homme a prié la Sous-Commission de rédiger un document conceptuel envisageant différentes options pour la réalisation du droit au développement, que la Commission examinera en 2005. Elle a en outre demandé au Haut-Commissariat d'organiser un séminaire de haut niveau de deux jours avant la session de février 2004 du Groupe de travail sur le droit au développement.

Le séminaire de haut niveau sera organisé dans le cadre du programme de travail ordinaire, mais la rédaction du document conceptuel pour 2005 nécessitera des ressources supplémentaires pour la recherche et l'analyse. Le HCDH fournira un appui à la Sous-Commission et à l'Expert indépendant sur le droit au développement pour les tâches de recherche et d'analyse qu'impliquent la mise au point d'une méthodologie et la collecte et l'analyse des renseignements nécessaires à la réalisation de ces travaux. A cette fin, il faudra aussi procéder à des consultations, prendre des contacts et instaurer un partenariat avec des institutions de recherche, des organismes et des équipes de pays des Nations Unies.

Droits de l'homme et objectifs de développement du Millénaire

La Déclaration du Millénaire a consacré deux séries d'engagements étroitement liés: les droits de l'homme et le développement

durable. Si l'élimination de l'extrême pauvreté est le but primordial des objectifs de développement du Millénaire, les principes de la Déclaration du Millénaire en matière de bonne gouvernance, de droits de l'homme et de prévention des conflits offrent eux aussi un cadre stratégique pour la réalisation desdits objectifs. Le Haut-Commissariat tiendra une réunion interorganisations à Genève, dont le but sera de mieux discerner les rapports existant entre droits de l'homme et objectifs de développement du Millénaire. Le Haut-Commissaire a par ailleurs chargé un conseiller spécial sur les droits de l'homme et les objectifs de développement du Millénaire de représenter le HCDH pour tout ce qui touche au Projet du Millénaire.

◆ FAVORISER LA MISE EN ŒUVRE CONCRÈTE DANS LES PAYS

Activités conjointes des Nations Unies pour le développement et l'action humanitaire

En septembre 2003, le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), le Comité exécutif pour les affaires humanitaires et le Haut-Commissariat ont arrêté un plan d'action interorganisations sur trois ans (dit «Plan décision 2») visant à définir, à l'échelle de l'ensemble du système, les moyens de renforcer les dispositifs nationaux de protection et de promotion des droits de l'homme. Les équipes de pays des Nations Unies seront les éléments moteurs de l'exécution de ce plan, qui prendra appui sur d'autres éléments de la réforme de l'ONU, comme par exemple l'harmonisation et la simplification de la coopération au sein des Nations Unies, et qui rendra plus efficaces les activités d'assistance dans le domaine des droits de l'homme. Durant les trois années que durera le Plan, celui-ci sera essentiellement axé sur le renforcement des capacités des équipes de pays des Nations Unies. Le Coordonnateur résident/humanitaire dirigera les activités pour ce qui est de la formation, de l'évaluation des besoins, de la mise en commun des informations et de la coordination. Le GNUD, le Comité exécutif et le HCDH assumeront ensemble la responsabilité de l'exécution du plan.

L'une des tâches prioritaires au titre de ce plan est de fournir appui et conseils sur la façon d'intégrer les droits de l'homme dans le cadre analytique et programmatique commun dont s'est dotée l'ONU pour ses activités de développement et son action humanitaire à l'échelon des pays, à savoir les bilans communs de pays (CCA), le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), le processus d'appel global (CAP) et le plan d'action humanitaire commun (CHAP). Par l'intermédiaire du GNUD, le HCDH aidera à réviser les directives CCA/UNDAF, à fixer des priorités pour l'envoi aux équipes de pays d'informations sur les droits de l'homme concernant des pays particuliers, à amener les sièges et

bureaux régionaux à améliorer la qualité des CCA/UNDAF, et à affiner la méthodologie utilisée pour faire une place plus importante aux droits de l'homme dans les bilans et le plan-cadre.

Le Haut-Commissariat continuera à participer au processus d'appel global interorganisations en y intégrant les aspects et préoccupations relatifs aux droits de l'homme et en y incluant ses propres programmes et besoins le cas échéant. Le HCDH sera en outre actif dans le Groupe chargé des opérations humanitaires et des droits de l'homme du Comité permanent interorganisations.

Certaines de ces activités seront exécutées dans le cadre d'autres projets et travaux du Haut-Commissariat, mais le présent projet a pour but de fournir un appui et des conseils concrets en vue d'intégrer les droits de l'homme aux CCA/UNDAF ainsi qu'au processus d'appel global et au plan d'action humanitaire commun au moyen des activités suivantes:

Formation des équipes de pays des Nations Unies aux droits de l'homme

Un appui sera fourni aux 16 pays qui vont mettre en place le CCA/UNDAF en 2004 pour les aider à mieux intégrer les droits de l'homme: un projet coordonné, auquel participent le Haut-Commissariat, l'École des cadres des Nations Unies, le GNUD et le PNUD, a été mis au point à cet effet. C'est l'École des cadres qui sera responsable de la conduite du projet, le HCDH étant surtout chargé de veiller à la qualité du matériel pédagogique et de mettre à disposition, pour des sessions de formation, des intervenants choisis parmi son personnel; le PNUD prendra à sa charge les frais encourus localement pour la formation, en puisant dans les ressources du Coordonnateur résident. Le module de formation utilisé à cette fin sera réactualisé en coopération avec l'École des cadres.

Formation du personnel du Haut-Commissariat


Environ 60 membres du personnel du HCDH recevront une formation approfondie sur l'intégration des droits de l'homme aux activités de développement, à l'action humanitaire et aux stratégies de lutte contre la pauvreté. Trois ateliers seront organisés pour permettre au personnel d'acquérir des connaissances et de mettre en commun l'expérience acquise concernant la réforme de l'ONU et les opérations humanitaires et de développement dans les pays; il pourra aussi s'informer sur les rapports entre droits de l'homme et développement ou action humanitaire ainsi que sur l'intégration des droits de l'homme au travail des Nations Unies dans les pays. Il se familiarisera aussi avec les outils et services mis à disposition par le HCDH et identifiera les nouveaux besoins à mesure qu'il s'impliquera davantage dans le soutien aux actions des équipes de pays des Nations Unies.

Intégration des droits de l'homme aux stratégies de lutte contre la pauvreté

Le Haut-Commissariat publiera et diffusera un document proposant un cadre conceptuel pour les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté; conçu pour faire ressortir les liens conceptuels existant entre droits de l'homme et lutte contre la pauvreté, ce document est destiné aux praticiens du développement et aux décideurs, tant à l'échelon international que national. Un projet de directives sur l'intégration des droits de l'homme aux stratégies de lutte contre la pauvreté, conçu dans une optique de responsabilisation afin donner aux plus pauvres les moyens de s'en sortir par eux-mêmes, sera achevé en 2004; une version abrégée sera également rédigée. Au cours de l'année 2004, ce projet de directives sera mis à l'essai sur le terrain en coopération avec des organismes des Nations Unies dans quatre pays. Le HCDH organisera une réunion interorganisations à Genève pour mettre en commun avec d'autres organismes les résultats des essais effectués sur le terrain et pour mettre la dernière main à ces directives.

Matrice d'indicateurs pour le CCA/UNDAF

La série d'indicateurs annexée aux directives intégrées du Groupe des Nations Unies pour le développement pour le CCA/UNDAF va être révisée. Afin de contribuer à ce travail en proposant des mesures propres à renforcer le volet «droits de l'homme» de la matrice, le Haut-Commissariat organisera une réunion interorganisations à Genève.

Article 22 
Toute personne, en tant
que membre de la société,
a droit à la sécurité
sociale; elle est fondée
à obtenir la satisfaction
des droits économiques,
sociaux et culturels
indispensables à sa dignité
et au libre développement
de sa personnalité,
grâce à l'effort national
et à la coopération
internationale, compte
tenu de l'organisation et
des ressources de
chaque pays.

Suivi, mise en commun des connaissances et enseignements tirés de l'expérience

Le plan d'action met l'accent sur l'importance du partage des connaissances et des données d'expérience en matière de droits de l'homme. En coopération avec ses partenaires onusiens, le Haut-Commissariat recueillera, évaluera et diffusera systématiquement les leçons tirées de l'expérience et les bonnes pratiques en matière d'intégration des droits de l'homme aux activités de développement et à l'action humanitaire. Le HCDH engagera un consultant de haute compétence pour évaluer l'intégration des droits de l'homme dans les CCA/UNDAF établis en 2003. Le HCDH aura également recours à des services de consultants pour faire le bilan de l'expérience acquise et des progrès accomplis au cours de la première année de l'exécution du plan et pour mettre en commun les résultats de l'évaluation avec d'autres organismes des Nations Unies.

◆ PROJET DE DIRECTIVES VOLONTAIRES SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

De concert avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Haut-Commissariat continuera d'appuyer les travaux du groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un projet de directives volontaires destinées à faciliter la réalisation du droit à l'alimentation. Le projet de directives sera soumis au Comité de la sécurité alimentaire de la FAO en 2004. La FAO prend à sa charge le financement d'un poste de spécialiste des droits de l'homme afin de s'assurer que le système des droits de l'homme contribue à ce processus.

◆ COOPÉRATION AVEC LE PNUD (PROGRAMME HURIST)

Les efforts accomplis en vue de renforcer, au sein du PNUD, la capacité d'intégrer les droits de l'homme à la programmation du développement se poursuivent, et des directives de programmation dans les domaines de l'environnement, de l'utilisation de l'énergie et de la gouvernance décentralisée vont être définitivement mises au point. Un projet HURIST visant à élaborer une méthodologie pour procéder au réexamen des programmes de pays du PNUD dans l'optique des droits de l'homme va faire l'objet de deux essais sur le terrain (trois essais ont déjà eu lieu en 2003). En partenariat avec les secteurs pertinents du PNUD, des initiatives verront également le jour pour que les droits de l'homme soient pris en compte dans les travaux

parlementaires, dans les activités relatives à l'accès à la justice et en matière de sécurité. Les résultats des essais sur le terrain seront diffusés sur Internet et au cours d'ateliers. Le financement par l'entremise de cet Appel annuel vise seulement à garantir que le Haut-Commissariat jouera un rôle prééminent dans ce programme. Le programme HURIST bénéficie du soutien financier du PNUD.

◆ L'ADMINISTRATION TRANSITOIRE DE LA JUSTICE DANS LES SITUATIONS D'APRÈS-CONFLIT

Le Haut-Commissariat va rédiger un manuel pratique pour l'administration transitoire de la justice dans les pays venant de sortir d'un conflit, à l'usage des intervenants présents sur le terrain, notamment des équipes de pays des Nations Unies. Il contiendra des conseils pratiques sur la façon d'appliquer un code pénal et un code de procédure pénale types conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme; il traitera du droit pénal, des options qui s'offrent à l'autorité judiciaire pour traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme dans des pays sortant d'une situation de conflit, des procédures de vérité et réconciliation et des mécanismes non judiciaires. L'exécution du projet se poursuivra au cours de l'année 2004. Outre le manuel, il est prévu d'établir un rapport d'évaluation, des recommandations d'experts et des notes proposant des avis juridiques. Seul le manuel sera publié et fera l'objet d'une distribution générale.

RÉSULTATS ESComptés

Les activités de recherche et d'analyse permettront d'aboutir à une vision plus claire et à une meilleure compréhension de la place des droits de l'homme dans les efforts de développement et l'action humanitaire, particulièrement dans un contexte où l'on cherche à atteindre les objectifs de développement du Millénaire, à faire reculer la pauvreté, à renforcer l'état de droit, à améliorer l'administration de la justice, à mettre en place des politiques et institutions propres à favoriser la démocratie, le développement et la bonne gouvernance, et à concrétiser le droit au développement.

Ce programme devrait permettre d'intensifier l'activité interorganisations visant à intégrer les droits de l'homme au développement et à l'action humanitaire et, en fin de compte, de renforcer les dispositifs nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires immédiats seront notamment les organismes et les équipes de pays des Nations Unies qui s'efforcent d'intégrer les droits de l'homme à leurs activités. Des capacités de recherche et d'analyse renforcées bénéficieront aussi aux organes du Haut-Commissariat qui sont chargés de fixer les orientations en matière de droits de l'homme et à ceux qui sont investis de missions dans ce domaine. Dans la mesure où ces activités contribuent à renforcer et perpétuer l'impact des efforts de développement et de l'action humanitaire des Nations Unies dans les pays, les bénéficiaires finals seront les particuliers et les groupes vivant dans les États Membres et en particulier ceux qui se trouvent dans des pays en développement, des pays sortant d'une situation de conflit ou des pays en transition.

ÉVALUATION DES RISQUES

Pour mener à bien les activités et atteindre les objectifs du programme, il faudra que le Haut-Commissariat ait les moyens de déployer suffisamment de personnel pour préparer et exécuter les tâches requises, que ses principaux partenaires du système des Nations Unies soient résolus à coopérer avec lui et que les donateurs aient la volonté de financer le programme.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

C'est par une démarche interorganisations et en consultation avec d'autres services du Haut-Commissariat que les activités ont été mises sur pied. Une équipe spéciale interservices appelée à coordonner la mise en œuvre du Plan décision 2 a été constituée. Les activités seront gérées par le Service de la recherche et du droit au développement en étroite coopération avec tous les autres services du HCDH. Chaque élément du programme sera soigneusement coordonné avec les mécanismes de défense des droits de l'homme et les organismes des Nations Unies intéressés.

FINANCEMENT

Le groupe de l'état de droit et de la démocratie et le groupe du droit au développement sont placés sous la responsabilité du Service de la recherche et du droit au développement. Un montant de

BUDGET DÉMOCRATIE, DÉVELOPPEMENT ET DROITS DE L'HOMME

	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	576.100
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	223.856
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	80.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	126.050
Services contractuels	10.500
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	172.223
Total partiel	1.188.729
Dépenses d'appui au programme	154.500
Total	1.343.229

BUDGET APPUI AUX ÉQUIPES DE PAYS DES NATIONS UNIES

	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	7.500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	2.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	218.300
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	227.800
Dépenses d'appui au programme	29.600
Total*	257.400

* Financé par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique.

1.600.629 dollars E.-U. sera à prélever sur des fonds extrabudgétaires pour financer le personnel et les activités décrites ci-dessus qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire.



GROUPES PARTICULIÈREMENT CIBLÉS

PERSONNES HANDICAPÉES

CONTEXTE

La communauté des droits de l'homme s'est trop longtemps désintéressée de la discrimination dont font l'objet les personnes handicapées. Cependant, au cours des 20 dernières années, on a davantage pris conscience des rapports existant entre droits de l'homme et incapacité; or depuis l'an 2000, le Haut-Commissariat s'emploie à renforcer ses compétences dans ce domaine.

OBJECTIFS

L'objectif immédiat est d'accroître la capacité du Haut-Commissariat de promouvoir les droits des personnes handicapées. Le HCDH contribuera au débat concernant la future convention internationale intégrée portant sur l'ensemble des questions liées à la promotion et à la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées, tout en encourageant les organes conventionnels à se préoccuper des questions d'incapacité au titre des instruments relatifs aux droits de l'homme existants.

L'objectif ultime est de mener des actions de sensibilisation aux niveaux mondial et régional, notamment en incitant les mécanismes de protection des droits de l'homme, les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales, la société civile et les organisations nationales et internationales à tenir compte des rapports existant entre droits de l'homme et incapacité dans toutes leurs politiques et activités.

ACTIVITÉS EN 2004


- Le Haut-Commissariat continuera à diffuser l'étude *Droits de l'homme et incapacité* réalisée en 2002, outil indispensable pour favoriser la prise de conscience des rapports existant entre droits de l'homme et incapacité et pour appeler l'attention sur l'utilité des mécanismes existants.
- Une consultation sera organisée au début de l'année pour aider certaines ONG et divers organismes onusiens à communiquer des informations aux organes conventionnels à l'occasion de l'examen des rapports présentés par les États.
- Le Haut-Commissariat participera aux sessions à venir du Comité spécial chargé par l'Assemblée générale d'examiner des propositions relatives à une nouvelle convention sur les droits de l'homme des personnes handicapées, ainsi qu'à

celles du Groupe de travail que le Comité a établi à sa deuxième session. Le HCDH établira aussi des documents d'information sur des questions connexes, et il participera et contribuera à des réunions d'experts et à des réunions régionales, conformément aux directives de l'Assemblée générale.

- En collaboration avec le BIT et l'OMS, le HCDH organisera une consultation d'experts sur la santé mentale et les droits de l'homme, pour faire suite à un rapport rédigé en 2003. Il s'agit d'un domaine qui appelle un complément d'analyse sous l'angle des droits de l'homme, notamment du point de vue de l'instauration de normes et de procédures juridiques.
- La page web consacrée aux droits de l'homme et à l'incapacité sera encore étoffée et la fiche d'information sur les droits de l'homme et l'incapacité réalisée en 2003 va être diffusée.

RÉSULTATS ESComPTÉS

Ces activités permettront aux ONG et aux spécialistes qui s'occupent des questions d'incapacité de mieux connaître le dispositif de protection des droits de l'homme des Nations Unies et de faire une place plus grande à ces questions dans les activités des organes conventionnels.

Article 7 
Tous sont égaux devant
la loi et ont droit
sans distinction
à une égale protection
de la loi. Tous ont
droit à une protection
égale contre
toute discrimination
qui violerait
la présente
Déclaration
et contre toute
provocation à une
telle discrimination.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires immédiats seront les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme et notamment le Haut-Commissariat, les organes conventionnels et les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme. Les institutions nationales de protection des droits de l'homme et les ONG, et notamment les organismes représentant des personnes handicapées, en retireront aussi des avantages. Les bénéficiaires finals seront les personnes exposées à la discrimination en raison d'un handicap ainsi que leurs familles.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat sera chargé de l'ensemble de la mise en œuvre et de l'exécution. Les activités seront menées à bien par le spécialiste de l'incapacité et des droits de l'homme sous l'autorité du chef du Service de la recherche et du droit au développement et sous la supervision directe du coordonnateur du groupe du droit au développement. Des activités seront également entreprises en étroite collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Un partenariat étroit s'est instauré avec le BIT, l'OMS, diverses institutions nationales, des ONG représentant des personnes handicapées et des ONG s'occupant de la défense des droits de l'homme. Des activités sont également menées en étroite collaboration avec divers experts et gouvernements s'intéressant particulièrement à ces questions.

BUDGET PERSONNES HANDICAPÉES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	90.550
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	39.510
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	25.620
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	46.330
Services contractuels	12.500
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	214.510
Dépenses d'appui au programme	27.900
Total	242.410

PERSONNES TOUCHÉES PAR LE VIH/SIDA

CONTEXTE

Vingt ans après que les premiers signes cliniques du syndrome d'immuno-déficience acquise ont été signalés, le SIDA a coûté la vie à des millions de victimes. Depuis le début de la pandémie, plus de 60 millions de personnes ont été infectées. À la fin de 2002, on estimait que 42 millions de personnes vivaient avec le VIH. Il est courant que les personnes infectées ou suspectées de l'être soient stigmatisées et fassent l'objet de mesures discriminatoires. Non seulement cette discrimination est néfaste à ceux qui en sont victimes mais en outre, elle entrave les efforts faits pour enrayer la progression de la maladie.

La Commission des droits de l'homme réfléchit depuis longtemps aux conséquences du VIH/SIDA pour les droits de l'homme et le VIH/SIDA figure officiellement à son ordre du jour depuis 1996. Le Haut-Commissariat est résolu à poursuivre les efforts qu'il déploie pour que la lutte contre l'épidémie soit menée d'une manière compatible avec les droits de l'homme. En respectant les droits de l'homme, on contribue non seulement à ralentir la progression de l'épidémie, mais on fait aussi en sorte que les personnes infectées et atteintes par la maladie puissent vivre sans faire l'objet de discrimination.

Le Haut-Commissariat fait connaître et diffuse les *Directives internationales sur le VIH/SIDA et les droits de la personne* mises au point lors de la deuxième consultation internationale sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme, organisée conjointement par l'ONUSIDA et le HCDH en septembre 1996. Ce document, révisé en 2002, prodigue des conseils aux États sur la façon d'orienter et d'élaborer leurs politiques, programmes et pratiques d'une manière compatible avec les droits de l'homme dans le contexte de l'épidémie de VIH/SIDA.

OBJECTIFS

Un accord conclu avec l'ONUSIDA énonce les objectifs clés du programme:

- Favoriser une meilleure compréhension et une prise en compte accrue des droits de l'homme dans le contexte du VIH/SIDA;
- Intégrer le VIH/SIDA dans les activités des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme ;
- Renforcer la capacité des Nations Unies d'œuvrer en faveur des droits de l'homme dans les pays.

Dans le passé, les efforts déployés en collaboration avec l'ONUSIDA ont été axés sur l'instauration de liens entre les différentes politiques et sur la formulation de principes directeurs à l'intérieur du système des Nations Unies. En 2004, les priorités du programme seront réorientées vers une diffusion plus large des informations concernant le VIH/SIDA et les droits de l'homme aux niveaux sous-national, national et régional, mais l'on continuera à appuyer l'action des organes conventionnels, les procédures spéciales et la Commission des droits de l'homme.

Article 16 ◀

1. À partir de l'âge mûr, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

ACTIVITÉS EN 2004

- Privilégier encore plus les questions de droits de l'homme liées au VIH/SIDA dans le mandat et les activités des institutions nationales de défense des droits de l'homme, notamment en élaborant du matériel pédagogique.

- Mettre au point et diffuser des exemples de bonnes pratiques dans le domaine du VIH/SIDA et des droits de l'homme. Une série d'études de cas sera recueillie dans le monde entier pour démontrer l'efficacité des actions menées en matière de défense des droits de l'homme pour enrayer la progression du VIH/SIDA.
- Poursuivre le travail avec les organes conventionnels et les rapporteurs spéciaux, le but étant de leur faire encore mieux mesurer les effets du VIH/SIDA sur les groupes vulnérables et de les informer des conséquences de la maladie dans différents pays. Cela se traduira notamment par un soutien aux travaux des organes conventionnels lors de l'examen des rapports présentés par les États Parties, consistant à s'assurer que les membres des comités disposent de données nationales exactes et pertinentes sur le VIH/SIDA. Il est aussi prévu d'aider et d'encourager les institutions nationales, les ONG, les organismes d'aide aux victimes du SIDA et autres groupes intéressés à préparer des rapports parallèles à l'intention des organes conventionnels concernés.
- Fournir un appui aux rapporteurs spéciaux concernés afin qu'ils continuent à s'intéresser aux questions liées au VIH/SIDA dans le cadre de leur mandat.
- Préparer des informations aisément accessibles sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme; elles prendront notamment la forme de fiches d'information, de réponses à des questions souvent posées, de notes pour des actions de sensibilisation; quant aux *Directives internationales sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme*, elles seront simplifiées. Ces publications sont destinées au personnel du HCDH en poste sur le terrain et aux équipes de pays des Nations Unies.

RÉSULTATS ESComPTÉS

La rédaction et la diffusion d'un manuel pratique et facile à utiliser sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme à l'intention des institutions nationales de défense des droits de l'homme devraient rendre ces dernières mieux à même d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et programmes de lutte contre les discriminations liées au VIH/SIDA. On esCompte aussi que les activités et rapports des organes conventionnels, des rapporteurs spéciaux et des experts indépendants seront davantage axés sur le VIH/SIDA et tiendront davantage compte de ces questions. Le soutien accru apporté aux équipes de pays des Nations Unies en ce qui concerne le VIH/SIDA et les droits de l'homme permettra de mieux coordonner et d'intensifier les activités dans ce domaine.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires en dernier ressort seront les personnes exposées à l'infection au VIH/SIDA et celles qui sont déjà infectées. Les gouvernements et organisations seront également bénéficiaires dans la mesure où ils prendront davantage conscience des rapports existant entre VIH/SIDA et droits de l'homme. Ces activités seront également profitables au Haut-Commissariat, aux mécanismes de défense des droits de l'homme et aux équipes de pays des Nations Unies, qui seront mieux à même de faire face à cette question complexe et délicate.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Ces activités sont menées à bien par le groupe du droit au développement du Service de la recherche et du droit au développement. Aux termes d'un protocole d'accord, l'ONUSIDA est le principal partenaire d'exécution. La plupart des activités seront financées directement par l'ONUSIDA. Par ailleurs, le HCDH œuvrera en étroite collaboration avec de multiples partenaires actifs dans la lutte contre le VIH/SIDA, notamment des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des membres de la société civile.

BUDGET PERSONNES TOUCHÉES PAR LE VIH/SIDA

Dollars É.-U.


Dépenses de personnel	113.410
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	7.960
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	12.360
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	3.170
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	1.500
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	138.400
Dépenses d'appui au programme	18.000
Total	156.400

MINORITÉS

CONTEXTE

Les droits des minorités font partie des droits de l'homme et les droits de l'homme sont considérés comme la pierre angulaire du monde juste et pacifique envisagé par la Charte. La promotion et la protection des droits des minorités sont étroitement liées à la démocratisation, au développement humain durable, au respect de la diversité culturelle et à la prévention des conflits. La Déclaration du Millénaire comme le programme de réforme du Secrétaire général mettent l'accent sur la nécessité de renforcer la capacité des pays de mettre en œuvre les principes de la démocratie et du respect des droits de l'homme et notamment des droits des minorités.

Les principaux objectifs des réunions sous-régionales consacrées à la question des minorités sont de favoriser le dialogue des minorités entre elles et avec la population majoritaire, de mieux cerner les approches sous-régionales par une mise en commun des expériences acquises en matière de protection et de promotion des droits des minorités, de mieux faire connaître l'action de l'ONU sur les questions relatives aux minorités et de donner aux communautés minoritaires les moyens de se prendre en charge. Dispenser une formation sur la manière d'utiliser les mécanismes de défense des droits de l'homme avec l'aide d'organisations régionales, d'institutions nationales et d'autres organismes des Nations Unies est un aspect important de cette démarche. Le *Guide des Nations Unies pour les groupes minoritaires*, publié dans les six langues officielles de l'ONU, propose un matériel pédagogique de base au sujet de ces questions.

Article 15 
 Tout individu a droit
 à une nationalité.
 Nul ne peut être
 arbitrairement privé
 de sa nationalité,
 ni du droit de changer
 de nationalité.

OBJECTIFS

Le Haut-Commissariat planifiera des activités pour les régions Asie-Pacifique et de l'Afrique, en vue de diffuser des informations sur la promotion et la protection des droits des minorités.

ACTIVITÉS EN 2004

- Favoriser la coopération interorganisations visant à protéger les droits des groupes minoritaires. Le Haut-Commissariat conviera des experts extérieurs ainsi que les membres du Groupe de travail sur les minorités et des représentants d'organismes des Nations Unies à réfléchir aux moyens d'améliorer la coopération interorganisations sur les questions relatives aux minorités et aux possibilités qui s'offrent pour mieux protéger les groupes minoritaires à l'échelon des pays.
- Renforcer la protection des groupes minoritaires. Le Haut-Commissariat conviera des experts extérieurs ainsi que ceux qui sont membres du Groupe de travail et des représentants d'États intéressés à une journée de consultations informelles pour envisager différentes possibilités de faire évoluer la protection des minorités.
- Développer les compétences des organisations de groupes minoritaires en matière de droits de l'homme. Un deuxième atelier sur les droits des minorités (le premier s'étant tenu en 2003) sera organisé à l'intention de représentants de minorités avant la session annuelle du Groupe de travail, ce qui facilitera la participation de représentants des minorités à ladite session.
- Œuvrer en faveur du dialogue interculturel et des droits des minorités à l'échelon régional. Le Haut-Commissariat organisera deux séminaires sous-régionaux, l'un en Afrique et l'autre en Asie; les participants y recevront une formation sur les normes et mécanismes internationaux et sur les moyens d'agir efficacement au sein du système des Nations Unies en ce qui concerne les questions relatives aux minorités.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Des organismes des Nations Unies, organisations intergouvernementales régionales, institutions nationales et ONG se chargeront des activités décrites ci-dessus, avec l'aide d'un spécialiste des droits de l'homme en poste à Genève.

BÉNÉFICIAIRES

Les principaux bénéficiaires seront en fin de compte les représentants des minorités et la société civile, grâce à l'appui donné à la diffusion d'informations sur la promotion et la protection des droits des personnes appartenant à des groupes minoritaires, notamment par l'intermédiaire des dispositifs nationaux de défense des droits de l'homme.

BUDGET MINORITÉS

	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	113.410
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	23.500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	8.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	167.828
Services contractuels	6.150
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	318.888
Dépenses d'appui au programme	41.500
Total	360.388

PEUPLES AUTOCHTONES

CONTEXTE

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a pour mission de mener à bien un certain nombre d'activités visant à promouvoir les droits fondamentaux des peuples autochtones. En particulier, il organise les sessions annuelles du Groupe de travail sur les populations autochtones et du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones, apporte son appui au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, entreprend des activités au titre de la Décennie internationale des populations autochtones et dispense une formation à des autochtones grâce au programme de bourses pour autochtones. Le HCDH veille aussi au bon fonctionnement du Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones et du Fonds

de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones, qui ont l'un et l'autre été créés par l'Assemblée générale et sont administrés respectivement par un conseil d'administration et par un groupe consultatif.

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS EN 2004

- **Mise en œuvre et suivi des recommandations du Rapporteur spécial:** dans le but d'assurer un suivi plus précis et plus efficace des recommandations du Rapporteur spécial sur la situation des populations autochtones et des recommandations pertinentes formulées dans le cadre d'autres procédures spéciales et par les organes conventionnels, le Haut-Commissariat organisera une réunion dans l'un des pays où le Rapporteur spécial s'est rendu afin de mettre au point un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations. Des organismes gouvernementaux, des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des organisations autochtones et non gouvernementales et l'équipe de pays des Nations Unies y seront conviés.
- **Implication de la société civile:** en 2002, le Haut-Commissariat a organisé une rencontre entre sociétés privées d'extraction de ressources naturelles et peuples autochtones afin de discuter des conséquences favorables et défavorables pour les terres et les communautés autochtones de l'activité minière et d'autres activités de développement. Les participants ont souhaité que le HCDH organise une nouvelle rencontre analogue, recommandation qui a été appuyée par la Sous-Commission à sa session de 2003. Cette deuxième réunion aurait pour but de donner aux États, aux représentants du secteur privé et aux peuples autochtones l'occasion d'élaborer un cadre ou des directives en matière de droits de l'homme à l'intention des sociétés d'extraction de ressources naturelles souhaitant opérer dans des zones autochtones. Cette réunion serait mise sur pied en coopération avec les organismes des Nations Unies compétents.
- **Renforcement des capacités de la jeunesse autochtone:** en juillet et août 2004, Barcelone accueillera un important forum destiné à favoriser la diversité culturelle. Le Haut-Commissariat a été invité à en être l'un des partenaires et le Forum culturel de Barcelone a prévu un financement en vue de s'assurer la participation de jeunes autochtones, dont le nombre pourra atteindre 70. Le HCDH a déjà pris contact avec tous les bénéficiaires de bourses pour autochtones, avec lesquels trois événements vont être organisés: une évaluation

du programme de bourses pour autochtones du HCDH, qui est maintenant à sa huitième année, un forum mondial de la jeunesse autochtone qui sera l'occasion d'évaluer la Décennie internationale et de définir les priorités pour les années à venir, et une manifestation culturelle pour célébrer la Journée internationale des peuples autochtones, le 9 août. Ce projet nécessitera un financement partiel au titre de l'Appel annuel.

- **Promotion de la participation des autochtones aux activités de développement menées par les Nations Unies à l'échelon des pays:** dans le cadre du Programme conjoint PNUD/HCDH sur le renforcement des droits de l'homme (HURIST), le Haut-Commissariat va entreprendre une action conjointe visant à favoriser la participation des peuples autochtones à toutes les étapes de la mise au point des programmes de pays. Il s'agit d'un projet pilote financé par le PNUD, ne nécessitant pas d'appui financier au titre de l'Appel annuel.
- **Appui à l'Instance permanente sur les questions autochtones:** l'Instance permanente a demandé que les organismes du système des Nations Unies entreprennent des activités axées sur les peuples autochtones. En fonction des ressources disponibles, le Haut-Commissariat apportera sa contribution en participant à un atelier sur la collecte des données, en analysant l'action des organes conventionnels en faveur des peuples autochtones et en organisant des ateliers régionaux sur les questions autochtones. Ce projet nécessitera un financement partiel au titre de l'Appel annuel.

Article 27 <

1. Toute personne
a le droit de prendre part
librement à la vie culturelle
de la communauté, de jouir
des arts et de participer
au progrès scientifique
et aux bienfaits qui
en résultent.

2. Chacun a droit
à la protection des
intérêts moraux et matériels
découlant de toute production
scientifique, littéraire
ou artistique dont
il est l'auteur.

RÉSULTATS ESComPTÉS

Ces activités devraient renforcer les capacités des peuples autochtones en matière de défense des droits de l'homme, favoriser la mise en œuvre des recommandations du Rapporteur spécial, encourager les initiatives interorganisations visant à intégrer les droits des autochtones dans la planification d'ensemble du développement et sa mise en œuvre, et permettre d'élaborer des principes directeurs pour les activités des sociétés privées d'exploitation des ressources opérant dans des zones autochtones.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Ces activités, menées par le groupe des autochtones et des minorités du Service de la recherche et du droit au développement, englobent depuis juillet 2003 le Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones et le Fonds de contributions volontaires pour la décennie internationale des populations autochtones. Elles sont organisées en étroite coopération avec les peuples autochtones (les communautés prenant parfois l'initiative des projets et les exécutant) et avec d'autres organismes des Nations Unies. On fera aussi appel à la coopération des sociétés d'extraction des ressources naturelles qui ont témoigné de l'intérêt pour l'élaboration de principes directeurs relatifs à leurs opérations dans des zones autochtones.

BUDGET PEUPLES AUTOCHTONES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	113.410
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	15.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	21.120
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	49.800
Services contractuels	1.028
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	7.000
Total partiel	207.358
Dépenses d'appui au programme	27.000
Total	234.358

FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES POPULATIONS AUTOCHTONES

Participation des peuples autochtones aux activités des Nations Unies qui les concernent:

depuis 1985, le Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones a aidé des centaines de représentants autochtones à participer à d'importantes réunions des Nations Unies – initialement le Groupe de travail sur les populations autochtones et maintenant le Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de déclaration et l'Instance permanente. Le Fonds permet une représentation géographique équitable ainsi que la participation aux réunions de l'ONU de communautés autochtones qui, sans son aide, n'auraient pas les moyens de prendre part à ces activités. En mars 2004, le Conseil d'administration du Fonds, composé d'experts autochtones, se réunira pour formuler des recommandations pour l'attribution de quelque 120 subventions. Les contributions à ce Fonds devraient être versées avant mars 2004.

BUDGET FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES POPULATIONS AUTOCHTONES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	0
Personnel du Haut-Commissariat	13.700
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	296.035
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	309.735
Dépenses d'appui au programme	40.265
Total	350.000

FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA DÉCENNIE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

- **Renforcement de la capacité des organisations autochtones dans le domaine des droits de l'homme:**

en 2003, un projet pilote visant à mettre sur pied un nouveau programme d'ateliers de formation aux droits de l'homme s'appuyant sur l'initiative des communautés a bénéficié de l'aide du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale. Ce projet a été très apprécié et quatre ateliers semblables fondés sur l'initiative communautaire sont envisagés pour 2004. Des organisations autochtones reçoivent une subvention modique pour organiser elles-mêmes un atelier de formation aux droits de l'homme et le Haut-Commissariat prodigue des conseils et met à disposition du matériel de formation, le projet étant réalisé en partenariat par le HCDH et la communauté intéressée.

- **Octroi de petites subventions pour des projets entrepris par les peuples autochtones:** depuis la création du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale, les organisations autochtones ont été invitées à soumettre des projets au Haut-Commissariat en vue d'un éventuel financement. Le coordonnateur de la Décennie a créé un groupe consultatif appelé à l'aider à sélectionner des projets prometteurs et à donner des avis sur d'autres activités prévues dans le cadre de la Décennie. Le nombre de projets autochtones dépasse maintenant de très loin les capacités de financement du Fonds. Le groupe consultatif n'en fera pas moins des recommandations au coordonnateur pour des projets dont le financement pourrait être envisagé en 2004.

- **Bilan de la Décennie et perspectives d'avenir:** la Décennie internationale des populations autochtones prendra fin en décembre 2004. Le Secrétaire général présentera un rapport succinct sur la Décennie aux organes délibérants de l'ONU. Pour compléter ce rapport, le coordonnateur de la Décennie préparera une publication où il décrira brièvement quelques-unes des activités réalisées aux échelons national et international au cours des 10 années écoulées. Les organisations autochtones auront la possibilité de présenter un bilan des effets de la Décennie dans leur région et de faire des recommandations sur les activités qui pourraient être entreprises en coopération à l'avenir. Le groupe consultatif du Fonds de contributions volontaires examinera

des propositions en vue de la tenue de ces consultations régionales et d'une manifestation qui pourrait être organisée pour marquer la fin de la Décennie.

Les contributions à ce Fonds devraient être versées avant mars 2004.

Article 29 <

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

BUDGET

FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA DÉCENNIE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	0
Personnel du Haut-Commissariat	7.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	19.400
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	239.087
Total partiel	265.487
Dépenses d'appui au programme	34.513
Total	300.000

VICTIMES DE L'ESCLAVAGE

CONTEXTE

En dépit de l'existence de normes internationales et de législations nationales interdisant la servitude pour dette, la prostitution forcée, la traite des êtres humains, le travail forcé des enfants et les formes extrêmes du travail des enfants, ces formes contemporaines d'esclavage persistent et, dans le cas de la traite des femmes, prennent de l'ampleur. Le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a été créé pour permettre aux représentants d'ONG s'occupant de cette question de participer aux sessions du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage et d'apporter une aide humanitaire, juridique et financière aux victimes de ces formes d'esclavage.

Le Fonds est géré par le Secrétaire général assisté d'un conseil d'administration. Ce Conseil se compose de cinq experts connaissant bien ce domaine des droits de l'homme, nommés par le Secrétaire général pour un mandat renouvelable de trois ans. Ils siègent à titre personnel. La neuvième session du Conseil d'administration doit se tenir à Genève du 26 au 30 janvier 2004.

Article 4
Nul ne sera tenu
en esclavage ni en
servitude;
l'esclavage et la
traite des esclaves
sont interdits sous
toutes leurs formes.

ACTIVITÉS EN 2004

Aider des représentants de la société civile afin qu'ils puissent assister aux réunions du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage: en participant aux délibérations du Groupe de travail, les victimes de formes contemporaines d'esclavage et les chefs de projets apportent un point de vue irremplaçable sur cette question et contribuent à ce que les gouvernements prennent davantage conscience du problème. La prochaine session du Groupe de travail doit se tenir à Genève

en juin 2004. Le thème principal de la session, dont le Conseil d'administration tiendra compte lorsqu'il recommandera l'octroi de subventions pour frais de voyage, sera «le travail forcé».

Octroyer de petites subventions pour des projets concrets:

des projets d'assistance humanitaire, juridique et financière à des victimes de formes contemporaines d'esclavage dans toutes les régions du monde bénéficient de petites subventions du Fonds. Les projets présentés par des organisations travaillant sur le terrain et subventionnés par le Fonds concernent toute une série de problèmes et notamment la traite à des fins d'exploitation sexuelle, l'esclavage domestique, le travail des enfants et la servitude pour dette; nombre de ces projets sont destinés à aider des femmes et des enfants qui ont été réduits en esclavage. La nature des projets proposés varie en fonction des besoins particuliers des bénéficiaires et du contexte. Par exemple, un objectif que l'on retrouve fréquemment dans les projets destinés à aider les enfants victimes de l'esclavage ou les travailleurs asservis tend à leur fournir une aide pour qu'ils retournent à l'école ou suivent une formation extra-scolaire et professionnelle. D'autres projets tendent à créer des centres d'accueil pour les victimes de la traite, où celles-ci trouveront une aide multiforme comprenant le logement, la nourriture, une aide juridique, un soutien psychosocial et des soins médicaux. La plupart de ces projets comportent aussi une composante de sensibilisation du public aux droits de l'homme et en particulier aux nouvelles formes d'esclavage.

Les contributions au Fonds devraient être versées avant décembre 2003, car le Conseil d'administration tiendra sa neuvième session en janvier 2004.

BUDGET VICTIMES DE L'ESCLAVAGE	
	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	0
Personnel du Haut-Commissariat	10.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	65.000
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	146.239
Total partiel	221.239
Dépenses d'appui au programme	28.761
Total	250.000

VICTIMES DE LA TORTURE

CONTEXTE


Le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture est un fonds de caractère général créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/151 du 16 décembre 1981. Ce fonds a pour mandat de redistribuer les contributions volontaires reçues des gouvernements, d'ONG et de particuliers à des ONG prestataires d'une aide humanitaire aux victimes de la torture et aux membres de leur famille. Le Fonds est géré par le Secrétaire général, assisté d'un conseil d'administration composé d'experts nommés par le Secrétaire général pour un mandat renouvelable de trois ans.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lors de sa session annuelle, en mai, le Conseil examine les rapports explicatifs et financiers sur l'utilisation faite des subventions accordées précédemment, adopte des recommandations sur les demandes de nouvelles subventions, rencontre des chefs de projets et des donateurs, consulte le Rapporteur spécial sur la torture et le Comité contre la torture et adopte, à l'adresse du Secrétaire général, d'autres recommandations sur les activités du Fonds. En juin-juillet, le Haut-Commissaire prend des décisions, au nom du Secrétaire général, sur la base des recommandations du Conseil. La vingt-troisième session du Conseil aura lieu du 10 au 27 mai 2004 à Genève. Comme le Conseil a recommandé d'attribuer tous les fonds disponibles à sa vingt-deuxième session, il prie instamment le Secrétaire général de lancer un appel pour de nouvelles contributions.

Année	Montant des demandes d'aide	Montant des demandes accordées	Pourcentage de demandes approuvées	Taux d'exécution
2004	14.000.000			
2003	13.340.781	7.222.691	54%	(*)
2002	12.055.638	7.815.070	65%	87%
2001	11.119.341	8.009.842	72%	92%
2000	10.000.000	7.000.000	70%	84%

* Le taux d'exécution pour l'année 2003 sera disponible en mai 2004, avant la prochaine session du Conseil.

Article 5 
 Nul ne sera soumis
 à la torture,
 ni à des peines
 ou traitements
 cruels, inhumains
 ou dégradants.

TYPE D'ASSISTANCE ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

L'Assemblée générale et le Secrétaire général déterminent le type d'assistance fournie par les organisations qui reçoivent des subventions du Fonds, sur recommandation du Conseil; il s'agit principalement d'aide psychologique, médicale, sociale, juridique et économique. La proportion de projets apportant un ou plusieurs types spécifiques d'assistance aux victimes de la torture a fortement augmenté entre 1997 et 2002, passant de 61 % à 82 % pour l'aide psychologique, de 58 % à 79 % pour l'aide médicale, de 46 % à 69 % pour l'aide sociale, de 13 % à 51 % pour l'aide juridique et de 0 à 20 % pour l'aide économique. Les demandes d'assistance examinées à la 22ème session confirment que le nombre de projets visant à apporter une aide directe et multi-sectorielle aux victimes de la torture et à leurs proches est en augmentation.

◆ AIDE PSYCHOLOGIQUE

La plupart des organisations recevant une subvention du Fonds (87 % en 2002) proposent une aide psychologique destinée à aider les victimes à surmonter le traumatisme psychologique qu'elles ont subi. Ce type d'assistance fait appel à différents traitements, notamment cliniques, psychanalytiques et comportementaux et a pour but d'amener la victime à se distancier du traumatisme, à l'identifier et à l'accepter, pour se réinsérer progressivement dans la société. Les psychologues et psychiatres qui prennent en charge les victimes de la torture sont souvent des spécialistes de ces problèmes ayant l'expérience du traitement des troubles post-traumatiques. Outre ces prises en charge individuelles, de nombreuses organisations offrent également, le cas échéant, des thérapies familiales ou de groupe.

◆ AIDE MÉDICALE

L'aide médicale est la deuxième forme la plus courante d'assistance dispensée par les organisations subventionnées par le Fonds (79 % en 2002). Elle vise à traiter les séquelles physiques de la torture. Après un premier diagnostic posé par un généraliste, le traitement est généralement confié à des spécialistes en traumatologie et médecine d'urgence, à des chirurgiens, orthopédistes, neurologues, dermatologues, gynécologues, urologues, etc. Les soins initiaux sont souvent assortis de traitements paramédicaux tels que physiothérapie ou soins infirmiers. Cette aide est dispensée soit directement par les organisations subventionnées par le Fonds, soit par des établissements de soins partenaires et des professionnels auxquels les patients sont adressés, l'organisation couvrant les frais encourus, y compris à l'occasion les transports.

◆ AIDE SOCIALE

L'aide sociale a pour but la réinsertion des victimes: elle peut prendre la forme d'une formation professionnelle destinée à leur faire acquérir des compétences dans tel ou tel domaine, par exemple en informatique, couture, secrétariat ou mécanique, ce qui peut leur permettre ensuite de trouver un emploi. Ce type d'assistance joue aussi un rôle thérapeutique essentiel en donnant aux victimes l'occasion de reprendre confiance en leurs capacités et de recouvrer leur dignité. Dans le cas de personnes âgées et handicapées qui ont été victimes de torture, on choisira peut-être de leur faciliter l'accès aux services sociaux, de les adresser à des institutions charitables ou de leur procurer des soins à domicile.

◆ AIDE JURIDIQUE

Dans le cas de victimes de la torture en quête d'asile, ce type d'assistance consiste à les aider à constituer les dossiers requis par le pays d'accueil pour obtenir le statut de réfugié. Les conseillers juridiques travaillant pour les organisations subventionnées s'emploient aussi à faire valoir les droits sociaux et familiaux des requérants.

D'une façon plus générale, l'aide juridique participe de la lutte contre l'impunité car elle amène à effectuer des démarches auprès des autorités nationales, régionales et internationales compétentes pour que les victimes de la torture obtiennent réparation et soient indemnisées. Les subventions du Fonds couvrent les frais d'avocat, de comparution devant les tribunaux, de traduction et de procédure.

◆ AIDE FINANCIÈRE

Dans les régions les plus démunies, l'aide financière permet aux victimes dont les besoins fondamentaux, nécessaires à la survie, ne sont que partiellement couverts d'accéder plus facilement à d'autres types d'assistance. Dans certains cas, cette aide prend la forme de petits versements en espèces permettant aux victimes sans emploi de subvenir à leurs besoins essentiels et à ceux de leur famille – nourriture, vêtements et logement par exemple. Dans d'autres cas, l'aide financière servira à payer en partie les frais de scolarité des enfants de la victime. L'aide financière indirecte peut se traduire par le remboursement des frais de voyage d'une victime appelée à se déplacer régulièrement pour recevoir un traitement médical ou psychologique, ou encore ceux de ses proches qui lui rendent visite dans l'établissement de soins où elle est traitée. Certains bénéficiaires reçoivent des dons en nature tels que nourriture, ustensiles, outils et vêtements.

TENDANCES

Les premiers projets financés par le Fonds visaient avant tout à fournir aux victimes de la torture des soins psychologiques et médicaux. Par la suite, les projets ont procédé d'une démarche plus globale et l'assistance aux victimes de la torture s'est aussi étendue aux aspects sociaux, juridiques et financiers. Cette approche s'est révélée plus efficace pour aider les victimes de la torture à faire face aux séquelles du traumatisme subi, à retrouver leur dignité et à se réinsérer dans la société.

On notera que 54 % des victimes secourues en 2002 étaient des hommes et 46 % des femmes; 86 % des victimes étaient des adultes âgés de 18 à 60 ans, 6 % étaient des enfants et 8 % des personnes âgées. Ces chiffres concernent les victimes de la torture et leur famille.

LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES

En application de la résolution 2003/32 de la Commission des droits de l'homme, le Haut-Commissariat a entrepris une évaluation indépendante du Fonds et de ses activités, y compris les enseignements tirés de celles-ci, dans le but d'en améliorer encore l'efficacité.

Considérant que 2006 marquera le 25^{ème} anniversaire du Fonds, le Conseil a recommandé que le Haut-Commissariat publie un

ouvrage présentant des témoignages de victimes de la torture, de professionnels de la santé, de juristes et de travailleurs sociaux ayant bénéficié de l'aide du Fonds ainsi que des exposés de membres passés ou présents du Conseil d'administration.

APPROBATION DES SUBVENTIONS

Les demandes de subventions doivent être présentées avant le 30 novembre de chaque année pour examen préalable par le secrétariat du Fonds. Les demandes jugées recevables sont examinées par le Conseil d'administration à sa session annuelle, en mai. Tous les requérants sont informés des décisions prises à la mi-juillet. Les subventions sont versées en août. Les bénéficiaires doivent soumettre des rapports explicatifs et financiers satisfaisants sur l'utilisation faite des subventions avant le 30 novembre. Le secrétariat du Fonds demande aux organisations subventionnées de communiquer des données sur le nombre de victimes secourues, le sexe et l'âge des victimes et le type d'assistance que le Fonds a contribué à financer. Les personnes à inclure dans les chiffres communiqués par ces organisations doivent être non seulement les victimes directes, mais aussi les membres de leur famille ayant bénéficié de l'aide du Fonds.

RECOMMANDATIONS DE SUBVENTIONS POUR 2003

À sa 22ème session (Genève, 12-28 mai 2003), le Conseil d'administration a été saisi de demandes de subventions s'élevant à quelque 13 millions de dollars E.-U. En juillet, le Haut-Commissaire par intérim, agissant au nom du Secrétaire général et sur les recommandations du Conseil d'administration, a approuvé un montant de 7,2 millions de dollars de nouvelles subventions à répartir entre 186 projets dans 68 pays en 2003/2004. Une aide d'urgence de quelque 50.000 dollars a aussi été approuvée. L'intégralité des ressources du Fonds a ainsi été allouée.

RAPPORTS

Le Secrétaire général fait rapport une fois par an sur les activités du Fonds et de son Conseil d'administration à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme. Les rapports

les plus récents sont le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/58/284) et à la Commission (E/CN.4/2003/61 et Add.1).

FINANCEMENT

Dans leurs résolutions, l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme en ont appelé à tous les gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils versent une contribution annuelle au Fonds, de préférence pour le 1er mars, avant la session annuelle du Conseil. Le taux d'exécution montre que le Fonds dépense systématiquement plus de 80 % des montants approuvés pour les subventions avant la session suivante du Conseil. Le solde correspond à des subventions en attente pour lesquelles un complément d'information est nécessaire avant qu'elles ne soient versées. Le taux d'exécution pour 2003 sera connu en mai 2004, avant la prochaine session du Conseil.

BUDGET VICTIMES DE LA TORTURE

	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	0
Personnel du Haut-Commissariat	60.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	63.770
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	6.513.398
Total partiel	6.637.168
Dépenses d'appui au programme	862.832
Total	7.500.000



SUIVI DE LA CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le groupe antidiscrimination du Haut-Commissariat s'efforce de faciliter la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Au niveau mondial, il assure le service des mécanismes de suivi de la Conférence mondiale créés en application des résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, établit des rapports destinés à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et à la Commission des droits de l'homme, élabore une base de données conformément à la demande formulée dans le Programme d'action de Durban, encourage la ratification de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et fait connaître les activités de son Comité, et élabore diverses publications. Au niveau régional, le groupe a organisé quatre séminaires d'experts sur la mise en œuvre du Programme d'action et plusieurs réunions consacrées à des thèmes plus spécifiques. Il exécute en outre des projets de coopération technique au niveau national. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est l'institution à qui incombe au premier chef la responsabilité d'intégrer le Programme d'action de Durban aux mandats, programmes et projets des Nations Unies et il a entrepris des activités en commun avec l'UNESCO, le BIT et l'OMS. Le groupe antidiscrimination travaille aussi avec des ONG et des organisations de jeunes en vue d'encourager la société civile à lutter contre le racisme.

ACTIVITÉS EN 2004

◆ ACTIVITÉS MONDIALES

- Cinq spécialistes éminents nommés en juin 2003 assureront le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action (résolution 56/266 de l'Assemblée générale, résolutions 2002/68 et 2003/30 de la Commission des droits de l'homme). Il s'agit des personnes suivantes: M. Martti Ahtisaari (Finlande), le prince El Hassan bin Talal (Jordanie), Mme Hanna Suchocka (Pologne), Mme Edna Maria Santos Roland (Brésil) et M. Salim Ahmed Salim (Tanzanie).
- Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine étudiera la discrimination raciale dont font l'objet les personnes d'ascendance africaine et proposera des mesures pour résoudre ce problème (résolutions 2002/68 et

2003/30 de la Commission des droits de l'homme). Les membres du Groupe sont: M. Peter Lesa Kasanda (Zambie), M. George N. Jabbour (République arabe syrienne), Mme Irina Zlatescu (Roumanie), M. Roberto B. Martins (Brésil) et M. Joe Frans (Suède).

- Le Groupe de travail intergouvernemental sur le suivi de la Conférence mondiale tiendra sa deuxième session du 26 janvier au 6 février 2004. Il a pour mandat de faire des recommandations sur la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action et de préparer des normes internationales complémentaires pour renforcer et mettre à jour les instruments internationaux de lutte contre le racisme sous tous ses aspects.

Le groupe antidiscrimination assure le service des trois Groupes. Pour aider le Groupe de travail d'experts et le Groupe de travail intergouvernemental, il élaborera des programmes de travail détaillés dans les domaines choisis par ces derniers à leurs dernières sessions.

Établissement de rapports

Le groupe antidiscrimination présentera à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des rapports sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban par différentes parties intéressées, sur les réunions des cinq spécialistes, du Groupe de travail intergouvernemental et du Groupe de travail d'experts, ainsi que sur les séminaires régionaux d'experts qu'il a organisés.

Élaboration d'une base de données

L'accent sera mis sur l'achèvement d'une étude des meilleures méthodes et du réaménagement du site Internet qui ont tous deux commencé en 2003. La première étape de la création d'une base de données consistera à commencer à mettre en ligne sur son site Internet la législation nationale, les instruments régionaux et internationaux, les plans d'action nationaux et les projets de coopération technique pour lutter contre le racisme.

Instruments relatifs aux droits de l'homme

Le groupe antidiscrimination continuera d'inviter des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à contribuer à ses activités et à organiser des sessions d'information à l'intention des ONG.

◆ ACTIVITÉS RÉGIONALES

En collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le groupe antidiscrimination organisera à Bangkok un séminaire d'experts à l'intention des États de l'Asie et du Pacifique. Des experts des mécanismes des Nations Unies et des organes conventionnels, des universitaires et des représentants d'institutions nationales et d'ONG de la région seront invités à présenter des documents d'information et seront encouragés à adopter des recommandations sur la mise en œuvre à l'échelon national du Programme d'action de Durban.

◆ ACTIVITÉS NATIONALES

Une assistance financière sera offerte aux ONG de quelque 14 pays dans différentes régions par l'intermédiaire du projet ACT du programme commun HCDH/PNUD d'éducation aux droits de l'homme axé sur la lutte contre le racisme et la xénophobie.

◆ LIAISON AVEC DES PARTENAIRES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS RÉGIONALES

Le groupe antidiscrimination a entrepris un certain nombre d'activités visant à intégrer pleinement le Programme d'action de Durban dans les mandats, les programmes et les projets exécutés par des institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations internationales et régionales. Ses activités régulières consistent notamment à :

- Organiser des réunions interinstitutions à Genève, pour informer d'autres institutions sur le suivi de la Conférence mondiale et examiner de futures activités communes;
- Distribuer aux correspondants d'autres institutions des renseignements sur le suivi de la Conférence mondiale;
- Participer à des réunions organisées par des partenaires, comme le Centre européen de surveillance sur le racisme et la xénophobie (EUMC), l'OSCE, l'UNESCO, la Banque mondiale et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS); et
- Encourager d'autres institutions à faire des déclarations, rédiger des documents ou participer activement à des réunions des Groupes de travail et fournir des renseignements sur leurs activités de mise en œuvre en vue des rapports qui seront soumis à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme.

Le groupe antidiscrimination mettra la dernière main à une publication élaborée conjointement avec l'UNESCO, qui vise à combattre le racisme et encourager la tolérance.

Avec l'OPS, le groupe organisera à Santiago du Chili une réunion d'experts s'intéressant à la fourniture de services de santé aux communautés défavorisées d'Amérique latine et des Caraïbes. Cette réunion débouchera sur une série de recommandations qui pourraient aider l'OPS et ses États membres à élaborer des politiques et des programmes permettant de cibler plus efficacement les groupes défavorisés et d'aider les États à appliquer les dispositions du Programme d'action de Durban et de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies qui se rapportent à la santé.

◆ LIAISON AVEC LES INSTITUTIONS NATIONALES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Le groupe antidiscrimination suivra avec l'équipe des institutions nationales du Haut-Commissariat l'utilisation faite des bourses attribuées à des institutions nationales en 2003. Il aidera aussi à organiser et à assurer le service de la table ronde d'Auckland sur le racisme visant à renforcer la mise en œuvre du Programme d'action de Durban en le rendant plus accessible aux partenaires.

◆ LIAISON AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

D'une manière générale, le groupe antidiscrimination:

- Échange des informations avec les ONG;
- Facilite la participation des ONG aux réunions de suivi de la Conférence mondiale contre le racisme et à d'autres manifestations dont il assure l'organisation; et
- Encourage les ONG à lui communiquer des informations sur leurs activités en vue des rapports à soumettre à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme.

Les ONG avec lesquelles le groupe entretient des relations sont notamment les organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui militent contre le racisme et les 1.300 ONG qui avaient été accréditées à la Conférence mondiale.

Le groupe organisera quatre réunions d'information à l'intention des ONG dans le cadre de réunions clés de diverses organisations telles que la Commission interaméricaine des droits de l'homme, la Commission africaine des droits de l'homme et la Conférence des organisations non gouvernementales (CONGO). Ces réunions auront pour objectif:

- De faire mieux connaître les résultats de la Conférence mondiale contre le racisme;

- De faciliter la participation des ONG au suivi de la Conférence;
- De recenser les questions prioritaires avec des défenseurs des droits civils et des militants de la justice sociale; et
- D'offrir une formation sur le cadre juridique international de lutte contre le racisme, et en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

◆ LIAISON AVEC LES JEUNES

La participation des jeunes à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance est au cœur des priorités du groupe antidiscrimination depuis sa création. Il rassemble des renseignements auprès d'associations de jeunes et d'ONG qui travaillent avec les jeunes pour en faire état dans ses rapports à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme et finance certaines activités exécutées par des ONG, des associations de jeunes et des institutions nationales afin de lutter contre le racisme. En coopération avec l'équipe du Haut-Commissariat chargée de la méthodologie, de la formation et de l'éducation, le groupe a mis en place un concours de dessins d'enfants illustrant la Déclaration universelle des droits de l'homme.

En 2004, le groupe achèvera l'exécution du projet ACT de lutte contre le racisme et la xénophobie qui attribue une part non négligeable de ses subventions à des initiatives concernant les jeunes. Dans le souci de mettre les jeunes en garde contre le racisme dans le sport, le groupe explorera en outre des possibilités de coopération avec la Fédération internationale de Football Association (FIFA). Il s'efforcera aussi de poursuivre la coopération avec l'UNESCO pour souligner le rôle des jeunes dans la lutte contre le racisme.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Par ses activités d'information et de sensibilisation, le groupe veillera à ce que la Déclaration et le Programme d'action de Durban demeurent au premier plan des préoccupations de ceux qui ont été chargés d'assurer la mise en œuvre de ses dispositions, à savoir les États, les organes de l'ONU, les institutions spécialisées, les organisations internationales et régionales, les parlementaires, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les ONG, la société civile, le secteur privé et les jeunes. Le site Internet du groupe antidiscrimination, sa base de données et ses diverses publications fourniront des renseignements pertinents à tous ceux qui s'intéressent à la

lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires immédiats seront notamment les participants aux réunions dont le groupe assure l'organisation et les destinataires des renseignements fournis par le groupe concernant le suivi de la Conférence.

FINANCEMENT

Sur les sept postes de la catégorie des administrateurs et les deux postes de la catégorie des services généraux prévus pour le groupe antidiscrimination, trois postes de la catégorie des administrateurs et un poste de la catégorie des services généraux sont financés par le budget ordinaire et l'un des administrateurs est un administrateur auxiliaire. Le budget ordinaire prévu pour l'exercice 2004-2005 s'élève à 495.400 dollars É.-U. pour 2004 pour soutenir le Programme d'action de Durban. Le groupe sollicite des contributions volontaires pour financer deux postes de spécialistes des droits de l'homme, un poste de responsable de la liaison avec les ONG et un poste au titre du personnel d'appui.

BUDGET SUIVI DE LA CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME	
	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	424.300
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	79.200
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	122.100
Services contractuels	8.800
Dépenses générales de fonctionnement	1.900
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	636.300
Dépenses d'appui au programme	82.700
Total	719.000



RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DU HAUT-COMMISSARIAT

INTRODUCTION

Ce chapitre est consacré aux activités de gestion et d'élaboration des politiques qui relèvent du Cabinet, au travail de relations extérieures assuré par le nouveau Service des relations extérieures et aux fonctions d'appui administratif et technique qui garantissent le bon déroulement des activités du Haut-Commissariat. Ces activités englobent notamment la mobilisation de ressources, les relations avec les médias, les communications, la gestion des ressources, la technologie de l'information, la méthodologie et la formation, les publications, le centre de documentation et la bibliothèque, et la sécurité du personnel.

Le **Cabinet** assure le travail de secrétariat et fournit un appui administratif au Haut-Commissaire et au Haut-Commissaire adjoint et façonne les grandes stratégies politiques et programmatiques du HCDH.

Le Service des **relations extérieures** nouvellement créé résulte d'une fusion entre deux groupes existants qui relevaient auparavant du Cabinet: le groupe des relations avec les médias et celui de la mobilisation des ressources, et d'un nouveau groupe, celui des communications et du partenariat avec les ONG.

La capacité du Haut-Commissariat en matière de gestion de ses **ressources financières et humaines** s'est considérablement accrue depuis quelques années; il importe qu'elle soit maintenue et renforcée. Des outils plus performants et des procédures plus transparentes devraient permettre d'améliorer encore l'efficacité du HCDH, sa rentabilité et ses résultats d'ensemble.

La **technologie de l'information** est essentielle pour bien promouvoir et protéger les droits de l'homme et le matériel informatique doit être régulièrement mis à jour pour s'adapter à l'évolution technologique. Les ressources disponibles dans ce domaine sont pourtant encore largement insuffisantes. La conclusion, en 2002, d'un protocole d'accord avec le Centre international de Calcul de Genève améliorera considérablement l'infrastructure informatique du HCDH. Les efforts de

modernisation des bases de données et de renforcement des sites Internet et Intranet se poursuivent.

Le **Centre de documentation et bibliothèque** inauguré en août 2003 permet aux chercheurs, experts, groupes de travail, institutions des Nations Unies, enseignants, étudiants et à toute personne s'intéressant aux droits de l'homme d'avoir accès à des manuels de référence et autre documentation de base. Le Haut-Commissariat s'efforce d'élargir l'accès à des revues et des ouvrages, de rassembler le maximum de documents sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme et de faciliter la recherche des informations à partir des bases de données. Considérant que les **publications** représentent aussi un outil important pour faire passer le message des droits de l'homme aux pouvoirs publics, à la société civile et aux particuliers, le HCDH s'efforce d'améliorer la qualité de ses publications, de mettre à jour les publications existantes, y compris ses fiches d'information et d'assurer une plus large diffusion de l'ensemble de ses publications.

La capacité du HCDH à élaborer des **méthodologies**, des directives, des manuels et des programmes de formation sur les normes relatives aux droits de l'homme a été récemment renforcée par le recrutement d'un fonctionnaire ayant l'expérience de la formation et de la méthodologie.

Les événements de Bagdad ont mis en lumière la nécessité d'une approche professionnelle de la **sécurité du personnel**. Le groupe responsable de la sécurité s'efforce de définir des mesures, des normes et des procédures pour garantir la sécurité, en particulier du personnel du Haut-Commissariat, dans les opérations menées par l'ONU sur le terrain. À la suite de la publication du rapport du groupe d'étude indépendant sur la sécurité du personnel des Nations Unies en Iraq, dirigé par Martti Ahtisaari, le Secrétaire général de l'ONU a nommé une équipe chargée de déterminer les différents niveaux de responsabilité au siège de l'ONU et sur le terrain et d'examiner à qui incombaient les décisions liées à la sécurité avant l'attentat. Le chef du groupe du Haut-Commissariat responsable de la sécurité fait partie de cette équipe.

FINANCEMENT

Dans le cadre du projet de budget programme (budget ordinaire) pour l'exercice 2004-2005, un montant de 3.258.350 dollars É.-U. a été demandé pour l'encadrement supérieur et la direction du bureau de New York et du siège du Haut-Commissariat à Genève. Une petite partie de cette somme sera allouée aux activités de communication et de partenariat avec les ONG du Service des relations extérieures.

Un montant de 1.497.600 dollars É.-U. a aussi été demandé pour l'appui au programme y compris les dépenses de personnel et autres. Ce montant englobe l'appui administratif, les dépenses générales de fonctionnement et quelque 230.000 dollars É.-U. pour les services et 100.000 dollars É.-U. pour le matériel informatique.

Des contributions volontaires sont nécessaires pour couvrir des dépenses d'un montant total de 8.405.272 dollars É.-U. On trouvera des précisions à ce sujet dans les pages ci-après.

BUDGET RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DU HAUT-COMMISSARIAT

Dollars É.-U.

Cabinet	520.670
Relations extérieures	1.989.273
Gestion des ressources	1.841.222
Technologie de l'information et gestion	2.529.868
Centre de documentation et bibliothèque	164.450
Analyse des politiques et méthodologie	374.310
Publications	552.569
Sécurité du personnel	432.910
Total	8.405.272

CABINET

CONTEXTE

Le Cabinet a dû faire face à la nécessité de poursuivre les activités en cours et d'aller de l'avant dans une période d'incertitude inhabituelle au sujet de la direction du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Son principal objectif étant de soutenir le Haut-Commissaire et le Haut-Commissaire adjoint, sa composition et ses fonctions dépendent étroitement de la conception que le Haut-Commissariat a de ses activités et de sa stratégie. Toutefois, certaines conditions de base demeurent constantes.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

Le Cabinet continuera de consolider les nouvelles méthodes de gestion et de coordination des politiques que son directeur a mises en place à son arrivée. En outre, il renforcera ses capacités d'analyse des politiques et apportera une aide décisive au Haut-Commissaire pour la définition des priorités stratégiques en matière de programmes.

ACTIVITÉS EN 2004

- Fournir un appui de secrétariat et d'administration au Haut-Commissaire et au Haut-Commissaire adjoint et veiller à ce qu'ils reçoivent en temps opportun des informations coordonnées sur les questions de gestion et de politique générale.
- Faire des recherches en vue de formuler des avis à l'intention du Haut-Commissaire.
- Rédiger des déclarations publiques pour le Haut-Commissaire.
- Élaborer les stratégies politiques, gestionnaires et programmatiques du HCDH conformément aux objectifs définis par le Haut-Commissaire et surveiller leur mise en œuvre.
- Solliciter et coordonner les contributions des cadres moyens et supérieurs en vue d'harmoniser les grandes orientations des différents Services.
- Assurer la liaison avec les autorités au nom du Haut-Commissaire.

Article 14

Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Un Cabinet renforcé sera en mesure d'accorder une attention soutenue aux orientations générales du Haut-Commissariat, de veiller à ce que les objectifs définis par le HCDH soient atteints et de garantir l'homogénéité, la qualité et la fiabilité des services de l'institution.

BÉNÉFICIAIRES

Outre l'institution elle-même, tous les partenaires du Haut-Commissariat bénéficieront du renforcement du Cabinet, et notamment les missions permanentes des États, les autres institutions et programmes du système des Nations Unies, les ONG, les titulaires de mandats et les particuliers, de même que tous ceux, particuliers et institutions, au profit desquels œuvre le HCDH.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Cabinet est composé de sept administrateurs du cadre organique et sept agents des services généraux outre le Haut-Commissaire et le Haut-Commissaire adjoint. Quatre postes d'administrateurs – ceux de l'assistant spécial du Haut-Commissaire, du conseiller principal, du coordonnateur spécial des politiques et du responsable de la gestion et de la planification – et six postes de secrétaires sont financés par le budget ordinaire de l'ONU. Des contributions volontaires sont demandées pour financer les postes de deux administrateurs – le directeur du Cabinet et un spécialiste des droits de l'homme – et celui d'un secrétaire, qui fournissent tous trois une assistance directe au Haut-Commissaire. Des fonds sont aussi nécessaires pour financer l'engagement pour une durée de six mois d'un spécialiste des droits de l'homme qui aura pour mission d'assister le nouveau Haut-Commissaire pendant la phase de transition. Les crédits du budget ordinaire alloués au Cabinet s'élèvent à 3.258.350 dollars É.-U. pour l'exercice biennal 2004-2005. Un montant supplémentaire de 520.670 dollars É.-U. devrait être dégagé par des contributions volontaires. Le détachement au Cabinet d'un ou de plusieurs spécialistes d'un des Services permettra aux collègues motivés de se familiariser avec les activités du Cabinet et de favoriser la compréhension et la communication entre les Services et le Cabinet.

BUDGET CABINET

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	422.950
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	35.220
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	2.600
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	460.770
Dépenses d'appui au programme	59.900
Total	520.670

RELATIONS EXTÉRIEURES

Les principales activités du Service des relations extérieures consistent à appeler l'attention des partenaires, des groupes intéressés et du public sur les questions des droits de l'homme et sur les réalisations du Haut-Commissariat dans ce domaine. Il utilise pour cela la voix du Haut-Commissaire afin de mobiliser un appui en faveur de la défense des droits de l'homme et du travail accompli par le HCDH et les mécanismes de défense des droits de l'homme et veiller à ce que le HCDH délivre un message cohérent, consistant et convaincant aux partenaires et aux groupes intéressés.

Article 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Le Service des relations extérieures a été créé en application d'une recommandation du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU et conformément au vœu du Haut-Commissaire récemment disparu de mettre en place une stratégie de communication cohérente pour faire progresser la cause des droits de l'homme et la mission du Haut-Commissariat. Il est composé de trois groupes: mobilisation des ressources, relations avec les médias, et communications et partenariat avec les ONG. Alors que ces deux derniers groupes sont bien établis, celui des communications et du partenariat avec les ONG doit encore être développé et a besoin de ressources.

Étant donné que les crédits imputés sur le budget ordinaire ne permettront de financer que les postes du responsable des communications et du chargé de liaison avec les ONG, le Service est tributaire de contributions volontaires pour financer la plupart de ses ressources humaines, y compris le chef du Service. L'ensemble des besoins pour le Service s'élève à 1.989.273 dollars É.-U.

BUDGET RELATIONS EXTÉRIEURES (DÉPENSES LIÉES AU SERVICE DES RELATIONS EXTÉRIEURES)

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	221.800
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	13.370
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	7.000
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	242.170
Dépenses d'appui au programme	31.500
Total	273.670

MOBILISATION DES RESSOURCES

CONTEXTE

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est fortement tributaire des contributions volontaires pour mener à bien ses activités. En 2002, il a recueilli 40 millions de dollars É.-U. auprès des États Membres, de la Commission européenne, de fondations et de donateurs individuels, alors que 22 millions provenaient du budget ordinaire de l'ONU. Bien que des efforts soient faits pour accroître la part du budget ordinaire qui lui est allouée (actuellement inférieure à 2%), le Haut-Commissariat devrait continuer à dépendre des ressources extrabudgétaires au cas où la croissance du budget ordinaire de l'ONU se maintiendrait au niveau zéro.

Les efforts déployés ces dernières années pour élargir la base des donateurs ont été couronnés de succès, mais le Haut-Commissariat demeure tributaire d'un trop petit nombre de bailleurs de fonds. Les 10 et 20 principaux donateurs ont fourni respectivement 81 % et 97 % du total des contributions volontaires versées au HCDH en 2002. Les principaux donateurs du HCDH devraient demeurer les mêmes dans les prochaines années. Pour obtenir davantage de financement prévisible et flexible de façon à favoriser la consolidation de ses activités, le Haut-Commissariat devra conserver d'étroites relations de travail avec ses 10 ou 15 principaux donateurs.

Le groupe de mobilisation des ressources a été rattaché au Service des relations extérieures en novembre 2002. Comme le Haut-Commissariat dépend étroitement des contributions volontaires, la mobilisation des ressources est devenue l'une de ses priorités. Il a consacré énormément de temps à des missions auprès des capitales des pays donateurs, soulevé des problèmes de financement lors des rencontres avec les ambassadeurs à Genève et encouragé le partage de renseignements techniques et financiers avec les donateurs et les États Membres. Ces activités ont ravivé l'intérêt des donateurs pour les activités du HCDH, renforcé les liens avec les donateurs actuels et incité de nouveaux donateurs à fournir un appui financier.

OBJECTIFS

◆ OBTENIR DAVANTAGE DE CONTRIBUTIONS À TEMPS ET DE MANIÈRE FIABLE

Crédibilité, confiance et transparence sont les trois piliers sur lesquels le Haut-Commissariat s'efforce de fonder sa relation avec les donateurs. Un dialogue ouvert, franc et soutenu avec les bailleurs de fonds à Genève, dans les capitales et sur le terrain s'impose pour renforcer la confiance entre les deux parties et la compréhension mutuelle des problèmes auxquels elles sont confrontées. L'objectif est d'obtenir des donateurs qu'ils versent leurs fonds de manière plus prévisible, et si possible sur plusieurs années. Cela faciliterait la planification du financement du HCDH et permettrait d'établir un ordre de priorité plus précis de ses activités et d'avoir une situation de trésorerie plus stable.

Article 20 <
Toute personne a droit
à la liberté de
réunion et d'association
pacifiques.
Nul ne peut être obligé
de faire partie d'une
association.

◆ ASSURER LA SOUPLESSE DU FINANCEMENT

Le Haut-Commissariat doit convaincre les bailleurs de fonds de ne soumettre l'utilisation de leurs contributions annuelles à aucune condition et d'accepter le principe de l'uniformisation des rapports; à cette fin, il doit consacrer beaucoup de temps à établir des rapports à leur intention et à gérer les contributions affectées à des fins spécifiques.

◆ ÉLARGIR LA BASE DES DONATEURS

Le Haut-Commissariat s'efforce d'obtenir un financement des principaux donateurs pour les nouvelles rubriques budgétaires et d'inciter les donateurs à contribuer davantage ou de façon plus régulière. Le groupe de mobilisation des ressources sollicitera également le concours financier de fondations.

ACTIVITÉS EN 2004

◆ NÉGOCIATIONS AVEC LES DONATEURS

- Conseiller et informer le Haut-Commissaire sur les stratégies et les questions de financement.
- Renforcer les relations avec les principaux donateurs grâce à des échanges réguliers de renseignements sur les opérations, les politiques et le financement.
- Analyser et explorer la possibilité de nouveaux financements de la part de donateurs existants ou potentiels, contacter systématiquement les petits donateurs et renforcer les relations entre le HCDH et la Commission européenne.
- Organiser des consultations annuelles avec les gouvernements au début de l'année, soit à Genève, soit dans les capitales, afin d'améliorer la prévisibilité du financement, d'encourager les donateurs à s'engager sur plusieurs années, et de souligner l'importance d'un financement flexible non assorti de conditions.
- Entreprendre des missions de collecte de fonds dans les capitales des pays donateurs.
- Poursuivre l'examen des accords de financement avec les donateurs afin de mettre au point un modèle d'accord unique.
- Convaincre les donateurs qui assortissent leurs contributions de conditions très restrictives de se montrer plus souples.
- Continuer à nouer des relations avec les fondations, telles que la Fondation Ford et la Fondation pour les Nations Unies/Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), et coopérer avec le Groupe des donateurs pour les droits de l'homme.
- Assurer le suivi des annonces de contributions et des contributions reçues, répondre aux demandes des donateurs, mettre à jour les tableaux de financement correspondants et préparer en temps utile des notes d'information à l'intention du Haut-Commissaire et de la direction.

◆ ÉLABORATION D'EXPOSÉS ET DE RAPPORTS

- Présenter aux donateurs l'Appel annuel 2005 et le Rapport annuel 2003 avec des informations financières sur les crédits imputés sur le budget ordinaire de l'ONU.
- Élaborer des projets sur mesure pour la Commission européenne et les fondations.
- Coordonner les apports narratifs et financiers pour le processus d'appel global à l'échelle de l'ensemble du système des Nations

Unies et participer aux manifestations et réunions importantes comme le lancement du processus d'appel global et l'examen semestriel du processus d'appel global avec les donateurs.

◆ ÉCHANGE D'INFORMATION AVEC LES DONATEURS

- Coordonner la partie narrative de l'examen semestriel à l'intention des donateurs et ajuster les programmes en fonction des priorités et de la disponibilité des fonds.
- Organiser des sessions d'information formelles et informelles pour permettre aux États Membres et aux donateurs d'échanger des renseignements sur l'exécution d'activités au niveau mondial, régional et national ou sur certains projets précis d'intérêt particulier pour les donateurs.
- Faire figurer dans le Bulletin du Haut-Commissariat des informations sur le financement.
- Améliorer les informations relatives au financement qui sont mises en ligne sur le site Internet du Haut-Commissariat.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Augmentation du volume des contributions volontaires.
- Renforcement de la coopération avec les principaux donateurs au titre d'accords de financement plus uniformes et portant sur plusieurs années.
- Renforcement de la tendance des donateurs à verser des fonds sans affectation particulière représentant tout ou partie de leurs contributions.
- Renforcement des relations avec la Commission européenne et les fondations.
- Meilleure stabilité du financement provenant de donateurs de taille intermédiaire et augmentation du nombre de nouveaux donateurs.
- Augmentation de la régularité du versement des contributions afin de réduire le décalage entre le budget et le revenu.
- Respect des délais pour la publication de l'Appel annuel 2005 et du Rapport annuel 2003 et amélioration du contenu et de la présentation.
- Établissement en temps opportun de la contribution du HCDH au processus d'appel global et à d'autres projets et rapports sur mesure destinés aux donateurs et amélioration de leur contenu.
- Amélioration de la gestion et de la présentation des tableaux de financement et des graphiques financiers à usage interne et externe.

- Communication de renseignements détaillés réguliers aux donateurs et aux États Membres sur les activités de coopération technique, les présences sur le terrain, certains projets spécifiques, la gestion et le financement, au moyen de séances d'information, de bulletins et du site Internet du HCDH.

BÉNÉFICIAIRES

Les principaux bénéficiaires sont ceux au profit desquels œuvre le Haut-Commissariat. Le personnel du HCDH et en particulier les responsables des projets et des programmes au sein des trois Services devraient aussi bénéficier du travail accompli par le groupe de mobilisation des ressources, de même que les fonctionnaires qui s'occupent des finances. Les donateurs eux-mêmes bénéficieront de la présentation en temps opportun des rapports et d'informations financières précises.

ÉVALUATION DES RISQUES

Les principaux donateurs souhaitent que les priorités soient mieux définies, la planification stratégique améliorée, les objectifs traduits en cibles mesurables et les évaluations conduites de façon plus systématique. Comme le groupe de mobilisation des ressources dépend étroitement de l'aide d'autres services du Haut-Commissariat pour mener à bien ces changements, il est indispensable que la direction soit disposée à conduire une telle réforme si l'on veut obtenir une augmentation des contributions volontaires.

Les institutions onusiennes et les ONG sont de plus en plus en concurrence pour ce qui est de la recherche de fonds. Les gouvernements sont confrontés à un rétrécissement des budgets nationaux d'une manière générale et de leurs budgets d'aide extérieure en particulier. Le HCDH devra donc solliciter davantage les donateurs dans des conditions de financement difficiles.

Comme tous les accords de financement doivent être agréés par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), le groupe de mobilisation des ressources demande l'avis de l'ONUG pour les accords de normalisation selon les principes et les règlements financiers des Nations Unies. Cette procédure représente un travail considérable et prend beaucoup de temps, et elle a souvent pour effet de retarder le versement des contributions.

Malgré les énormes avancées réalisées par le groupe depuis quatre ans, sa capacité est largement inférieure à celle d'autres institutions des Nations Unies comme le HCR et l'UNICEF. Pour obtenir une augmentation importante de ses contributions volontaires,

le Haut-Commissariat doit passer plus de temps à travailler avec des donateurs dont les contributions ne sont pas suffisantes et à élargir la base de donateurs; c'est pourquoi il est indispensable d'augmenter la capacité du groupe de mobilisation des ressources.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le chef du groupe de mobilisation des ressources est rattaché au chef du Service des relations extérieures; en mai 2003, il a été nommé adjoint de ce dernier. Le titulaire supervise donc à la fois le groupe et le Service. Le groupe est composé de cinq administrateurs, d'un administrateur auxiliaire et d'une secrétaire. Un nouveau membre du personnel sera recruté en 2004.

FINANCEMENT

Le budget couvre six postes d'administrateurs et un poste de secrétaire ainsi que les frais de voyage dans les capitales des donateurs et dans les bureaux extérieurs. Les frais de préparation de l'Appel et du Rapport annuels englobent la conception, l'édition, la lecture d'épreuves et l'impression. L'équipe ne reçoit aucune allocation du budget ordinaire.

BUDGET MOBILISATION DES RESSOURCES

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	706.125
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	27.800
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	38.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	81.130
Dépenses générales de fonctionnement	3.275
Fournitures et achats	1.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	857.330
Dépenses d'appui au programme	111.453
Total	968.783

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

CONTEXTE

Le soutien du public est essentiel pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. La demande croissante d'informations objectives et fiables dans ce domaine qui émane tant du public que des médias constitue une excellente occasion pour le Haut-Commissariat de mettre à profit son savoir-faire et son ascendant pour faire mieux connaître les droits de l'homme. À cette fin, le groupe chargé des relations avec les médias s'efforce d'utiliser au mieux le vaste arsenal de compétences du Haut-Commissariat ainsi que ses présences sur le terrain pour recenser toute sorte d'exemples convaincants qui ne demandent qu'à être diffusés. Son objectif est de faire entendre de plus en plus souvent la voix du HCDH dans le discours international sur les droits de l'homme.

En 2003, le groupe a fait paraître dans plusieurs publications d'audience internationale comme le *Wall Street Journal* (États-Unis), *El País* (Espagne) et *La Croix* (France) un éditorial sur la sécurité collective et les droits de l'homme, rédigé par le défunt Haut-Commissaire, qui a eu beaucoup de succès. Il a aussi organisé plusieurs apparitions du défunt Haut-Commissaire devant les médias, y compris dans l'émission de la BBC intitulée «Hard Talk». Le groupe, qui est actuellement composé de deux administrateurs, a l'intention de reprendre la publication d'un bulletin du Haut-Commissariat; objet d'une distribution externe et interne, ce bulletin tiendra les médias et le public informés des activités du HCDH et servira de tribune pour un échange d'informations entre les services. Il sera publié en étroite coordination avec le groupe responsable de la communication.

OBJECTIF

L'objectif est de faire du Haut-Commissariat l'instance la plus écoutée en matière de droits de l'homme, de façon à inculquer plus sûrement à l'opinion publique le respect des principes universels des droits de l'homme.

ACTIVITÉS EN 2004

- Être le porte-parole du Haut-Commissariat, notamment en donnant des entrevues et des conférences de presse bihebdomadaires à Genève.

- Rédiger et publier des communiqués de presse quotidiens.
- Étendre le réseau de contacts du HCDH avec les médias.
- Organiser des conférences de presse ou des entrevues avec le Haut-Commissaire, les cadres supérieurs du HCDH ou des membres des mécanismes des droits de l'homme.
- Faire paraître des éditoriaux du Haut-Commissaire dans des publications d'audience internationale.
- Accompagner le Haut-Commissaire dans des missions sur le terrain susceptibles de présenter un intérêt pour les médias.
- Mettre à jour et améliorer encore les nouvelles pages d'actualité sur le site Internet du HCDH; cette page sera disponible en anglais et en français.
- Élaborer du matériel destiné aux médias, notamment le premier dossier de presse général du Haut-Commissariat.
- Produire du matériel d'information sous forme imprimée ou audiovisuelle concernant le travail du HCDH sur le terrain, en coopération avec les bureaux extérieurs et les partenaires locaux.
- Éditer un bulletin mensuel pour informer les partenaires sur le travail et les activités du HCDH.
- Faciliter la couverture médiatique des activités du HCDH sur le terrain et de ses activités relatives aux procédures spéciales et aux mécanismes créés en application des traités.
- Participer à l'élaboration d'une vaste stratégie de communication en soulignant le rôle prépondérant que pourrait assumer le HCDH dans le mouvement international en faveur des droits de l'homme; cela suppose une plus large participation du personnel de l'ensemble des services du Haut-Commissariat.
- Dispenser au personnel en poste au siège et sur le terrain une formation spéciale lui permettant d'être plus professionnel et plus efficace dans ses relations avec les journalistes.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Les activités ci-dessus auront essentiellement pour effet de sensibiliser davantage les médias et l'opinion publique aux problèmes des droits de l'homme et de renforcer la position du Haut-Commissariat en tant que chef de file du mouvement de défense des droits de l'homme.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs sont les médias internationaux et nationaux, leurs lecteurs et téléspectateurs, qui recevront régulièrement

des informations détaillées sur les activités du Haut-Commissariat et sur certaines questions clés des droits de l'homme.

ÉVALUATION DES RISQUES

La capacité du groupe doit être renforcée pour permettre au Haut-Commissariat de mieux répondre aux besoins des médias et du public. Les deux administrateurs déjà en place s'acquittent de toutes sortes de tâches et font notamment office de porte-parole du Haut-Commissariat. Si l'on veut leur confier d'autres activités, comme la formation du personnel de terrain du HCDH aux communications avec les médias, il faudra recruter un administrateur supplémentaire.

MODALITÉS DE GESTION

Le groupe est constitué d'un porte-parole et d'un responsable de l'information. Le porte-parole, placé sous l'autorité du chef de service, coordonne les relations avec les médias. Le responsable de l'information assure la liaison avec les médias et les différents services sur des questions de fond et prépare des communiqués de presse et des matériels d'information. Un assistant du responsable de l'information sera recruté en 2004.

COORDINATION

Le groupe des relations avec les médias travaille en étroite collaboration avec le Département de l'information de l'ONU pour la production et la diffusion de matériels d'information et la coordination d'événements médiatiques, comme des conférences de presse et des manifestations commémoratives. Il collabore aussi avec les responsables de l'information d'autres institutions du système des Nations Unies à Genève et dans l'ensemble du monde pour organiser des événements et des campagnes.

FINANCEMENT

Des fonds seront nécessaires pour financer trois postes d'administrateurs. Le budget couvre aussi les déplacements pour accompagner le Haut-Commissaire dans ses missions et dispenser une formation au personnel du HCDH sur le terrain. Aucune allocation n'est prévue à partir du budget ordinaire.

BUDGET RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	392.200
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	41.100
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	8.900
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	0
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	442.200
Dépenses d'appui au programme	57.500
Total	499.700

COMMUNICATIONS ET PARTENARIAT AVEC LES ONG

CONTEXTE

Le groupe chargé des communications et du partenariat avec les ONG s'attache en priorité à renforcer le potentiel du Haut-Commissariat dans le domaine de la communication, à établir des partenariats de travail plus étroits avec la communauté des ONG et avec la société civile et à élaborer une stratégie de communication qui puisse être adaptée aux différentes régions. L'élaboration et l'exécution de cette stratégie doivent être considérées comme son activité principale; bien qu'elle soit encore en développement, des efforts ont déjà été entrepris pour renforcer le potentiel de diffusion et perfectionner le cadre d'une stratégie de communication.

OBJECTIFS

- Mettre en place des stratégies de communication détaillées sur les questions émergentes et certains thèmes particuliers.
- Améliorer l'image du Haut-Commissariat en recensant les publics cibles et en adressant des messages ciblés.
- Renforcer les alliances avec les ONG.

- Élaborer des textes promotionnels originaux à partir des matériels spécialisés existants.

ACTIVITÉS EN 2004

- Élaborer du matériel d'information générale, notamment des dépliants sur les principales questions des droits de l'homme, des profils de pays mettant en avant les activités du HCDH et des affiches.
- Mettre en place une politique à l'échelle du Haut-Commissariat sur l'approche des ONG, mettre en commun les bases de données existantes concernant les ONG et tenir à jour cette base de données commune.
- Faciliter la participation des ONG nationales et internationales au sein des mécanismes des droits de l'homme qui assurent le service de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, des groupes de travail et des organes conventionnels.
- Faire participer les ONG et les autres éléments de la société civile à l'élaboration et à la stratégie de communication du HCDH.
- Travailler avec le groupe des technologies de l'information pour que le contenu des pages Web du HCDH respecte sa stratégie de communication.
- Planifier et mettre en œuvre des activités spéciales en rapport avec certains thèmes particuliers pour l'année et surtout pour la Journée des droits de l'homme et la Journée des Nations Unies.

BÉNÉFICIAIRES

Les activités du groupe bénéficieront au grand public et aux groupes cibles identifiés dans le cadre d'un thème ou d'une campagne. Les ONG et le HCDH bénéficieront du renforcement des activités de communication et de diffusion.

MODALITÉS DE GESTION

Le groupe des communications et du partenariat avec les ONG est dirigé par un conseiller principal du Haut-Commissaire. Elle se compose en outre d'un fonctionnaire chargé des liaisons avec les ONG et d'un fonctionnaire chargé des relations extérieures.

COORDINATION

Le groupe travaille en étroite collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général, le Département de l'information, l'Office des Nations Unies à Genève et les services des communications du Secrétariat de l'ONU, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales ayant leur siège à Genève. Il travaille aussi avec les États Membres, les institutions des pays hôtes, des groupes de réflexion privés comme le Centre pour le dialogue humanitaire, et des fondations. Il coordonne les activités au sein du système des Nations Unies en participant au groupe des communications de l'ONU à Genève et en tant que membre du groupe des communications de l'ONU à New York. La coordination avec la communauté des ONG sera décisive pour renforcer les partenariats. Le groupe collabore notamment avec le Cabinet du Secrétaire général, le Département de l'information, les services de communication de l'UNICEF, du PNUD, du PAM, du HCR, du BIT et d'autres organisations pour promouvoir certains thèmes particulièrement ciblés relatifs aux droits de l'homme. Enfin, il étudie avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires la possibilité de créer un secteur des droits de l'homme dans les centres d'information humanitaire dans les situations d'urgence.

FINANCEMENT

Des fonds sont nécessaires pour financer un poste de spécialiste des relations extérieures, les dépenses de voyage et les honoraires

BUDGET COMMUNICATIONS ET PARTENARIAT AVEC LES ONG

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	118.410
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	30.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	25.110
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	21.000
Dépenses générales de fonctionnement	6.000
Fournitures et achats	3.200
Subventions, contributions, bourses et séminaires	15.000
Total partiel	218.720
Dépenses d'appui au programme	28.400
Total	247.120

de consultants dont le concours sera nécessaire dans le cadre de la formulation d'une vaste stratégie de communications, la réalisation d'affiches, les dépenses de traduction et de formation. Les postes du conseiller principal auprès du Haut-Commissaire et de l'agent chargé des liaisons avec les ONG sont financés à partir du budget ordinaire.

GESTION DES RESSOURCES

CONTEXTE

Le projet a démarré en 2001 en application des recommandations faites par le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU et par les commissaires aux comptes et à la suite d'une évaluation des fonctions de gestion du Haut-Commissariat. Il vise à améliorer et rationaliser le système de gestion des ressources humaines et financières du HCDH dans un souci de rentabilité, d'efficacité et de transparence. En 2002, le projet a été étendu à la gestion de projets afin d'améliorer la capacité d'exécution, de mieux cibler les activités et de renforcer le professionnalisme du HCDH. Un autre objectif est d'améliorer et de renforcer les mécanismes internes et externes d'établissement de rapports, notamment de ceux qui sont destinés aux donateurs, en utilisant davantage l'Intranet et l'Internet. Une base de données comprenant trois modules – un module de gestion financière, un module de gestion des contributions et un module de gestion des projets – est en cours d'élaboration. La plupart de ces activités sont entreprises par la Section administrative, à l'exception du module de gestion des projets qui est mis au point par le Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain, et d'une base centrale de données qui est élaborée par le Service de la recherche et du droit au développement.

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS EN 2004

Le principal objectif est d'améliorer les services, les échanges d'information et les outils mis à la disposition des principaux bénéficiaires, à savoir les administrateurs de projets, les administrateurs principaux et les donateurs du Haut-Commissariat. Les activités prévues sont notamment les suivantes:

◆ ÉLABORATION D'UNE BASE CENTRALE DE DONNÉES

Les deux modules de gestion financière et de gestion des contributions seront achevés et améliorés selon qu'il conviendra. Avec l'aide du Service des relations extérieures, une nouvelle composante pour la gestion des donateurs sera élaborée, expérimentée et associée à la base de données existante sur les contributions. Quant au module de gestion des projets, il sera élaboré et expérimenté avec l'aide du groupe de gestion des projets qui relève du Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain et de certains administrateurs de projets; il sera associé aux modules de gestion des contributions et de gestion financière. Les trois modules seront mis à la disposition du personnel sur le terrain par l'intermédiaire d'un site Internet spécial.

Résultats escomptés

Les administrateurs de projets du Haut-Commissariat auront facilement accès à des informations intégrées sur des questions techniques, financières et administratives relatives aux projets financés par des contributions volontaires. Cela permettra d'éviter les doubles emplois et de réduire les risques d'erreur et favorisera la cohérence et le respect des normes dans la formulation, la conception, le suivi et l'évaluation des projets ainsi que dans l'acquisition d'expérience. L'accès en ligne aux indicateurs de performance, aux dépenses, aux contributions reçues et affectées, à la surveillance des projets et aux rapports d'évaluation permettra aux administrateurs principaux de prendre leurs décisions en connaissance de cause.

◆ SUIVI FINANCIER ET GESTION DES CONTRIBUTIONS

Les activités extrabudgétaires exécutées au siège et sur le terrain feront l'objet d'un suivi; des activités de conseil et d'assistance seront quotidiennement assurées pour l'ouverture et les demandes de crédits, les versements, les subventions, les rapports aux donateurs, la surveillance des dépenses et le suivi général des aspects financiers et administratifs de l'exécution des projets. Des rapports mensuels seront établis sur l'ensemble des activités liées aux projets. Des directives administratives seront élaborées et rendues accessibles sur l'Intranet, y compris les règles et règlements financiers, à l'intention des bureaux de terrain du Haut-Commissariat et de ses présences sur le terrain dans le cadre des équipes de pays des Nations Unies. Des informations seront

fournies concernant les aspects financiers de la gestion des projets dans le cadre des séances de formation actuellement organisées par le groupe de gestion des projets.

Le projet de gestion des ressources vise en outre à faire en sorte que les contributions volontaires soient prises en considération et utilisées de la façon la plus appropriée et la plus efficace, compte tenu des besoins des donateurs. Le solde de trésorerie de chaque projet fera l'objet d'un contrôle afin de déterminer les déficits de financement et de faire des recommandations aux administrateurs principaux concernant l'utilisation des contributions sans affectation particulière ou assorties de conditions non contraignantes. Les informations financières seront préparées et présentées dans le Rapport annuel 2003, l'Examen semestriel 2004 et l'Appel annuel 2005.

Résultats escomptés

Les activités extrabudgétaires exécutées au siège et sur le terrain se dérouleront plus facilement, des informations financières actualisées seront disponibles sur tous les projets et le personnel aura une meilleure compréhension des procédures financières et budgétaires relatives à la mise en œuvre des projets.

Les contributions volontaires seront utilisées de façon plus rationnelle et plus efficace tout en respectant les vœux des donateurs, et des informations financières seront fournies pour les trois grandes publications du Haut-Commissariat visant à rendre compte aux donateurs, le Rapport annuel, l'Examen semestriel et l'Appel annuel, ce qui devrait dissuader les donateurs de réclamer des rapports sur mesure.

◆ GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Tous les candidats à des postes extrabudgétaires feront l'objet d'une procédure de présélection. Une assistance et des conseils seront fournis aux administrateurs de projet sur toutes les questions de personnel. Toutes les mesures en rapport avec la gestion du personnel, les demandes de recrutement et autres aspects connexes seront menées à bien. Le secrétariat du Groupe consultatif sur les questions de personnel sera assuré et le règlement intérieur du groupe, sa composition et ses méthodes de travail feront l'objet d'un examen. La création d'une section spécialisée dans l'organisation des carrières et le développement des compétences du personnel permettra aux membres du personnel d'obtenir des conseils et des orientations sur les possibilités d'avancement, les droits et les privilèges, les habilitations et les responsabilités. Le Haut-Commissariat a également l'intention d'élaborer un système intégré de gestion du personnel et d'organisation des carrières en améliorant la sécurité de l'emploi, en développant la mobilité entre le siège et le terrain et en augmentant les possibilités de formation du personnel. Un recueil publié

sous forme électronique, annonçant les vacances de postes approuvées pour une année sera élaboré et publié trimestriellement. Le fichier établi conjointement avec le Département des opérations de maintien de la paix sera utilisé plus efficacement pour répondre aux besoins de personnel pour les missions sur le terrain.

Résultats escomptés

Le groupe responsable du personnel devrait fonctionner correctement et la gestion des postes vacants, le recrutement et l'administration du personnel, tant au siège que sur le terrain, gagner en efficacité. La politique de recrutement et d'affectation sera impartiale et objective, conformément aux règles du Secrétariat de l'ONU. Les procédures du Groupe consultatif sur les questions de personnel deviendront plus professionnelles et plus transparentes. Le recueil devrait faciliter le processus de planification et de dotation de personnel et la sélection du candidat le plus qualifié puisque les vacances de postes et les missions sur le terrain seront annoncées bien à l'avance. Une section d'orientation des carrières, qui faisait cruellement défaut, sera disponible et permettra d'améliorer la sécurité de l'emploi et les perspectives de carrière pour le personnel en poste au siège et sur le terrain.

◆ GESTION DES PROJETS

Le manuel de coopération technique accessible sur l'Intranet sera révisé et augmenté; il contiendra de nouvelles directives pour la conception, la planification, la surveillance, la présentation de rapports, l'évaluation et l'acquisition de connaissances. Un atelier de gestion des projets sera organisé avec l'École des cadres de Turin. Pour mettre en œuvre les recommandations formulées lors de l'Examen global, un séminaire sera organisé avec le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique et les principaux intéressés pour définir les considérations stratégiques applicables au suivi de l'examen et à la mise en œuvre du programme de réforme du Secrétaire général.

L'École des cadres de Turin sera aussi invitée à organiser une formation aux mesures d'alerte précoce et de prévention dans cinq régions géographiques, en collaboration avec d'autres institutions onusiennes. Le secrétariat du Comité d'examen des projets du Haut-Commissariat et le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique fonctionneront correctement.

Résultats escomptés

Les directives garantiront la logique de la formulation, de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets et les nouveaux outils

en ligne seront utilisés pour sélectionner les consultants et les partenaires d'exécution. La coordination avec d'autres institutions onusiennes sera améliorée, en particulier en ce qui concerne l'exécution du programme de réforme du Secrétaire général. La capacité de gestion des projets du HCDH sera, dans l'ensemble, améliorée.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires directs de ce projet sont le personnel du Haut-Commissariat et les donateurs. Les bénéficiaires indirects sont notamment les institutions gouvernementales, la société civile et autres parties impliquées dans l'exécution des activités liées aux projets du HCDH.

ÉVALUATION DES RISQUES

Les difficultés de cette année dans la procédure d'appel d'offres ont ralenti l'élaboration d'une base de données. Le Haut-Commissariat garde malgré tout l'espoir de finaliser cette base en 2004, en utilisant principalement des ressources internes. Les réticences à l'égard du changement, tant au sein du HCDH que parmi certains de ses partenaires, pourraient saper les efforts entrepris pour adopter les nouveaux outils et les nouvelles procédures nécessaires pour optimiser la performance et l'efficacité.

La nécessité d'évaluer les répercussions du plan d'action sur la mise en œuvre de la décision 2 du programme de réforme du Secrétaire général est aussi un élément qui pourrait avoir des répercussions à l'avenir, en particulier en ce qui concerne la nouvelle méthodologie à élaborer pour les programmes de coopération technique, mais aussi pour d'autres aspects des activités du HCDH.

Étant donné que le Haut-Commissariat pourrait à l'avenir se voir attribuer des pouvoirs qui appartiennent actuellement au Contrôleur des Nations Unies, il devra peut-être revoir ses besoins de ressources pour la gestion des aspects financiers et des ressources humaines et adopter de nouvelles procédures, compte tenu des responsabilités accrues auxquelles doit faire face le Service administratif.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Haut-Commissariat travaille en étroite collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) tant pour les questions financières que de personnel. L'ONUG autorise l'adoption

dans ces deux domaines de mesures qui sont élaborées, proposées, exécutées et examinées par le HCDH. Il faut espérer que la demande du Haut-Commissaire de disposer de pouvoirs accrus pour l'utilisation des fonds extrabudgétaires sera acceptée. Un protocole d'accord sera prochainement conclu entre l'ONUG et le HCDH en vue de clarifier le partage des responsabilités, d'élaborer un cadre de coopération entre les deux organismes et de définir un barème des coûts pour les services rendus.

Le Haut-Commissariat travaille aussi en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour des activités sur le terrain. Les opérations sur le terrain au Burundi, en République démocratique du Congo, en Angola, en Colombie, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie-et-Monténégro et en Iraq sont actuellement administrées par l'UNOPS.

En élaborant la base de données, le Haut-Commissariat continuera de collaborer étroitement avec le Centre de calcul international.

FINANCEMENT

Le projet couvre les dépenses de personnel correspondant à neuf postes d'administrateurs et cinq postes de la catégorie des services généraux ainsi que les frais de voyage, de matériel et de logiciel, de formation, de constitution d'équipes et d'ateliers/séminaires, y compris les services de l'École des cadres de Turin.

BUDGET GESTION DES RESSOURCES	
	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	1.378.400
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	55.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	176.000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	20.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	1.629.400
Dépenses d'appui au programme	211.822
Total	1.841.222

TECHNOLOGIE ET GESTION DE L'INFORMATION

CONTEXTE

La collecte, le traitement, l'analyse, l'organisation et la diffusion de l'information représentent un aspect essentiel du travail dans le domaine des droits de l'homme. L'Internet peut être une excellente source d'informations sur les droits de l'homme tant pour les spécialistes que pour le grand public; le Haut-Commissariat s'efforce donc de montrer l'exemple en diffusant des informations actuelles de qualité sur les droits de l'homme par l'intermédiaire de technologies accessibles à un large public.

OBJECTIFS

- Élaborer et tenir à jour des systèmes détaillés de technologie et de gestion de l'information sur le Web.
- Mettre au point une base de données générique sur le Web pour la protection des droits de l'homme et un site Internet du HCDH.
- Élaborer des possibilités d'échange d'informations et de connaissances pour faciliter l'accès aux documents et aux informations par le personnel du Haut-Commissariat (tant au siège que sur le terrain), les institutions des Nations Unies, les États Membres, les ONG et le grand public.
- Intégrer la gestion et l'administration électroniques, pour assurer le succès des activités et accélérer la prise de décisions au HCDH.

ACTIVITÉS EN 2004

- Remplacer les contrats obsolètes pour l'exploitation du matériel et des logiciels, sous-traiter la gestion et l'administration des serveurs, renforcer la connectivité et la capacité de communication entre les bureaux sur le terrain, les volets des droits de l'homme du Département des opérations de maintien de la paix, les gouvernements, les ONG et les spécialistes des droits de l'homme, et mettre en place des systèmes de gestion des sites Web et des bases de données.
- Rassembler les bases de données existantes sur les droits de l'homme dans une base de données sur la protection des droits de l'homme accessible sur la toile.

- Regrouper les bases de données relatives à la documentation sur les droits de l'homme en une seule base de données centrale et conviviale.
- Faire traduire une partie du site Web dans les six langues officielles des Nations Unies.
- Réorganiser le site Web du Haut-Commissariat conformément aux directives du Consortium WWW relatives à l'accessibilité du Web et étudier le moyen d'afficher le contenu des pages Internet du HCDH sur des appareils portables de poche.
- Réaménager le site Intranet du HCDH sur un nouveau portail, autoriser les présences du HCDH sur le terrain à y contribuer, et installer et configurer le système de dossiers Internet pour créer un fichier central permettant un échange de données entre le siège et le personnel sur le terrain.
- Regrouper les systèmes d'information bibliographique existants en un seul système intégré accessible sur la toile.
- Élaborer un système d'information et de gestion pour les budgets, les contributions et les dépenses, y compris la gestion des bases de données, les systèmes de gestion des documents et de présentation des rapports, pour toutes les étapes du cycle de développement des projets du HCDH.

BÉNÉFICIAIRES

Lorsque le site Web du Haut-Commissariat sera accessible en plusieurs langues et qu'une base de données sur la protection des droits

BUDGET TECHNOLOGIE ET GESTION DE L'INFORMATION	
	Dollars É.-U.
Dépenses de personnel	75.000
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	72.215
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	0
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	21.000
Services contractuels	1.592.489
Dépenses générales de fonctionnement	1.154
Fournitures et achats	477.010
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	2.238.868
Dépenses d'appui au programme	291.000
Total	2.529.868

de l'homme sera mise à la disposition de tous les utilisateurs intéressés, les bénéficiaires seront le personnel du HCDH, les mécanismes et experts des droits de l'homme des Nations Unies, d'autres institutions du système onusien, les organisations internationales, les ONG, les universités, les instituts de recherche et le grand public.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les activités sont dirigées, suivies et analysées par le comité des technologies de l'information et de la communication, un organisme interne créé par la direction du Haut-Commissariat. Conformément à un protocole d'accord signé en janvier 2002, le Centre international de calcul est le partenaire technique des services des technologies de l'information.

CENTRE DE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHÈQUE

CONTEXTE

En tant qu'organisme chef de file du système onusien des droits de l'homme, le Haut-Commissariat doit avoir accès à des informations précises, détaillées et actuelles. On attend de plus en plus de lui qu'il réponde aux besoins d'information d'autres institutions et organes des Nations Unies du fait que les droits de l'homme sont intégrés dans l'ensemble du système onusien.

Le centre de documentation/bibliothèque du Haut-Commissariat a été inauguré en août 2003. Il peut être consulté par l'intermédiaire d'une base de données bibliographiques et d'une base de données sur l'enseignement des droits de l'homme, une contribution à la Décennie des Nations Unies pour l'enseignement des droits de l'homme (1995-2004) qui contient des renseignements sur les organisations, la documentation et les programmes d'enseignement des droits de l'homme. Le personnel du centre gère en outre une base de données sur les partenaires extérieurs contenant des informations supplémentaires.

OBJECTIFS

- La collection spéciale de ressources, matériels et manuels de formation de la bibliothèque sera élargie pour devenir le

principal dépositaire du matériel didactique dans le domaine des droits de l'homme publié dans le monde.

- La bibliothèque mettra à profit les technologies de l'information, y compris l'Internet, pour établir un lien entre les collections spéciales de données sur les droits de l'homme détenues par les bibliothèques universitaires, publiques et privées et servir de portail des Nations Unies pour la documentation relative aux droits de l'homme.
- Le centre de documentation/bibliothèque deviendra un centre utile d'information et de référence grâce à sa précieuse collection d'ouvrages, de publications, de documents et de matériels d'information sur les droits de l'homme, tant sur papier que sous forme électronique, en collaborant avec d'autres sources d'information et en offrant une assistance aux utilisateurs tant à l'intérieur qu'en dehors du Haut-Commissariat.

ACTIVITÉS EN 2004

- Fusionner toutes les bases de données en un système de recherche convivial.
- Continuer d'assurer l'accès à des fournisseurs d'informations électroniques commerciales.
- Planifier et gérer des acquisitions de livres et des abonnements à des revues.
- Élargir la collection de matériels sur l'enseignement et la formation dans le domaine des droits de l'homme.

BUDGET CENTRE DE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHÈQUE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	0
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	90.550
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	0
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	35.000
Fournitures et achats	20.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	145.550
Dépenses d'appui au programme	18.900
Total	164.450

- Entretenir des contacts avec les départements et les bibliothèques de l'ONU, le Consortium des Nations Unies sur les services d'information, les institutions des Nations Unies, les organisations internationales et nationales, les universités et les instituts de recherche, dans le souci de renforcer le réseau des services d'information.
- Assurer à l'intention des collaborateurs extérieurs du Haut-Commissariat, des institutions des Nations Unies, de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la protection et de la promotion des droits de l'homme, des mécanismes et experts des droits de l'homme des Nations Unies, des groupes de travail, des rapporteurs spéciaux, des experts indépendants et du personnel du HCDH des services d'information et de référence par l'intermédiaire du réseau d'information électronique.
- Faire appel aux réseaux des technologies de l'information pour obtenir et sécuriser l'information.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

La bibliothécaire et son assistant assurent la gestion du centre de documentation et de la bibliothèque. Une documentaliste leur apporte son concours pour la gestion des bases de données.

ANALYSE DES POLITIQUES ET MÉTHODOLOGIE

CONTEXTE

Le Haut-Commissariat, comme toutes les autres organisations internationales, a besoin de politiques et de méthodologies pour guider ses activités, et ce d'autant plus qu'il est en train de revoir complètement ses méthodes de travail. Il doit à cette fin créer un système de normes et de procédures normalisées applicables aux activités dans le domaine des droits de l'homme, élaborer des outils tels que des manuels et autres matériels de formation et mettre en place un système d'évaluation opérationnel.

OBJECTIFS

- Gérer la production de manuels et autres matériels de formation aux droits de l'homme pour le HCDH, ses partenaires

onusiens et l'ensemble des intervenants dans le domaine des droits de l'homme et formuler une stratégie afin de renforcer la capacité de formation aux droits de l'homme.

- Élaborer un système permettant d'évaluer les activités et d'en tirer des leçons, notamment en améliorant la capacité de suivre les recommandations et d'appliquer les meilleures méthodes.
- Intégrer les stratégies de sensibilisation aux droits de l'homme à l'action humanitaire des Nations Unies et des autres partenaires dans ce domaine.

ACTIVITÉS EN 2004

◆ MANUELS ET AUTRES MATÉRIELS DE FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME

- Poursuivre le travail d'élaboration des manuels en cours de réalisation et assurer la cohérence méthodologique de l'ensemble des matériels de formation.
- Élaborer une nouvelle méthode pour la production de matériel de formation aux droits de l'homme afin de mieux l'adapter aux activités dans les pays, en particulier en vue de renforcer les systèmes nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme.
- Créer des partenariats avec des instituts universitaires, des ONG et des institutions des Nations Unies pour la rédaction et la production de manuels et autres instruments de formation aux droits de l'homme.
- Élaborer un programme de formation du HCDH dans les secteurs prioritaires, afin d'encourager une approche institutionnelle de la formation en tirant parti de l'expérience actuelle du Haut-Commissariat et en développant ses capacités de formation dans les domaines pour lesquels il est particulièrement bien placé.

◆ CAPACITÉ D'ÉVALUER LES ACTIVITÉS ET D'EN TIRER DES LEÇONS

Élaborer une politique précise pour le contrôle des activités, conformément aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne y compris en ce qui concerne la capacité d'évaluer les activités et d'en tirer les leçons, ainsi qu'un plan de travail pour mettre en œuvre cette politique. Élaborer et adapter des matériels et des directives à l'appui de cette nouvelle politique.

◆ INTÉGRATION DES DROITS DE L'HOMME À L'ACTION HUMANITAIRE DES NATIONS UNIES

- En coopération avec des partenaires de l'action humanitaire, élaborer un cadre conceptuel et opérationnel afin d'intégrer les droits de l'homme à l'action humanitaire. Cette activité consistera à concevoir des outils méthodologiques essentiels, y compris des directives à l'intention des coordonnateurs de l'action humanitaire, ainsi que des matériels de formation et d'information. Un atelier d'experts sera aussi organisé sur ce thème.
- Le Haut-Commissariat continuera de présider le groupe de travail sur les droits de l'homme et l'action humanitaire du Comité permanent interinstitutions, lequel a accueilli le premier atelier sur les droits de l'homme organisé à l'intention des travailleurs humanitaires des institutions des Nations Unies et des ONG, élaboré des publications en vue de promouvoir l'intégration des droits de l'homme dans l'action humanitaire (bonnes pratiques) et servi de forum d'échange d'informations et de coordination.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

D'une manière générale, le Haut-Commissariat renforcera sa stratégie de formation et son programme d'élaboration de manuels ainsi que sa capacité à évaluer ses activités et en tirer les leçons. La qualité et la fiabilité de son travail s'en trouveront améliorées. Grâce à une mise en œuvre concertée du projet, le HCDH verra s'accroître sa notoriété en tant qu'organisation chef de file des droits de l'homme et il deviendra un partenaire plus fiable pour toutes les parties intéressées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires seront le Haut-Commissariat, d'autres institutions et programmes des Nations Unies, des organismes d'aide humanitaire comme le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le HCR et le Comité international de la Croix-rouge (CICR), des gouvernements, des organisations régionales, des ONG et des instituts universitaires. Les activités bénéficieront aussi aux participants à des cours qui utilisent des instruments de formation aux droits de l'homme élaborés ou coordonnés par le HCDH.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le groupe méthodologie, éducation et formation est chargé de l'exécution. Il travaillera en étroite consultation avec les autres Services, et avec le Cabinet, pour garantir une approche cohérente des questions abordées à l'échelle du Haut-Commissariat. Dans l'exécution de son plan de travail pour 2004, il entretiendra une étroite collaboration avec l'équipe spéciale interservices sur la formation, le groupe de gestion des projets, le groupe des missions de maintien de la paix, les présences du HCDH sur le terrain et d'autres départements et institutions des Nations Unies telles qu'OCHA, le HCR, le CICR, le Comité permanent interorganisations et d'autres organisations internationales, notamment des institutions et des organisations qui s'occupent de formation aux droits de l'homme et travaillent dans l'aide humanitaire.

BUDGET ANALYSE DES POLITIQUES ET MÉTHODOLOGIE

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	273.280
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	20.000
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	19.530
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	18.400
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	331.210
Dépenses d'appui au programme	43.100
Total	374.310

PUBLICATIONS

CONTEXTE

La collecte, l'organisation et la diffusion de l'information sous la forme de publications sont au cœur même du travail du Haut-Commissariat. Dans le cadre de sa stratégie d'information, les publications aident à faire prendre conscience des droits de l'homme et des libertés fondamentales et offrent aux particuliers, aux

collectivités, aux gouvernements et à la communauté internationale les outils nécessaires pour les protéger. Elles offrent aussi au public une information de base sur les activités du HCDH et ses actions de formation et de production de matériel didactique destiné aux groupes professionnels et aux établissements d'enseignement qui stimulent la prise de conscience des droits de l'homme.

RÉALISATIONS EN 2003

La liste des publications du Haut-Commissariat est actuellement riche de 79 titres disponibles dans plusieurs des langues officielles sinon toutes: accompagnée d'une fiche de commande, elle indique la langue et la disponibilité des publications sur Internet et en stock. Les demandes de publications ont beaucoup augmenté depuis que la liste est réactualisée chaque mois et mise en ligne sur Internet et qu'elle est distribuée à des réunions et à des manifestations importantes. Au cours des sept premiers mois de 2003, plus de 80.000 exemplaires de publications ont été distribués dans 96 pays de toutes les régions du monde (pays développés et en développement). En outre, la gestion du stock de publications (réception, enregistrement, stockage, distribution et réédition) a été rationalisée grâce à l'utilisation de la base de données sur les publications.

OBJECTIFS ET STRATÉGIE

La mise en œuvre d'une politique de publications d'avant-garde a été entravée par le manque de ressources humaines et financières qui a empêché le Haut-Commissariat de recruter des rédacteurs extérieurs spécialistes des droits de l'homme pour la production des publications requises et les travaux de traduction, de relecture d'épreuves, de mise en page et d'impression. Si les fonds le permettent, l'objectif immédiat du programme sera de produire des publications de qualité sur les droits de l'homme et les activités du HCDH sur le terrain.

ACTIVITÉS EN 2004

- Intégrer le programme de publications dans la stratégie globale d'information du Haut-Commissariat.
- Élaborer de nouvelles publications et actualiser les publications existantes, telles que les fiches d'information, le

matériel didactique et les documents consacrés à des questions spéciales.


- Rationaliser les processus de rédaction, de traduction et de distribution.
- Assurer une large diffusion des publications du HCDH tant au moyen de la liste qu'au moyen du site Web.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Le Haut-Commissariat produira des publications détaillées et conviviales qui seront mises à jour et adaptées aux publics visés et bénéficieront d'une conception et d'une mise en page originales. Le plurilinguisme sera assuré par des traductions dans les autres langues officielles des Nations Unies. En outre, les informations relatives aux droits de l'homme seront distribuées en temps opportun, de façon méthodique, pour une meilleure efficacité.

BÉNÉFICIAIRES

Le public, les partenaires extérieurs du Haut-Commissariat, y compris les États Membres, les mécanismes et experts des Nations Unies chargés des droits de l'homme, les institutions onusiennes, les organisations internationales, les ONG, les universités et instituts de recherche, sans oublier le personnel du HCDH tireront tous profit de publications bien rédigées et bien conçues.

Article 9 
Nul ne peut
être arbitrairement
arrêté, détenu
ni exilé.

BUDGET PUBLICATIONS

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	288.969
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	71.500
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	0
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	120.000
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	8.500
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	488.969
Dépenses d'appui au programme	63.600
Total	552.569

SÉCURITÉ DU PERSONNEL

CONTEXTE

La sécurité du personnel est une préoccupation majeure dans l'ensemble du système des Nations Unies. Les événements dramatiques survenus à Bagdad, le 19 août 2003, au cours desquels 22 personnes ont perdu la vie ont fait prendre conscience que l'ONU pouvait désormais être prise pour cible par des groupes d'extrémistes. En maints endroits du monde, les fonctionnaires des Nations Unies risquent en permanence d'être pris en otage, kidnappés, ou à être victimes de viols ou de violences sexuelles. Ils sont aussi exposés à des vols à main armée et à des attaques contre des convois humanitaires et sont parfois agressés au volant de leur véhicule, font l'objet de brimades, d'arrestation et de mesures de détention. Bien souvent, leur mandat, leur travail et leur immunité ne sont pas respectés; ils sont parfois délibérément pris pour cible pour des raisons politiques ou autres. Dans de nombreux pays, les fonctionnaires du Haut-Commissariat sont sérieusement menacés en raison du caractère sensible de leurs activités et des enquêtes qu'ils conduisent. Compte tenu du caractère particulier de son mandat, le HCDH doit être doté d'un service de sécurité sur le terrain pour veiller à la sécurité du personnel et de ses biens.

L'attentat contre le bâtiment des Nations Unies à Bagdad a démontré que le système actuel de gestion de la sécurité n'avait pas assez de ressources, de pouvoirs ou d'efficacité pour offrir le niveau requis de gestion des risques que le personnel de terrain est en droit d'attendre. Le Secrétaire général a donc demandé à son adjoint d'examiner les résultats de précédents rapports indépendants sur le système de gestion de la sécurité et de mettre en œuvre de toute urgence un programme de réformes. En octobre 2003, le Secrétaire général a chargé un groupe spécial de déterminer quels fonctionnaires étaient chargés de la sécurité au bureau de Bagdad, le jour de l'attentat et de désigner les chefs de service, à tous les niveaux, qui avaient failli à leurs obligations en la matière.

OBJECTIFS

- Renforcer l'unité responsable de la sécurité du Haut-Commissariat et les activités qu'elle assure.
- Continuer à élaborer et mettre en œuvre la politique de sécurité des Nations Unies.
- Fixer et appliquer un certain nombre de règles minimales concernant la sécurité du personnel.
- Élaborer des stratégies et encourager l'adoption de mesures propres à accroître la résistance du personnel au stress.
- Continuer d'appliquer dans toutes les présences sur le terrain les normes minimales de sécurité des opérations et des télécommunications applicables depuis le 1er janvier 2003.

ACTIVITÉS EN 2004

◆ SÉCURITÉ DES OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN

Dans de nombreux lieux où des agents du Haut-Commissariat sont à l'œuvre, le Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité prévoit la présence d'un agent de sécurité, généralement en poste au sein d'une équipe de pays des Nations Unies ou du Bureau du Représentant du PNUD, qui est chargé de conseiller le responsable de la sécurité et l'équipe de gestion de la sécurité dans le pays et veille à ce que des informations soient diffusées en temps utile. Toutefois, cet agent ne peut se consacrer exclusivement aux besoins du seul HCDH. Dans certaines de ses représentations particulièrement actives, le HCDH dispose de ses propres agents de sécurité qui conseillent et aident son personnel en tant que de besoin, en coordination avec l'agent de

sécurité du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité. Lorsque ce personnel opère ou se rend en visite dans des endroits où aucun dispositif de sécurité n'est prévu, les mesures nécessaires sont prises ponctuellement par le groupe de Genève responsable de la sécurité sur le terrain.

◆ SÉCURITÉ DU PERSONNEL

Le groupe de Genève responsable de la sécurité continuera d'aider à définir et appliquer la politique de sécurité des Nations Unies. Des programmes de formation à l'intention du personnel seront mis au point et exécutés en coordination avec les autres activités de formation. Les normes minimales de sécurité des opérations et des télécommunications seront appliquées dans toutes les présences sur le terrain. Le Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité a établi, avec l'appui du Haut-Commissariat et d'autres institutions, des normes applicables au matériel, aux communications et à la formation pour chaque bureau extérieur, qui définissent les responsabilités du personnel d'encadrement et d'exécution ainsi que les incidences budgétaires et les résultats escomptés pour chaque activité. Par définition, les bureaux qui ne satisfont pas à ces normes seront considérés comme inaptes à opérer sur le terrain dans le contexte du système des Nations Unies.

Conformément aux normes définies, le personnel doit avoir reçu le matériel, la préparation et les instructions nécessaires avant de partir en mission. Le groupe de la sécurité sur le terrain se tient à sa disposition à cet effet et tous les déplacements du personnel seront enregistrés pour garantir que les règles relatives aux évacuations et aux assurances en vigueur sont respectées. Il doit aussi y avoir un système permettant de recevoir des notifications d'incidents et d'y réagir conformément au système de rapports des représentations sur le terrain du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité. Des informations et des conseils devront aussi être fournis au Haut-Commissaire et aux administrateurs principaux du HCDH en tant que de besoin. Dans le cadre de ce projet, le HCDH entreprendra les activités suivantes:

- Évaluer les activités sur le terrain en cours et envisagées en vue d'améliorer sous tous ses aspects la sécurité du personnel, de l'information et des biens;
- Évaluer les risques et établir et appliquer des procédures de sécurité normalisées;
- Mettre en place un plan de télécommunications d'urgence et maintenir des moyens de communication avec les présences sur le terrain;

- Définir des critères et un programme de sélection, de recrutement et de formation du personnel de sécurité, avec des descriptions de postes détaillées;
- Gérer le système des permanences au HCDH; et
- Coopérer étroitement avec les autres organismes des Nations Unies afin de partager les ressources et d'éviter les doubles emplois.

◆ SENSIBILISER LE PERSONNEL AUX QUESTIONS DE SÉCURITÉ

- Appuyer, former, conseiller et encadrer techniquement le personnel de sécurité détaché sur le terrain.
- Sensibiliser davantage l'ensemble des membres du Haut-Commissariat aux questions de sécurité.
- Élaborer un programme général de formation pour le personnel en poste à Genève, le personnel sur le terrain et les agents de sécurité professionnels.

◆ SERVICES D'APPUI

Le stress du personnel pose un problème croissant tant dans le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité que dans toutes les institutions ayant des présences sur le terrain. On distingue principalement deux catégories de stress: le «stress lié à des événements traumatisants» et la réaction de ceux qui sont directement ou indirectement impliqués dans des événements traumatisants, comme la mort ou la prise d'otages, et le «stress cumulatif» qui résulte d'une accumulation d'exposition au danger, à des frustrations et au surmenage. Ces différentes formes de stress, qui existent aussi bien au siège que sur le terrain, peuvent se traduire par une moindre performance, des congés de maladie fréquents et une baisse du moral. L'Assemblée générale a demandé au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité de coordonner l'ensemble des activités interinstitutions visant à sensibiliser le personnel aux symptômes du stress, à élaborer des stratégies pour y faire face et à encourager les initiatives propres à lui permettre de mieux résister.

MODALITÉS D'APPLICATION

Le groupe a à sa tête un haut responsable des mesures de sécurité qui analyse la situation dans les régions où le Haut-Commissariat opère ou prévoit d'opérer, le conseille et agit en liaison avec d'autres organismes des Nations unies et le

Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité à New York.

Deux agents de sécurité coordonnent les formalités relatives aux autorisations, analysent la situation dans les lieux d'affectation proposés, assurent des réunions d'information avant le détachement, travaillent en liaison avec les responsables locaux du maintien de l'ordre et, à l'occasion, accompagnent le personnel sur le terrain. Ils assureront également une formation et mettront en œuvre des programmes de sensibilisation, veilleront au respect des normes minimales de sécurité des opérations et des télécommunications et assureront le fonctionnement d'un centre des opérations qui veillera à la sécurité de toutes les activités sur le terrain.

Un assistant administratif/secrétaire s'occupera de mettre à jour les bases de données et les dossiers et participera à l'élaboration des rapports.

FINANCEMENT

À la suite de l'attentat de Bagdad, le Haut-Commissariat procédera à une réévaluation de ses besoins et des conditions de sécurité dans les pays dans lesquels il exerce ses activités en vue de procéder à un réajustement du financement. Les fonds seront nécessaires pour financer les traitements du personnel, les évaluations sur le terrain, le matériel de sécurité pour le terrain, les programmes et les manuels de formation. Du matériel informatique sera également nécessaire pour gérer et diffuser l'information de manière sûre et en temps voulu.

Article 30

Aucune disposition de la présente
Déclaration ne peut être interprétée comme
impliquant, pour un Etat, un groupement ou
un individu, un droit quelconque de se livrer
à une activité ou d'accomplir un acte visant
à la destruction des droits et libertés
qui y sont énoncés.

BUDGET SÉCURITÉ DU PERSONNEL

Dollars É.-U.

Dépenses de personnel	350.610
Honoraires et frais de voyage des experts/consultants	0
Frais de voyage:	
Personnel du Haut-Commissariat	18.000
Membres de la Commission	0
Représentants et autres participants	0
Services contractuels	0
Dépenses générales de fonctionnement	0
Fournitures et achats	7.000
Subventions, contributions, bourses et séminaires	0
Total partiel	375.610
Dépenses d'appui au programme	57.300
Total	432.910

FONDS DE RÉSERVE

Ce fonds aidera le Haut-Commissariat à répondre aux situations d'urgence et à d'autres besoins urgents imprévus. Il permettra d'avancer de l'argent dans de telles circonstances et sera reconstitué lorsque les contributions volontaires nécessaires à son financement auront été reçues. Le fonds est géré par le chef du service administratif placé sous la responsabilité du Haut-Commissaire. Le niveau de financement de ce fonds est de 500.000 dollars É.-U. Seule la moitié de cette somme est actuellement disponible, c'est pourquoi des contributions d'un montant de **250.000 dollars É.-U.** sont demandées pour le début de l'année 2004.



HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME

Document établi par le Groupe de mobilisation des ressources du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Édition: Marilyn Achiron (original anglais) et Christian Stenersen (version française)

Conception graphique et mise en page: Latitudesign, Genève

Impression: Atar Roto Presse SA, Vernier

Photographies (couverture): UNICEF/HQ 00-0570/Roger LeMoyne; UNICEF/HQ 99-0860/Roger LeMoyne; UNICEF/HQ 00-0625/Roger LeMoyne; UNICEF/HQ 99-0019/Roger LeMoyne; UNICEF/HQ 98-0411/Lauren Goodsmith; UNICEF/HQ 99-0635/Giacomo Pirozzi; UNICEF/HQ 03-0218/Roger LeMoyne; UNICEF/HQ 02-0087/Susan Markisz.

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Haut-Commissariat aux droits de l'homme aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME

APPEL ANNUEL 2004
Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Palais des Nations - CH-1211 Genève 10 - Suisse
Téléphone: 41 22/917 90 00 - Télécopie: 41 22/917 90 08
Site web: www.ohchr.org